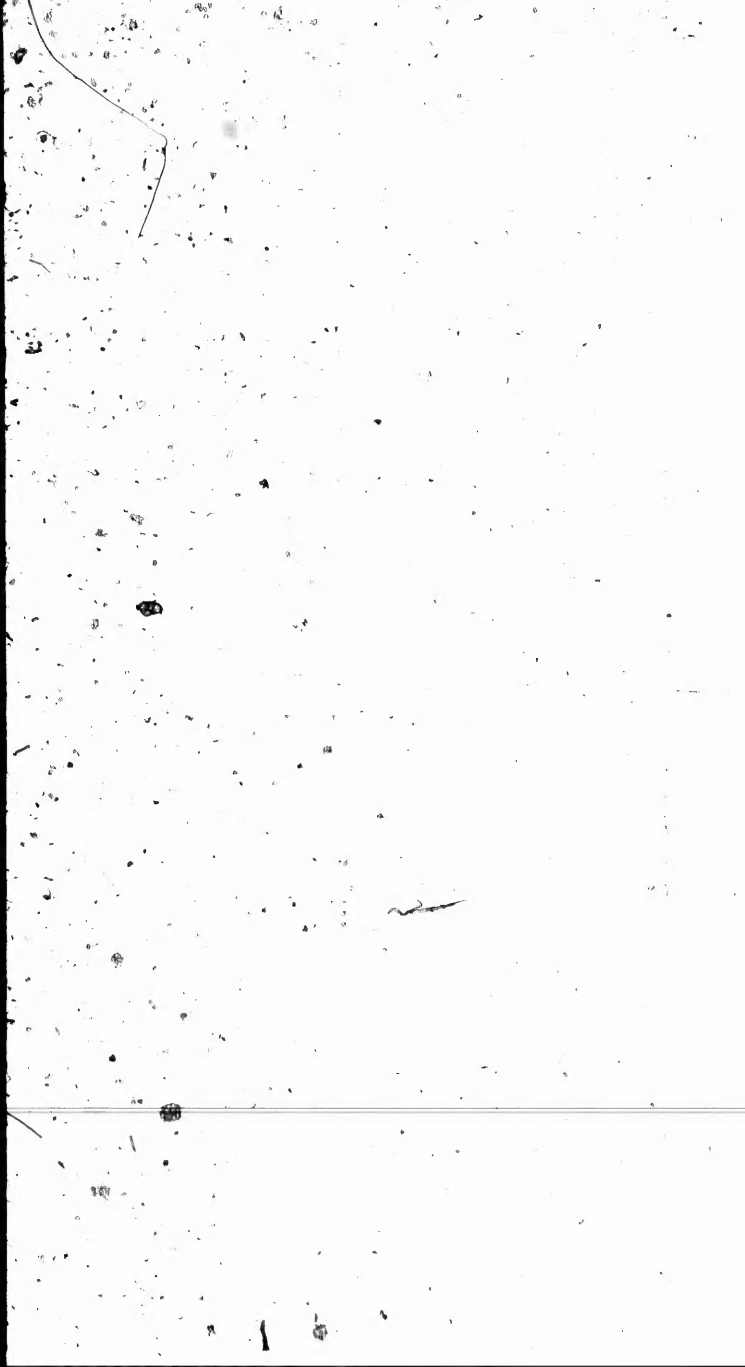




**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1991

3, vérité,
Québec 4, QUE.
L. ... de Québec,
3, de l'Université,
Québec 4, QUE.

25
M

COM

DE S

Sur les
des

Avec le



DE L

284 RES A-8, 2
MÉMOIRES

DES

COMMISSAIRES DU ROI

ET DE CEUX

DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE,

Sur les possessions & les droits respectifs
des deux Couronnes en Amérique;

Avec les Actes publics & Pièces justificatives.

PAR **ME PREMIER,**

ordonnant les Mémoires sur l'Acadie.

Plante



A PARIS
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLVI.

17

Des Pi

CAR
tentri
Mén
au sup
dans

MÉMO
ou A
Roi,
que,

MÉMO
Comm
Brita

MÉMO
Comm
Brita

TRADU
limite
remis
de S.
175

T A B L É

Des Pièces contenues dans le premier volume.

CARTE d'une partie de l'Amérique septentrionale, pour servir à l'intelligence du Mémoire sur les prétentions des Anglois, au sujet des limites à régler avec la France dans cette partie du monde.

MÉMOIRE au sujet de la nouvelle E'cosse ou Acadie, remis aux Commissaires du Roi, par ceux de Sa Majesté Britannique, le 21 septembre 1750. page 1

MÉMOIRE sur l'Acadie, remis par les Commissaires du Roi à ceux de S. M. Britannique, le 21 septembre 1750. 7

MÉMOIRE sur l'Acadie, remis par les Commissaires du Roi à ceux de S. M. Britannique, le 16 novembre 1750. 9

TRADUCTION d'un Mémoire au sujet des limites de la nouvelle E'cosse ou Acadie, remis aux Commissaires du Roi par ceux de S. M. Britannique, le 11 janvier 1751 10

*MÉMOIRE des Commissaires du Roi, du
4 octobre 1751, en réponse aux Mé-
moires des Commissaires de Sa Majesté
Britannique, des 21 septembre 1750
& 11 janvier 1751, concernant l'A-
cadie* 97

INTRODUCTION page 97

*ARTICLE I. De l'origine des premiers
établissémens des An-
glois dans l'Amérique
septentrionale . .* 108

*ART. II. De l'origine des premiers
établissémens des Fran-
çois dans l'Amérique
septentrionale . .* 129

*ART. III. Révolutions arrivées dans
l'Acadie & dans les
pays circonvoisins, jus-
qu'à la paix d'Utrecht*
143

*ART. IV. De l'opinion des Commis-
saires Anglois, concer-
nant le droit des Fran-
çois sur l'Acadie.* 165

ART. V. De la nouvelle Ecosse.
175

*1.^{re}. Allégation des Commissaires Anglois, sur
l'existence de la nouvelle Ecosse, tirée de la*

T A B L E.

V.

- Concession faite par Jacques I, & de ce qu'a avancé le Bureau des Plantations, que le Concessionnaire Guill. Alexandre en chassa les François* 178
- 2.^e *Allégation, tirée de la prétendue confirmation accordée par Charles I.^{er}, de la concession faite par Jacques I.* 182
- 3.^e *Allégation, tirée de ce que le roi Louis XIII auroit, dit-on, confirmé les concessions faites dans la nouvelle Ecosse au sieur de la Tour par Guillaume Alexandre.* 182
- 4.^e *Allégation, tirée d'un ordre de Cromwel.* 187
- 5.^e *Allégation, fondée sur un Mémoire d'un Ambassadeur de France, où l'on a cru voir en Angleterre le nom de nouvelle Ecosse qui n'y est pas.* 188
- 6.^e *Allégation, tirée du traité d'Utrecht. 190*

ART. VI. *Examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées des commissions des sieurs de Charnisai & de la Tour* 195

ART. VII. *Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées des lettres du Comte d'Estrades.* 202

ART. VIII. *Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires*

Anglois. Inductions tirées du traité de Breda.

207

ART. IX. *Suite de l'examen, &c. Inductions tirées de l'opposition du Chevalier Temple à l'exécution du traité de Breda.* 213

ART. X. *Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées de plusieurs Lettres & Mémoires des Ambassadeurs de France & des Gouverneurs François de l'Amérique, ainsi que d'un Mémoire du bureau du Commerce & des Plantations, sur les limites de la nouvelle Angleterre . . .* 220

ART. XI. *Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées du traité d'Utrecht.*

232

ART. XII. *Objections des Commissaires Anglois sur l'incertitude des limites de l'Acadie & sur l'opinion du sieur Durand.* 240

ART. XIII. *Objections des Commis-*

T A B L E. vij

*saies Anglois sur les
notions géographiques de
l'Acadie 243*

ART. XIV. *Des principes & des no-
tions par lesquels on
peut déterminer les li-
mites de l'Acadie. 256*

ART. XV. *Preuves sur les limites de
l'Acadie, tirées de la
description des côtes de
l'Amérique septentrio-
nale par le sieur Denys.
261*

ART. XVI. *Preuves sur les limites de
l'Acadie, tirées des
voyages du sieur Cham-
plain 266*

ART. XVII. *Preuves sur les limites de
l'Acadie, tirées de
l'Histoire de la Nou-
velle-France par
carbot 273*

ART. XVIII. *Preuves sur les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de concession
de l'Acadie; autres ti-
tres & Mémoires Fran-
çois 279*

ART. XIX. *Preuves sur les limites
de l'Acadie, tirées de
titres, Mémoires &*

	auteurs Anglois & autres.	292
ART.	XX. Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du Traité d'Utrecht. . .	299
CONCLUSION		306

A V I S.

ON doit prévenir que les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont fait une réplique au dernier Mémoire des Commissaires du Roi, concernant les limites de l'Acadie : mais comme cette réplique, qui n'a été accompagnée d'aucunes nouvelles pièces, n'est point encore en état d'être imprimée, elle n'a pû être insérée dans ce volume. On espère la donner incessamment avec une réponse satisfaisante.

glois & au-
... 292

les limites de
ées du Trai-

... 299

... 306

mmiffaires
y fait une
des Com-
les limites
replique,
unes nou-
en état
re inférée
a donner
satisfai-

OIRE

Sept

Longitude Occidentale

Meridien de Lond

Avertissement

Les Limites des Provinces Angloises, soit en de
 soit du côté du Canada ont été prises sur celles
 Angloises, et sont ici pour conséquence

Par la même raison, on ne peut attribuer NOUVEANCE
ce qui croit de l'être.

Echelle

Lienar Marinier de France et d'Angleterre

L. CATTANEO

Proovers

LAC

CAP
L'AMERIC

Pour servir à l'Int
Anglois, au sujet des Lin

Les Limites proposées dans les Mémoires de
sont entourées de gros points : mais sur
Les Limites de l'Acadie et de ses Bances
La Baillie du Port Royal cédée par le m
Les Limites de la Nouvelle France suivant
le 10 Septembre 1664. sont entourées de p
Le Pae concédé par Crutavel aux S^{rs} la
Le Pae restitué par le Traité de Breda en
le Pae depuis Miramichi jusqu'à Cana
Le Gouvernement de S^t Denis en 1654. est
Le Gouvernement de S^t Charles en 1628. e
Le Gouvernement de S^t le Bour en 1638. est

Le 14e Acad. de l'Observat. de Paris

82 81 80 79 78 77 76 75 74 73



M

N

Re

D

i
it
de
uta
rit
the
ful
ni
ti
s
tu
an

54 55

I

MEMOIRE

AU SUJET DES LIMITES

DE LA

NOUVELLE E'COSSE

OU ACADIE,

Remis aux Commissaires du Roi, par
ceux de Sa Majesté Britannique, le
21 septembre 1750.

D'AUTANT que par l'article XII du
Traité de paix conclu à Utrecht le
11 avril 1713, il a été convenu, comme
il est dit: (Quod) Dominus Rex Christianissimus
idem, quo pacis præsentis ratificationes com-
mutabuntur die, Dominae Reginae Magnae
Britanniae litteras tabulasve solemnes &
authenticas tradendas curabit, quarum vigore
Insulam Sancti Christophori per subditos Bri-
tannicos sigillatim dehinc possidendam; novam
quoque sive Acadiam totam limi-
tis suis antiquis comprehensam, ut &
Annapolis urbem, nunc Annapolim regiam
tam, cæteraque omnia in istis regionibus,
ab iisdem terris & insulis pendunt,
Tome I.

A

2 *Mém. des Commissaires Anglois*

unà cum earumdem insularum, terrarum & locorum dominio, proprietate, possessione, & quocumque jure, sive per pacta, sive alio modo quæsito, quod Rex Christianissimus, Corona Galliæ, aut ejusdem subditi quicumque ad dictas insulas, terras & loca, eorumque incolas, hæcenus habuerunt, Reginæ magnæ Britanniæ, ejusdemque Coronæ in perpetuum cedi constabit & transferri, prout eadem omnia nunc cedit ac transfert Rex Christianissimus; idque tam amplis modo & formâ, ut Regis Christianissimi subditis in dictis maribus, sinibus, aliisque locis ad litora novæ Scotiæ, ea nempe quæ Eurum respiciunt intra trigenta leucas, incipiendo ab insulâ vulgo Sable dictâ, eâque inclusâ, & Africum versus pergendo, omnis piscatura in posterum interdicatur.

Et d'autant qu'en conformité de ce Traité ledit feu Roi Très-Chrétien, par ses Lettres & Actes authentiques signées de sa main, à Marly, datées dans le mois de mai de l'an 1713, a cédé à perpétuité à ladite feue Reine de la Grande-Bretagne lesdits pays de la nouvelle Ecosse, ou de l'Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites; comme aussi la ville de Port-royal, présentement nommée Annapolis-royale, & généralement tout ce qui dépend desdites terres & illes desdits

pays
plein
des dr
Sujet
Reine
tagne
entier
soit p
la pè
endroi
adite
comm
frème
par led
l appe
Sa Ma
léclare
leman
comme
oires
adie e
ancien
côté
rivier
Pent
par s
une li
la riv
* Le t
ume.

s Anglois

terrarum &
possessione, &
sive alio modo
simus, Corona
quicumque ad
eorumque in-
ginae magnae
in perpetuum
prout eadem
Rex Christia-
do & formâ,
tis in dictis
is ad littora
rum respiciunt
do ab insulâ
& Africum
in posterum

mité de ce
nretien, par
s signées de
le mois de
perpétuité à
le-Bretagne
osse, ou de
formément
ne aussi la
nt nommée
ement tout
illes desdits

sur les limites de l'Acadie.

3

pays, pour être possédées à l'avenir en pleine souveraineté & propriété, avec tous les droits acquis par lui (ledit Roi) & ses Sujets, par Traités ou autrement, par ladite Reine & la Couronne de la Grande-Bretagne, lui en faisant à cet effet pleine & entière cession * pour toujours, sans qu'il soit permis aux Sujets dudit Roi de faire la pêche dans les mers, baies & autres endroits à trente lieues près des côtes de ladite nouvelle Ecosse, au sud-est, en commençant depuis l'isle de Sable inclusivement & en tirant au sud-ouest, comme par ledit Traité & lesdites Lettres de cession il appert; or les soussignés Commissaires de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, déclarent quelles sont les limites qu'on demande de la part de ladite Majesté, comme les véritables bornes desdits territoires de la nouvelle Ecosse, ou de l'Acadie en son entier, conformément à ses anciennes limites; savoir, « sur l'ouest, du côté de la nouvelle Angleterre, par la rivière de Penobscot, autrement dite Pentagoet, c'est-à-dire, en commençant par son embouchure, & delà en tirant une ligne droite du côté du nord jusqu'à la rivière Saint-Laurent, ou la grande

* Le texte porte *possession*, ce qui est une faute de
ume.

4 *Mém. des Commissaires Anglois*

» rivière du Canada : au nord par ladite
» rivière Saint-Laurent, le long du bord
» du sud jusqu'au cap Rosiers, situé à son
» entrée; à l'est par le grand golfe de S.
» Laurent, depuis ledit cap Rosiers du
» côté du sud-est, par les isles de Bacca-
» laos ou Cap-Breton y laissant ces isles à
» la droite, & le golfe de Saint-Laurent &
» Terre-neuve, avec les isles y apparte-
» nantes, à la gauche, jusqu'au cap ou
» promontoire, nommé Cap-Breton; &
» au sud, par le grand océan Atlantique,
» en tirant du côté du sud-ouest depuis
» ledit Cap-Breton par cap Sable, y com-
» prenant l'isle du même nom, à l'entour
» du fond de la baie de Fundy qui monte
» du côté de l'est dans le pays, jusqu'à
» l'embouchure de ladite rivière de Pe-
» nobscot ou Pentagoet. » Et c'est pour-
» quoi lesdits Commissaires demandent toutes
» les terres, continens, isles, côtes, baies,
» rivières & lieux qui sont compris dans les-
» dites limites, ou sont dépendans de ladite
» nouvelle Ecosse ou l'Acadie, bornées
» comme ci-dessus; avec la souveraineté,
» propriété, possession, & tous les droits
» acquis par Traité ou autrement, que ledit
» Roi Très-Chrétien, la Couronne de France
» ou ses Sujets quelconques, ont jamais eu
» sur lesdites terres, continens, isles, côtes,

Baies,
comm
Grand
dudit
diminu
de Ca
l'embo
ou dan
ont re
par l'a
ans qu
bonne
s mer
eues
'cosse
ençan
vemen
Et d
posse
onne d
étendr
u'à la r
s terre
vières
artie de
parten
ritoire
rtienne
la Gra
ssaires

Anglois

l par ladite
ng du bord
situé à son
golfe de S.
Rosiers du
s de Bacca-
t ces îles à
Laurent &
y apparte-
au cap ou
Breton; &
Atlantique,
uest depuis
le, y com-
à l'entour
qui monte
ys, jusqu'à
re de Pe-
c'est pour-
dent toutes
tes, baies,
ris dans les-
s de ladite
, bornées
uveraineté,
s les droits
, que ledit
e de France
t jamais eu
les, côtes,

Sur les limites de l'Acadie.

5

Baies, rivières, lieux & leurs habitans, comme appartenant à la Couronne de la Grande-Bretagne en vertu dudit article XII dudit Traité d'Utrecht, sans réserve ou diminution quelconque; excepté ladite île de Cap-Breton, & les îles situées dans l'embouchure de la rivière de S.^t Laurent ou dans le golfe du même nom, lesquelles sont réservées à la Couronne de France par l'article XIII dudit Traité; & cela, sans qu'il soit permis aux Sujets de la Couronne de France, d'aller faire la pêche dans les mers, baies & autres endroits, à trente lieues près des côtes de ladite nouvelle Écosse ou l'Acadie au sud-est, en commençant depuis ladite île de Sable inclusivement, & en tirant au sud-ouest.

Et d'autant qu'à diverses fois, pendant la possession de ladite Acadie par la Couronne de France, on a de sa part tâché d'étendre ses limites du côté du ouest jusqu'à la rivière de Kinibeki, prétendant que ces terres ou territoires situés entre lesdites rivières de Penobscot & Kinibeki faisoient partie de ladite Acadie, & comme tels y appartenient, lesquelles dites terres ou territoires appartenient pour lors & appartiennent présentement à la Couronne de la Grande-Bretagne: or les susdits Commissaires déclarent que toutes les terres &

6 *Mém. des Commissaires Anglois*

territoires situés entre lesdites rivières de Penobscot & Kinibeky, & qui sont bornés du côté du nord par ladite rivière Saint-Laurent, appartiennent à la Couronne de la Grande-Bretagne, tant par ancien droit qu'en vertu dudit Traité d'Utrecht, par lequel ledit Roi Très-Chrétien fut obligé de céder & actuellement céda à la Couronne de la Grande-Bretagne, toutes les isles, terres & pays quelconques, qu'il avoit en aucuns temps possédés comme partie de ladite Acadie ou de ladite nouvelle Ecosse, ou comme en dépendant, & tous les droits à icelles que lui ou ses Sujets avoient acquis par Traités ou autrement.

Et lesdits Commissaires, de la part du Roi de la Grande-Bretagne, demandent en outre qu'on dépêche les ordres nécessaires pour la dûe exécution du susdit article XII du Traité d'Utrecht, suivant la vraie intention & l'esprit d'icelui; & pour l'éloignement des établissemens faits par les Sujets du Roi Très-Chrétien, s'il y en a sur les limites ci-dessus.

Signé W. SHIRLEY. W. MILD MAY.



rièrès de
i font bor-
dite rivière
à la Cou-
, tant par
dit Traité
Roi Très-
& actuel-
la Grande-
es & pays
cuns temps
lite Acadie
ou comme
its à icelles
acquis par

la part du
demandent
res néces-
du fufdit
nt, fuyant
l'icelui ; &
emens faits
Chrétien,
ffus.

LDMAY.

MEMOIRE SUR L'ACADIE,

*Remis par les Commissaires du Roi,
à ceux de Sa Majesté Britannique,
le 21 septembre 1750.*

PAR le Traité d'Utrecht, le Roi cède à l'Angleterre l'Acadie en entier ; conformément à ses anciennes limites ; comme aussi Port-royal ou Annapolis ; & par le même Traité, Sa Majesté demeure en possession de toutes les îles qui sont dans le golfe Saint-Laurent & dans son embouchure, excepté l'île de Terre-neuve, qui est cédée à Sa Majesté Britannique avec ses réserves portées par le Traité.

Il résulte dudit Traité ;

1.^o Qu'Annapolis n'étoit pas comprise dans les anciennes limites de l'Acadie ; ce qui est conforme d'ailleurs aux plus anciennes descriptions du pays, & par conséquent l'ancienne Acadie ne renferme qu'une partie de la péninsule de ce nom.

2.^o Que l'île de Canseau se trouvant située dans une des embouchures du golfe Saint-Laurent, l'Angleterre peut se rap-
peler les plaintes portées depuis longtemps de la part du Roi, concernant l'invasion

8 *Mém. des Commissaires du Roi*

violente de cette isle en 1718 dans le sein de la paix, par le sieur Smart Capitaine de l'Ecuveuil, navire de guerre Anglois : sur lesquelles plaintes il y eut des Commissaires nommés, & rien de décidé; mais il est à observer, que quelque temps après la Cour d'Angleterre accorda des indemnités pour les effets enlevés par ledit navire.

3.^o Que les limites entre la nouvelle France & la nouvelle Angleterre n'ont dû subir aucun changement, & doivent être aujourd'hui telles qu'elles étoient avant le Traité d'Utrecht, qui n'a rien changé à cet égard.

On se bornera ici aux conséquences qui résultent de la lettre & de l'esprit de ce Traité. Tel est l'état où il seroit juste que ces colonies fussent remises, dans le cas où l'on ne parviendroit point à se concilier dans les conférences entre les Commissaires respectifs. S'il est question d'y apporter des tempéramens qui puissent contribuer à l'affermissement de la paix, les dispositions de la France à cet égard ne sont point équivoques; elle en a donné des preuves dans les évacuations provisionnelles & conditionnelles des isles de Tabago & de Sainte-Lucie. Les Commissaires de Sa Majesté réitérent ici ce qu'ils ont déjà dit dans les conférences; que la convention

défini
les bo
des a
objets
Signé
SILH

ME

Remis
ceux
16

ES
tar
nissaire
ément
lie, le
que l'an
nité d
Sainte-
étend
termine
Signé
SILH

du Roi

ans le feint
pitaine de
nglois : sur
missaires
ais il est à
es la Cour
nités pour
re.

ouvelle
e n'ont dû
ivent être
t avant le
angé à cet

uences qui
prit de ce
juste que
s le cas où
e concilier
missaires
y apporter
contribuer
dispositions
ont point
es preuves
nelles &
ago & de
res de Sa
t déjà dit
onvention

Sur les limites de l'Acadie.

9

définitive doit embrasser non seulement les bornes de l'Acadie, mais encore celles des autres colonies, & tous les autres objets dont le règlement leur est déferé.
Signé LA GALISSONNIÈRE, DE SILHOUETTE.

MEMOIRE SUR L'ACADIE,

Remis par les Commissaires du Roi, à ceux de Sa Majesté Britannique, le 16 novembre 1750.

LES Commissaires de Sa Majesté Britannique ayant désiré que les Commissaires du Roi s'expliquassent plus précisément sur les anciennes limites de l'Acadie, les Commissaires du Roi déclarent que l'ancienne Acadie commence à l'extrémité de la Baie-françoise, depuis le Cap Sainte-Marie, ou le cap Fourchu; qu'elle s'étend le long des côtes, & qu'elle se termine au cap Canseau.

Signé LA GALISSONNIÈRE, DE SILHOUETTE.



TRADUCTION
D'UN MÉMOIRE*,

AU SUJET DES LIMITES

DE LA

NOUVELLE ÉCOSSE
OU ACADIE,

*Remis aux Commissaires du Roi, par
ceux de Sa Majesté Britannique, le
11 janvier 1751.*

I. **N**OUS soussignés, Commissaires
du Roi de la Grande-Bretagne,
ayant dans notre Mémoire du 21 septembre
dernier, marqué l'étendue & les anciennes
limites de la nouvelle Écosse ou Acadie,

AVERTISSEMENT

* Le 11 janvier 1751 MM. les Commissaires
de Sa Majesté Britannique ont remis aux Commissaires
du Roi, l'original Anglois de ce Mémoire, & celui de
la présente Traduction.

Les numéros qu'on trouve ici, y ont été mis par les
Commissaires du Roi, pour servir aux citations de son
Mémoire en réponse, qui est du 4 octobre 1751,

ON
RE*,
ITES

OSSE

Roi, par
annique, le

ommissaires
- Bretagne,
1 septembre
es anciennes
d'Acadie,

es Commissaires
ux Commissaires
ire, & celui de

été mis par la
citations de la
re 1751,

sur les limites de l'Acadie. 11

cédée à la Couronne de la Grande-Bre-
tagne, par l'article XII du Traité d'U-
trecht, pour lesquels nous maintenant à consta-
ter la réalité de ces limites, & à démon-
trer le véritable droit de Sa Majesté à
toutes les terres, isles, côtes, baies & ri-
vières, & à tous les continens y compris;
ce faisant, nous n'alléguerons aucuns faits
qui ne soient authentiques, ni aucunes
preuves qui ne soient conclusives; & nous
sommes assez heureux pour qu'il soit en
notre pouvoir de maintenir chaque partie de
cette demande, non seulement par plusieurs
déclarations & actes d'Etat de la part de la
Couronne de France, mais aussi (a) par
la possession uniforme de cette Couronne
pendant plusieurs années, tant (b) avant
qu'après le Traité de Breda; laquelle Cou-
ronne, toutes les fois qu'elle a formé des
demandes sur l'Acadie & qu'elle l'a eue en
possession, l'a demandée & en a joui dans

Observations des Commissaires du Roi.

(a) La France ayant
possédé le Canada con-
jointement avec l'Acadie,
sa possession uniforme ne sau-
rait servir à déterminer les
limites de cette dernière
province.

(b) Avant & après le

Traité de Breda, les li-
mites de l'Acadie n'ont
jamais été telles qu'on le
prétend ici. Voyez le Mé-
moire du 4 octobre 1751,
articles XIV, XV & sui-
vans.



12 *Mém. des Commissaires Anglois*

la même étendue & avec les mêmes limites sur lesquelles nous insistons.

II. En 1647, la Couronne de France étant pour lors en possession de l'Acadie (a), Charles de Menou, Chevalier, sieur d'Aulnay-Charnisay, obtint une commission sous le seing manuel de Louis XIV, laquelle fait mention que ledit sieur d'Aulnay ayant été nommé par le feu Roi, Gouverneur & Lieutenant général de l'Acadie dans la nouvelle France, avoit exercé cet emploi l'espace de quatorze ans, & qu'il avoit expulsé les Religionnaires étrangers du Fort de *Pentagoet*, & avoit soumis à l'obéissance de cette Couronne le Fort de la rivière Saint-Jean; pour quoi & pour d'autres services, il est confirmé & rétabli dans ledit emploi, dans les termes suivans; savoir, » Gouverneur & Lieutenant général en tous lesdits pays, territoires, côtes » & confins (b) de l'Acadie, à commencer » dès le bord de la grande rivière Saint-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Voyez la neuvième des pièces produites par MM. les Commissaires Anglois.

(b) Ce mot *confins*, prouve que l'étendue de ce Gouvernement surpas-

soit celle de l'Acadie; ce qui est d'autant plus certain, que dans les Lettres accordées au sieur de Monts en 1603, on trouve des termes équivalens qui sont ceux-ci : ladite

Laure
mer &
de la
tant d
aux
III.
commis
e trafi
nt déco
toute-

BSER
re de l'
es & t
ins; &
dire q
tion du
it Acad
prenon
ré, &
nouvel
aujourd'
VI de
bre 17
On ne
n plus
le Tra
cédant l
fermée
unes lin
antiqui
entendu
& ses c
ie & les
es circon

Anglois

mes limites

de France

de l'Aca-

Chevalier,

une com-

Louis XIV,

sieur d'Aul-

Roi, Gou-

de l'Acadie

exercé cet

ns, & qu'il

es étrangers

it soumis à

le Fort de

moi & pour

né & rétabli

es suivans;

enant géné-

roires, côtes

commencer

vière Saint-

ires du Roi.

e l'Acadie; ce

utant plus cer-

ans les Lettre

au sieur de

603, on trou-

mes équivalens

eux-ci : l'adit

Sur les limites de l'Acadie.

13

Laurent, tant du long de la côte de la mer & des isles adjacentes, qu'en dedans de la terre ferme, & en icelle étendue tant & si avant que faire se pourra jusqu'aux Virgines. »

III. Et dans un autre endroit de cette commission, où ledit d'Aulnay est autorisé à trafiquer avec les Indiens, les limites sont décrites dans les mots suivans : « Dans toute l'étendue dudit pays * de terre

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

re de l'Acadie, & des
es & territoires circon-
sins; & l'on ne peut
dire que toute la con-
sion du sieur de Monts
oit Acadie, puisqu'elle
prenoit jusqu'au 40.^e
ré, & par conséquent
nouvelle Angleterre
aujourd'hui. Voyez l'ar-
le VI du Mémoire du 4
bre 1751, & la carte.

On ne peut pas dire
n plus que la France
le Traité d'Utrecht,
cédant l'Acadie entière
fermée * dans ses an-
nues limites, *limitibus*
antiquis comprehensam,
entendu céder l'Aca-
& ses confins, ou l'A-
ie & les côtes & terri-
es circonvoisins; elle n'a

pas cédé l'Acadie vague-
ment, en sorte qu'on pût
y comprendre tout ce qui
en aucun temps auroit pu
être joint ou confondu
avec l'Acadie; une pa-
reille cession indétermi-
née seroit sans exemple,
comme sans vrai-sem-
blance; mais elle a cédé
l'Acadie suivant ses an-
ciennes limites, avec ses
dépendances. Voyez les ar-
ticles XV, XVI, XVII,
XVIII, XIX & XX
du Mémoire du 4 octobre
1751.

* Ces mots de terre
ferme & côtes d'Acadie,
fournissent une nouvelle
preuve, que le gouverne-
ment du sieur de Char-
nifay contenoit d'autre

* C'est le
sens propre
du mot *com-
prehensam*.

14 *Mém. des Commissaires Anglois*

» ferme & côtes de l'Acadie, depuis ladite
» rivière (a) Saint-Laurent jusqu'à la mer,
» tant que lesdits pays & côtes se peuvent
étendre, jusqu'aux Virgines. »

IV. (b) Pour expliquer le mot *Virgines*, dont on s'est servi dans cette commission pour dénoter les limites occidentales de l'Acadie, nous observons que le

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

pays que celui d'Acadie, qui alors étoit regardée comme une partie de la côte d'une presqu'île; & par conséquent distincte & séparée de la terre ferme.

(a) Ces mots depuis la rivière Saint-Laurent jusqu'à la mer, quoiqu'obscurs, ne peuvent pas s'interpréter de la rive méridionale de ce fleuve; les sieurs de Charnisay & de la Tour n'y ont jamais prétendu rien, comme il se prouve non seulement par les historiens du temps, mais par les provisions des Gouverneurs du Canada contemporains. Voyez les provisions de M. M. d'Argenson, de Lauson & de Montmagny.

(b) Toute cette ex-

plication des Virgines est fort arbitraire; elle prouve sans doute que le gouvernement du sieur de Charnisay s'étendoit jusqu'aux possessions Angloises; mais on n'en sauroit conclurre que cette partie de son gouvernement s'appelât Acadie.

D'ailleurs la charte de Jacques I.^{er} qu'on cite ici, ne pouvoit donner aucun droit au delà du 40.^{me} degré; celle de Henri IV ayant concédé ce terrain auparavant au sieur de Monts en 1603, & le sieur de Monts s'y étant établi avant que l'Angleterre eût aucun établissement dans l'Amérique. Voyez les articles 1 & 11 du Mémoire du 4 octobre 1751.

s Anglois

depuis ladite
usqu'à la mer,
es se peuvent

le mot *Vir-*
s cette com-
ites occiden-
avons que le

aires du Roi.

des Virgines est
aire; elle prou-
oute que le gou-
t du sieur de
s'étendoit jul-
teffions Angloi-
on n'en sauroit
que cette par-
gouvernement
Acadie.

irs la charte de
qu'on cite ici,
donner aucun
là du 40.^{me} de
de Henri IV
cédé ce terrain
au sieur de
1603, & le
onts s'y étant
t que l'Anglo-
ucun établisse-
l'Amérique.
les 1 & 11
du 4 octob

Sur les limites de l'Acadie.

15

roi Jacques I.^{er} en 1606, octroya cer-
un territoire à deux compagnies; permet-
t à l'une de s'établir dans aucun endroit
ce fût sur la côte de Virginie, entre les
grés 34 & 41, & l'autre, entre les de-
és 38 & 45 de latitude septentrionale; &
en conséquence de cet octroi, tout ce
ys, qui depuis a été divisé en provinces
parties, a passé pendant plusieurs années
les noms de la Virginie septentrionale
méridionale, comme il paroît plus am-
ment par l'histoire ancienne de son pre-
er établissement, écrite par Samuel Pur-
ss, ainsi que par celle de Neale, de la
ouvelle Angleterre.

V. * D'où il résulte que la Cou-
ne de France estimoit pour lors que
contrée septentrionale d'Acadie s'éten-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

C'est toujours con-
dre les bornes du com-
ndement des différens
ouverneurs de l'Acadie
celles de l'Acadie
me : mais le Traité
trecht cède l'Acadie
re suivant ses anciennes
tes, avec ses dépen-
ces, & non suivant
endue du commande-
nt des Gouverneurs.
on en croyoit les au-

teurs Anglois, il faudroit
qu'il l'eût cédée suivant
l'extension la plus grande
qui eût jamais été donnée
à ces commandemens, &
suivant l'interprétation la
plus favorable à l'Angle-
terre; encore cela ne suf-
firoit-il pas pour remplir
les demandes de MM. les
Commissaires Anglois.
*Voyez la carte jointe à ces
Mémoires.*

16 *Mém. des Commissaires Anglois*

doit aussi loin que les rives méridionales de la rivière Saint-Laurent, & vers l'occident aussi loin que la rivière Pentagoet, & que les bornes occidentales de l'Acadie aboutissoient sur les territoires Britanniques.

VI. Le sieur de Saint-Etienne de la Tour, en vertu d'une commission sous seing manuel dudit Roi Louis XIV, datée de Paris le 25 février 1651 (a), fut nommé Gouverneur de toute l'Acadie; au moyen de laquelle il en prit possession & s'établit à Saint-Jean, & se mit en même temps en possession de Pentagoet, autrement dit Penobscot, jusqu'à ce qu'il le rendit, avec les autres Forts de l'Acadie, à une flotte Angloise qu'Olivier Cromwel y envoya en 1654 (b).

VII. Le Comte d'Estrades, Ambassadeur de France à la Cour de la Grande-Bretagne, dans une Lettre à Sa Majesté Très-Chrétienne, datée de Londres le 13 mars 1662, remarque que les François (c)

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Ces Lettres sont à peu près dans les mêmes termes que les précédentes, & on y fait les mêmes réponses. Voyez l'article VI du Mémoire du 4 octobre 1751.

(b) En pleine paix.

(c) La Lettre citée dit que la France a joui paisiblement depuis le Traité de Saint-Germain, & ne dit pas en conséquence du Traité de Saint-Germain.

Anglois

ditionales de
s l'occident
oet, & que
cadie abou-
anniques.

enne de la
mission sous
XIV, datée
(a), fut
Acadie; au
possession &
it en même
oet, autre-
ce qu'il le
de l'Acadie,
r Cromwel

, Ambassa-
la Grande-
Sa Majesté
ndres le 13
François (c)

ires du Roi.

pleine paix.
Lettre citée dit
ce a joui pai-
epuis le Traité
germain, & n
conséquence du
aint-Germain

Sur les limites de l'Acadie.

17

conséquence du Traité de Saint-Ger-
main, avoient joui paisiblement de l'Acadie
qu'en 1654, auquel temps il dit qu'Oli-
ver Cromwel, sous prétexte de Lettres de
présailles, « envoya faire une descente
avec quatre vaisseaux dans la rivière Saint-
Jean, & (a) ensuite prit les Forts d'Aca-
die. » Et dans l'article XXV du Traité
conclu à Westminster en 1655 entre l'Etat
d'Angleterre & la Couronne de France, il
est dit que les trois Forts de (b) Pentagoet,
Saint-Jean & de Port-royal, avoient été
demandés par l'Ambassadeur de Sa Majesté
Chrétienne.

VIII. Ces trois Forts ainsi spécifiés,
ont été pour lors demandés par la Couronne
de France comme partie de l'Acadie; M.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

ce changement de
il semble qu'on
ne insinuer que le
ité de Saint-Germain
le premier titre de la
ce : on a suffisam-
ment fait voir le contraire.
le *Mém. du 4 octobre*
1, art. II, & ailleurs.
(a) Ces mots indiquent
que le Fort de la
rivière Saint-Jean n'étoit
pas censé faire partie de
l'Acadie.

(b) Il n'est dit en au-
cun endroit du Traité de
Westminster, que ces
Fortes fussent situés en
Acadie ni dans la nou-
velle Ecosse; & la Lettre
du Comte d'Estades, du
13 mars 1662, d'où l'on
tire cette conséquence for-
cée, est postérieure de
sept ans à ce Traité. Voyez
le *Mémoire du 4 octobre*
1751, article VII.

18 *Mém. des Commissaires Anglois*

d'Estrades dans la susdite Lettre insistant sur leur restitution pour cette même raison (a).

IX. (b) En 1656, le Colonel Thomas Temple (qui fut après le Chevalier Temple) fut nommé par Olivier Cromwel, Gouverneur des forts de Saint-Jean, de Port-royal & de Pentagoet, ce qui paroît par l'ordre original dudit Olivier Cromwel au Capitaine Leverett, pour lors Gouverneur de ces forts, pour les lui remettre, dans lequel ordre lesdits forts sont dits être en Acadie, communément dite nouvelle Ecosse en Amérique (c).

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Il étoit inutile alors de discuter si ces Forts étoient de l'Acadie, il suffisoit pour leur restitution qu'ils fussent possession Française; & comme dans le même temps une partie de la vraie Acadie avoit été occupée par les Anglois, il n'est pas étonnant qu'il y ait quelque confusion dans la demande de restitution: mais la lecture du Traité de Breda & des actes qui l'ont suivi, éclaircit tout; on y voit que l'intention, tant de la France que de l'Angleterre, étoit de re-

mettre en Amérique les choses dans l'état où elles étoient avant les irruptions réciproques.

(b) Voyez le Mémoire du 4 octobre 1751, article V, allégation quatrième.

(c) Les inductions que MM. les Commissaires Anglois prétendent tirer de cet ordre de Cromwel, sont détruites par la concession du même Cromwel aux sieurs de la Tour, Crowne & Temple; pièce dans laquelle on voit la distinction de l'Acadie & de la prétendue nouvelle Ecosse,

X.

tre d
Sa M
putés
présen
& au
plusie
de l'A
lui av
& que
sition
cette
qu'ils
restitu
quatre
de Pe

OBS

On a
cette dis
pareille
res p
aux m
& citées
Colonel
novemb
être fac
Commis
vérifier
surplus le
IX du
obre 17

Anglois

insistant sur
raison (a).
Colonel Thomas
(Temple)
Wel, Gou-
verneur, de Port-
Royal, paroît par
Cromwel au
Gouverneur
de la Lettre, dans
laquelle il est en-
tendu que la nouvelle

du Roi.

Amérique les
l'état où elles
sont les irrup-
tions.

le Mémoire
de 1751, arti-
cle quatrième.
Conclusions que
les Commissaires
ont tirées de Crom-
wel détruites par
celles du même
Colonel de la
Bayne & Tem-
ple dans laquelle
il y a distinction de
la prétention
de l'Ecosse,

Sur les limites de l'Acadie. 19

X. Le Comte d'Estrades, dans une let-
tre datée le 27 février 1662, informe
Sa Majesté Très-Chrétienne, que des Dé-
putés de la nouvelle Angleterre avoient
présenté une requête au Roi Charles II
& au Parlement d'Angleterre, contenant
plusieurs fortes raisons contre la restitution
de l'Acadie à la France, dont la demande
lui avoit été répétée dans ses instructions,
& que des Commissaires, ayant à sa réqui-
sition été nommés pour traiter avec lui sur
cette affaire, il avoit, dans les conférences
qu'ils avoient eues ensemble, demandé la
restitution de toute l'Acadie *, contenant
quatre-vingts lieues de pays, & que les forts
de Pentagoet, le Fort-royal & la Heve

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

On a lieu de croire que
cette distinction se trouve
pareillement dans les Let-
tres patentes accordées
aux mêmes par Charles II,
& citées dans la Lettre du
Colonel Temple, du 24
novembre 1668 : il doit
être facile à MM. les
Commissaires Anglois de
vérifier ce fait. Voyez au
surplus les articles IX &
XIX du Mémoire du 4 oc-
tobre 1751.

* L'Acadie, telle que
MM. les Commissaires
Anglois la demandent au-
jourd'hui, contient plus
de quatre cens soixante
lieues de côtes ; celle qui
a été cédée par le Traité
d'Utrecht, un peu plus
de quatre-vingts, & la res-
titution que demandoit le
Comte d'Estrades, en-
viron trois cens. Voyez le
Mém. du 4 octobre 1751,
& la carte.

20 *Mém. des Commissaires Anglois*

seroient restitués dans le même état où ils étoient lorsqu'ils avoient été pris.

XI. Dans sa lettre au Roi, datée le 13 mars 1662, il nomme Pentagoet la première place de l'Acadie; & dans une autre lettre au Roi, datée le 25 décembre 1664, où il raisonne en faveur d'une ligue avec l'Angleterre, il dit: « Votre Majesté peut » aussi, par un Traité avec le Roi d'Angleterre, obtenir la restitution de l'Acadie, depuis Pentagoet jusqu'au Cap-Breton, contenant quatre-vingts lieues de côtes. »

XII. Par l'article X du Traité conclu entre les deux nations à Breda, le $\frac{21}{31}$ juillet 1667, la restitution de l'Acadie à la Couronne de France est stipulée dans les termes suivans *: « Le ci-devant nommé » Seigneur le Roi de la Grande-Bretagne » restituera aussi & rendra au ci-dessus » nommé Seigneur le Roi Très-Chrétien, » ou à ceux qui auront charge & mandement de sa part, scellé en bonne forme » du grand sceau de France, le pays

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* On a prouvé dans le Mémoire du 4 octobre 1751, art. VIII, & ailleurs, que l'intention des deux Puissances contrac-

tantes au Traité de Breda, n'a pas été de fixer des limites, mais de rétablir chacune d'elles dans ses possessions.

o app
o sep
o tien
o cet
o la
o la
o fou
o tien
o diés
o faire
o ceux
eront

XI.
rier
quel
amais
out le
Amér
Majest
avoir,
Saint-
le Sab
on aut
n pri
dans la
u Bure
er offic
inale v
* Voy
re 1751

Anglois

état où ils
ris.

datée le 13
roet la pre-
s une autre
bre 1664,
ligue avec
Majesté peut
Roi d'An-
de l'Aca-
l'au Cap-
ngts lieues

ité conclu
le $\frac{21}{31}$ juil-
cadie à la
e dans les
nt nommé
-Bretagne
ci-dessus
Chrétien,
& mande-
ne forme
, le pays
es du Roi.

ité de Breda,
le fixer des
de rétablir
es dans ses

Sur les limites de l'Acadie.

21

appelé l'Acadie, situé dans l'Amérique
septentrionale, dont le Roi Très-Chré-
tien a autrefois joui; & pour exécuter
cette restitution, le sus-nommé Roi de
la Grande-Bretagne, incontinent après
la ratification de la présente alliance,
fournira au sus-nommé Roi Très-Chré-
tien, tous les actes & mandemens, expé-
diés dûment & en bonne forme, néces-
saires à cet effet, ou les fera fournir à
ceux de ses Ministres & Officiers qui
seront par lui délégués. »

XIII. Conformément à quoi, le 17 fé-
vrier 1667, Sa Majesté dressa un acte, par
lequel, suivant ledit Traité, le Roi rend à
jamais pour lui, ses héritiers & successeurs,
tout le pays appelé l'Acadie, situé dans
l'Amérique septentrionale *, dont Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne avoit autrefois joui;
avoir, les forts & habitations de Pentagoet,
Saint-Jean, Port-royal, la Heve & cap
de Sable, dont ses sujets avoient joui sous
son autorité jusqu'en 1654 que les Anglois
en prirent possession, & même depuis; &
dans la copie de cet acte, dans les archives,
du Bureau, communément appelé *the Pa-*
per office à Londres, il y a une note mar-
ginale vis-à-vis des noms desdits forts,

* Voyez l'article VIII du Mémoire du 4 octo-
bre 1751.

22 *Mém. des Commissaires Anglois*
en ces mots, savoir *, *inséré à la réquisition de M. de Ruvigny.*

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette précaution fait voir qu'on appréhendoit que la restitution ne fût retardée en Amérique, par la connoissance que l'on y avoit que quelques-uns de ces Forts n'étoient pas dans l'Acadie.

L'insertion de ces mots prouve donc la bonne foi du ministère Anglois dans l'exécution du Traité de Breda, & montre que l'intention des Puissances contractantes étoit de se restituer ce qui avoit été envahi réciproquement, & qu'il n'étoit question ni de limites ni de dénominations.

C'est une supposition purement gratuite, contraire à la vrai-semblance, & même contraire aux titres, que d'imaginer que le Chevalier Temple avoit de fausses notions d'un pays qu'il habitoit, & qu'il regardoit comme son patrimoine.

On prouve que cette supposition est contre les titres, puisque l'exception

du Chevalier Temple étoit fondée sur ses propres lettres de concessions, obtenues d'abord de Cromwel, puis de Charles II. titres dans le premier desquels (qui est le seul dont on ait reconvré copie) l'Acadie est désignée suivant les limites que lui donnent les Commissaires François; & où elle est dite faire partie de la nouvelle Ecosse.

Ce ne sont donc pas les fausses notions du Chevalier Temple, au sujet d'un pays dont il étoit Gouverneur depuis quelques années, qui ont fait regarder comme frivoles ses représentations : mais c'est la volonté des deux Puissances de se restituer les conquêtes réciproques, volonté qui avoit été suffisamment manifestée au Chevalier Temple, en ajoutant dans ses ordres le noms des Forts à restituer. Voyez le *Mémoire du 4 octobre 1751, article IX.*

s Anglois
à la réquisi-

Saïres du Roi.

Châlier Temple
écrite sur ses pro-
pos de concession
d'abord de Crom-
well de Charles II
le premier de-
cret est le seul dont
il est couvert copie)
et désignée sui-
vant les limites que lui
ont assignées les
Commissaires
où elle est
insérée de la nou-
velle.

Il faut donc par
conséquences du Che-
valier Temple, au sujet
duquel il étoit
ordonné depuis quel-
ques années, qui ont fait
comme frivole
objection : mais
l'ordonnance des deux
parties de se restituer
les réciproques
qui avoit été suf-
famment manifestée au
Chevalier Temple, en
suivant ses ordres
de restituer les
Forts à restituer
le Mémoire
de 1751, ar-

sur les limites de l'Acadie. 23

XIV. M. Morillon du Bourg, étant
chargé sous le grand sceau de la France,
de prendre possession de l'Acadie, le 21
octobre 1668, en demanda la restitution,
suivant le Traité de Breda, au Chevalier
Temple son Gouverneur, lui remettant en
même temps une lettre scellée du Roi
d'Angleterre, datée le 31 décembre 1667,
portant mandement de Sa Majesté de la
rendre ; mais le Chevalier Temple, entre
autres, donna pour réponse, que divers
droits nommés dans ledit ordre, se trou-
vant dans la nouvelle Ecosse & non pas
dans l'Acadie, & Sa Majesté lui ayant pareil-
lement commandé dans ledit mande-
ment de se conformer aux articles dudit
traité, dans lequel il n'est pas fait mention
de la nouvelle Ecosse, pour cette raison,
ainsi que d'autres, il se croyoit obligé
de retarder la reddition dudit pays, jusqu'à
qu'il fût plus amplement instruit de la
volonté de Sa Majesté, tant sur les bornes
des limites de l'Acadie & de la nouvelle
Ecosse, n'y ayant aucunes places dénom-
mées dans ledit mandement, que la Heve
le cap de Sable qui appartoient à
l'Acadie, & les autres places y nommées,
à savoir, *Pentagoet, Saint-Jean & Port-*
al étant dans la nouvelle Ecosse, consi-
derant sur la nouvelle Angleterre.

24 *Mém. des Commissaires Anglois*

XV. Cette réponse est datée de Boston, le 16 novembre 1668, & est certifiée tant par ledit Morillon du Bourg, que par le Chevalier Temple; & ledit du Bourg dans une lettre à la Compagnie françoise des Indes occidentales, datée le 9 novembre 1668, faisant une relation de sa transaction, dit que le Chevalier Temple faisoit une grande différence entre l'Acadie & la nouvelle Ecosse, qu'il fait consister depuis Merliguesche, près du Cap-Breton, jusqu'à la rivière de Québec.

XVI. Charles II jugeant que cette distinction faite par le Chevalier Temple étoit frivole, envoya, à la représentation de l'Ambassadeur de France, ses ordres définitifs, sous seing manuel, au Chevalier Temple, datés le 6 août 1669, citant une lettre précédente du 8 mars, & que quelques doutes étant survenus au sieur Colbert Ambassadeur de France, si ladite lettre du 8 mars ne seroit pas suivie de quelque difficulté ou délai; c'est pourquoy il répéta que c'étoit sa volonté expresse & son bon plaisir, qu'incontinent & sans aucun doute, difficulté, scrupule ou délai quelconques, il restituât ou fit restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à ceux qu'il nommeroit pour cet effet sous le grand sceau de France, ledit pays d'Acadie

ires Anglois

datée de Bo
& est certifiée
bourg, que pa
lit du Bourg
gnie françois
le 9 novemb
on de sa trans
Temple faiso
l'Acadie & l
onfister depu
-Breton, ju

nt que cet
valier Temp
représentatio
e, ses ordre
l, au Cheva
noût 1669
du 8 mars,
venus au lieu
nce, si ladi
pas suivie d
est pourqu
nté expre
inent & sa
oule ou déb
it restituer
, ou à cen
ffet sous l
ays d'Acadie

sur les limites de l'Acadie. 25

qui appartenoit ci-devant audit Roi ;
avoir, les forts & habitations de Penta-
goet, Saint-Jean, Port-royal, la Hève
& cap de Sable*, dont ses sujets avoient
sui sous son autorité jusqu'en 1654 &
1655, que les Anglois s'en rendirent les
maîtres, & depuis ; & qu'il devoit y tra-
vailler réellement & sincèrement, se con-
formant dans son exécution à ce qui est
porté dans les articles X & XI du Traité
de Breda.

XVII. Cet ordre fut remis par le Che-
valier de Grand-Fontaine, nommé sous
grand sceau de France, pour recevoir
l'Acadie, au Chevalier Temple, qui étant
malade, nomma le Capitaine Richard Wal-
ter, son Lieutenant-Gouverneur, pour
mettre la possession de l'Acadie ; savoir,
dits forts & habitations, Pentagoet,
Saint-Jean, Port-royal, la Hève & cap
de Sable, s'y conformant aux articles X
& XI du Traité de Breda.

RESERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ces mots prouvent
qu'il n'importoit point aux
deux Rois, sous quelle
nomination se feroit la
cession ; il suffisoit
d'accomplir le Traité qui,
d'une part, rétablisoit les
Francois dans ce qui avoit

été occupé sur eux dans
l'Amérique septentrio-
nale ; & de l'autre part,
rétablisoit les Anglois
dans les isles des Nièves,
d'Antigua, &c. qu'ils
avoient possédées avant la
guerre.

Tome I.

* B

26 *Mém. des Commissaires Anglois*

XVIII. Les Certificats originaux de la reddition desdits trois forts ; savoir, Port-royal, Pentagoet, & le fort appelé Gemefick sur la rivière Saint-Jean, sont signés du susdit Capitaine Richard Walker & d'Isaac Garner, comme aussi dudit Grand-Fontaine, ou bien du sieur de Marfon de Soulanges, qu'il paroît avoir autorisé.

XIX. Sur cette transaction importante, nous devons observer :

XX. 1.^o Que les forts Pentagoet, Saint-Jean, Port-royal, cap de Sable & la Hève, ayant à l'instance de l'Ambassadeur de France, été insérés par noms dans l'ordre pour l'exécution du Traité de Breda, comme descriptif de tout le territoire de l'Acadie, & ceux-là étant les seuls forts & établissemens qui existoient pour lors dans la province, & étant situés dans différens endroits d'icelle, dont il y en a deux hors de la péninsule, la reddition de ces forts par une Puissance, & la possession qui en a été prise par l'autre, est une preuve certaine de la reddition & possession de toute l'Acadie, conformément audit Traité, tel qu'il a toujours été possédé auparavant par la Couronne de France.

XXI. 2.^o Que les efforts du Chevalier Temple pour restreindre les limites de

l'Acadie
ronne
ronne
de qu
d'une
sentin
loin q
ordres
quel
éclairc
Cour
XX
Traité

OBSER

(a) l
Temple
ence de
ouvelle
st clair
Ecosse,
é d'Utr
elle du
le, pu
Utrecht
nellener
Ecosse c
Acadie
anciennes
e qui en
our fix
ette limi
art Port
ement fa

originaux de la
savoir, Port-
appelé Ge-
Jean, sont
Richard Wal-
e aussi dudit
du sieur de
paroît avoir

importante,

goet, Saint-
Sable & la
Ambassadeur
ms dans l'or-
té de Breda,

territoire de
seuls forts &
pour lors dans
ans différens
a deux hors
de ces forts
ssion qui en
preuve cer-
ion de toute
t Traité, tel
paravant par

u Chevalier
s limites de

sur les limites de l'Acadie.

27.

L'Acadie (a), ayant à l'instance de la Cou-
ronne de France, été désavoués par la Cou-
ronne de la Grande-Bretagne, au moyen
de quoi les deux Couronnes ont déclaré
d'une manière des plus délibérées, leur
sentiment sur l'étendue de l'Acadie, aussi
loin que les limites sont exprimées dans les
ordres pour l'exécution du Traité de Breda,
lequel sens est encore mieux expliqué &
éclairci par la possession subséquente de la
Couronné de France sous ledit Traité.

XXII. 3.^o Que par l'article X dudit
Traité de Breda, l'Acadie étant (b) cédée

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Plus le Chevalier
Temple faisoit de diffé-
rence de l'Acadie & de la
nouvelle Ecosse, plus il
est clair que la nouvelle
Ecosse, cédée par le Trai-
té d'Utrecht, n'est point
celle du Chevalier Tem-
ple, puisque le Traité
d'Utrecht décide très-for-
mellement que la nouvelle
Ecosse cédée, n'est que
l'Acadie entière suivant ses
anciennes limites, avec tout
ce qui en dépend; & que
pour fixer encore plus
cette limitation, il cède à
Port-royal, non seu-
lement sans faire mention

qu'il fasse partie de la
nouvelle Ecosse, mais
comme un pays si diffé-
rent de l'Acadie, que n'é-
tant point exprimé, il
n'auroit pas pu être com-
pris dans le terme de *dé-
pendances*. Voy. l'art. IX du
Mém. du 4 octob. 1751.

(b) L'Acadie n'a pas
été cédée à la France par
le Traité de Breda, mais
restituée, & la France ne
l'a pas possédée depuis en
conséquence du Traité de
Breda, non plus qu'en
conséquence du Traité de
Saint-Germain, mais en
conséquence de son ancien

28 *Mém. des Commissaires Anglois*

à la Couronne de France, telle que ladite Couronne en avoit joui autrefois, toutes les preuves que nous produirons pour démontrer les limites dudit pays, comme ladite Couronne l'a possédée en conséquence du Traité de Breda, de même que l'évidence que nous avons déjà établie pour montrer les limites avec lesquelles cette Couronne l'a possédée antérieurement audit Traité, tendent également à prouver de la manière la plus efficace & la plus convaincante, quelles étoient les plus anciennes limites de l'Acadie.

XXIII. * Les deux Nations étant ainsi convenues que Pentagoet étoit renfermé dans les limites occidentales de l'Acadie, les François depuis ce temps-là ne manquèrent aucune occasion pour tâcher d'étendre par demande les limites de ce côté-là, même aussi loin que la rivière de Kinibeki.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

droit qui a été reconnu dans les Traités de Saint-Germain & de Breda, droit antérieur à tous les établissemens Anglois dans l'Amérique septentrionale. Voy. le *Mém.* du 4 oct. 1751, art. II & ailleurs.

* En attendant qu'on

produise cette convention des deux Nations, on marquera que les propriétés des Anglois posent leurs limites à la rivière de Sagahadock. Voy. le *Mémoire* du 4 oct. 1751, article X; & est singulier qu'on ayan

XX

ue q

la pè

ssade

ésen

ns le

Acad

tend

cap

int-I

uée à

george

is ju

554)

166

is, co

XX

BSER

avec

François

dre leur

du Kin

il est

amplair

lith, q

ent éta

du Ki

ly eût

nouvel

le 1

re 175

a) Ce M

s Anglois

lle que ladite
refois, toutes
lurons pour
pays, comme
ée en confé-
de même que
à établie pour
quelles cette
eurement au-
ent à prouver
ce & la plus
nt les plus au-

Nations étar
oet étoit ren-
cidentales de
s ce temps-là
sion pour ta
les limites de
que la rivière

ffaires du Roi

cette convention
Nations, on m
a que les propre
s Anglois posé
nités à la rivière
hadock. Voyez
ire du 4 octobre
article X; & l'ar
licier qu'on ayau

Sur les limites de l'Acadie.

29

XXIV. En 1685, sur des plaintes
ue quelques vaisseaux Anglois avoient été
la pêche sur les côtes de l'Acadie, l'Ain-
assadeur de France, alors en Angleterre,
résenta le 16 janvier un Mémoire au Roi,
ns lequel il représente que la côte de
Acadie (a) ou de la nouvelle Ecosse,
endant depuis l'isle Percée, située près
cap des Rosiers, à l'entrée de la rivière
int-Laurent, jusqu'à l'isle Saint-George,
uée à l'embouchure de la rivière Saint-
eorge, avoit été possédée par les Fran-
is jusqu'en l'an 1664 (en voulant dire
54) qu'elle fut prise des Anglois, &
1667 restituée de nouveau aux Fran-
is, conformément au Traité de Breda.

XXV. (b) Ce Mémoire représente

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

avec confiance, que
François tâchèrent d'é-
dre leurs limites jus-
au Kinibeki, pendant
il est prouvé par
amplain, l'Escarbot &
ith, que les François
ent établis bien au-
du Kinibeki, avant
il y eût un seul Anglois
nouvelle Angleterre,
le Mémoire du 4
re 1751, article II.
a) Ce Mémoire a été

produit, numéro 21, par
MM. les Commissaires
Anglois, & le mot de nou-
velle Ecosse ne s'y trouve
pas; ce qui est une inad-
vertance de leur part.
Voyez l'article X du Mé-
moire du 4 octobre 1751.

(b) C'est encore une in-
advertance considérable
de dire que ce Mémoire
donne à l'Acadie les mê-
mes limites que celui de
MM. les Commissaires

30 *Mém. des Commissaires Anglois*

la côte de l'Acadie avec les mêmes limites septentrionales, orientales & méridionales que nous demandons présentement, & le fort de Saint-George étant située de ce côté au-delà du fort de Pentagoet.

XXVI. Au mois d'octobre 1687 M. de Barillon & M. de Bonrepas (l'un Ambassadeur, & l'autre Envoy extraordinaire de la Cour de France à celle de la Grande-Bretagne, & nommés Commissaires de la part de la France, pour l'exécution du Traité de paix, bonne intelligence & neutralité, conclu le 6 novembre 1687.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

Anglois; car il n'étend pas l'Acadie plus loin que l'entrée du fleuve Saint-Laurent: ce qui exclut toute la côte méridionale de ce fleuve, & par conséquent une grande partie du terrain demandé par MM. les Commissaires, dans leur Mémoire du 11 janvier. *Voyez la carte.*

Au surplus, cet Ambassadeur n'étoit point chargé de discuter les limites, & n'avoit ni pouvoir ni instruction à cet effet; & quoiqu'il n'ait pas parlé exactement en

nommant Acadie ce qui ne l'étoit pas; on ne peut pas tirer plus d'argument de ce langage que des erreurs de M. le Comte d'Estrade ou autres. Il falloit prévoir que les navires Anglois confisqués avoient été saisis sur des lieux dépendans de la France, & n'importoit en rien quelle dénomination; quand il auroit adopté celle de nouvelle Ecosse, cela ne lui auroit pas donné une existence qu'il n'avoit pas.

embre
grande
ort à
que)
la C
e le j
ne c
taine
M.
ntago
, cou
e Pe
etagn
que p
le B
que l
Maître
e feu
hes
ordres
Gouv
Acad
le Gr

BSER
Ceci n
tre ob
e qui a
us, tan
e restitu
Chevali

Anglois

mêmes limites
méridionale
teinent, & le
occident, l'iffi
ée de ce cōn
et.

octobre 1687

Bonrepau

autre Envoy

France à cel

ominés Com

France, pou

x, bonne in

nclu le 6 m

affaires du Ro

nt Acadie ce

oit pas; on n

s tirer plus d'av

né des erreurs

Comte d'Estrad

es. Il falloit pr

e les navires A

onfisqués avo

is sur des lieux

s de la France,

toit en rien

dénomination;

il auroit ad

nouvelle Eca

ulauroit pas d

istence qu'elle

s.

Sur les limites de l'Acadie.

31

embre 1686, entre les Couronnes de la
Grande-Bretagne & de la France par rap-
port à leurs territoires respectifs en Amé-
rique) présentèrent un Mémoire à la Cour
de la Grande-Bretagne, & s'y plaignant
de le juge de Pemaquid, sujet de la Cou-
ronne d'Angleterre, avoit saisi & emporté
certaines marchandises dans la possession
de M. Castin négociant François établi à
Pentagoet, situé dans la province d'Aca-
die, comme contrebande, & sous prétexte
que Pentagoet appartenoit à la Grande-
Bretagne; sur quoi ils représentèrent,
que par les articles X & XII du Traité
de Breda, il est expressément déclaré
que l'Acadie appartient au Roi notre
Maître, & qu'en exécution de ce Traité,
le feu Roi d'Angleterre, par ses dépê-
ches du 1^{er} août 1669, a envoyé ses
ordres au Chevalier Temple, pour lors
Gouverneur de Boston, de remettre
l'Acadie entre les mains du Chevalier
de Grand-Fontaine *, & nominément

OBSERVATIONS des Commisaires du Roi.

Ceci ne demande pas qu'au sujet des Mémoires
de notre observation que des Ambassadeurs ou En-
voyés de France, qui n'ont
qui a été faite ci- voyés de France, qui n'ont
us, tant à l'occasion jamais traité des limites
de l'Acadie, & qui n'ont
la restitution faite par jamais pu ni dû en traiter,
Chevalier Temple,

B iiij

32 *Mém. des Commissaires Anglois*

» les forts & habitations de Pentagoet qui
en font partie » ; & puis ils récapitulent
circonstanciélement toutes les particularités
touchant ce Fort , telles que nous les avons
établies ci-devant.

XXVII. Le 5 septembre 1698, M. de
Villebon , pour lors * Gouverneur
François de l'Acadie , dans sa lettre du
même jour au Lieutenant-Gouverneur de
la province de la baie de Massachusset , se
plaignant de l'usurpation des habitans de
la nouvelle Angleterre sur les côtes, dit
» il m'est aussi expressément ordonné de
» la part de Sa Majesté, de maintenir les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

puisque de quelque côté
qu'on prit cette province,
les terrains en deçà & au-
delà appartenent incon-
testablement à la France,
& par conséquent lui ap-
partiennent encore. *Voyez*
la carte.

* Que le sieur de
Villebon ait eu le com-
mandement de quelque
partie de la nouvelle
France ou du Canada,
voisine de l'Acadie qui
étoit le titre de son gou-
vernement, & qu'en cette
qualité ou même en celle
de simple Gouverneur de

l'Acadie, il ait soutenu
que les bornes qui sont entre
la nouvelle Angleterre &
NOUS sont du haut
de la rivière de Kinibeki,
jusqu'à son embouchure, &c.
on ne voit pas qu'on puisse
conclurre que ce terrain
fist partie de l'Acadie;
mais on voit par cette
pièce, qui est au nombre
de celles produites par les
Commissaires Anglois,
que la France a toujours
regardé comme lui appar-
tenant tout le terrain jus-
qu'au Kinibeki.

OBSER

(a) Il
péter ici
700, 1
l'Acadie
frontière
Angleter
conséque
de limite
de celles

pentagoet qui
s récapitulent
particularités
nous les avons

1698, M. de
Gouverneur
sa lettre du
Gouverneur de
Massachusset, se
habitans de
côtes, dit
ordonné de
maintenir les

saïres du Roi.

Il ait soutenu
mes qui sont entre
Angleterre &
... sont du haut
de Kinibeki,
embouchure, &c.
pas qu'on puisse
que ce terrain
de l'Acadie;
voit par cette
est au nombre
roduites par les
ires Anglois,
ance a toujours
même lui appar
le terrain jus
ibeki.

» bornes qui sont entre la nouvelle Angle-
» terre & nous, qui sont du haut de la
» rivière de Kinibeki jusqu'à son embou-
» chure, en laissant libre son cours aux
deux Nations. »

XXVIII. (a) En 1700, l'Ambas-
sadeur de France fit les propositions sui-
vantes à la Cour de la Grande-Bretagne,
touchant les limites entre les territoires
François & Anglois dans l'Amérique sep-
tentrionale, contenues dans un écrit inti-
tulé : « Alternatives proposées pour servir
» de limites dans l'Amérique entre la France
» & l'Angleterre; savoir, par la première
» alternative, je propose que la France
» garde le fort de Bourbon, & l'Angle-
» terre celui de Chichitowan, ayant de
» part & d'autre pour limites, entre les
» deux Nations de ce côté-là qui
» est justement à moitié chemin entre les
» deux Forts susdits, & en ce cas-là (b) les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Il faut encore ré-
péter ici qu'il s'agissoit en
1700, non des limites de
l'Acadie, qui n'étoit pas
frontière de la nouvelle
Angleterre, & qui par
conséquent n'avoit point
de limites à régler, mais
de celles de la partie de la

nouvelle France, qui étoit
alors soumise au Gouver-
neur de l'Acadie.

(b) Ces mots *les limites
de la France du côté de
l'Acadie*, n'ont jamais
voulu dire les limites de
l'Acadie.

On s'abstiendra le plus

34 *Mém. des Commissaires Anglois*

» limites de la France du côté de l'Acadie,
» seroient restreintes à la rivière Saint-
George, &c. »

XXIX. « Par la seconde alternative,
» je propose que le fort de Chichitowan
» reste à la France, le fort de Bourbon à
» l'Angletrre, ayant pour limites le même
» endroit dont je viens de parler ci-dessus;

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

qu'on pourra de répéter les remarques pareilles, qu'on pourroit faire sur les objections de MM. les Commissaires Anglois : on se contentera d'une observation générale sur tous les différens Mémoires ou les lettres qu'ils ont cités, dans lesquels on ne pouvoit avoir en vûe rien de relatif à la question ; savoir, que ces pièces sont pour la plupart modernes & vagues, & que quand elles seroient toutes favorables à l'Angleterre, elles ne pourroient pas entrer en comparaison avec les témoignages positifs & réfléchis de Champlain, l'Escarbot & Denys, tous auteurs anciens, originaux, contemporains & impartiaux, puisqu'ils ne pouvoient

pas deviner l'intérêt que la France ou l'Angleterre pourroient prendre à leurs décisions. Le dernier a traité la matière exprès, comme s'il avoit été chargé de régler la contestation présente : contestation qu'il lui étoit cependant impossible de prévoir. Ceux qui le liront n'auront pas besoin de discuter les autres titres ; le droit de la France étant décidé si clairement dans son livre, qu'on ne croit pas que les plus prévenus puissent le révoquer en doute : Aussi a-t-on lieu de croire que les habiles Ministres, tant Anglois que François, qui ont rédigé l'article XII du Traité d'Utrecht, ont eu alors uniquement cet auteur en vûe.

» r
» li
» d
Kin
J
entr
cho
avec
affie
poli
pied
die,
neun
Fran
de lu
redd
écrit
passe
Offic
l'anci
» Go
» Bre
» le
OBS
* C
des diff
gouvern
de Sub
à l'ayan
si toutes

s Anglois

de l'Acadie,
rivière Saint-

e alternative,
Chichitowan
Bourbon à
ites le même
ler ci-dessus;

aires du Roi.

er l'intérêt que
ou l'Angleterre
prendre à leurs

Le dernier a
matière exprès,
avoit été char-
ger la contesta-
nte: contesta-
lui étoit cepen-
sible de pré-
x qui le liront
pas besoin de
s autres titres;
la France étant
hairement dans
qu'on ne croit
plus prévenus
e révoquer en
ussi a-t-on lieu
que les habiles
tant Anglois
ois, qui ont ré-
XXII du Traité
ont eu alors
et cet auteur en

Sur les limites de l'Acadie.

35

» mais en ce cas, l'on demande que les
» limites de la France du côté de l'Aca-
» die, s'étendent jusqu'à la rivière de
Kinibeki. »

XXX. En 1710, pendant la guerre
entre les deux Couronnes, le Général Ni-
eholson fit voile à la nouvelle Angleterre
avec des forces considérables; & ayant
assiégé le Port-royal, présentement Anna-
polis-royale, le seul Fort pour lors sur
pied dans la nouvelle Ecosse ou l'Aca-
die, M. de Subercase, pour lors Gouver-
neur de l'Acadie pour la Couronne de
France, peu de jours après capitula &
le lui remit, & immédiatement après la
reddition, quitta l'Amérique; & dans un
écrit par lequel il s'oblige de procurer des
passeports pour l'ancienne Angleterre aux
Officiers qui doivent le conduire dans
l'ancienne France, il prend le titre de
» Gouverneur de * l'Acadie, de Cap-
» Breton, isles & terres adjacentes, depuis
» le cap des Rosiers du fleuve Saint-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ce dénombrement
des différentes parties du
gouvernement du sieur
de Subercase, est encore
à l'avantage de la France;
si toutes ces terres avoient
été de l'Acadie, il auroit
été très inutile d'ajouter
au titre de *Gouverneur de*
l'Acadie, celui de *Gou-*
verneur du Cap Breton, isles
& terres adjacentes, &c.

B vj

36 *Mém. des Commissaires Anglois*

» Laurent, jusqu'à l'ouverture de la rivière de Kinibeki (a). »

XXXI. En avril 1711, la France fit faire des propositions de paix, sur quoi la Grande-Bretagne fit des demandes préliminaires, l'une desquelles étoit (b) » que » la Grande-Bretagne & la France garde- » roient respectivement les pays, domai- » nes & territoires dans l'Amérique septen- » trionale, dont l'une ou l'autre se trou- » veroit en possession, lorsque la ratifi- » cation du Traité proposé seroit publiée dans cette partie du monde. »

XXXII. En réponse à cela, Sa Majesté Très-Chrétienne proposa que l'examen de

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Nouvelle preuve que les bornes de la nouvelle France s'étendent jusqu'au Kinibeki; & preuve d'autant plus remarquable, que le Général Nicholson, par qui cette pièce est parvenue en Angleterre, ne pouvoit pas savoir en 1710 si l'Acadie seroit cédée par la France, & qu'il auroit sans doute fait difficulté d'admettre les limites indiquées par le sieur de Subercase, si elles n'avoient pas été pré-

cédemment reconnues. Voyez de plus le Mémoire du 4 octobre 1751.

(b) Ces propositions n'ayant pas été acceptées, on n'en peut rien conclure; si elles avoient eu lieu, les Anglois seroient restreints à Port-royal, le seul poste dont ils se fussent emparés; & la France en auroit été dédommagée par celui de Saint-Jean dans l'île de Terre-neuve.

article seroit renvoyé aux conférences
générales de la paix.

XXXIII. Les articles préliminaires
ont signés le ^{27 septembre}~~7~~ ^{octobre} 1711.

XXXIV. Dans les instructions de la
Reine de la Grande-Bretagne, au Garde
des Sceaux & au Comte de Strafford,
Plénipotentiaires au Traité d'Utrecht,
Sa Majesté leur ordonne dans ses instruc-
tions, de demander « que Sa Majesté Très-
Chrétienne se désiste de tous ses droits &
prétentions en vertu d'aucun Traité pré-
cédent, ou autrement, au pays appelé
la nouvelle Ecosse, & expressément au
Port-royal, autrement dit Annapolis-
royale. »

XXXV. Dans un Mémoire de M. de
Bourmont, l'un des principaux Secrétaires
d'Etat de Sa Majesté, à M. de Torcy,
Ministre de Sa Majesté Très-Chrétienne,
touchant l'Amérique septentrionale, daté
le 24 mai 1712, pendant la négociation,
il est proposé que Sa Majesté Très-Chré-
tienne cède * la nouvelle Ecosse ou

REMARKS des Commissaires du Roi.

Ce que l'Angle- terre par la France. Il faut s'en
terre prescrit à ses Minis- tenir au Traité définitif,
terre par ses instructions, avant lequel le mot de nou-
peut servir à établir velle Ecosse, employé ici,
indue des cessions faites étoit étranger pour la

38. *Mém. des Commissaires Anglois*

l'Acadie, conformément à ses anciennes limites.

XXXVI. Le 10 juin 1712, réponse fut faite « Que le Roi * offroit de laisser
 » à l'Angleterre l'artillerie & les munitions
 » de Plaisance, les isles adjacentes à celle
 » de Terre-neuve, de faire défense aux
 » François de pêcher & de faire sécher de la
 » morue sur les côtes de cette isle, comme
 » aussi sur cette partie appelée le Petit
 » nord, d'ajouter à ces conditions la cession
 » des isles Saint-Martin & de Saint
 » Barthélemy, joignant à celle de Saint
 » Christophle, si pour cette nouvelle offre
 » la Reine de la Grande-Bretagne vouloit

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

France; il n'a pû avoir lieu à son égard qu'après que le Traité en a fixé la signification: c'est ce qu'il a fait en y ajoutant ceux-ci, autrement dite l'Acadie, suivant ses anciennes limites. Voyez le *Mém. du 4 octobre 1751, art. XI & ailleurs.*

* On répète que toutes ces offres qui n'ont point été acceptées ne signifient rien, & que les bornes de ce qu'on vouloit garder, ne peuvent influencer en rien sur celles de ce qu'on a cédé; il paroît

seulement par toutes ces pièces qu'une des principales attentions du Ministère de France, étoit de se conserver le golfe de l'entrée du fleuve Saint-Laurent; ce qui est incompatible avec les prétentions que sont énoncées aujourd'hui MM. les Commissaires Anglois sur une partie du golfe & sur toute la rive méridionale du fleuve. Voyez le *Mémoire du 4 octobre 1751, article XI & la suite.*

les anciens

712, répon

droit de lais

les munition

centes à cell

e défense au

re sécher de

e île, comm

elée le Petit

ditions la c

n & de Saint

elle de Saint

nouvelle off

tagne voulo

saînts du Roi

nt par toutes

une des princ

entions du M

le France, en

servir le golfe

du fleuve Saint

; ce qui est i

ble avec les p

que sont élon

hui MM. l

saîres Anglo

partie du gol

ute la rive mé

du fleuve. Vo

ire de 4 oct

article XI &

consentir à restituer l'Acadie, de laquelle la rivière de Saint-George seroit ci-après les bornes, comme les Anglois l'avoient prétendu auparavant. »

XXXVII. Dans un papier attaché à la lettre dudit sieur de Saint-John à M. de Torcy, daté le 10 septembre 1712, qui contient les offres de la France à l'Angleterre, les demandes de l'Angleterre, & la réponse du Roi, il y est répété derechef, que Sa Majesté le Roi de France offroit de laisser les fortifications de Plaisance, telles qu'elles seroient lorsqu'il céderoit cette place à l'Angleterre, d'accorder la demande faite des canons de la baie de Hudson; qui plus est, de céder les îles de Saint-Martin & de Saint-Barthélemy, de renoncer au droit de la pêche, & à celui de sécher de la morue sur les côtes de Terre-neuve, si les Anglois veulent lui rendre l'Acadie, en considération de ces nouvelles cessions, lesquelles sont proposées comme un équivalent. »

XXXVIII. Auquel cas Sa Majesté consentiroit que la rivière de Saint-George seroit les limites de l'Acadie.

XXXIX. Il résulte de ces négociations, aussi-bien que des alternatives proposées par l'Ambassadeur de France, en 1700, que cette Cour jugeoit qu'elle avoit

40 *Mém. des Commissaires Anglois*

droit d'étendre les limites occidentales de l'Acadie aussi loin que la rivière de Kinibeki *, & que les restreindre jusqu'à la rivière de Saint-George, étoit dans un sens se départir de ce droit. Ces déclarations de la Couronne de France touchant les limites de l'Acadie, dans le temps même qu'on a dressé le Traité par lequel ce pays devoit être cédé à la Grande-Bretagne, offrent la règle la plus juste pour la construction des mots de ce Traité, & ne paroissent pas laisser aucun lieu de disputer à l'égard des limites occidentales que nous avons assignées à l'Acadie dans notre Mémoire, la rivière de Pentagoet étant à l'orient de la rivière Saint-George.

X L. Ayant à présent pleinement prouvé par une suite régulière de preuves lesquelles ne sont pas de nature à pouvoir admettre aucune dispute en fait d'autorité

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* Quand tous ces papiers prouveroient que du temps du Traité d'Utrecht, & même en 1700, les limites de l'Acadie étoient le Kinibeki, ou la rivière de Saint-George, ils n'opéreroient encore

rien en faveur du système de M. M. les Commissaires Anglois, puisque le Traité d'Utrecht n'a pas cédé l'Acadie suivant ses limites actuelles, mais suivant ses anciennes limites.

que la
été en
demande
e terr
énoncé
embre
ester à
fin qu
our en
confir
v elle E
effet p
e Trai

OBSER

* Le
t été tu
ar la Fra
l'Acadie
om, est
Canseau
e la Bay
artie, du
ue prêter
Commissa
ar exemp
tionale c
laurent, n
emps ap
as même
u par ign
atres part
uefois c
ente déno

occidentales de
vière de Kini-
dre jusqu'à la
étoit dans un
t. Ces déclai-
France tou-
dans le temps
ité par leque
à la Grande-
la plus juste
mots de c
laisser aucun
limites occi-
gnées à l'Ac
la rivière de
de la rivière

ement prouv
preuves les
re à pouvoir
fait d'autorité

Commissaires du Roi.

veur du système
es Commissaires
puisque le Traité
t n'a pas cédé
suivant ses limites
mais suivant ses
limites.

que la Couronne de France, lorsqu'elle a
été en possession de l'Acadie, a toujours
demandé & possédé * comme tel tout
le territoire renfermé dans les limites
énoncées dans notre Mémoire du 21 sep-
tembre, nous pourrions tranquillement en
rester à la demande de Sa Majesté; mais
fin que cette demande paroisse dans un
pour encore plus clair, nous poursuivrons
confirmer ce qui est entendu par la nou-
velle Ecosse, & à expliquer le dessein &
l'effet pour lequel elle a été insérée dans
le Traité.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Le seul pays qui
a été toujours possédé
par la France sous le nom
d'Acadie, & sous ce seul
nom, est l'étendue depuis
Canseau jusqu'à l'entrée
de la Baye-françoise; une
partie du surplus de ce
que prétendent MM. les
Commissaires Anglois,
par exemple, la rive mé-
ridionale du fleuve Saint-
Laurent, n'a été en aucun
temps appelée Acadie,
pas même par mégarde
ou par ignorance; si les
autres parties ont été quel-
quefois comprises sous
cette dénomination, ce

n'a été que par méprise,
& parce que ces pays
obéissant au même Gou-
verneur, il étoit plus court
de les comprendre sous le
même nom; mais ces
erreurs sont toutes mo-
dernes, à la réserve de
celles du Comte d'Estra-
des, dont on a rendu rai-
son; & le Traité d'U-
trecht ayant restreint la
cession de l'Acadie à ses
anciennes limites, c'est à
ce point précis & déter-
miné qu'il en faut tou-
jours revenir. *Voyez le Mé-
moire du 4 octobre 1751 &
article XIV & suivans.*

42 Mém. des Commissaires Anglois

XLI. * Le Roi Jacques I.^{er} d'Angleterre, par Lettres patentes, datées le 10 septembre 1621, octroya au Chevalier Guillaume Alexandre (qui fut après Comte de Sterling) ses héritiers & ayans causes *Omnes & singulas terras, continentes ac insulas situatas & jacentes in Americâ, juxta caput seu promontorium communiter Cap de Sable appellatum, jacens propè latitudinem quadraginta trium graduum aut eo circa æquinoctiali lineâ versus septentrionem, à quelcunque promontorio, versus littus maris tendens, ad occidentem, ad stationem navium Sanctæ Mariæ vulgè Saint-Mary's Bay; & deinceps versus septentrionem, per directam*

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* Cette Charte portant pour condition, ainsi qu'on peut le voir dans la pièce entière qui a été produite par MM. les Commissaires Anglois, n.^o 2, que les terres concédées étoient vacantes, ou occupées par des infidèles, a été dès la naissance nulle & de nul effet, puisque dès 1603 les François avoient occupé les pays qui y sont désignés, & qu'ils en étoient actuellement en possession, en 1621, comme il résulte de

la relation même du navire anglois, qui fut envoyé par Guillaume Alexandre pour chercher un lieu où il pût faire un établissement. Voyez Champlain l'Esкарbot, Jean de La Roche &c. Voyez aussi le Mém. de 4 octob. 1751, art. V.

On a déjà dit que cette concession même que l'on qu'étendue qu'elle ne remplit pas les prétentions avancées dans le Mémoire de MM. les Commissaires Anglois. Voyez la carte.

ues I.^{er} d'An
s, datées le 10
au Chevalier
ut après Com
ayans causes
tinentes ac inf
Americâ, juxta
muniter Cap d
opé latitudine
aut eo circa a
ntrionem, à qu
ris tendens, a
navium Sand
y's Bay ; d
per directam
ffaires du Ro
on même du nav
qui fut envo
illaume Alexand
chercher un lie
ût faire un établ
Voyez Champlai
bor, Jean de La
vez aussi le Mém.
1751, art. V
a déjà dit que ce
on même que
due qu'elle soit
plit pas les pro
s avancées dans
ire de MM.
ffaires Anglo
la carte.

neam introitum sive ostium magnæ illius sta-
tionis navium trajiciens, quæ excurrit in
terram orientalem plagam inter regiones Suri-
norum & Etcheminorum, vulgò Sourin-
quois & Etchemins, ad fluvium vulgò Sanctæ
Crucis appellatum, & ad scaturiginem remo-
tissimam sive fontem ex occidentali parte
ejusdem, qui se primum prædicto fluvio
immiscet ; unde per imaginariam directam
neam quæ pergere per eam seu currere
versus septentrionem censeatur, ad proxi-
mam navium stationem, fluvium vel scatu-
riginem in magno fluvio de Canada sese exo-
derantem, & ab eo pergendo versus orien-
tem per maris oras littorales ejusdem fluvii
de Canada, ad fluvium stationem navium,
portum aut littus communiter nominæ de Ga-
shepe vel Gaspé notum & appellatum ; &
deinceps, versus Euronotum, ad insulas Baca-
nos, vel Cap-Breton vocatas, relinquendo
ejusdem insulas à dextrâ, & voraginem dicti
fluvii de Canada, sive magnæ stationis na-
vium, & terras de Newfoundland, cum
insulis ad easdem terras pertinentibus à sinis-
trâ ; & deinceps, ad caput sive promonto-
rium de Cap-Breton prædictum jacens propè
latitudinem quadragenta quinque graduum
aut eo circa, & à dicto promontorio de
Cap-Breton, versus meridiem & occidentem,
ad prædictum Cap de Sable, ubi incepit

144 Mém. des Commissaires Anglois

perambulatio; includendo & comprehendendo intra dictas maris oras littorales ac earum circumferentias, à mari ad mare, omnes terras continentes cum fluminibus, torrentibus, &c. jacentibus propè aut infra sex leucas ad aliquam earundem partem, ex occidentali, boreali vel orientali partibus orarum littoralium & præcinctum earundem, & ab Euronoto ubi jacet Cap-Breton, & ex australi parte ejusdem (ubi est cap de Sable), omnia maria & insulas versus meridiem, intra quadraginta leucas dictarum orarum littoralium earundem, magnam insulam vulgariter appellatam illa de Sable, vel sablon includendo, jacentes versus Carban, vulgè South-east, circa triginta leucas à dicto Cap-Breton in mare, & existens in latitudine quādragenta quatuor graduum aut eo circa; quæ quidem terra prædictæ omni tempore futuro, nomine novæ Scotiæ in Americâ gaudebunt.

XLII. Cet octroi * au Chevalier

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* L'octroi fait à Guillaume Alexandre par Jacques I.^{er} étant nul dans son principe, la patente de confirmation du Roi Charles I.^{er} n'a rien confirmé; mais cette patente même n'est point une confirmation, puisque la charte de 1621 n'y est aucunement rapelée. Marquer certaine du peu de cas que faisoit Guillaume Alexandre lui-même de cette première Charte: on ne voit pas pourquoi cette dernière-ci mériteroit plus de considération.

Alexandre
du Roi
625,
ans les
XLI
Chev
pays
oyal, &
h) à
OBSER
(a) Nor
trouve
florien,
émolre f
bis, aucu
donner
tion par
rouve dan
4 octobre
& ailleu
yal a été f
le sieur
jours hab
François,
leois pillé
pé par les
chevalier G
ndre n'a p
rt à la fond
Tour su
int-Jean.
int Etienne
our, étoit
dans le y

comprehendens
ales ac earum
e, omnes terras
rentibus, &c
leucas ad ali-
ccidentali, bo-
um littoralium
ab Euronote
australi parti-
able), omnia
m, intra qua-
littorallum ea-
riter appella-
udendo, jacent
ast, circa tri-
ton in mare
genta quatuor
quidem terra-
romine nova-
u Chevalier
aires du Roi.
621 n'y est au-
appelée. Marque
peu de cas que
Guillaume Alexan-
même de cette
Charte: on ne
pourquoi cette
l mériteroit
considération.

Alexandre, fut confirmé par une Patente
du Roi Charles I.^{er}, datée le 12 juillet
1625, laquelle Patente décrit les limites
dans les mêmes mots.

XLIII. En conséquence de cet octroi,
Chevalier Alexandre prit possession de
le pays (a), fit un établissement au Port-
Royal, & y bâtit un Fort; & ayant permis
(b) à Claude de la Tour & à son fils

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Non seulement on
trouve dans aucun
historien, ni dans aucun
Mémoire françois ni an-
ois, aucun fait qui ait
donné lieu à une as-
ertion pareille, mais on
trouve dans le Mémoire
du 4 octobre 1751, article
& ailleurs, que Port-
Royal a été fondé en 1605
par le sieur de Monts, &
il y a toujours habité depuis par
François, quoique quel-
fois pillé ou même oc-
upé par les Anglois. Le
Chevalier Guillaume Alex-
andre n'a pas eu plus de
part à la fondation du Fort
de la Tour sur la rivière
Saint-Jean. Claude de
Saint Etienne sieur de la
Tour, étoit en Acadie
dans le voisinage des

1609, douze ans avant la
prétendue nouvelle Ecosse
de Guillaume Alexandre;
la concession du Fort de
la Tour sur la rivière S. Jean
est du 15 janvier 1635,
trois ans après le Traité
de Saint-Germain, Traité
par lequel le fantôme de
la nouvelle Ecosse avoit
été apéanti, sans que de
la part de l'Angleterre on
eût daigné en faire men-
tion. Charles de la Tour,
bien loin de recevoir de
l'Angleterre aucune con-
cession, a défendu en
1629 le Fort du cap de
Sable contre les Anglois
& son père, qui y échouè-
rent.

(b) On a répondu dans
le Mémoire du 4 octobre
1751, article V, aux in-

46 *Mém. des Commissaires Anglois*

ainé Charles, de cultiver des terres & bâti sur ledit territoire à leur propre avantage en conséquence de laquelle permission ils firent un établissement & construisirent un Fort sur la rivière de Saint-Jean, appelé le Fort de la Tour. En 1630, en considération des grands frais auxquels ils avoient été mis, & des services qu'ils avoient rendus dans l'avancement des établissements dans le pays, il transporta par acte, audit Claude de la Tour & son fils, & leurs héritiers, pour toujours, tout son droit sur la nouvelle Ecosse (à la réserve de Port-royal) qui devoit relever de la Couronne d'Ecosse.

XLIV. * Il y a raison de croire qu'a

OBSERVATIONS des Commissaires du Ro

ductions tirées de ces faits; mais on prie de lire les pièces mêmes où il paroît qu'on les a puisées; ce sont les IV, V, VI, VII & VIII de celles qu'ont produites MM. les Commissaires Anglois. Il n'est pas étonnant qu'ils soient tombés dans quelques erreurs, ayant été obligés de travailler sur de pareils Mémoires; mais ce qui surprend, c'est que le Bureau des plantations ait

pû fourrir de tels renseignements.

* On suppose ici, comme toute vrai-semblance, qu'antérieurement au Traité de Saint-Germain, le sieur de la Tour aurait obtenu la confirmation des prétendues concessions à lui faites par Guillaume Alexandre mais 1.^o après le Traité de Saint-Germain, & le sieur de Razilly & le sieur de la Tour qu'

érieure
Sa Maj
que le
es droi
Ecosse

OBSER

u le c
ors uni à
la conc
aint-Jean
our est de
onsequent
ois ans
aint- Ger

Mémoire

751, ar
MM. les
nglois veu
ait eu une
ation en
ssi vrai-
autre.

N. B. C

e l'on dir
ndemens é
propriété.
zilly; no
rs de Char
ur, n'ont é
des conce
ième été
pagnie de
ance. Ces
mée auxren
nie des cen

terres & bâ-
pre avantage
permission il
instruisirent u
-Jean, appelle
o, en confide
els ils avoient
s avoient res
établissement
ar acte, aud
fils, & leur
out son dro
la réserve
relever, de

croire qu'a

ffaires du Ro

ir de tels reu

uppose ici, com

ai-semblance, q

rement au Tra

t - Germain,

la Tour au

la confirmati

tendues con

lui faites p

ie Alexandre

après le Tra

- Germain, c

de Razilly &

érieurement au Traité de Saint - Germain ,
Sa Majesté Très-chrétienne avoit consenti
que le sieur de la Tour jouiroit de tous
les droits & possessions dans la nouvelle
Ecosse qui lui avoient été transportés par

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

u le commandement
ors uni à la propriété :
o la concession du Fort
aint-Jean au sieur de la
Tour est de 1635, & par
onsequent postérieure de
ois ans au Traité de
aint - Germain. Voyez
Mémoire du 4 octobre
751, article V.

MM. les Commissaires
nglois veulent aussi qu'il
ait eu une autre confir-
ation en 1651; l'un est
ssi vrai - semblable que
autre.

N. B. C'est par erreur
e l'on dit ici que le com-
ndement étoit alors uni à
propriété. Le sieur de
zilly, non plus que les
s de Charnisay & de la
ur, n'ont été propriétaires
des concessions qui leur
ient été faites par la
pagnie de la nouvelle
ence. Cette compagnie
mée autrement la Com-
nie des cent Associés &

la Compagnie du Canada,
fut érigée en 1627 & fut
déclarée seule propriétaire de
l'Acadie & des autres pos-
sessions Françoises de l'A-
mérique septentrionale. C'est
d'elle seule que les sieurs de
Razilly, de la Tour &
Charnisay tirent les con-
cessions qui leur furent ac-
cordées, lesquelles étoient
d'une très-petite étendue en
comparaison de celle des
commandemens dont ils
étoient pourvus. Dans la
concession qu'elle fit au Fort
Saint - Jean au sieur de la
Tour en 1635, il n'est pas
parlé de confirmation, non
plus que dans celle du sieur
de Razilly. Voyez l'acte
d'établissement de la Com-
pagnie, Pièces produites
par les Commissaires du
Roi, n.º XV; la conces-
sion faite au sieur de Ra-
zilly, n.º XXI; celle faite
au sieur de la Tour,
n.º XXII.

48 *Mém. des Commissaires Anglois*

le Chevalier Alexandre ; & la commission
ci-devant mentionnée sous le seing manuel
de Louis XIV , en 1651 , par lequel
Etienne de la Tour fils , survivant de
Claude de la Tour , fut nommé Gouver-
neur de toute l'Acadie , lui confirme toutes
ses possessions dans ce pays , dans les mon-
suivans ; « Voulons & entendons que ledit
» sieur de Saint - Etienne se réserve & ap-
» propre & jouisse pleinement & paisible-
» ment de toutes les terres à lui ci - devant
» concédées , & d'icelles en donner &
» départir telle part qu'il voudra , tant
» noisdis sujets , qu'aux originaires , ain-
qu'il jugera bon être ».

XLV. Ces octrois au Chevalier Alex-
andre * , que la Couronne de France
elle-même autorisés par la confirmation
des possessions de la Tour , sous iceux
assignent les mêmes limites de la nouvelle
Ecosse que nous avons décrit dans notre

Mémoire

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* Voyez dans la note
précédente , & dans le
Mémoire du 4 octobre
1751 , article V , troi-
sième allégation , la réponse
au paradoxe politique de
la confirmation d'une con-

cession faite par l'autorité
d'un Prince étranger , sur
un terrain que la France
n'a jamais cessé un instant
de regarder comme son
propre domaine.

Mémoire

de l'Isle

réservée

d'Utrecht

audit pa-

esdits oc-

Sainte-C

XLV

par ces

OBSER

* Le m

employé ici

as dans le

echt , &

à faire

traité cédé

enne sans

e ; jamais l

l'Isle Saint

it partie de

l est parlé

n dans le T

eut rendre

isons prin

mière a é

ter que tou

s isles qui f

ée , appart

France.

our qu'on

garder le

omme une

erre-neuve

as l'article

Tome

commission de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
seing manuel de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
, par lequel l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
survivant de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
nmé Gouverneur de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
nfirmes toutes les limites de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
dans les moindres limites de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
lons que ledit Gouverneur de l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
réserve & appartient à l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
nt & paisible l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
ui ci-devant l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
n donner l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
udra, tant l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles
ginaires, ainsi l'Isle de Cap-Breton, & des autres isles

hevalier Alemand de France, pour la confirmation
de France, pour la confirmation
sous iceux, pour la confirmation
e la nouvelle France, pour la confirmation
it dans notre Mémoire, pour la confirmation

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Le mot de *réserve* employé ici, ne se trouve
as dans le Traité d'Utrecht, & n'est propre
à faire illusion. Ce Traité cède l'Acadie an-
enne sans aucune réserve; jamais le Cap-Breton
l'Isle Saint-Jean n'ont
it partie de l'Acadie; &
il est parlé du Cap-Bre-
n dans le Traité, on en

ut rendre deux ou trois
lions principales. La
remière a été pour con-
ter que tout le golfe &
s isles qui sont à son en-
ée, appartiendroient à
France. La seconde,
ur qu'on ne pût pas
garder le Cap-Breton
omme une annexe de
erre-neuve: aussi est-ce
ans l'article de la cession

de Terre-neuve qu'on
trouve cette prétendue ré-
serve; & puisque nous
voyons aujourd'hui, que
l'Angleterre veut faire pas-
ser les demandes antécé-
dentes au Traité, pour
la mesure de ce qui lui a
été accordé, la précaution
de parler du Cap-Breton
n'étoit pas hors de propos.

La troisième raison,
qui vrai-semblablement
est la seule qui ait engagé
les Plénipotentiaires d'U-
trecht à faire mention
du Cap-Breton, est la
proposition que l'Angle-
terre avoit faite de mettre
cette isle en commun,
& de stipuler en consé-
quence que les François
ne pourroient pas s'y for-
tifier,

pouvoient être étendues plus loin de ce côté-là, parce que tout le pays vers l'occident de la rivière de Sainte-Croix, avoit en 1620, avant la date de la première d'icelles, été octroyé par le Roi Jacques à quelques-uns de ses sujets, sous le nom de Conseil de Plymouth, dont le Chevalier Alexandre étoit du nombre, lequel en vertu d'un accord entr'eux, posséda le pays situé entre la rivière Sainte-Croix & Pemaquid, un peu vers l'occident de Pentagoet.

XLVII. C'est d'ici d'où le nom de la nouvelle Ecosse, qui tira premièrement son origine des Lettres * patentes du Roi

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* On ne peut rien dire sur ces Lettres de Jacques I.^{er}, de 1620, puisque MM. les Commissaires Anglois ne les ont pas communiquées; mais outre qu'elles étoient nulles, au moins dans toute l'étendue de la concession du sieur de Monts, accordée en 1603, & établie en 1604, elles le seroient devenues faute d'établissements. Charles I.^{er} les a regardées comme telles, puisque le 4 mars 1623,

il accorda à la colonie de la baie de Massachusset le terrain entre la rivière de Merimack & celle de Charles, & à trois mille de distance sud & nord de ces rivières. On ne voit pas au surplus comment ces Lettres de 1620 ont empêché Jacques I.^{er} d'étendre la nouvelle Ecosse, puisqu'elles n'ont pas mis d'obstacle aux concessions postérieures. On voit encore moins par quelle prérogative la nou-

J
Jacques
commun
Acadie
assé sou
ouvelle
moigna
XLV
Olivier
1656
an & l
Acadie
cosse;

BSERV

le Ecosse
ngleterre
es sans au
ntre les tit
ion de la
à se joine
tre; & c
m de nouv
ne porto
ù se commu
tie aussi
la nouve
l'espace co
rivière de S
le Kinibel
re.

* Il est l
rquer d'a
s les tém
uels on pré

s Anglois

s loin de ce
ays vers l'oc-
Croix, avoit
la première
Roi Jacques
sous le nom
ont le Che-
mbre, lequel
, posséda le
nte-Croix &
occident de
le nom de
remièrement
entes du Ro

Sires du Roi

à la colonie de
Massachusets
tre la rivière de
& celle de
& à trois mille
de sud & nord
vières. On ne
surplus com-
etres de riviè-
hé Jacques I.
la nouvelle E-
isqu'elles n'ont
d'obstacle aux
postérieures
core moins par
ogative la nou-

Sur les limites de l'Acadie.

51

Jacques I.^{er} au Chevalier Alexandre, se communiqua bien-tôt à tout le pays de l'Acadie, lequel a fréquemment depuis passé sous le nom de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse, comme il paroît par les témoignages suivans *.

XLVIII. Dans le susdit mandement Olivier Cromwel au Capitaine Leverett, l'an 1656, les forts de Pentagoet, Saint-Jean & Port-royal, sont annoncés d'être l'Acadie, communément dite nouvelle Ecosse; & la distinction du Chevalier

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

le Ecosse & la nouvelle Angleterre se sont étendues sans aucun titre, & entre les titres & la possession de la France, jusqu'à se joindre l'une & l'autre; & comment ce nom de nouvelle Ecosse, ne portoit sur rien, & se communiquer à une partie aussi considérable de la nouvelle France, de l'espace compris entre la rivière de Sainte-Croix & le Kinibeki. Voyez la

* Il est bon de remarquer d'avance que les témoignages par lesquels on prétend prou-

ver que la nouvelle Ecosse & l'Acadie ont été ainsi nommées, conjointement, avant le Traité d'Utrecht, témoignages qu'on semble annoncer comme aussi nombreux que décisifs, se réduisent au seul ordre de Cromwel au Capitaine Leverett, ordre qui mérite peu d'égard, & qui a été détruit par Cromwel lui-même, dans la concession qu'il fit à la Tour, Crown & Temple, dans laquelle on trouve ces mots, l'Acadie & partie de la nouvelle Ecosse, comme deux pays distincts.

32 *Mém. des Commissaires Anglois*

Temple, quoique frivole, étoit fondé sur ce prétexte, que Pentagoet, Saint-Jean & Port-royal étoient dans * la nouvelle Ecosse sur les frontières de la nouvelle Angleterre, d'où il est clair que tout le pays, aussi loin que Pentagoet, étoit pour lors notoirement appelé la nouvelle Ecosse.

XLIX. Quoique les François n'ayent pas fréquemment appelé ce pays par le nom de la nouvelle Ecosse, lequel lui a été donné originairement par les Anglois, cependant nous devons observer que l'Ambassadeur de France, dans son susdit Mémoire présenté au Roi de la Grande Bretagne, en 1685, y représente que le

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* Il faut observer encore que le mot de nouvelle Ecosse ne se trouve dans aucun Traité ou autre acte public entre la France & l'Angleterre avant le Traité d'Utrecht, & que quoique le Chevalier Temple l'ait adopté pour soutenir ses prétentions particulières, la Cour d'Angleterre, en lui répondant, n'a pas daigné s'en servir.

En général, la dénomination de la nouvelle Ecosse, que l'on prétend

avoir été si commune, étoit fort rare avant l'invasion du temps de Cromwel. Le Géographe Laetius est peut-être celui qui a donné le plus de cours à ce nom, mais l'on peut juger de l'usage que l'on en faisoit des prétentions Angloises sur le pays, par ces mots qui finissent le chapitre de la nouvelle Ecosse, *HABITENTUS DE NOVA FRANCIA*; voilà ce que nous avions à dire de la nouvelle France,

suivantes de
Ecosse
jusqu'à l
le cessio
Louis X
Utrecht
utremen
L. C
rétexte
rès-Ch
est un m
mbarras
onder un
ous con
elle E
aussi sole
onnes ;
ulement
Acadie
DSERV
(a) On a de
ns une note
e c'est par
e MM. le
res Anglo
te pièce
ot de nou
s'y trouve
si l'article
ire du 4 octo
(b) On n
e depuis le

es Anglois

étoit fondée
et, Saint-Jean
la nouvelle
la nouvelle
que tout le
t, étoit pour
ouvelle Ecosse
nçois n'ayent

pays par le
lequel lui
les Anglois
observer qu
ans son fuf
e la Grande
fente que le

Traites du Roi

si commune,
re avant l'in
emps de Crom
Géographe La
tre celui qui
e plus de cour

peut juger d
faisoit des p
Angloises sur
ces mots q
e chapitre de
Ecosse; HAD

DE NOV
IA; voilà
avons à dire
France,

Sur les limites de l'Acadie.

53

ôtes de l'Acadie (a) ou de la nouvelle
Ecosse, s'étendent depuis l'isle Percée
jusqu'à l'isle Saint-George; & dans l'acte
de cession même dudit pays, faite par
Louis XIV en conséquence du Traité
d'Utrecht, il est appelé nouvelle Ecosse
autrement dite l'Acadie.

L. Ces faits sont une pleine réponse
au prétexte des Commissaires de Sa Majesté
Très-Chrétienne, que la nouvelle Ecosse
est un mot en l'air (b); & nous sommes
embarrassés à deviner sur quoi ils peuvent
fonder une pareille idée, sur-tout lorsque
nous considérons que le nom de la nou-
velle Ecosse a été confirmé par un acte
si solennel que celui des deux Cou-
ronnes; car la nouvelle Ecosse n'est pas
seulement mentionnée conjointement avec
l'Acadie dans cette partie de l'article XII

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) On a déjà remarqué
dans une note précédente,
que c'est par inadvertance
de MM. les Commis-
saires Anglois ont cité
cette pièce, & que le
mot de nouvelle Ecosse
s'y trouve pas. Voyez
l'article X du Mé-
moire du 4 octobre 1751.

(b) On n'a jamais dit
depuis le Traité d'U-

trecht qu'on cite ici, la
nouvelle Ecosse ait été un
mot en l'air: on a dit au
contraire que ce Traité
lui a donné la réalité, &
on croit avoir bien prouvé
qu'avant ce Traité, il
n'existoit aucune colonie,
ni Angloise, ni François-
se, qui s'appelât nouvelle
Ecosse, & que par consé-
quent c'étoit un mot en l'air.

11

13

14

54 *Mém. des Commissaires Anglois*

du Traité d'Utrecht, où ce pays est cédé à la Grande-Bretagne, mais aussi sur la fin de cet article (a), où l'on fait défenses aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, de pêcher à certaine distance des côtes qui sont simplement appelées les côtes de la nouvelle Ecosse sans l'addition de l'Acadie.

LI. En réponse à leur (b) argument que si la nouvelle Ecosse doit être entendue comme dénotant quelque territoire ou pays cédé à la Grande-Bretagne par le Traité, en ce cas, l'on doit entendre des territoires, dont l'un seul fut cédé à la Grande-Bretagne par les termes du Traité nous devons observer,

LII. 1.^o Que nous avons clairement prouvé, que quoique l'octroi au Chevalier Alexandre, qui a premièrement donné

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

(a) Le Traité d'Utrecht ayant déterminé, au commencement de l'article XII, ce qu'il falloit entendre par nouvelle Ecosse, il n'est plus étonnant qu'il emploie ces mots, soit dans le même article ou ailleurs, comme représentant un pays réel ; mais cela ne prouve pas qu'il eût auparavant aucune réalité sous cette

dénomination. Voy. le Mémoire du 4 octobre 1755 article V.

(b) On ne se rappelle pas d'avoir employé cet argument, si ce n'est en disant, comme on le dit encore, que la nouvelle Ecosse de Guillaume Alexandre ou du Chevalier Temple, n'est point la nouvelle Ecosse du Traité d'Utrecht.

nom d
pas plu
Sainte-
pende
ut com
LII
ova Sa
laireme
on da
nouvelle
ie (b)
LIV
qui préc
e la Gr
ar le m
Cour de
ar le no
endissen
dire ; &

OBSERVATIONS

(a) Il f
aux que le
elle Ecos
oit sur rien
ant étendu
ère Saint
au Kinib
xtension,
possessio
intermédiaire
ume Alex

ires Anglois

le pays est ce
s'aussi sur la
ait défenses au
Chrétienne,
es côtes qui so
tes de la no
de l'Acadie,
(b) argumen
doit être ente
ue territoire
tagne par les
entendre des
fut cédé à
nes du Traité

ons claireme
i au Cheval
ment donné

iffaires du Ro

nation. Voy. le M
4 octobre 175

On ne se rapp
voir employé
nt, si ce n'est
comme on le
que la nouve
le Guillaume A
ou du Cheval
, est point
Ecosse du Tra
nt,

sur les limites de l'Acadie.

55

nom de nouvelle Ecosse, ne s'étendoit pas plus loin vers l'occident que la rivière Sainte-Croix (a) pour raisons susdites, cependant que le nom de nouvelle Ecosse fut communiqué à tout le pays d'Acadie.

LIII. 2.^o Que le terme disjonctif de *Nova Scotia sive Acadia* dans le Traité, est clairement expliqué par la susdite description dans l'acte de cession, savoir la nouvelle Ecosse, autrement dite l'Acadie (b).

LIV. 3.^o Comme dans la négociation qui précéda le Traité d'Utrecht, la Cour de la Grande-Bretagne a demandé ce pays par le nom de la nouvelle Ecosse; & la Cour de France dans ses écrits, l'a appelé par le nom de l'Acadie, quoiqu'elles entendissent toutes les deux le même territoire; & comme de fait, il avoit été quel-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Il seroit merveilleux que le nom de nouvelle Ecosse, qui ne portoit sur rien, se fût cependant étendu depuis la rivière Sainte-Croix jusqu'au Kinibeki; mais cette extension, non plus que la possession de ce pays par l'intermédiaire par Guillaume Alexandre, n'ont

jamais existé que dans des relations aussi modernes qu'infidèles, & que MM. les Commissaires Anglois auroient dû lire avec plus de précaution.

(b) On ne doit pas supprimer ces mots, qui sont dans le Traité, *savoir ses anciennes limites.*

quelquefois appelé (a) par l'un, puis par l'autre, & souvent par tous les deux de ces noms, ce que nous avons pleinement démontré ; afin de prévenir toutes disputes & chicanes, il fut convenu d'insérer dans le Traité les deux noms de nouvelle Ecosse & d'Acadie ; ainsi tout le territoire qui a toujours été appelé par l'un ou l'autre de ces noms a été cédé à la Grande-Bretagne par ledit Traité (b).

L V. Les mots de l'article XII du Traité d'Utrecht, qui dépeignent le pays qui est cédé à la Grande-Bretagne ; savoir, *novam Scotiam sive Acadiam totam limitibus suis antiquis comprehensam, ut & Portus regii*

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

(a) Si par le Traité d'Utrecht on avoit cédé l'Acadie & la nouvelle Ecosse, on pourroit peut-être demander tout ce qui a porté l'un ou l'autre de ces noms, mais le Traité cède la nouvelle Ecosse, autrement dite l'Acadie, il ne cède qu'une seule chose qui s'appeloit ci-devant Acadie, & qui doit par la suite être nommée nouvelle Ecosse, il ne cède qu'un seul & même territoire, déterminé par les

anciennes limites de l'Acadie ; sinon, il ne faudroit pas qu'il y eût suivant les anciennes limites, mais suivant leurs anciennes limites.

(b) On a déjà dit qu'on ne peut légitimement tirer aucune induction des propositions réciproques faites avant un Traité : il semble même que plus les propositions antécédentes auroient eu d'étendue, plus les limitations du Traité doivent avoir de force.

urbem nu
que omni
terris &
tant de
claireme
qu'ils p
le garde
deux Co
actions
du Trai
mot de
même c
pour lo
être fai
d'Acadie
ceux qu
comprehe
a été cé
limites

OBSER

* On v
Traité de
& de Bred
à la Franc
restitué ; c
au contrain
gleterre :
peuvent d
parer, com
prend de le
exécuter

puis par l'au-
deux de ces
seulement de
toutes disputes
l'insérer dans
ouvelle E'cosse
rritoire qui
ou l'autre de
nde-Bretagne

XII du Traité
pays qui el
avoir, *novam*
limitibus suis
Portus regis

saies du Roi

limites de l'Ac
n, il ne faudro
y eût suivant
limites, mais sui
anciennes limites
a déjà dit qu'o
gitimement tire
duction des pro
réciproques fai
un Traité : m
ême que plus le
ns antécédente
eu d'étendue
limitations de
ivent avoir de

*urbem nunc Annapolim regiam dictam, cætera-
que omnia in istis regionibus quæ ab iisdem
terris & insulis pendent*, sont couchés avec
tant de soin & expriment si pleinement &
clairement le sens des Parties contractantes,
qu'ils paroissent être calculés exprès pour
se garder contre la présente dispute. Les
deux Couronnes avoient en vûe les trans-
actions qui avoient passé en conséquence
du Traité de Breda, & c'est pourquoy le
mot de *totam* est ci-ajouté pour prévenir la
même distinction qui avoit été entreprise
pour lors, ou aucune autre qui pourroit
être faite pour restreindre le territoire
d'Acadie. Le mot *totam* est renforcé par
ceux qui suivent, *limitibus suis antiquis*
comprehensam, qui montrent que l'Acadie
a été cédée par ce Traité avec les mêmes
limites qu'elle avoit été * cédée à la

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* On répètera que les
Traités de Saint Germain
& de Breda n'ont rien cédé
à la France, mais lui ont
restitué ; celui d'Utrecht
au contraire a cédé à l'An-
gleterre : ces Traités ne
peuvent donc pas se com-
parer, comme on entre-
prend de le faire ici. Pour
exécuter ceux de Saint-

Germain & de Breda, il
a fallu rendre à la France
tout ce qui lui avoit été
enlevé : pour accomplir
celui d'Utrecht, la France
a dû livrer à l'Angleterre
tout ce qui est exprimé
dans le Traité, ou l'en
laisser jouir, & cela sans
aucune extension ; car
l'obscurité même, s'il y

France en conséquence du Traité de Breda; car telles-ci étoient les anciennes limites, l'Acadie étant cédée à la France par ce Traité telle qu'elle en avoit joui auparavant; & le Roi Charles, dans son mandement pour l'exécution dudit Traité, ordonne expressément dans ses instructions au Chevalier Temple son Gouverneur, de restituer ou faire restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à telle personne qu'Elle nommeroit pour cet effet, sous le grand sceau de la France, ledit pays d'Acadie qui avoit ci-devant appartenu audit Roi; savoir, les forts & habitations de Pentagoet, Saint-Jean, Port-royal, la Heve & le cap de Sable, dont ses Sujets avoient joui sous son autorité jusqu'en 1654 & 1655 que les Anglois en prirent possession.

LVI. Si ce pays n'avoit été mentionné dans ce Traité, comme dans celui de Breda, que par le nom de l'Acadie, la

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

en avoit, s'interprète en pareil cas contre le cessionnaire; mais la France convient que le Traité d'Utrecht est clair, & en conséquence consent que l'Angleterre jouisse de l'A-

cadie suivant ses anciennes limites, à quoi le même Traité a fixé la dénomination de nouvelle Ecosse, qui auparavant ne portoit sur rien.

Grande
eu droit
que la
quence
que me
rticle d
force de
LVI
uite de
limites d
demande
vant &
vons au
onnes,
estimoier
relle Ecosse
voient e
Traité.
LVI
Bretagne
poujours
Ecosse, o
nites. Co

OBSERV
(a) La France
possède l'Acadie
quence du Traité
mais en conséquence
ancien droit
connus à Br

Anglois

ité de Breda ;
mes limites ,
ance par ce
oui aupara-
son mande-
Traité , br-
instructions
verneur , de
Sa Majesté
e personne
ffet , sous le
ledit pays
t appartenu
habitations
ort-royal ,
t ses Sujets
é jusqu'en
ois en pri-

mentionné
as celui de
Acadie , la
res du Roi.

ses anciennes
quo le même
la dénomina-
nelle Ecosse ,
ant ne portoit

sur les limites de l'Acadie. 59

Grande-Bretagne auroit indubitablement
eu droit par ce Traité , à la même Acadie
que la France avoit possédée en consé-
quence (a) du Traité de Breda ; & cha-
que mot d'augmentation dans le susdit
article du Traité d'Utrecht , augmente la
force de ce droit (b).

LVII. Nous avons prouvé par une
suite de témoignages incontestables , les
limites de l'Acadie telles qu'elles ont été
demandées & possédées par la France ,
avant & après le Traité de Breda , & nous
avons aussi montré ce que les deux Cou-
ronnes , dans le cours des négociations ,
estimoient les limites de l'Acadie ou nou-
velle Ecosse , & par conséquent ce qu'elles
voient en vûe lors de la conclusion du
Traité.

LVIII. La Couronne de la Grande-
Bretagne , conformément à ce Traité , a
toujours insisté sur ses droits à la nouvelle
Ecosse ou l'Acadie avec ses anciennes li-
mites. Ce droit a été confirmé de rechef

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) La France n'a point
possédé l'Acadie , en consé-
quence du Traité de Breda ,
mais en conséquence de son
ancien droit & possession re-
connus à Breda ,

(b) Les mots de *limites*
bus & de *comprehensam* ,
n'ont jamais été placés
nulle part pour donner de
l'extension.

60 *Mém. des Commissaires Anglois*

par l'article IX du Traité conclu à Aix-la-Chapelle, lequel, après avoir fixé le temps que les restitutions particulières qui y sont portées doivent être faites dans les Indes orientales & occidentales, a été réglé « que toutes choses d'ailleurs y seront remises sur le pied qu'elles étoient ou devoient être avant la guerre » : & si nous pouvons le Cour de France prétendoit présentement contester à la Grande-Bretagne les limites avec lesquelles elle a elle-même possédé l'Acadie, ce seroit vouloir contrarier ses propres demandes & prétentions, qu'elle a de temps à autre, pendant le cours de plusieurs années, soutenues avec fermeté & par des actes les plus solennels ; & en un mot, ce seroit contester que des Traités & conventions, conclus entre cette Couronne & la Grande-Bretagne, soient obligatoires envers la Grande-Bretagne, tandis qu'ils opèrent en faveur de la France, & que leurs obligations cesseront envers la France, lorsque la Grande-Bretagne voudra s'en prévaloir.

OBSERVATIONS des Commissaires Anglois

* On a ici fort inutilement le Traité d'Aix-la-Chapelle, qui n'a fait autre chose que confirmer celui d'Utrecht, qui fait la loi en France & en l'Angleterre.

LII
la rivière
borné
Lyon
Etien
droits
de la n
nous po
en sera
pour le
suivante
établie
a nouv
ent d'ell
oute de
pays situ
& Kinib
LX.
Chevalie
tend les
ernement
OBSER
(a) En a
oye les p
asser pour
e pays est
quitqu'il lu
elle l'a to
a revendic
e Pa jama
un Traité.

conclu à l'égard du pays situé entre la rivière de Penobscot & de Kinibeki, borné vers le nord par la rivière Saint-Laurent, la Couronne de la Grande-Bretagne a toujours maintenu ses anciens droits sur ce pays, comme faisant partie de la nouvelle Angleterre, lequel droit nous pourrions toujours prouver lorsqu'il en sera nécessaire; mais il doit suffire pour le présent de faire les observations suivantes qui résultent de l'évidence déjà établie pour les limites de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse, & lesquelles paroissent d'elles-mêmes assez conclusives contre toute demande de la part de la France du pays situé entre les rivières de Penobscot & Kinibeki.

LX. 1.^o Il paroît par la commission du Chevalier d'Aulnay, en 1647, laquelle tend les limites occidentales de son gouvernement aussi loin que les (b) Virgines;

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) En attendant qu'on aye les preuves, il doit passer pour constant que le pays est à la France, puisqu'il lui a appartenu, & qu'elle l'a toujours possédé & revendiqué, & qu'elle ne l'a jamais cédé par aucun Traité.

(b) Les Virgines, suivant leur titre primordial de 1606, doivent être renfermées dans l'espace de cinquante milles de distance du lieu de leur premier établissement. La nouvelle Plymouth paroît être le premier établisse-

62 *Mém. des Commissaires Anglois*

(savoir, cette partie des possessions Angloises, laquelle étoit pour lors connue sous le nom de la Virginie septentrionale, & est présentement appelée la nouvelle Angleterre) que la Couronne de France jugeoit que l'Acadie confinoit sur les territoires Anglois.

LXI. Ceci est pareillement évident par un passage * dans la susdite lettre de M. d'Estrades à Sa Majesté Très-Chré-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

ment de la Virginie septentrionale, & ses frontières, suivant les Lettres patentes de 1606, n'atteindroient pas Boston.

Si l'on considère les anciennes Chartres de la nouvelle Angleterre, elle étoit renfermée dans trois milles de distance des rivières de Charles & de Merimack; c'est encore bien loin de Kinibeki.

Enfin, les Chartres postérieures de la nouvelle Angleterre, & les plus amples qui soient venues à notre connoissance, la bornent au Sagadahock, rivière qui tombe à la mer au même endroit que le Kinibeki, par conséquent les deux rives de ce der-

nier fleuve appartiennent à la France.

* Ce passage de M. le Comte d'Estrades est plein de fautes; on y voit 1649 pour 1629, 1681 pour 1631, &c. On a répondu ailleurs aux inductions tirées des lettres de cet Ambassadeur, & on a remarqué combien ses notions géographiques sur l'Acadie étoient confuses: il paroît ici borner cette province vers Pentagoet; & dans la lettre du 27 novembre 1664, il l'étend jusques & compris la nouvelle York. Voyez le Mémoire du 4 octobre 1751, article V. Et au surplus, que dans un pays aussi peu habité qu'

nienné,
en l'a
gleten
Sterlin
de Pe
prit e
tenion
qui fu
1682
Québe
begue
constru
Acadie
toit l'é
françois
ue sept
M. d'Es
ois teno
onsequer
noit sur
re aussi
quel éta
e, il s'en
OBSERV
t alors l'A
ntrionale
été la der
st-à-dire
terresse du
ouvelle An
s'ensuit

Anglois

essions An-
lors connue
ptentrionale,
la nouvelle
de France
oit sur les

évident par
e lecture de
Très-Chré-

aires du Roi.

e appartiennent
ce.

passage de M.
d'Estrades est
utes; on y voit

1629, 1681,
, &c. On a

illeurs aux in-
irées des lettres

mbassadeur, &
arqué combien

graphiques
ie étoient con-

aroit ici borner
ince vers Pen-

ans la lettre
vembre 1664,

usques & com-
ouvelle York

moire du 4 octo-
article VII.

, que dans un
eu habité qu'

sur les limites de l'Acadie.

63

ienne, datée du 13 mars 1662, où il dit :
en l'année 1649, sous le feu Roi d'An-
gleterre Charles, le Chevalier Alexandre
Sterling fut attaquer l'Acadie, prit les forts
de Pentagoet, S.^{te} Croix & Port-royal,
prit ensuite Québec & tout ce que nous
tenions dans l'Amérique; & par la paix
qui fut faite entre les deux Rois, en
1682, la restitution fut faite depuis
Québec jusqu'à la rivière de Norem-
begue, où le fort de Pentagoet est
construit, qui est la première place de
Acadie ». D'où il paroît que Pentagoet
étoit l'étendue la plus reculée des limites
françoises, vers l'occident de l'Améri-
que septentrionale, ou dans les mots de
M. d'Estrades, de tout ce que les Fran-
çois tenoient dans l'Amérique : & par
conséquent le territoire Anglois, qui con-
noit sur celui des François, devoit s'éten-
dre aussi loin vers l'est que Pentagoet,
quel étant la première place dans l'Aca-
die, il s'ensuit incontestablement que l'Aca-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

Il est alors l'Amérique Sep-
trionale, Pentagoet
été la dernière place,
est-à-dire, la dernière
terresse du côté de la
ouvelle Angleterre; il
s'ensuit pas qu'il ne

pût y avoir jusqu'au Kini-
beki d'autres établissemens
François, & que le Kini-
beki, ou plutôt le Saga-
dahock, ne fût la borne
des deux Nations.

64 Mémoires des Commissaires Anglois

die confine sur les territoires Anglois (a).

LXII. 2.^o Qu'il paroît pleinement par l'évidence ci-dessus établie, que toutes les fois que la Couronne de France a demandé le pays situé entre les rivières de Penobscot & Kinibeki, cette Couronne l'a seulement demandé comme partie de l'Acadie (b), & non sur aucune autre prétention quelconque ; & par conséquent dans cette vûe , si cette demande avoit été bien fondée , comme elle ne l'étoit pas , le droit de la Couronne de France à ce pays a été transporté à la Grande

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) On a prouvé que la concession du sieur de Monts en 1603, du sieur de Menon Chamifay en 1647, & du sieur de la Tour en 1651, comprenoit d'autres pays que l'Acadie ; par conséquent la cession de l'Acadie n'empêche pas la France de conférer, du côté de la nouvelle Angleterre, les mêmes frontières avant le Traité d'Utrecht.

(b) On a répondu à cet argument ci-dessus, & dans le Mémoire du 4 octobre 1751, article V & ailleurs. On ajoute seule-

ment qu'on n'a eu en vûe à Utrecht, ni le Traité de Saint-Germain, ni celui de Breda ; ces deux Traités ne sont nommés ni dans celui d'Utrecht, ni dans les négociations qui l'ont précédé ; ce qu'on n'auroit pas manqué de faire si la cession faite par le Traité d'Utrecht avoit dû avoir pour mesure la restitution faite par celui de Breda ; mesure de surplus qui ne rempliroit pas encore les demandes du Mémoire de MM. les Commissaires Anglois. Voyez la carte,

J
Bretagne
quelle
mitibus
r Port
giam
gionibu
endent,
arum, &
ssione &
ve alio
ssimus,
ti quicu
ca hacte
Britannia
LXII
chaqu
i septen
us à f
évidenc
OBSERV
* MM.
res Anglo
stifié leur
septembr
limites d
e dans to
ne parler
droit de l
tre les anci
cette pro
odernes, c'

Anglois

Anglois (a).

neinement par
que toutes les
France a de
s rivières de
e Couronne
ne partie de
ne autre pré
consequen
mande avoi
le ne l'étoi
e de Franç
la Grande

Saires du Roi

on n'a eu en vi
ut, ni le Trait
Germain, ni ce
reda; ces deux
e sont nomm
elui d'Utrecht
les négociation
or cédé; ce qu'
pas manqué d
cession faite
d'Utrecht av
pour mesure
n faite par
reda; mesure
ui ne rempliro
re les demand
noire de MM
nissaires Anglo
carte,

Sur les limites de l'Acadie. 65

Bretagne par le Traité d'Utrecht, par laquelle la France cède *Acadiam totam cum omnibus suis antiquis comprehensam, ut et Portus-regii urbem, nunc Annapolim-giam dictam, cæteraque omnia in istis regionibus, quæ ab iisdem terris & insulis pendunt, unâ cum earundem insularum, terrarum, & locorum dominio, proprietate, possessione & quocumque jure, sive per pacta, sive alio modo quæsito quod Rex Christianissimus, Corona Galliarum, aut ejusdem subiecti quicumque ad dictas insulas, terras & loca hactenus habuerunt, Reginae Magnæ Britanniarum ejusdemque Coronæ, &c.*

LXIII. * Nous avons à présent justifié chaque partie de notre Mémoire du 1^{er} septembre, ainsi il ne reste rien de plus à faire après une suite uniforme d'évidences conclusives que nous avons

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* MM. les Commissaires Anglois ont si peu justifié leur Mémoire du 1^{er} septembre 1750, sur les limites de l'Acadie, que dans tout celui-ci, ils ne parlent en aucun endroit de la distinction entre les anciennes limites de cette province & les limites modernes, c'est cependant

à quoi se réduit toute la question. On observera encore que, pour justifier l'exces de leurs prétentions, il auroit fallu prouver que les limites anciennes de l'Acadie s'étendoient plus loin que les limites modernes; leurs propres titres prouvent le contraire.

avancées pour maintenir le droit de Sa Majesté à l'Acadie ou nouvelle Ecosse avec celles que nous avons prouvé être ses anciennes limites, que de réplique aux observations & raisonnemens contenus dans le Mémoire des Commissaires de la Couronne de France, & dans celui présenté par le sieur Durand à la Cour de la Grande-Bretagne, le 7 juin 1749.

LXIV. Dans le Mémoire des Commissaires, du 21 septembre, leur premier argument est celui-ci ; « par le Traité d'Utrecht, le Roi cède à l'Angleterre l'Acadie en entier, conformément à ses anciennes limites, comme aussi Port royal ou Annapolis ; & il résulte de ces mots, qu'Annapolis n'étoit point comprise dans les anciennes limites, & qui est conforme d'ailleurs aux plus anciennes descriptions du pays, & par conséquent l'Acadie ne renferme qu'une partie de la péninsule de ce nom ».

LXV. Cette construction est fondée sur ces mots du Traité, *ut & Portus-regium urbem nunc Annapolim dictam.*, d'où les Commissaires allèguent que la manière de spécifier Annapolis & de la mentionner séparément, montre qu'elle n'étoit point pour lors estimée ni cédée comme partie de l'Acadie ou nouvelle Ecosse : nous

su
saurions
itude
toute la
mots m
ion pré
cois qui
naturel d
es mots
& insuli

OBSER

(a) Les
françois n
estrait les
Traité d'U
ar ces exp
u'ils se fon
apporté le
tête de
4 octob
phrase que
s Commiss
e donne a
on à la c
eut pas o
re, & par
ete, que
s Acadie
, soit de
près le T
pays circo
us de l'
ient deven
rices, niqu
it six ou

droit de Saurions penser qu'il y ait aucune incertitude dans cet article du Traité ; & si prouvé être toute la phrase est prise ensemble , les de réplique mots mêmes n'admettent pas la construction prétendue par les Commissaires François qui ont varié (a) & restreint le sens & dans cette phrase naturel & la force de la phrase en omettant nd à la Com les mots *cæteraquæ omnia quæ ab iisdem terris* juin 1749. & *insulis pendent* (b), qui suivent immé-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Les Commissaires François n'ont ni varié ni restreint les expressions du Traité d'Utrecht ; c'est par ces expressions mêmes qu'ils se fondent , & ils ont rapporté le texte entier à tête de leur Mémoire du 4 octobre 1751. La phrase que citent ici MM. les Commissaires Anglois, ne donne aucune extension à la cession , & ne peut pas opérer sans le préfixe , & par une vertu spéciale , que ce qui n'étoit en Acadie avant le Traité , soit devenu Acadie après le Traité , ni que les pays circonvoisins ou les voisins de l'Acadie , en soient devenus des dépendances , ni que l'accessoire , soit fixé ou huit fois plus

considérable que le principal , comme on peut s'en convaincre en jetant les yeux sur la carte ; ni que la France , qui n'a pas perdu de vue , dans le Traité , la conservation du Canada , ait cédé un pays qui en emportoit la perte totale.

(b) Cette phrase est de style ordinaire ; mais , de plus , elle peut avoir été mise à la suite de la cession de Port-Royal , pour mieux marquer qu'on cédoit aussi le territoire ou la banlieue , & aussi à cause de la pêche , qui est cédée comme une dépendance de l'Acadie , dans l'étendue indiquée par le Traité.



diatement après la cession d'Annapolis, & démontrent indubitablement qu'Annapolis doit être estimée, & a été cédée par le Traité comme dépendante de la nouvelle Ecosse ou de l'Acadie. La difficulté qui a été suscitée sera aisément levée, si nous suivons la règle établie d'interprétation; car, lorsque quelques expressions particulières d'un Traité paroissent dans la suite douteuses à l'une ou à l'autre des Puissances intéressées dans son exécution, celle-là doit toujours être reçue comme la seule franche & candide interprétation qui s'accorde le mieux avec les intentions des Parties contractantes à la passation du Traité, & que l'on convient être le vrai sens & l'effet du tout pris ensemble; l'intention des Parties paroît manifestée par les limites qu'elles avoient en vûe pendant la négociation antérieure au Traité; nous avons prouvé par des preuves incontestables, quelles étoient les anciennes limites qui y sont rapportées; & que pour construire cet article de la manière que les Commissaires François contestent, seroit varier ces différentes conditions; comme si une partie détruiroit l'effet de l'autre; car où sera le sens conforme de cet article s'il est construit par quelques mots de céder la nouvelle Ecosse, ou toute l'Acadie

on d'Annapolis avec ses anciennes limites, dans lesquelles nous avons prouvé (a) qu'Annapolis a toujours été renfermée; & par d'autres, de prescrire de nouvelles bornes (b) à l'Acadie, & d'en distinguer Annapolis en la faisant passer pour une cession distincte. LXVI: (c) Il n'est point du tout rare

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) On ne voit pas que M. les Commissaires Anglois aient prouvé que le Port-Royal étoit de l'ancienne Acadie, ils le supposent; mais on croit avoir montré qu'il n'en étoit pas; & le Traité d'Utrecht seroit seul suffisant pour établir le contraire. Voyez les art. I, XVII, XVIII, X & XX du Mémoire du 4. octobre 1751.

(b) Les François s'en tiennent aux bornes anciennes de l'Acadie, prescrites par le Traité d'Utrecht; mais ce sont les Anglois qui ont voulu prescrire de nouvelles bornes, & qui en les poussant jusqu'à Québec même, ont vu mieux que tout ce qu'on pourroit écrire, la nécessité de s'en tenir au Traité, & l'im-

possibilité d'en indiquer d'autres, avec la moindre vraisemblance.

(c) Les mots de *comme aussi* (*UT ET*) sont en effet si rares pour signifier une seule & même chose, que MM. les Commissaires Anglois n'en peuvent pas produire un seul exemple. Ces mots ne se trouvent pas dans le Traité de Saint-Germain qu'ils énoncent; ce qui doit dispenser de répondre à tout le reste de ce qu'ils ont dit ici pour éluder cet argument, qui restera toujours dans toute sa force, jusqu'à ce qu'on ait apporté des preuves contraires. On doit donc regarder comme prouvé, non seulement par les titres rapportés dans le Mémoire du 4. octobre 1751, principalement

70 *Mém. des Commissaires Anglois*

dans des Traités qui font une cession générale de quelque pays ou d'une province entière, d'y spécifier les forts qui s'y trouvent ou les villes d'une distinction particulière; & cependant il n'y a pas un seul exemple dans des cas où l'on s'est servi de cette méthode d'expression, comme celle que les Commissaires de la Cour de France contestent présentement. Dans l'article III du Traité de Saint-Germain, en 1632, il est stipulé que « tous les lieux » occupés en la nouvelle France, l'Acadie & le Canada par les sujets de Sa Majesté de la Grande-Bretagne seront restitués à la France ». La Cour de France auroit-elle cru la construction de ces mots candide & ingénue, si de la spécification du Canada après la cession générale de la nouvelle France, on avoit conclu que le Canada n'étoit point partie de la nouvelle France ! Et cependant l'argument pour distinguer le Canada comme

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

aux articles XVI & XVII, mais par le Traité d'Utrecht même, que Port-royal n'est point dans l'Acadie ancienne; ce qui étoit si connu du temps de ce Traité, qu'on ne s'est pas contenté de l'y

comprendre sous les termes vagues de dépendances; mais qu'on l'a inséré nommément dans le Traité; sans quoi il seroit resté à la France, comme faisant partie du Canada ou de la nouvelle France.

su

à distric
numéra
lli-bien
sonnen
our l'ex
nouvell
ots du
LXV
tista *
Charles I
x Com
rétien
Breda
n, Por

RESERV

Lors de
Franç
adeur de
pour qu
nmement
de Pentag
& Port-r
ls n'étoien
e: par la
les Pléni
lois à Utr
dé nomme
ment la
royal, ce
point de
die. Quo
n ne soit
l'un ni c

s Anglois

cession gé-
une province
qui s'y trou-
ction parti-
pas un seul
on s'est servi
on, comme
la Cour de
nt. Dans l'ar-
Germain, en
ous les lieux
ance, l'Ac-
sujets de Sa
tagne seront
la Cour de
struction de
si de la spé-
cession gé-
e, on avoit
point parti-
pendant l'ar-
nada comme

aires du Roi.

re sous les ter-
es de dépendan-
qu'on l'a inféré
ent dans le Trai-
uoil il seroit res-
ce, comme fait
e du Canada ou
velle France.

sur les limites de l'Acadie.

71

district séparé de la nouvelle France sur
numération du Traité de S.^t Germain, est
si-bien fondé & a autant de droit que le
raisonnement des Commissaires François
pour l'exclusion d'Annapolis du pays de
nouvelle Ecosse ou de l'Acadie, sur les
mots du Traité d'Utrecht.

LXVII. L'Ambassadeur de France
dist * que dans le mandement du Roi
Charles II, pour la reddition de l'Acadie
à ses Commissaires de Sa Majesté Très-
chrétienne, en conséquence du Traité
de Breda, les forts de Pentagoet, Saint-
Jean, Port-royal & la Heve y seroient

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

Lors de l'exécution
du Traité de Breda, l'Ambas-
sadeur de France in-
terposa pour qu'on spécifiât
nommément la restitu-
tion de Pentagoet, Saint-
Jean & Port-royal; parce
qu'ils n'étoient pas de l'A-
cadie: par la même rai-
son, les Plénipotentiaires
Français à Utrecht ont de-
mandé nommément & sé-
parément la cession de
Port-royal, comme n'é-
tant point de l'ancienne
Acadie. Quoique cette
cession ne soit exprimée ni
l'un ni dans l'autre

de ces actes, ce que nous
avons dit jusqu'ici la rend
palpable: il s'ensuit que si
à Utrecht l'intention des
Puissances contractantes
avoit été de comprendre
dans la cession Pentagoet,
la rivière Saint-Jean, &c.
elles l'auroient nommé-
ment exprimé; ce qui
étoit d'autant plus né-
cessaire, que ces postes
sont plus éloignés de l'an-
cienne Acadie que Port-
royal, & qu'il y a moins
de prétextes de les y
comprendre.

72 *Mém. des Commissaires Anglois*

expressément nommés : feue Sa Majesté la Reine Anne dans ses susdites instructions à ses Plénipotentiaires pour négocier le Traité d'Utrecht, leur ordonnant de demander que Sa Majesté Très-Chrétienne quitte tous droits & prétentions en vertu de quelque Traité précédent qu'il soit ou autrement, au pays appelé la nouvelle Ecosse, & particulièrement au Port-royal, autrement dit Annapolis royale, pour lors le seul fort restant dans ce pays : ce fort ayant été spécifié dans ce Traité en conséquence desdits ordres les Commissaires de la Grande-Bretagne ne sauroient qu'exprimer quelque surprise qu'un argument seroit ainsi tiré des propositions de la part de la Grande-Bretagne même, pour abréger la cession de la nouvelle Ecosse ou de l'Acadie par le Traité d'Utrecht ; & certainement, lorsqu'il a été convenu (ainsi qu'il l'est par les Commissaires François) que la France entend céder toute l'Acadie ou nouvelle *

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* La France n'a pas cédé l'Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites. Ce sont les anciennes limites de la nouvelle Ecosse, autrement dite, & non de la nouvelle

la Cour
iennes
ar la po
ueroit c
Bretagne
es limite
LXV
ponse
observer
du Traité
voix, c
rance /

BSERV
osse : en t
ots du T
seroit le s
oit naître
n'y est l
(a) On a
sieurs fois
point d'e
due des del
ces contrac
quement l
ité, dont
s & les ext
ceux comm

Il n'est p
le P. Ch
du le T
nt, comm
aires du
ité ne peu
Tome,

ne Sa Majesté
édites instrue
pour négocier
leur ordonnanc
té Très-Chrétien
prétentions

précédent qu
pays appelé
ultérieurement
it Annapolis
rt restant da
spécifié da
delsdits ordre
ande-Bretagne

quelque surpris
tiré des mo
ande-Bretagne
ion de la no
e par le Traité
lorsqu'il se
r les Commis
ance entend
velle * Eco

affaires du Ro
cadie, en son
ément à ses an
rés. Ce sont les
limites de l'A
non de la nou
Etc

la Couronne d'Angleterre, avec ses an-
ciennes limites (que nous avons établies
par la possession de la France même) on ne
pourroit croire sérieusement que la Grande-
Bretagne avoit intention (a) de restreindre
ses limites.

LXVIII. Nous ne saurions finir notre
réponse à cette partie du Mémoire, sans
observer que cette critique sur les mots
du Traité est faite par le Père de Char-
voix, dans son histoire de la nouvelle
France (b), d'où il raisonne comme ont

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

posse : en transposant les
mots du Traité, on en
tiendrait le sens, & on y
pourroit naître une obscurité
qui n'y est pas.

(a) On a déjà répété
plusieurs fois qu'il ne s'a-
git point d'examiner l'é-
tendue des desirs des Puissances
contractantes, mais
seulement le résultat du
Traité, dont les restric-
tions & les extensions sont
le point commun des Par-

tendre autrement ; mais
après s'être expliqué
comme l'a fait cet au-
teur, en traitant la ma-
tière *ex professo*, il doit
être fort indifférent qu'on
trouve dans quelques au-
tres endroits de son li-
vre, quelques expressions
moins exactes. Une his-
toire n'est pas un acte,
& on ne doit pas y atten-
dre une rigoureuse pré-
cision qui la défigureroit
pour la plupart des Lec-
teurs ; au surplus, ce
n'est pas ici le lieu de le
justifier, & encore moins
de le condamner : il suffit
d'ajouter que cette espèce
de reproche qu'on fait

Il n'est pas étonnant
que le P. Charlevoix ait
dans le Traité d'U-
nion, comme les Com-
missaires du Roi. Ce
qui ne peut pas s'en-

74 *Mém. des Commissaires Anglois*

raisonné les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, que l'Acadie ne comprend pas même toute la péninsule; mais telle est la force de la vérité, que ce même Historien, dans d'autres parties de son histoire, mentionne le Port-royal comme étant partie de l'Acadie, établit les commissions des Gouverneurs François qui ont pris possession de l'Acadie après les Traités de Saint-Germain & de Breda comme décrivant l'étendue des limites de ce pays depuis Kinibeki jusqu'à la rivière Saint-Laurent, confirme le désaveu fait par la Grande-Bretagne à l'instance de la France touchant la distinction du Chevalier Temple, déclare que tout le pays depuis Pentagoet jusqu'au Cap-Breton fut assuré à la France en conséquence du Traité de Breda; & dans plusieurs endroits de son histoire, prend connoissance de Pentagoet comme étant renfermé dans les limites de l'Acadie.

LXIX. Au dernier point du Mémoire

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

aux Commissaires François d'avoir pris dans le P. Charlevoix leur système, prouve qu'il n'est pas nouveau, & qu'il ne leur est pas particulier.

On ne fera pas la même objection à MM. les Commissaires Anglois & on ne peut pas dire qu'ils aient pris le même à nulle part.

des Com
les lin
la nou
aucun
jourd'
Traité
cet éga
LXX
convenon
ait aucun
nites de
mais au
nous avo
de notre
iennes li

OBSERV

Voyez l
XX du
octobre
marquez en
e montre
ue de la no
, du Trait
ue celle qu
onne à la p
province; ca
t TRÈS -
ENT, qu'il
mis à l'ave
Roi Très
exercer la p
s mers, b
droits, à tr

Anglois

Sa Majesté
die ne com
ainfule; mai
que ce même
rties de Yo
royal conim
blit les com
François qu
die après le
k de Breda
des limites
qu'à la riviè
désaveu fa
nstance de
on du Ch
tout le pa
Cap-Breton
néquence
ieurs endro
noissance
ermé dans
du Mémo
iffaires du Ro
fera pas la m
n à MM.
saires Anglo
ne peut pas
ient pris le
rt.

sur les limites de l'Acadie. 75

des Commissaires François, qui dit « que les limites entre la nouvelle France & la nouvelle Angleterre n'ont dû subir aucun changement, & doivent être aujourd'hui telles qu'elles étoient avant le Traité d'Utrecht, qui n'a rien changé cet égard »;

LXX. Nous répondons, que nous convenons que le Traité d'Utrecht n'a fait aucun changement aux anciennes limites de la nouvelle Ecosse ou de l'Acadie, mais au contraire qu'il les confirme; & nous avons montré par toute la teneur de notre évidence, quelles étoient ces anciennes limites *; les limites que le Roi

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Voyez les articles XI & XX du Mémoire du 10 octobre 1751, & remarquez encore que rien ne montre mieux l'étendue de la nouvelle Ecosse, du Traité d'Utrecht, que celle que ce Traité donne à la pêche de cette province; car après avoir

TRÈS - GÉNÉRALEMENT, qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux sujets du Roi Très - Chrétien, d'exercer la pêche dans les mers, baies & autres droits, à trente lieues des

côtes de la nouvelle Ecosse au sud-est; on en marque le commencement par ces mots, en commençant depuis l'isle appelée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au sud-ouest. Il n'y a rien de clair au monde, si cela n'exclut pas de la cession faite à l'Angleterre, toutes les côtes depuis *Canséau* jusqu'à *Gaspé*, où cependant la pêche est bonne, & où il y a toujours eu des bâtimens François faisant la pêche sans aucun

76 *Mém. des Commissaires Anglois*

de la Grande-Bretagne demande présentement, sont ces anciennes limites rapportées par le Traité d'Utrecht, par où Sa Majesté maintient la juste opération, tant de l'esprit que de la lettre dudit Traité, & autant qu'il dépend de Sa Majesté, désavoue & prévient efficacement toute innovation à l'égard des bornes de tous les autres domaines appartenans aux deux Couronnes en Amérique. Il suffit maintenant de dire que la présente discussion est restreinte simplement aux limites de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse : mais si par la suite il survient quelque différence d'opinion en décidant quelles sont les limites de tous les autres territoires de Sa Majesté dans l'Amérique septentrionale, notre Maître le Roi de la Grande-Bretagne ne desirant point d'une part d'empiéter dans aucun cas sur les droits de ses voisins, sera toujours prêt de l'autre à soutenir & à défendre les siens.

LXXI. * Le sieur Durand dans son

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

opposition depuis comme devant le Traité d'Utrecht. Voyez la carte, & examinez si on peut appliquer cette même ligne du Sud-est à l'intérieur de la baie François.

* Le sieur Durand a été induit en erreur par plusieurs Géographes, qui ont étendu l'Acadie dans toute la péninsule; mais n'étoit point chargé de discuter les limites, pour

fi
Mémoires
Traité d'
agne l'A
ciennes
Grande-
vent être
contin
ancien
les hist
là, &
nations
les fixe
position
posent
s'étend
de Can
çoise, j
le fond
ans le g
LXXI

OBSERV
règlement
devoit être
commissaire
sur où il est
de les Ar
ont adoptée
mir un titre
terre, sur
ctifiée par
on en a

nde présen-
limites rap-
cht, par ou
opération,
lettre dudit
d de Sa Ma-
efficacement
es bornes de
artenans aux
ue. Il suffi-
présente di-
nent aux li-
la nouvelle
e il survient
en décidant
ous les autres
s l'Amérique
le Roi de la
point d'une
cas sur la
jours prêt de
re les siens.
nd dans son

fares du Roi

sieur Durand
t en erreur par
Géographes, qui
u l'Acadie dans
éninsule; mais
point chargé de
es limites, pour

Mémoire, convient que l'article XII du
Traité d'Utrecht cède à la Grande-Bre-
tagne l'Acadie, conformément à ses an-
ciennes limites, & que les droits de la
Grande-Bretagne qui en résultent, doi-
vent être terminés par ses limites; & puis
il continue à dire, « or, quelles sont les
anciennes limites de l'Acadie? Toutes
les histoires qui ont traité de ce pays-
là, & les cartes faites chez toutes les
nations, dans les temps non suspects,
les fixent bien précisément d'après la
position naturelle aux terres qui com-
posent cette péninsule triangulaire, qui
s'étend depuis la mer, entre le passage
de Canseau & l'entrée de la baie Fran-
çoise, jusqu'à ce petit isthme qui sépare
le fond de cette baie, de la baie Verte
dans le golfe. »

LXXII. A l'égard de l'opinion * des

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

réglément desquelles il
voit être nommé des
commissaires; ainsi l'er-
reur où il est tombé, &
que les Anglois n'ont
point adoptée, ne peut de-
venir un titre pour l'An-
leterre, sur-tout étant
réfutée par le désaveu
qu'on en a fait dans le

Mémoire du 4 octobre
1751, article XII.

* Les reproches qu'on
fait ici d'avance aux His-
toriens en général, ne
paroissent pas devoir re-
garder ceux qui sont cités
dans le Mémoire du 4
octobre 1751, art. XV,
XVI & XVII, &c. les

Historiens sur ce point, les Commissaires de Sa Majesté seront capables de juger de leur autorité, lorsqu'ils seront produits; dans ces entrefaites, ils doivent observer que la plupart des histoires de ces pays lointains & mal civilisés sont fondées sur des informations très-légères & très-incertaines, & sont plus souvent le fruit de l'imagination qu'une représentation de la vérité. Nous avons produit l'autorité d'un historien François, savoir *, M. d'Estrades, lequel étant Ministre de la Cour de France, à celle de la Grande-Bretagne, demanda la restitution de l'Acadie, la négociation l'engagea à faire les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

principaux sont les sieurs l'Escarbot, Champlain & Denys. Tous trois n'ont écrit que ce qu'ils ont vu, & aucun d'eux n'a eu ni pu avoir aucun intérêt à déguiser la vérité que l'on doit chercher de part & d'autre. Il est vrai que l'on ne connoît ni Historien original, ni Géographe ancien, qui soit favorable au nouveau système Anglois sur l'Acadie. Est ce une raison de rejeter leur autorité! & que pourroit-

on y substituer! Seroit-ce la concession faite à Guillaume Alexandre, reconnue nulle par le Traité de Saint-Germain, ou celle faite au Chevalier Temple, reconnue nulle par le Traité de Breda!

* L'on a répondu dans le Mémoire du 4 octobre 1751, & dans plusieurs des notes ci-dessus, à ce que l'on dit ici de l'autorité de M. le Comte d'Estrades.

Commissaires recherches les plus exactes des limites de
 de juger de ce pays, & il est à présumer qu'il étoit
 ont produits, fourni des meilleures connoissances; c'est
 ont observé, pourquoi son témoignage, en confirma-
 de ces pays, on des limites de l'Acadie ou de la nou-
 fondées sur celle Ecosse, demandées par Sa Majesté
 & très-in- britannique, en doit avoir un plus grand
 vent le fruit poids; mais quelle histoire peut-on pro-
 sentation de faire assez suffisante pour réfuter une
 uit l'autorité suite de preuves incontestables que nous
 *, M. d'Es- vons établies pour soutenir la demande de
 e la Cour de la Majesté? Cette évidence consiste dans
 - Bretagne, es actes d'Etat dûement vérifiés, dans des
 on de l'Ac- rovisions aux Gouverneurs, dans des mé-
 a à faire les moires d'Ambassadeurs & dans des octrois
 riginiaux, prouve le jugement rendu par
 aires du Roi es deux Couronnes sur les limites de
 Acadie en conséquence du Traité de
 Breda, & fait voir démonstrativement le
 ens de la Couronne de France à l'é-
 gard de ces limites, non seulement par
 es alternatives proposées en 1700, mais
 aussi par les négociations immédiatement
 avant le Traité d'Utrecht: comme ce
 ont les meilleurs matériaux dont on puisse
 composer une histoire, on peut propre-
 ment dire qu'ils forment une complète
 histoire & une narrative des transactions
 relatives aux anciennes limites de la nou-
 velle Ecosse ou de l'Acadie.



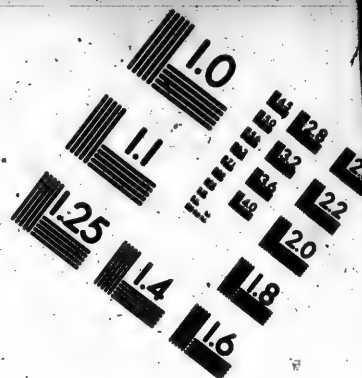
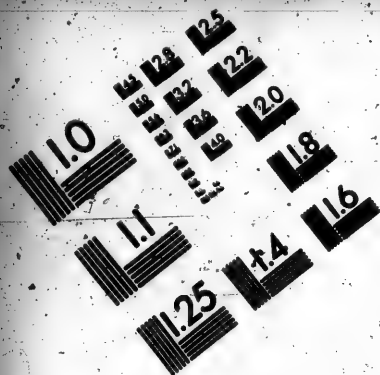
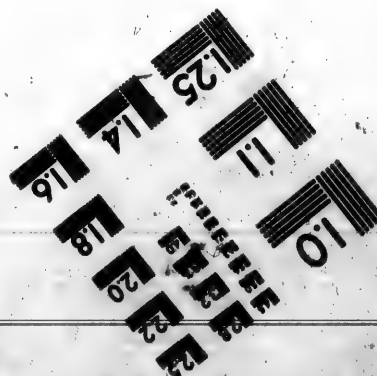
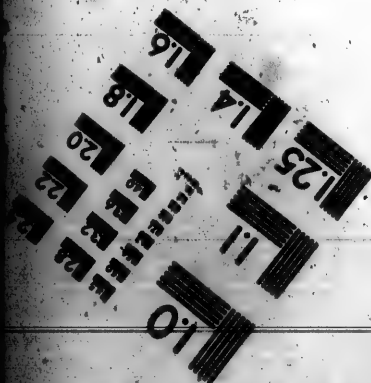
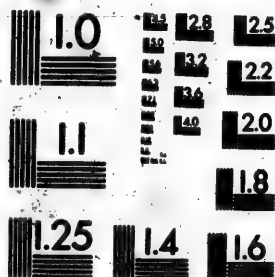


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



**Photographic
Sciences
Corporation**

33 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 873-4803

22
22
20
18

10

80 *Mém. des Commissaires Anglois*

LXXIII. Pour ce qui regarde des cartes, auxquelles le sieur Duraud en appelle dans son Mémoire, celles qui ont le plus d'autorité sont contre la France dans ce point. Nous en produirons quatre Françoises (a), lesquelles, quoiqu'elles ne portent point les bornes de la nouvelle Écosse ou de l'Acadie aussi loin vers le nord que la rivière Saint-Laurent, cependant elles étendent ses limites aussi loin que Pentagoet vers l'ouest du côté de la baie de Fundy, & beaucoup au-delà de l'isthme, au dessus de sa source, ce qui suffit pour réfuter l'observation faite dans le Mémoire François, « que les cartes » faites chez toutes les Nations dans des » temps non suspects, ont borné les limites de l'Acadie à la péninsule. »

LXXIV. (b) Les deux premières sont

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Il s'agit des limites anciennes de l'Acadie, & MM. les Commissaires Anglois ne rapportent que des cartes modernes. Voyez l'article XIII du Mémoire du 4 octobre 1751, où l'on fait voir que presque toutes les autorités géographiques sont contre les prétentions de l'Angleterre.

(b) MM. les Commissaires Anglois n'ont pas assez examiné les cartes du sieur de l'Isle. Dans celle de la nouvelle France ou Canada, il y a une petite partie de la péninsule qui n'est point en Acadie. C'est encore par faute d'attention, que MM. les Commissaires Anglois imputent au sieur

celles
l'Amé
1700
la nou
lesquel
limites
die, de
aussi l
Pentag
dites c
Anglet
les bor
côté se

OBSER

de l'Isle d
bornes d
France c
bord sept
ve; car d
tes, le m
qui, par t
la carte, &
néral de
est synon
de nouvel
brasse les
fleuve Sai
n'y a pas
d'exactitu
me le f
Commissa
que les ca
l'Isle étene

i regarde des
urand en ap-
elles qui ont
tre la France
uirs quatre
oiqu'elles ne
e la nouvelle
i loin vers le
urent, cepen-
es aussi loin
u côté de la
au-delà de
nce, ce qui
on faite dans
ne les cartes
ons dans des
né les limites

remières sont
aires du Roi.

M. les Commis-
saires Anglois n'ont pas
miné les cartes
de l'Isle. Dans
la nouvelle France
la, il y a une
tie de la pénin-
n'est point en
n'est encore par
attention, que
Commissaires
putent au sieur

celles de M. de l'Isle; l'une, carte de
l'Amérique septentrionale, publiée en
1700; & l'autre, carte du Canada ou de
la nouvelle France, publiée en 1703,
lesquelles toutes les deux étendent les
limites de la nouvelle Ecosse ou de l'Aca-
die, des deux côtés de la baie de Fundy,
aussi loin vers l'ouest que la rivière de
Pentagoet, sur laquelle la première des-
dites cartes borne pareillement la nouvelle
Angleterre, & l'une & l'autre restreignent
les bornes de la nouvelle France, vers le
côté septentrional de la rivière de Saint-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

de l'Isle de restreindre les
bornes de la nouvelle
France ou Canada, au
bord septentrional du fleu-
ve; car dans les deux car-
tes, le mot de Canada,
qui, par le titre même de
la carte, & par l'usage gé-
néral de tout le monde,
est synonyme avec celui
de nouvelle France, em-
brasse les deux rives du
fleuve Saint-Laurent. Il
n'y a pas non plus assez
d'exactitude à dire, com-
me le font MM. les
Commissaires Anglois,
que les cartes du sieur de
l'Isle étendent les limites

de la nouvelle Ecosse ou de
l'Acadie, jusqu'à la rivière
Pentagoet. Le sieur de
l'Isle n'a point appelé ces
pays indistinctement Nou-
velle Ecosse ou Acadie,
on ne trouve point sur ses
cartes le mot de Nouvelle
Ecosse, mais simplement
celui d'Acadie. La vraie
erreur de ce Géographe
est d'avoir donné à l'Aca-
die des limites trop éten-
dues, c'est-à-dire, celles
jusqu'où il pensoit que
s'étendoit le commande-
ment du Gouverneur de
l'Acadie; ce qui est en
quelque façon confondre

82 *Mém. des Commissaires Anglois*

Laurent. La troisième, est la carte * du sieur Bellin, publiée en 1744, dans laquelle les limites de l'Acadie, sous le nom de la nouvelle Ecosse, sont marquées s'étendre aussi loin vers l'occident que la rivière de Penobscot ou Pentagoet, sur laquelle rivière les bornes orientales de la nouvelle Angleterre y sont pareillement marquées d'être étendues; & les bornes de l'Acadie, sous le nom de la nouvelle Ecosse, sont portées au travers du continent, plusieurs lieues vers le nord de l'isthme, jusqu'au golfe de Saint-Laurent, à la hauteur du point septentrional opposé de l'île de Saint-Jean; & il n'y a aucune partie de la nouvelle France ou du Canada, marquée du côté méridional de la rivière Saint-Laurent. La quatrième, est la carte de l'Amérique septentrionale du sieur

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

les limites modernes de l'Acadie, avec les anciennes, qui sont les seules dont il soit aujourd'hui question.

* Le sieur Bellin renferme l'Acadie dans la péninsule, & approche par-là du vrai; mais en supposant une nouvelle Ecosse, réelle, distincte

de l'ancienne Acadie, il s'est trop livré aux idées Angloises qui l'ont induit en erreur. On ne trouve point dans l'exemplaire que nous avons, qui est de 1745, le mot de nouvelle France, ni celui de Canada, dans le corps de la carte, mais seulement dans le cartouche; on ne

Danville
laquelle
dues a
vière c
velle A
vers l'o
contine
plusieur
paroit
sieur
ment c
été for
démie
un des
dernière
du Roi
d'autres
expres
cette re
» ment
» jusqu
» divers

OBSER
voit donc
remarque
qui ne son
te, ne s'
midi du fl
rent.

* Le

Anglois

carte * du
1744, dans
laquelle; sous le
nom de Penobscot
sont marquées
les bornes que la
nouvelle Angleterre
y est pareillement
bornée vers l'orient
& sont portées au
travers du continent,
jusqu'au golfe de
Saint-Laurent,
parallèlement
à la rivière de
Saint-Laurent,
sans opposition
à aucune des
bornes du con-
tinent nord de
Saint-Laurent,
sans opposition
à aucune des
bornes du Ca-
nada, & la carte
du sieur

du Roi.

de l'Acadie, il
est évident que
celui qui l'ont
induit On ne
trouve l'exem-
plaire de la
carte, qui est
le mot de nou-
veau, ni celui
de la carte de
la Nouvelle-
France, mais
seulement
celle qui touche;
on ne

Sur les limites de l'Acadie. 83

Danville *, publiée en 1746, dans
laquelle les limites de l'Acadie sont éten-
dus aussi loin vers l'ouest que ladite ri-
vière de Penobscot (sur laquelle la nou-
velle Angleterre y est pareillement bornée
vers l'orient) & sont portées au travers du
continent, jusqu'au golfe de Saint-Laurent,
plusieurs lieues au nord de l'isthme. Il
paroît que la première desdites cartes du
sieur de l'Isle en est une particulière-
ment corrigée par lui-même, & qu'elle a
été formée sur les observations de l'Aca-
démie royale des Sciences, dont il étoit
un des membres, à la publication de sa
dernière, ainsi que premier Géographe
du Roi: que la carte de M. Bellin, avec
d'autres plans, a été composée par ordre
expres de la Marine de France, & il y fait
cette remarque; « cette carte est extrême-
ment différente de tout ce qui a paru
jusqu'ici, je dois ces connoissances aux
divers manuscrits du dépôt des cartes,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

voit donc pas pourquoi l'on
remarque que ces mots,
qui ne sont pas sur la car-
te, ne s'étendent pas au
midi du fleuve Saint-Lau-
rent.

renferme l'Acadie propre
dans la péninsule; mais
en traçant les limites du
gouvernement, il a copié
le sieur de l'Isle, & sa carte
par conséquent exprime
les limites modernes au
lieu des anciennes.

* Le sieur Danville

84 *Mém. des Commissaires Anglois*

» plans & journaux de la Marine, & aux
» Mémoires que les RR. PP. Jésuites
» Missionnaires de ce pays, m'ont com-
muniqués ». Et la carte du sieur Danville
a été publiée avec privilège.

LXXV. Nous pourrions continuer à
démontrer que les limites des territoires,
qu'ils ont demandées dans leur premier
Mémoire, savoir, depuis le cap des Rosiers
jusqu'à la rivière Kinibeki, s'étendent aussi
loin vers le nord que la rivière Saint-Lau-
rent, & cela, par des cartes Angloises,
lesquelles étant publiées entre (a) 1650 &
1700 pendant que les François étoient
en possession de la nouvelle (b) Ecosse
ou de l'Acadie, sont d'autant plus fortes
preuves : mais pour celles-ci & la carte de
Nicolas Wischer (c), intitulée, *carte nou-*

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) On ne peut rien
dire sur des cartes Angloi-
ses qui n'ont point été pro-
duites : on peut présumer
que MM. les Commissai-
res Anglois ne les ont pas
jugées eux-mêmes d'un
grand poids.

(b) On est forcé de
répéter ici que les Fran-
çois n'ont jamais rien pos-
sédé sous le nom de nou-
velle Ecosse.

(c) La carte de Wis-
cher est plus contraire à
l'Angleterre qu'à la Fran-
ce, en ce qu'elle n'é-
tend pas l'Acadie hors
de la péninsule ; l'endue
qu'elle donne à la nou-
velle Ecosse, ne fait rien,
puisque cette province n'é-
toit alors qu'idéalé. D'ail-
leurs, comment compter
sur une carte pleine de
fautes grossières, qui met

J
elle, c
Septentri
edit ten
aux, l
même m
itér ap
aute dé
des ca
assertio
estreign
a nouve
ule ; ca
émoigna
es coluc
ages inc
utres : S
es cartes
uissent
ays, 'la
ours des
ent jam

OBSERV
ans la nouv
est à-dire,
elle York
ville de M
es plus anc
incipales
rance ; &
ouvelle A
à la rivie

Anglois

Jur les limites de l'Acadie. 85

ine, & aux
P. Jésuites
m'ont com-
eur Danville

continuer à
territoires,
ur premier
des Rofiers
endent aussi
Saint-Lau-
Angloises,
(a) 1650 &
çois étoient
(b) Ecosse
plus fortes
la carte de
e, carte nou-
ires du Roi.

carte de Wif-
contraire à
e qu'à la Fran-
qu'elle n'é-
Acadie hors
ule; l'endue
te à la nou-
, ne fait rien,
éprovinces n'é-
n'idéalé. D'ail-
ment compter
rte pleine de
ères, qui met

elle, contenant la partie d'Amérique la plus
septentrionale, publiée en Hollande dans
edit temps avec privilège des Etats Géné-
aux, laquelle marque les limites de la
même manière; il n'est pas besoin de les
itér après des preuves d'une nature plus
aute déjà produites; & nous en appelons
des cartes simplement pour répondre à
assertion, que des cartes de toutes nations
estreignent les limites de l'Acadie ou de
nouvelle Ecosse précisément à la pénin-
ule; car les cartes sont naturellement des
émoignages fort légers, les Géographes
es couchant fort souvent sur des arpen-
ages incorrects, copiant les méprises des
autres: & si les arpentages sont corrects,
es cartes qui en sont dressées, quoiqu'elles
quissent montrer la vraie position d'un
ays, la situation des isles & villes, & le
ours des rivières, cependant elles ne peu-
ent jamais décider des limites d'un terri-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

ans la nouvelle Belgique,
est à-dire, dans la nou-
elle Yorck d'aujourd'hui,
ville de Montréal l'une
es plus anciennes & des
incipales de la nouvelle
rance; & qui étend la
ouvelle Angleterre jus-
à la rivière Saint-Jean,

contre tous les titres, con-
tre les restitutions faites
en exécution du Traité de
Breda, & contre les pré-
tentions des Anglois mê-
mes, qui ne demandent
cette rivière Saint-Jean
que comme de la nouvelle
Ecosse.

toire, lesquelles dépendent entièrement de preuves authentiques; & en ce cas, les preuves sur lesquelles les cartes doivent être fondées pour leur donner du poids, seroient d'elles-mêmes les meilleurs témoignages, & ainsi devroient être produites dans une dispute de cette nature, où les droits des Royaumes sont intéressés.

LXXVI. Mais nous devons conclure que dans le présent cas particulier*, les histoires, aussi-bien que les cartes, font des guides fort incertains, puisque nous trouvons que le sieur Durand dans son Mémoire, & les Commissaires dans le leur ne donnent point les mêmes limites à l'Acadie; le premier convenant qu'elle renferme toute la péninsule, & les autres, seulement une petite partie: les mêmes cartes

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

* On a déjà répondu dans la note sur le paragraphe LXXII, aux objections un peu trop générales que font ici MM. les Commissaires Anglois, contre la foi qu'on doit aux Historiens; ces objections répétées ne viendroient elles point de ce qu'il ne se trouve aucun Historien ancien, pas même des leurs, qui soit

favorable à leur système, ce qui est d'autant plus remarquable, qu'on a toujours beaucoup plus écrit sur ces matières en Angleterre qu'en France.

On a répondu aussi à l'objection tirée du Mémoire du sieur Durand dans la note sur le paragraphe LXXI, & dans l'article XII du Mémoire du 4 octobre 1751.

* Non

France n'a jamais eu de fleuve Si comme devrort être entre une nouvelle non seulement a jamais approuvée l'ance, mais les écrivains Anglois discrets & les écrivains n'ont jamais prétendu

entièrement de les mêmes histoires peuvent-elles sub-
 n ce cas, constituer à l'Acadie des bornes si différentes ?
 es doivent être le sieur Durand confirme l'évidence des
 du poids, les cartes par la position naturelle du pays qui
 meilleurs témoins forme une péninsule triangulaire, comme
 être produites les droits de la Couronne de la Grande-
 nature, où le Bretagne devoient être affectés par la forme
 intéressés. la figure accidentelle du pays : mais,
 ons conclure comment peut-on conclure de-là, qu'une
 iculier *, le péninsule, parce qu'elle est péninsule, ne
 cartes, font-elle appartenir au propriétaire du conti-
 puisque non-ent auquel elle est jointe ? Si la France
 and dans son peut s'en rapporter aux bornes que la Na-
 s dans le leur re, selon toute apparence, a fixées entre
 limites à l'A pays & la nouvelle France *, la rivière
 qu'elle tenait Saint-Laurent est la plus naturelle & la
 es autres, seu-ment plus véritable, & a toujours été appuyée
 mêmes cartes

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

Commissaires du Roi
 à leur système
 est d'autant plus
 ble, qu'on a tou-
 ucoup plus en-
 natières en An-
 qu'en France.
 répondu aussi
 n tirée du Mé-
 sieur Durand
 note sur le par-
 XXI, & dans
 XII du Mémo-
 bre 1751.

* Non seulement la France n'a jamais regardé le fleuve Saint-Laurent comme devant servir de borne entre le Canada & la nouvelle Angleterre ; non seulement la France n'a jamais appuyé une idée dépourvue de vrai-sens, mais jamais les écrivains Anglois les plus discrets & les moins insensés n'ont hasardé une pareille prétention ; ja-

mais on n'a fait, de la part de l'Angleterre, aucune proposition approchante : & on ne sauroit trop s'étonner de la voir mettre en avant dans le Mémoire de MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, comme une chose NATURELLE & APPUYÉE par la France même jusqu'au Traité d'Utrecht.

88 *Mémoire des Commissaires Anglois*

comme telle par la France même jusqu'au
Traité d'Utrecht.

LXXVII. Toute l'évidence du sieur
Durand, tirée de l'histoire des cartes et
de la position du pays, aussi loin qu'elle
s'étend, nous fournit de réponse au Mé-
moire des Commissaires François, qui com-
viennent que l'Acadie renferme seulement
une partie de la péninsule, (car ils avouent
d'en vouloir exclure les districts de Mi-
nas & de Chignecto) qu'ils bornent
par une ligne imaginaire tirée au travers
de la péninsule, laquelle ils n'ont point
dépeinte.

LXXVIII. Il est en outre allégué
dans le Mémoire du sieur Durand, que
« les terres qui vont depuis la baie Verte
» jusqu'à la rive méridionale du fleuve,
» ont été occupées depuis, comme avant
» le Traité d'Utrecht, par les François
» dans tous les temps, elles ont été regar-
» dées comme faisant partie de la nouvelle
» France : Cette colonie a toujours eu ses
» possessions des deux côtés du fleuve, &
» il y a des seigneuries établies au sud com-
» me au nord.

LXXIX. Il en est de même des terres
» qui règnent de l'autre côté de l'isthme
» de l'Acadie, c'est-à-dire, depuis la
» baie François jusqu'aux frontières de la

» nou
» les a
» nou
LX
Majest
avant l
nous a
es de
& par
pays de
ement
n'ont p
de l'art

OBSER

* L'aff
quelle on
d'un coup
pouvel ac
Grande-B
les posses
pays, sur
pas même
entions ju
ce Mémo
our pour
ois, ne d
olidité des
Durand ;
cela des pre
assertions :
paroisent c
ver, puisqu
aires du R

Jur les limites de l'Acadie.

89

» nouvelle Angleterre : ces terres, comme
» les autres, ont toujours fait partie de la
» nouvelle France ».

LXXX. * Si aucuns des sujets de Sa
Majesté Très-Chrétienne ont été établis
avant le Traité d'Utrecht dans celles que
nous avons prouvé être les anciennes limi-
tes de la nouvelle Ecosse ou de l'Acadie,
& par conséquent les véritables limites du
pays dont la Grande-Bretagne est présen-
tement en possession, & que ces sujets
n'ont point saisi l'avantage des conditions
de l'article XIV dudit Traité, par lequel

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* L'assurance avec la-
quelle on veut rendre tout
d'un coup & sans aucun
nouvel acte, sujets de la
Grande-Bretagne les paifi-
bles possesseurs d'un grand
pays, sur lesquels elle n'a
pas même formé de pré-
sentions jusqu'à celles que
ce Mémoire-ci met au
jour pour la première
fois, ne détruit point la
solidité des raisons du sieur
Durand ; il faudroit pour
cela des preuves & non des
assertions : & ces preuves
paroissent difficiles à trou-
ver, puisque les Commis-
saires du Roi ont démon-

tré, ainsi que le sieur
Durand & plusieurs au-
tres l'avoient ancienne-
ment fait, que non seu-
lement la rive méridio-
nale du fleuve Saint-Lau-
rent, mais encore toute
la côte de Gaspé jus-
qu'à la baie Verte, n'ont
dans aucun temps été de
l'Acadie ; que jamais les
terres situées au sud de
ce fleuve, n'ont été ap-
pelées de ce nom, même
par mégarde ; & qu'enfin
depuis le Traité d'U-
trecht, l'Angleterre ne
s'est pas même avisée d'en
faire la demande,

ils avoient la liberté, pendant le cours d'une année, de se retirer où bon leur sembleroit avec tous leurs effets mobiliers, ils sont, depuis l'expiration d'un an après la ratification dudit Traité, devenus sujets de la Couronne de la Grande-Bretagne, & cela, en vertu de l'article XII dudit Traité, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne cède les habitans, aussi-bien que les terres de l'Acadie, à la Couronne de la Grande-Bretagne. Or donc tels habitans du district mentionné dans le Mémoire, sont à présent dans le même état que les autres habitans François de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse. S'il y a eu quelques établissemens nouveaux formés depuis le Traité d'Utrecht, ils ont été formés au préjudice des droits de la Couronne de la Grande-Bretagne, & ne sauroient tirer aucune conséquence, en opposition de ce droit, en faveur de telle usurpation. De justifier tels établissemens en les prouvant n'être pas situés dans les anciennes limites de l'Acadie, seroit raisonner plus conclusivement que de vouloir tâcher de restreindre les limites sur l'autorité des établissemens formés par usurpation; car les limites devroient décider le droit d'établissement, & non pas les établissemens régler les limites.

* Le mot *tirer* paroît substitué à celui de *produire*.

Mémoire
cette p
système
partie de
ion * d
le la riv

OBSER

* Il seroit
ans des M
ne ceux-ci
es Traités
voient être
ans leurs p
eux de ré
serve ne for
traité d'Ut
eurs cette
erve des is
ans l'art. X
n cède l'A
ans l'article
ontient la c
e Terre-n
oit donc
n vûe dan
premièreme
ne des prop
ar l'Angleter
e rendre ne
Cap-Breton
nent, de p
es îles du C
ent regardée
épendance

nt le courant
où bon leur
ts mobiliers,
l'un an après
evenus sujets
le-Bretagne,
XII dudit
Très-Chré-
-bien-que les
ronne de la
tels habitans
e Mémoire,
état que les
Acadie ou de
eu quelques
és, depuis le
ormés au pré-
ronne de la
oient tirer
osition de ce
rpation. De
les prouvant
ennes limites
plus conclu-
r de restreindre
tablissements
s limites de
iffement, &
r les limites
ui de produire.

LXXXI. Un autre argument dans le Mémoire du sieur Durand pour exclure cette partie du continent, située entre l'isthme & la rivière de Canada, d'être partie de l'Acadie, est tiré de la réserve * des îlles situées dans l'embouchure de la rivière & dans le golfe de Saint-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il seroit à desirer que dans des Mémoires comme ceux-ci, on ne citât des Traités sur lesquels ils doivent être fondés, que dans leurs propres termes : ceux de réserve & de réserve ne sont point dans le traité d'Utrecht ; & d'ailleurs cette prétendue réserve des îlles n'est point dans l'art. XII, par lequel on cède l'Acadie ; mais dans l'article XIII, qui contient la cession de l'isle de Terre-neuve. Il paroît donc qu'on a eu en vûe dans le Traité, premièrement, d'anéantir une des propositions faites par l'Angleterre, qui étoit de rendre neutre l'isle du Cap-Breton, deuxièmement, de prévenir que les îlles du Golfe ne fussent regardées comme une dépendance de celle de

Terre-neuve. Si on avoit pû deviner alors qu'on pût les prendre pour une annexe de l'Acadie, ç'auroit été dans l'article de l'Acadie qu'on auroit placé la prétendue réserve.

On ne peut s'empêcher d'observer encore sur cet article, que par des raisonnemens, comme celui par lequel de la prétendue réserve des îlles, on conclut qu'**A PLUS FORTE RAISON**, la côte opposée, qui s'étend depuis l'embouchure de la rivière jusqu'à l'isthme, doit-elle pareillement faire partie de l'Acadie, on envahiroit toute la terre. Il est vrai qu'on adoucit une extension si outrée en voulant la lier avec les autres prétendues preuves, mais elle n'en est pas moins remarquable,

92 *Mém. des Commissaires Anglois*

Laurent à la France, par l'article XIII du Traité d'Utrecht, lequel réserve aussi l'Isle de Cap-Breton : mais ceci sur recherche se trouvera contre les prétentions de la France ; car on ne sauroit avancer d'autre raison de ce que la France les a réservées dans ledit Traité avec le Cap-Breton, sinon, qu'elles faisoient partie ou dépendoient de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse, & sans cela, auroient passé à la Grande-Bretagne par la cession qui en fut faite dans l'article XII. Si elles ne dépendoient pas de l'Acadie, il n'y avoit point de danger que la Grande-Bretagne y acquit aucun droit par la cession de l'Acadie, & par conséquent entièrement inutile qu'elles fussent réservées à la France par ce Traité ; & lesdits Commissaires voudroient ici particulièrement observer, que si des isles situées dans l'embouchure de la rivière Saint-Laurent & dans le golfe sont comprises dans les limites de l'Acadie, à plus forte raison la côte opposée, qui s'étend depuis l'embouchure de la rivière jusqu'à l'isthme, doit-elle pareillement faire partie de l'Acadie (conformément aux bornes qui lui ont été données dans les provisions des susdits Gouverneurs François & dans les Mémoires des Ambassadeurs) aussi-bien que cette partie de la côte en de-là, qui s'étend

depuis
eau, q
tre co
LX
es de l
nissaire
le-Bre
chose c
l'Utrece
nslité f
nes de
imitibu
particul
cession
acquis p
establet
isté sur
ne éten

OBSER

(a) C
aujourd
Durand,
connu &
teur dans
nissaires F
amment c
octobre 17

(b) C'est
improprie
encore da
que l'Acad
la France

l'article XIII
el réserve aussi
ceci sur recher-
prétentions de
avancer d'au-
les a réservées
p-Breton, si-
ie ou dépen-
ouvelle E'col
é à la Grande-
fut faite dans
pendoient pas
int de danger
acquît aucun
adie, & par
le qu'elles fus-
ce Traité; &
ent ici parti-
les isles situées
re Saint-Lau-
mprises dans
s forte raison
depuis l'em-
u'à l'isthme,
rtie de l'Aca-
es qui lui ont
ns des susdits
s les Mémoi-
i-bien que
a, qui s'étend

depuis la baie Verte jusqu'au détroit de Can-
eau, qui est accordé, par le Mémoire (a),
tre compris dans lesdites limites.

LXXXII. Sur la restriction des limi-
es de l'Acadie à la péninsule, lesdits Com-
missaires observent en outre, que la Gran-
le-Bretagne doit comprendre que quelque
chose de plus lui a été cédé par le Traité
Utrecht que la péninsule, puisqu'elle a
nfilé sur ce qu'elle fût cédée par les ter-
mes de *novam Scotiam sive Acadiam totam*
limitibus suis antiquis comprehensam, &c. &
particulièrement que la France feroit une
cession de tous les droits qu'elle y avoit
acquis par Traités; ce qui démontre incon-
establement que la Grande-Bretagne a in-
filé sur ce qu'elle lui fût cédée dans la mê-
me étendue qu'elle avoit été donnée (b) à la

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Ce Mémoire est
toujours celui du sieur
Durand, dont on a re-
connu & désavoué l'er-
reur dans ceux des Com-
missaires François, & no-
amment dans celui du 4
octobre 1751, art. XII.

(b) C'est toujours très-
improprement qu'on dit
encore dans cet article,
que l'Acadie a été donnée
à la France par l'Angle-

terre: on y confond tou-
tes les idées de cession &
de restitution, & tous les
termes des Traités. La
France n'a point acquis
de nouveaux droits sur
ses possessions de l'Amé-
rique septentrionale par le
Traité de Breda, ni par
aucun autre Traité avec
l'Angleterre; & les mots
du Traité d'Utrecht,
jure... per pacta... qu'a-

94 *Mém. des Commissaires Anglois*

France par l'Angleterre, en conséquence du Traité de Breda; & sans doute, si la France avoit compris & entendu autrement & que rien de plus ne seroit cédé à la Grande-Bretagne que la péninsule, elle n'auroit pas consenti à faire la cession dans des termes si étendus, mais l'auroit cédé expressément (a) sous le nom de la presqu'île de l'Acadie, particulièrement comme les limites les plus étendues de la nouvelle Ecosse ou de l'Acadie avoient été sous la considération des Parties contractantes pendant la négociation du Traité.

LXXXIII. Lesdits Commissaires observent en outre que les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne ne déclarent pas (b) dans leur Mémoire ce qu'il

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi

fito, acquis par traités. ou sont de pur style & surabondans, ou ont rapport aux Traités qu'on pouvoit supposer que la France auroit faits antécédemment avec les Naturels du pays.

(a) Quant à ce que dans le Traité d'Utrecht on n'a point nommé la péninsule, il paroîtroit plus naturel d'en conclure que cela vient de

ce qu'on ne la cédoit pas en entier, que de ce qu'on cédoit quelque chose au-delà, mais on n'a pas besoin de pareilles conjectures, quand on a des titres formels.

(b) On a répondu sur cette prétendue incertitude dans le Mémoire du 4 octobre 1751, article XII, & on répète ici que les limites extérieures de l'ancienne Ac-

vouen
a nou
ermes
épeine
exclue
partie,
Minas
on do
quelle
XIV,
Votr
confi
conn
LXX

OBSER

lie, &
le la nou
Traité d'
depuis le
uqu'à l'en
Françoise,
mites inté
Acadie qu
du Port-
qui reste à
Commissa
* On a
si aux ob
des lettres
d'Estrades
qu'on ne
aux Comm

en conséquence
sans doute, si
du autrement
eroit cédé à
péninsule, elle
la cession d
l'auroit cédé
om de la pre
èrement com
lues de la nou
ie avoient ét
arties contrac
on du Traité.
ommissaires ob
ommissaires d
e ne déclarent
ire ce qu'il

Commissaires du Roi

ne la cédoit pa
r, que de ce qu
oit quelque cho
mais on n'a pa
le pareilles con
quand on a de
rmels.

On a répondu su
étendue incert
s le Mémoire d
re 1751, art
I, & on répète
les limites ext
e l'ancienne Ac

voient être l'étendue de l'Acadie ou de
la nouvelle Ecosse; qu'ils paroissent, en
termes, restreindre dans la péninsule, sans
dépeindre aucunes limites particulières; ils
excluent expressément Annapolis d'en être
partie, & par conséquent les districts de
Minas & de Chignecto *. Où trouvera-
on donc cette Acadie, en parlant de la
quelle M. d'Estrades, dans sa lettre à Louis
XIV, datée le 27 février 1662, dit,
« Votre Majesté peut faire un royaume
considérable d'un pays qui n'a pas été
connu jusqu'à cette heure ».

LXXXIV. Comme la possession de

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

ie, & par conséquent
de la nouvelle Ecosse du
Traité d'Utrecht, sont
depuis le Cap-Canseau
jusqu'à l'entrée de la baie
Françoise, & que les li-
mites intérieures, tant de
l'Acadie que du territoire
du Port-royal, sont ce
qui reste à régler entre les
Commissaires respectifs.

* On a répondu aus-
si aux objections tirées
des lettres du Comte
d'Estrades : & on espère
qu'on ne reprochera pas
aux Commissaires Fran-

çois d'avoir éludé aucune
des difficultés qui leur ont
été objectées. On a tout
lieu d'attendre la même
attention de la part de
MM. les Commissaires
Anglois. On pense que
s'ils sont tombés dans
quelques erreurs, ils y ont
été induits par les Mé-
moires défectueux qui
leur ont été fournis, &
par leur zèle pour la pa-
trie; & qu'ils se rendront
à la vérité, si on est assez
heureux pour l'avoir mise
dans tout son jour.

96 *Mem. des Commissaires Anglois, &c.*
la nouvelle E'cosse ou de l'Acadie, avec
ses anciennes limites, a finalement été déci-
dée en faveur de la Grande-Bretagne, par
l'exécution du Traité d'Utrecht, la seule
matière présentement en dispute, est quelles
étoient ces anciennes limites : & comme
nous avons confirmé les limites dans les-
quelles Sa Majesté demande l'Acadie ou
la nouvelle E'cosse par ce Traité, &
avons produit nos preuves pour soutenir
cette demande, il eût également du devoir
des Commissaires de la Cour de France,
d'exposer particulièrement les limites que la
Cour de France voudroit assigner comme
les véritables limites de l'Acadie ou de la nou-
velle E'cosse, & de produire leurs preuves
pour les soutenir. *Signé W. SHIRLEY*
& *W.^m MILD MAY.*

A Paris, le onze janvier mil sept cent
cinquante-un.



MEMOIRE

M

COM

En R

Co

Brit

Des 2

CONC

I

ES

L terre

nier Trai

nommer c

limites de

possédent

on étoit p

tes qui se

Tom

M É M O I R E

D E S

COMMISSAIRES DU ROI,

Du 4 Octobre 1751.

En Réponse aux Mémoires des
Commissaires de Sa Majesté
Britannique,

*Des 21 Septembre 1750 & 11
Janvier 1751.*

CONCERNANT L'ACADIE.

INTRODUCTION.

LES Cours de France & d'Angle-
terre s'étant déterminées après le der-
nier Traité de paix d'Aix-la-Chapelle, à
nommer des Commissaires pour régler les
limites des pays que les deux Couronnes
possèdent dans l'Amérique septentrionale;
on étoit persuadé que dans les conféren-
ces qui se tiendroient à cette occasion, il

Tome I,

E

98 *Mém. des Commissaires du Roi.*

Introduction. ne devoit être question que du Traité d'Utrecht, comme le seul titre en vertu duquel l'Angleterre possède aujourd'hui l'Acadie avec ses anciennes limites.

Les articles XII & XIII de ce Traité sont si clairs & si précis, qu'on avoit lieu de présumer que l'on s'accorderoit aisément sur les points qui pouvoient former quelques difficultés; que l'unique objet devoit se réduire à prendre des arrangements de concert, & à se prêter de part & d'autre à certaines convenances réciproques pour tâcher de prévenir tout sujet de trouble & d'altercation qui pût donner atteinte à la paix, à la tranquillité & à la bonne intelligence, si desirables entre des peuples voisins, & qui habitent des contrées aussi éloignées de leurs Souverains.

Dans cette persuasion, on a été fort surpris de la première idée que les Commissaires Anglois ont présentée de leurs prétentions; on l'a été encore davantage de la manière dont ils ont entrepris de les justifier. Mais avant que d'entrer en matière pour répondre à leur Mémoire, on croit essentiel de commencer par transcrire ici les deux articles du Traité d'Utrecht, qui renferment les cessions faites à l'Angleterre par la France, de l'Acadie & de l'Isle de Terre-Neuve. Comme ces articles

font la
les rap
françois

ARTI

*Domin
ianissim
pacis pra
pitiones
tur die
ginae M
niae litter
Solemnes e
radendas
rum. vigo
Sancti Ch
Subditos E
illatim
lendant :
iam quoc
iam tota
uis ANTI
rehensam
Portus-re
unc Ann
iam dicta
ue omnia
ionibus,
tem terris
endent, n
undem inf
arum &
inio, pr.p
ssione &*

s du Roi.

e du Traité
tre en vertu
aujourd'hui
limites.

de ce Traité
on avoit lieu
rderoit aisé-
oient former
nique objet
des arrange-
ter de part &
s réciproques
sujet de trou-
nner atteinte
la bonne in-
des peuples
ontrées aussi

n a été fort
ue les Com-
tée de leurs
re davantage
trepris de les
nter en ma-
émoire, on
par transcrire
d'Utrecht,
aites à l'An-
Acadie & de
ne ces articles

sur les limites de l'Acadie.

99

font la loi entre les deux Puissances, on les rapportera en entier, en latin & en français. Introduction

ARTICLE XII du Traité d'Utrecht,

Dominus Rex Christianissimus eodem quo pacis præsentis ratificationes commutabuntur die Dominæ Reginæ Magnæ-Britanniæ litteras, tabulasve solennes & authenticas tradendas curabit, quarum vigore, insulam Sancti Christophori per subditos Britannicos sitam dehinc possidentem: Novam Scotiam quoque sive Acamiam totam limitibus suis ANTIQUIS comprehensam, UT ET Portus-regii urbem, hunc Annapolim regionem dictam, cæteraque omnia in istis regionibus, quæ ab istis terris & insulis pendunt, unâ cum eadem insularum, terrarum & locorum dominio, proprietate, possessione & quocunque

Le Roi Très-Chrétien fera remettre à la Reine de la Grande-Bretagne, le jour de l'échange des ratifications du présent Traité de paix, des lettres & actes authentiques qui feront foi de la cession faite à perpétuité à la Reine & à la Grande-Bretagne, de l'isle de Saint-Christophe, que les sujets de Sa Majesté Britannique posséderont désormais seuls: *De la nouvelle Ecosse, autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses ANCIENNES limites, COMME AUSSI de la ville de Port-royal, maintenant appelée Annapolis royale; & généralement de tout ce qui dépend desdites terres & isles de ce pays-là, avec la souveraineté*

Introduction.

neté, propriété, possession & tous droits acquis par Traités ou autrement, que le Roi Très-Chrétien, la Couronne de France, ou ses sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesdites isles, terres, lieux & leurs habitans, ainsi que le Roi Très-Chrétien cède & transporte le tout à ladite Reine & à la Couronne de la Grande-Bretagne; & cela d'une manière & d'une forme si ample, qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux sujets du Roi Très-Chrétien, d'exercer la pêche dans lesd. mers, baies & autres endroits à 30 lieues près des côtes de la nouvelle Ecosse, au sud-est, en commençant depuis l'isle appelée vulgairement de Sable, inclusivement, & en tirant au sud-ouest.

ARTICLE XIII du *Traité d'Utrecht.*

L'isle de Terre-Neuve avec les isles adjacentes, appartiendra

jure, sive per pacta, sive alio modo quæsito, quod Rex Christianissimus, Corona Galliarum, aut ejusdem subditi quicumque ad dictas insulas, terras & loca, eorumque incolas, hactenus habuerunt, Regina Magnæ-Britanniæ ejusdemque Coronæ in perpetuum cedi constabit & transferri, prout eadem omnia nunc cedunt ac transfert Rex Christianissimus, idque tam amplis modo & formis ut Regis Christianissimi subditis in dictis maribus, sinibus, aliisque locis ad littora novæ Scotiæ, ea nempe quæ Eurum respiciunt, intra triginta leucas, incipiendo ab insulâ, vulgo Sable dictâ, eâque inclusâ, & Africum versus pergendo, omnis piscaturæ interdicatur.

Insula, Terra-Nova dicta, unâ cum insulis adjacentibus, juris Re-

tanniciæ
rum omni
que in fi
urbs & j
si quæ a
insulâ p
fessa sin
Christian
missionem
Reginâ
tannicæ h
tra sept
commuta
zatus r
tabulis,
feri potes
tradentur
juris ad d
& insula
lius aut e
tem, Rex
mus, hæc
successore
aliqui, ut
pore in pos
dicabunt.
nec locum
dictâ insu
Novâ mu
ibidem ad
contabulan
guriola, p
dis necess
sues a cons
dictam in

res du Roi

ve per pacta,
modo quaesito
Christianiss-
rona Gallia,
lem subditi qui
ad dictas insu-
as & loca, co-
incolas, hacte-
uerunt, Regi-
nae-Britanniae
que Coronae in-
um cedi conste-
ransferri, prout
omnia nunc cedi
fert Rex Chris-
tus, idque tam-
modo & forma-
Christianissim-
in dictis mari-
bus, aliisque
littora nova
ea nempe quae
respiciunt, in
inta leucas, in
ab insula, vult
e dicta, eaque
& Africum ve-
gendo, omni-
a interdicatur.

d'Utrecht.

la, Terra-Novae
na cum insula
tibus, juris Bri-

sur les limites de l'Acadie.

101

Introduction.

tannici ex nunc in poste-
rum omnino erit; eum-
que in finem Placentia
urbs & fortalitium, &
si quae alia loca in dicta
insula per Gallos pos-
sessa sint, per Regem
Christianissimum, com-
missionem eam in parte a
Regina Magnae-Bri-
tanniae habentibus, in-
tra septem menses a
commutatis hujus trac-
tatus ratihabitionum
tabulis, aut citius si
feri potest, cedentur &
tradentur, neque aliud
juris ad dictam insulam
& insulas, ullamve il-
lius aut earumdem par-
tem, Rex Christianissi-
mus, haeredes ejus &
successores, aut subditi
aliqui, ullo dehinc tem-
pore in posterum sibi vin-
dicabunt. Quin etiam
nec locum aliquem in
dicta insula de Terra-
Nova munire, nec ulla
ibidem aedificia, praeter
contabulationes & tu-
guriola, piscibus siccan-
dis necessaria & con-
suea construere, neque
dictam insulam ultra

déformais & absolu-
ment à la Grande-Bre-
tagne; & à cette fin le
Roi Très-Chrétien fe-
ra remettre à ceux qui
se trouveront à ce com-
mis en ce pays-là dans
l'espace de sept mois,
à compter du jour de
l'échange des ratifica-
tions de ce Traité, ou
plus tôt, si faire se peut,
la ville & le fort de
Plaisance, & autres
lieux que les François
pourroient encore pos-
séder dans ladite isle,
sans que ledit Roi Très-
Chrétien, ses héritiers,
& successeurs, ou quel-
ques-uns de ses sujets,
puissent désormais pré-
tendre quoi que ce soit,
sur ladite isle & les
isles adjacentes, en
tout ou en partie. Il ne
leur sera pas permis non
plus d'y fortifier aucun
lieu, ni d'y établir au-
cune habitation en fa-
çon quelconque, si ce
n'est des échafauds &
cabanes nécessaires &
usitées pour sécher le
poisson, ni aborder dans

E iij

Introduction.

ladite isle, dans d'autres temps que celui qui est propre pour pêcher & nécessaire pour sécher le poisson. Dans laquelle isle; il ne sera pas permis auxdits sujets de la France, de pêcher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appelé *Cap de Bonavista*, jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite isle; & de-là en suivant la partie occidentale, jusqu'au lieu appelé *Pointe-Riche*; **MAIS** l'isle dite *Cap Breton*, & toutes les autres quelconques, situées dans **L'EMBOUCHURE ET LE GOLFE DE SAINT-LAURENT**, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roi Très-Chrétien, d'y fortifier une ou plusieurs places.

tempus piscationibus & piscibus siccandis necessarium, frequentare subditis Gallicis licitum erit, in eâ autem tantummodo, non ullâ aliâ dictæ insule de Terrâ-Novâ parte, quæ à loco, Cap Bonavista nuncupato, usque ad extremitatem ejusdem insule septentrionalem protenditur, indeque ad latus occidentalem recurrendo, usque ad locum Pointe-Riche appellatum, procedit, subditis Gallicis piscaturam exercere & pisces in terrâ exsiccare permissum erit; insula verò Cap-Breton dicta, ut & aliæ quævis, tam in ostio fluvii S. Laurentii, quam in sinu ejusdem nominis sitæ, Gallici juris in posterum erunt, ibique locum aliquem, seu locum muniendi facultatem omnimodam habebit Rex Christianissimus.

L'examen de ces deux articles auroit pu se renfermer dans des bornes fort étroites;

tout a
la Co
s'assur
velle
tée de
non d
l'entré
puis pr
depuis
que la
circon
tention
jourd'h
le temp
auroien

Ne
injustic
veau p
à rien n
vahir le
occasio

Rien
l'on cée
missaire
des côtes
Lauren
ce fleu

Le T
moyens

piscationibus
scibus siccandi
rium, frequen
ubditis Gallici
erit, in eâ au
ntummodo, ne
iâ dictæ insule
râ-Novâ parte
loco, Cap Bon
ncupato, usque
remittatem ejus
sulæ septentrio
protenditur, in
datus occiden
rrendo, usque
n Pointe-Riche
tum, procedit
Gallicis pesca
exercere & pis
terrâ exsiccare
um erit; insula
p-Breton dicta
æ quævis, tam
fluvii S. Lau
quam in sinu
nominis sitæ,
juris in poste
nt, ibique lo
quem, seu loc
li facultatem
am habebit
ristianissimus.

les auroit pu
fort étroites

tout annonce, & l'on fait d'ailleurs, que la Cour de Londres a eu pour objet de s'assurer en faveur des habitans de la nouvelle Angleterre, des lieux les plus à portée de la pêche, & les plus abondans; & non d'envahir le Canada, ni d'en fermer l'entrée à la France : on n'a point vû, depuis près de quarante ans qui se sont écoulés depuis la signature du Traité d'Utrecht, que la Cour Britannique, malgré plus d'une circonstance favorable, ait formé des prétentions pareilles à celles que l'on élève aujourd'hui, quoique ç'eût été naturellement le temps de faire valoir les réclamations qui auroient été fondées en droit & en raison.

Introduction.

Ne pourroit-on pas soupçonner sans injustice, que l'on a formé quelque nouveau projet en Angleterre, qui ne tend à rien moins qu'à préparer les moyens d'envahir le Canada en entier, à la première occasion favorable ?

Rien en effet ne seroit plus facile, si l'on cédoit, comme le proposent les Commissaires de Sa Majesté Britannique, l'un des côtés de l'embouchûre du fleuve Saint-Laurent, & toute la rive méridionale de ce fleuve, jusque vis-à-vis de Quebec.

Le Traité d'Utrecht ne pouvant fournir ni moyens, ni prétextes pour soutenir d'au

Introduction. vastes prétentions, il a fallu chercher des preuves étrangères à l'état de la question.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont eu recours au Traité de Saint-Germain de 1632, & à celui de Breda de 1667; Traités par lesquels l'Angleterre ne donne, ni ne cède rien, mais restitue à la France ce qu'elle lui avoit enlevé; soit durant & après la guerre du siège de la Rochelle en 1628 & 1629; soit en pleine paix en 1654: mais ces Traités n'ayant aucun rapport à la présente discussion, ils ne tendent qu'à obscurcir la matière, & il sembleroit qu'on n'auroit eu d'autre objet que de les substituer à celui d'Utrecht, & de faire disparoître ce dernier.

Au surplus, il s'en faut beaucoup que le Traité de Breda, sur lequel on insiste le plus dans le Mémoire donné par les Commissaires Anglois, puisse remplir leurs demandes; & il en est de même, sans exception, de tous les titres qu'ils produisent, ainsi qu'on le démontrera dans la suite de ce Mémoire.

Mais quand même on conviendrait que les Traités de Saint-Germain & de Breda, auroient quelque rapport aux contestations actuelles, on ne laisseroit pas que d'être étonné des répétitions si souvent

chercher de
de la question
Majesté Bri
Traité de Saint
lui de Breda
uels l'Angle
en, mais
avoit enlevé
e du siège de
629 ; soit en
is ces Traités
ésente discus
curcir la ma
n'auroit eu
stituer à celui
tre ce dernier.
aucoup que
uel on insiste
onné par les
remplir leur
me, sans ex
roduisent,
suite
endroit que
& de Bre
aux contes
roit pas que
si souvent

employées dans le Mémoire des Commis-
saires Anglois, pour changer le terme de
stituer que portent ces deux Traités, en
ent de ~~leur~~ & de donner, qui ne se trou-
vent ni dans l'un ni dans l'autre.
Pour donner plus de poids & de cré-
dit à des impressions qui sont détruites par
la seule inspection des Traités, & pour
persuader que la France ne tenoit l'Acadie
que des dons & des cessions de l'Angle-
terre, ils donnent à entendre dans plusieurs
endroits de leur Mémoire, & ils ont pro-
duit quelques extraits, qui portent que
ces pays qu'ils réclament, faisoient partie
de l'ancien domaine de leur Couronne,
& avoient été dans leur origine établis par
l'Angleterre : ils supposent même, mais
à la vérité sans aucune sorte de preuve,
que nos Rois ont confirmé des conces-
sions anciennement faites dans ces pays,
de l'autorité du Gouvernement d'Angle-
terre : tous ces faits ne sont pas mieux fon-
dés que les inductions tirées des Traités
de Saint-Germain & de Breda. Les Fran-
çois avoient établi l'Acadie, avant que
les Anglois eussent aucune colonie en
Amérique. Ce fait, qui seul détruit par
le fondement toutes leurs prétentions à
cet égard, sera prouvé par des pièces &
des autorités incontestables.

Introduction.

On n'entrera point ici dans le détail des allégations subsidiaires dont les Commissaires de Sa Majesté Britannique, ont fait usage. Il suffit d'annoncer qu'il n'y en aura aucune dont on fasse l'examen dans le cours de ce Mémoire; qu'il n'y en aura point dont on ne démontre le peu de fondement, ou le défaut d'application à l'objet dont il s'agit; & qu'il y en a plusieurs qui détruisent directement ce que l'on voudroit prouver, & qui suffisent pour résoudre contre l'Angleterre même la question qui est entre les deux nations.

Ce que l'on vient d'exposer, fait voir la nécessité où ont été les Commissaires du Roi, d'entrer dans des examens & des discussions qui naturellement devoient être étrangers à l'état de la contestation.

En effet, pour déterminer si le pays cédé par le Traité d'Utrecht, est de l'ancien domaine de la Couronne d'Angleterre, on ne peut se dispenser d'examiner l'origine des établissemens des François & des Anglois dans l'Amérique septentrionale.

C'est par où l'on commencera ce Mémoire, & l'on examinera successivement toutes les révolutions qui sont arrivées en Acadie jusqu'à la paix d'Utrecht.

On
peu d
Sa M
l'Acad
France
Saint-

Cor
préten
minatio
minera
étrange
d'Utrec
questio
qu'un c

On
gumens
faires de
répondr
limites c
ment à

Enfin
fondeme
de Sa M
sance de
pièces, p
trecht m
& ancien

On fi
pitulato

On démontrera ensuite avec combien peu de fondement, les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont allégué que l'Acadie avoit été *cédé & donnée* à la France par l'Angleterre, tant au traité de Saint-Germain, qu'à celui de Breda.

Comme les Commissaires Anglois ont prétendu tirer des argumens de la dénomination de la nouvelle Ecosse, on examinera ce qu'il faut entendre par ce nom, étranger pour la France jusqu'au traité d'Utrecht; & l'article où l'on traitera cette question, ne fera, à proprement parler, qu'un corollaire des articles précédens.

On discutera ensuite tous les autres argumens dont ont fait usage les Commissaires de Sa Majesté Britannique, & l'on répondra à leurs objections concernant les limites que les Commissaires du Roi donnent à l'Acadie.

Enfin après avoir démontré le peu de fondement du système des Commissaires de Sa Majesté Britannique, & l'insuffisance de leurs argumens, on établira par pièces, par autorités, & par le Traité d'Utrecht même, quelles sont les véritables & anciennes limites de l'Acadie.

On finira ce Mémoire par une récapitulation sommaire de ce qui en résulte.

ARTICLE PREMIER.

*De l'origine des premiers E'tablissemens
des Anglois dans l'Amérique
septentrionale.*

ON doit distinguer les navigations qui ont été dirigées vers le continent de l'Amérique septentrionale, sans dessein d'y faire des plantations & d'y établir des colonies, d'avec celles qui ont été entreprises dans cette vûe ; & parmi ces dernières, celles qui se sont bornées à de simples tentatives infructueuses, d'avec celles qui ont été suivies d'établissemens solides, actuellement subsistans, ou qui subsisteroient, si quelque Puissance Européenne ne les avoit détruits.

Le plus ancien voyage dont les écrivains Anglois ont cherché à se prévaloir, est celui que Sébastien Cabot, citoyen de Venise, fit sous pavillon d'Angleterre en 1497, pour découvrir par le nord-ouest un nouveau passage aux Indes orientales *.

P R E U V E S.

* Hackluyt, *tome III, page 6 jusqu'à 91*

Her
permi
en sup
la con
tie du
du voy
Cab
l'uniqu
le nord
comme
par l'ou
étoit da
der qu'
anciens
tra des
qui lui
de bon
lui fit
Il s'é
de latitu
la haute
la Flori
le passa
Angleter

(a) Le
1495. H
(b) D
tome III
(c) Ibi
(d) Ibi

Sur les limites de l'Acadie. 109

Henri VII roi d'Angleterre (a) lui permit de faire un arinement; Cabot seul en supporta les frais, & le Roi y apposa la condition de retirer la cinquième partie du profit qu'il y auroit sur les retours du voyage.

Cabot (b) partit d'Angleterre dans l'unique vûe de chercher un passage par le nord-ouest aux Indes orientales, & comme il s'énonce lui-même, *de se rendre par l'ouest à l'est où croissent les épices.* Il étoit dans la pleine confiance de n'aborder qu'au pays que l'on appeloit dans ces anciens temps le Cathay; mais il rencontra des terres qui lui étoient inconnues & qui lui en fermèrent le chemin; il avûe de bonne (c) foi que la vûe de ces terres lui fit beaucoup de peine.

Il s'éleva au nord jusqu'au 56.^e degré de latitude, & redescendit ensuite jusqu'à la hauteur du pays qui depuis a été appelé la Floride: enfin, désespérant de trouver le passage qu'il cherchoit, il revint en Angleterre (d).

P R E U V E S.

(a) Lettres patentes de Henri VII. du 15 mars 1495. Hackluyt, tome III, page 4.

(b) Discours de Sébastien Cabot. Hackluyt, tome III, page 7.

(c) Ibid.

(d) Ibid.

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois dans l'Amérique septentrionale.

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

Son voyage se borna à la simple vûe de quelques parties du continent de l'Amérique, très-éloignées les unes des autres; mais apercevoir une terre, n'en a jamais donné la propriété: ce ne fut qu'une course, sans établissement, sans tentative pour en former, sans qu'il paroisse même qu'on ait alors songé aux pêches abondantes que les François ont faites de temps immémorial vers l'isle de Terre-Neuve, la seule terre dont on puisse dire que Cabot ait pris quelque connoissance.

A son retour en Angleterre, on ne fit aucune attention à son voyage; c'est même ce qui lui fit prendre le parti d'offrir ses services aux Rois Catholiques, Ferdinand & Isabelle, qui lui donnèrent à commander plusieurs navires, & pour lesquels il fit entr'autres découvertes, celle de la rivière de la Plata en 1526.

C'est le voyage de Cabot de 1497, voyage qu'un Navigateur étranger, un Vénitien depuis attaché à l'Espagne, a fait à ses dépens; qui n'a été qu'une simple course, fondée sur une idée reconnue fautive par l'événement; voyage entrepris sans aucun moyen & même sans aucun dessein de former des établissemens; c'est cette spéculation vague, renversée par la vûe d'une terre que Cabot ne

(a) Fast
(b) Tom

imple vûe de
t de l'Amé-
s des autres ;
n'en a jamais
qu'une cour-
tentative pour
même qu'on
ondantes que
os immémo-
ve, la seule
ue Cabot ait

e, on ne fit
; c'est même
d'offrir ses
, Ferdinand
à comman-
r lesquels il
lle de la ri-

de 1497,
tranger, un
Espagne, a
qu'une sim-
idée recon-
oyage entre-
ne sans au-
blissemens ;
, renversée
Cabot ne

cherchoit pas, & qu'il fut au désespoir de découvrir, si toutefois il est le premier qui l'ait vûe ; enfin, c'est cette prétendue découverte, qui dans le temps même n'a pas été jugée digne d'attention par l'Angleterre, dont les auteurs Anglois, après un grand nombre d'années, ont songé à se faire un titre de propriété sur tout un vaste continent qui à peine fut aperçu par Cabot.

Les François pourroient avec beaucoup plus de raison s'arroger l'empire des côtes occidentales de l'Afrique. Dès le XIV.^e siècle (a), avant qu'aucune nation de l'Europe les eût reconnues, ils les avoient non seulement découvertes, mais ils y trafiquoient, & y avoient formé des établissemens.

Depuis le voyage de Cabot, les Anglois furent trente ans sans qu'aucun de leurs navires fréquentât les mers de l'Amérique septentrionale. On trouve dans le recueil de Hackluyt (b) qu'en 1527 deux navires allèrent, l'un reconnoître Terre-neuve & la terre de Labrador, l'autre le Cap-Breton & les côtes d'un pays

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

P R E U V E S.

(a) Fastes chronologiques du Nouveau monde.

(b) Tome III, page 129.

Y 12 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. I. que cet auteur Anglois appelle *Arembec*;

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

mais ce ne fut qu'un simple voyage de découverte, sans aucune idée d'établissement.

Environ dix ans après, c'est-à-dire en 1536 (a) plusieurs particuliers firent un armement à Londres, pour aller de nouveau découvrir les terres du nord de l'Amérique septentrionale : tant il est vrai que ces terres continuoient encore d'être inconnues aux Anglois. Ils furent réduits par la famine à la plus grande & à la plus triste extrémité : & après des excès, que la nécessité même ne peut jamais autoriser, ils rencontrèrent enfin un navire François, qui alloit en Terre-Neuve, pour la pêche ; ils le pillèrent, s'en emparèrent, & s'en servirent pour regagner l'Angleterre.

On ne s'étendra point ici sur les navigations de Forbisher en 1576, 1577 & 1578 (b), sur celles de Davis en 1585, 1586 & 1587 (c), ni sur celles de Hudson en 1607, 1609 & 1610 (d) ; elles n'eurent pour objet que de chercher un passage par le nord-ouest pour aller

P R E U V E S.

(a) Hackluyt, tome III, p. 129 jusqu'à 131.

(b) Idem, page 29 jusqu'à 74.

(c) Idem, page 98 jusqu'à 111.

(d) Purchass, tome V, page 817.

J
aux Ind

Sébastien

cun éta

Il se

depuis

avant q

aucun p

former

s'en par

projets

table.

Les

pour éta

furent e

tes de 1

Humphr

Il y avo

nues, lo

table en

mer une

(b). Il

bù Hack

à un ess

point fai

velle ne

(a) Lett

uin 1578.

(b) Hac

de Arembec;
 yage de dé-
 tablissement.
 est-à-dire en
 ers firent un
 ller de nou-
 ord de l'A-
 est vrai que
 e d'être in-
 rent réduits
 & à la plus
 excès, que
 mais autori-
 navire Fran-
 uve, pour
 en emparè-
 agner l'An-

jusqu'à 1311

Sur les limites de l'Acadie. 113

aux Indes, ce qui étoit l'ancien projet de Sébastien Cabot; & non de former aucun établissement en Amérique.

Il se passa plus de quatre-vingts ans, depuis le voyage de Cabot en 1497, avant que l'on vit éclore en Angleterre aucun projet pour faire des plantations & former des colonies en Amérique; & il s'en passa plus de cent, avant que ces projets fussent suivis d'une exécution durable.

Les premières tentatives des Anglois, pour établir une colonie en Amérique, furent en conséquence de Lettres patentes de 1578 (a) accordées au Chevalier Humphrey Gilbert par la Reine Elisabeth. Il y avoit cinq ans qu'il les avoit obtenues, lorsqu'il fit un armement considérable en 1583, dans le dessein de former une colonie au nord de la Floride (b). Il aborda à l'isle de Terre-neuve, où Hackluyt rapporte qu'on lui présenta un essai de mine dont il ne voulut point faire l'épreuve, afin que la nouvelle ne s'en répandît point parini les

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

P R E U V E S.

(a) Lettres patentes de la reine Elisabeth, du 11 juin 1578. Hackluyt, tome III, page 135.

(b) Hackluyt, tome III, p. 143 jusqu'à 165.

114 Mém. des Commissaires du Roi

ART. I. François * qui étoient dans le voisinage.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

Le voyage du Chevalier Humphrey Gilbert ne fut point heureux ; il essuya une tempête qui le fit périr , & le navire qu'il montoit. Les autres navires de son armement retournèrent en Angleterre , & le projet d'établissement s'évanouit.

Il paroît que le Chevalier Humphrey Gilbert avoit en vûe de s'établir en Terre-neuve ; mais il s'éloignoit en cela de l'esprit & de la lettre de la Charte qui lui avoit été accordée par la Reine Elisabeth : elle étoit à l'effet de découvrir & de reconnoître des terres éloignées ; or l'isle de Terre-Neuve étoit alors découverte , reconnue & fréquentée par les François. La relation rapportée par Hackluyt ne permet pas de révoquer en doute que le Chevalier Gilbert n'ait trouvé des navires François à cette côte , lorsqu'il y aborda pour la première fois.

Il seroit difficile en effet de concevoir comment la Reine Elisabeth auroit pu interdire aux François de naviguer à l'isle de Terre-neuve , & à deux cens lieues de distance de l'endroit où le Chevalier Gilbert auroit formé ses établissemens , ainsi

P R E U V E S.

* Hackluyt, tome III , page 154.

* Lettres
610 Harr

res du Roi

e voisinage.

Humphrey
ux; il essuy
& le navire
navires de son
Angleterre, &
anouit.

Humphrey
abliir en Ter
t en cela de
a Charte qu
a Reine Eli
découvrir d
oignées; o
alors décou
ntée par le
tée par Hac
quer en dou
n'ait trouve
ôte, lorsqu
ois.

de concevoi
auroit pû in
vigner à l'is
cens lieues d
hevalier Gil
émens, an

sur les limites de l'Acadie. 115

que le portent les Lettres patentes; tandis que les François étoient depuis long-temps en pleine & tranquille possession de naviguer sur ces côtes. Cette réflexion seule prouve bien évidemment que le Chevalier Gilbert, en se proposant un établissement en Terre-neuve, agissoit contre l'esprit des Lettres qui lui avoient été accordées par la reine d'Angleterre; mais son naufrage déconcerta les projets.

Lorsque Jacques I.^{er} * accorda une partie de l'isle de Terre-neuve en 1610 au Comte de Northampton; après s'être étendu dans les Lettres patentes qu'il en fit expédier, sur les principes qui permettoient d'établir des colonies dans les pays abandonnés, & qui n'étoient point occupés, il ajouta néanmoins vers la fin de ces Lettres une clause qui ordonnoit qu'on eût des égards & des ménagemens pour toutes sortes de personnes de toute nation qui fréquentoient cette isle pour la pêche, ce qui étoit plus conforme aux principes de justice & d'équité que les projets formés par le Chevalier Gilbert en conséquence de la Charte de la Reine

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

PREUVES.

* Lettres patentes de Jacques I.^{er} du 27 avril 1610 Harris, tome I, page 861.

ART. I.
De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

Elisabeth : quoiqu'on eût pû toutefois alléguer , contre la concession de Jacques I.^{er}, qu'elle ne pouvoit , ni ne devoit s'exécuter au préjudice du droit des François qui constamment étoient en usage de sécher tous les ans le poisson de leur pêche sur les grèves de Terre-neuve & d'y faire annuellement les établissemens nécessaires à cet effet.

Au surplus , il ne faut pas confondre le Chevalier Humphrey Gilbert avec Adrien Gilbert , auquel la Reine Elisabeth accorda en 1583 des Lettres patentes * pour l'autoriser à tenter la découverte d'un passage à la Chine & aux Moluques par le nord-ouest de l'Amérique , & pour lui permettre de s'établir dans les terres & îles qu'il pourroit découvrir. Il ne fut fait en conséquence de cette Charte aucune entreprise pour former des établissemens ; & s'il y eut alors quelque tentative pour découvrir ce passage , qu'on cherche depuis si long-temps , le peu de succès est sans doute cause qu'il n'en est resté aucune trace. Ce fut peu de temps après , que Jean Davis en fit inutilement la recherche :

P R E U V E S .

* Lettres patentes de la reine Elisabeth du 6 février 1583. Hackluyt , tome III , page 96.

mais ce
observé
ceux qu
plantati
Amériq

En 1
leigh ,
raux d'
entrepris

pour for
rique sep

Il obt
tes de la

1584 ;

deux na

Capitain

low , tar

pour s'a

une colo

Ces C

rentes ill

noke , si

tude. Ils

du pays

donna le

de la Re

(a) Lett

mars 1584

(b) Hac

toutefois al-
de Jacques
ne devoit s'e-
it des Fran-
t en usage de
le leur pêche
ve & d'y
emens néces-

confondre le
avec Adrien
sabeth accor-
ntes * pour
te d'un pas-
uques par le
& pour lui
les terres &
Il ne fut fait
arte aucune
ablissemens;
ntative pour
cherche de
e succès est
t resté aucu-
s après, que
a recherche

mais ces voyages, comme on l'a déjà observé, n'entrent point dans l'ordre de ceux qui ont eu pour objet de faire des plantations, & de former des colonies en Amérique.

En 1584, le Chevalier Walter Raleigh, qui fut par la suite un des Amiraux d'Angleterre, commença à faire des entreprises plus sérieuses & plus suivies pour former des établissemens dans l'Amérique septentrionale.

Il obtint à cet effet des Lettres patentes de la Reine Elisabeth (a) du 25 mars 1584; & dès la même année, il envoya deux navires sous le commandement des Capitaines Philippe Amadas & Arthur Barlow, tant pour reconnoître le pays, que pour s'assurer de la possibilité d'y établir une colonie.

Ces Capitaines (b) abordèrent à différentes îles, nommément à celle de Roanoke, située vers le 36.^e degré de latitude. Ils firent un rapport si avantageux du pays qu'ils avoient reconnu, qu'on lui donna le nom de Virginie, à l'honneur de la Reine Elisabeth.

P R E U V E S.

(a) Lettres patentes de la reine Elisabeth, du 25 mars 1584. Hackluyt, tome III, page 243.

(b) Hackluyt, tome III, p. 246 jusqu'à 251.

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

Ce nom est aujourd'hui restreint au pays qui (a) s'étend depuis le 37.^e degré jusqu'à 39.^e : mais dans ces commencemens, la Virginie n'avoit point de limites déterminées. L'isle de Roanoke y étoit comprise, quibiqu'elle soit aujourd'hui dans les limites de la Caroline.

L'année suivante 1585 (b) le Chevalier Richard Greenville, un des principaux associés du Chevalier Walter Rawleigh, se mit en mer avec sept vaisseaux; il arriva à l'isle de Roanoke, où il laissa cent huit hommes; ils y tombèrent dans une si grande disette, que l'amiral Drake ayant touché à cette côte en 1586, ils le supplièrent de les ramener en Angleterre, & la colonie fut abandonnée.

Peu de temps après cet abandon (c) le Chevalier Rawleigh y arriva en personne, & n'y trouvant aucun habitant, il retourna en Angleterre. Le Chevalier Greenville; qui venoit après lui, fit une nouvelle tentative; il y laissa en 1586 les uns disent quinze hommes, les autres cinquante; mais quoi qu'il en soit, lorsque

P R E U V E S.

(a) Smith, page 21.

(b) Hackluyt, tome III, p. 251 jusqu'à 264.

(c) Idem, tome III, page 265 jusqu'à 282 & Smith, page 13.

(a) Hackluyt

Smith, page

(b) Idem,

Smith, page

(c) Smith,

reint au pays
degré jus-
mais dans ces
n'avoit point
de Roano-

elle soit au-
la Caroline.

(b) le Che-
des princi-

Walter Raw-
vaisseaux;

il laissa cent
ent dans une

Drake ayant
, ils le sup-

ngleterre, &
andon (c).

iva en per-
un habitant.

Le Chevalier
lui, fit une

a en 1586.

es, les autres
soit, lorsque

le Chevalier Rawleigh y envoya de nou-
yeaux habitans en 1587, ils n'y trouvè-
rent que les os d'un seul homme, & l'on
n'a jamais su ce que les autres étoient
devenus.

Les habitans qu'on y laissa en 1587 (a)
étoient au nombre de cent dix-sept; mais
ils y furent en quelque sorte abandonnés:
deux navires qui y passèrent en 1590 (b),
trouvèrent à l'isle de Roanocke des ren-
seignemens qui leur firent connoître que
la colonie s'étoit transportée dans un autre
endroit appelé Croatan; mais une tem-
pête qui survint, leur fit prendre la réso-
lution de retourner en Angleterre, sans
faire une plus grande recherche de leurs
compatriotes, dont on n'a jamais eu aucune
nouvelle.

Depuis 1590, on laissa la Virginie jus-
qu'en 1607 sans y tenter aucun établis-
sement nouveau; & même il se passa un
temps considérable, sans qu'on y fit au-
cune navigation. Ce pays (c) resta ense-
veli dans l'oubli & l'obscurité. Enfin en

ART. I.

De l'ori-
gine des pre-
miers établis-
semens des
Anglois, &c.

PREUVES.

(a) Hackluyt, tome III, p. 280 jusqu'à 288;
Smith, pages 13 & 14.

(b) Idem, tome III, page 288 jusqu'à 295;
Smith, pages 15 & 16.

(c) Smith, page 16.

jusqu'à 264.
jusqu'à 282.

120 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. 13

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

1602 (a) un Capitaine de navire ; nommé Gosnoll , équipa un bâtiment à ses frais , il s'éleva au nord de la Virginie , & aborda la côte de l'Amérique à la hauteur de 43 degrés de latitude nord. Il en repartit la même année avec tout son équipage pour retourner en Angleterre , & de sorte que ce voyage ne donna lieu à aucun établissement.

L'année suivante 1603 (b) ; la ville de Bristol fit équiper un navire sous les ordres du Capitaine Pring , qui aborda la côte de l'Amérique à la même hauteur que le Capitaine Gosnoll , mais qui revint pareillement en Angleterre , sans avoir tenté d'y former aucun établissement. Il en fut de même (c) d'un navire qui partit de Londres deux ans après , & revint en 1605.

Ce fut sur les représentations que fit le Capitaine Gosnoll , (d) de tous les avantages qu'on pourroit retirer de ces pays , qu'il se forma enfin deux Compagnies qui obtinrent de nouvelles Lettres patentes

P R E U V E S.

- (a) Smith , page 16 jusqu'à 18.
- (b) Idem , page 18.
- (c) Idem , page 18 jusqu'à 20.
- (d) Idem , page 41.

Jacques

Tome

navire; nom-
bâtiment à se
Virginie, d
ie à la haute
ord. Il en re
tout son équ
ngleterre, e
na lieu à an

(b); la vill
avire sous le
qui aborda
même haute
mais qui re
leterre, fan
établissement
un navire q
ns. après, e

ions que fit
tous les avan
de ces pays
ompagnies q
res patentes

Jacques I.^{er} en 1606 (a), & dont l'une tenta de nouveaux établissemens en Virginie avec plus de succès.

Elle fit partir trois navires, le 9 décembre 1606, sous les ordres du Capitaine Newport. Ils arrivèrent, après une longue navigation, dans la rivière de James en Virginie, au mois de juin 1607 (b), & ils y bâtirent la première ville de cette colonie. Ces nouveaux habitans eurent beaucoup à souffrir, tant de la part des Sauvages, que par leur propre conduite; ils projetèrent plusieurs fois de retourner en Angleterre (c): mais ayant reçu tous les ans des renforts & de nouveaux secours, cette colonie, non seulement se maintint, mais elle est devenue très-florissante. C'est la plus ancienne de toutes celles que les Anglois possèdent aujourd'hui en Amérique. Par la Charte de 1606 (d), les limites

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

P R E U V E S.

(a) Lettres patentes de Jacques I.^{er} du 10 avril 1606, rapportées par extrait dans Purchass, t. IV, page 1687, & communiquées aussi par extrait par les Commissaires de Sa Majesté Britannique. Voyez après, Pièces justificatives produites par les Commissaires Anglois, n.º 1.

(b) Smith, page 41 jusqu'à 44.

(c) Idem, page 46.

(d) Lettres patentes de Jacques I.^{er} du 10 avril 1606.

122 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. I. en étoient restreintes à des bornes assez étroites; à 50 milles de distance le long des côtes, nord & sud, du premier lieu de leur établissement, entre le 34.^e & le 41.^e degré de latitude, & 100 milles dans l'intérieur du pays.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

Cette même Charte accordoit à une seconde Compagnie, qu'on appelloit la Compagnie de Plymouth, la faculté de former des établissemens entre les 38.^e & 45.^e degrés de latitude, avec les mêmes clauses; c'est-à-dire, qu'elle jouiroit le long des côtes, suivant leur gisement, de l'espace de 50 milles de chaque côté du premier établissement qu'elle y feroit & dans l'intérieur du pays, de 100 milles. Cette seconde concession & la première, furent faites au surplus pour n'avoir lieu que dans le cas seulement où les pays que l'on entreprendroit d'établir *ne seroient occupés par aucune Puissance Chrétienne*. On ne présumoit point dans cette Charte que tout le continent de l'Amérique dût appartenir aux Anglois, si d'autres Princes s'en trouvoient en possession avant eux.

Ce fut le Chevalier Popham, Chef de Justice en Angleterre, qui le premier entreprit de former un établissement dans la concession de la Compagnie de Plymouth. Il y envoya en 1607

Capita
porta
rent à
On ex
leur po
trémite
nèrent

C'es
établie
puis la
ce, &
pays fu
montag
rochers
d'y éta
que Je
On se
ment in
avoit é
Le p
1614
l'appela
l'origine
comme
nada, a

(a) Sm
(b) Iden
(c) Iden

irés du Roi

bornes affez
stance le long
a premier lieu
le 34.^e & le
& 100 milles

doit à une se
n appelloit la
la faculté de
tre les 38.^e &
ec les mêmes
le jouiroit le
ur gisement,
chaque côté
elle y feroit
le 100 milles
la première,
r n'avoir lieu
les pays que
ne seroient occu-

tienne. On ne
e Charte que
que dût appar
s Princesses
ant eux.
pham, Che

qui le pre
établissement
compagnie de
n 1607

Sur les limites de l'Acadie. 123

Capitaine George Popham (a), qui y trans-
porta quarante-cinq habitans : ils s'établi-
rent à l'entrée de la rivière de Sagahadock.
On expédia en 1608 deux navires pour
leur porter du secours ; mais les rudes ex-
trémités qu'ils avoient souffertes, détermi-
nèrent la colonie à retourner en Angleterre.

C'est ainsi que la première colonie
établie dans le pays, qu'on a appelé de-
puis la nouvelle Angleterre, prit naissan-
ce, & finit dans le cours d'un an. Le
pays fut regardé comme *froid, stérile &
montagneux*, comme un *désert rempli de
rochers* (b) ; & il ne fut plus question
d'y établir aucune colonie, jusqu'à ce
que Jean Smith en fit revivre le projet.
On se proposa alors d'en faire l'établisse-
ment moins nord que le premier, qu'on
avoit été forcé d'abandonner.

Le premier voyage de Smith fut en
1614 (c) ; il fit une carte du pays, &
l'appela la nouvelle Angleterre. C'est-là
l'origine & l'époque de ce nom ; mais
comme il étoit étouffé par le nom de Ca-
nada, ainsi qu'il l'observe lui-même, il

P R E U V E S.

(a) Smith, pages 203, 204.

(b) Idem, page 204.

(c) Idem, pages 204 & 205.

F ij

ART. I.

De l'ori-
gine des pre-
miers établis-
semens des
Anglois, &c.

124 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

présenta sa carte au Prince de Galles, en le suppliant de changer les noms du pays, en noms Anglois.

Smith se borna dans son premier voyage à faire un commerce lucratif (a), & n'entreprit aucun établissement. Le premier de tous n'eut lieu que quelques années après, en 1620.

L'Angleterre étoit alors divisée par des factions de religion ; nombre de Puritains se retirèrent d'abord en Hollande ; mais ne se plaissant point (b) dans le lieu qu'ils avoient choisi pour leur asyle, ils repassèrent dans leur patrie en 1620, & s'y embarquèrent pour la nouvelle Angleterre. Ils obtinrent des lettres du Roi pour autoriser leur établissement, qu'ils firent dans un endroit appelé la nouvelle Plymouth, situé à 42 degrés de latitude nord, ils se choisirent un Gouverneur, & se firent une forme de gouvernement telle qu'il leur plut, sans avoir égard aux Lettres patentes qu'ils avoient obtenues de leur Souverain : c'est au moins la manière dont le rapporte Salmon (c) dans son histoire moderne.

P R E U V E S.

(a) Smith, page 204.

(b) Salmon, tome III, page 533.

(c) Idem, tome III, page 533.

sur

Cette

tes celles

appelle

terre ; e

établisse

mais au

set, de

de la pro

Hampsh

Providen

Ces d

aujourd'

savoir, c

qui com

velle Ply

celle de

n'en for

Hampshi

Rhode-I

En 16

terre arri

son de

endroit q

bâtirent u

une nouv

on-fit deu

Dorche

(a) Salmo

(b) Idem

es du Roi

de Galles,
es noms du

remier voya-
utif (a), &
nt. Le pre-
quelques an-

visée par des
e de Puri-
Hollande;
dans le lieu

ur asyle, ils
n 1620, &
ouvelle An-
tres du Roi
ment, qu'ils
la nouvelle
s de latitude
Gouverneur,
ouvernement
ir égard aux
nt obtenues
moins la ma-
on (c) dans

Sur les limites de l'Académie.

125

Cette colonie a été la première de toutes celles qui forment aujourd'hui ce qu'on appelle ordinairement la nouvelle Angleterre; elle comprend, non seulement les établissemens de la nouvelle Plymouth, mais aussi ceux de la baie de Massachusset, de Connecticut, de New-haven, de la province de Maine, de la nouvelle Hampshire, de Rhode-Island, & de la Providence.

Ces différens établissemens ne forment aujourd'hui que quatre colonies distinctes, savoir, celle de la baie de Massachusset, qui comprend en même temps la nouvelle Plymouth & la province de Maine; celle de Connecticut & New-haven, qui n'en forment qu'une seule; la nouvelle Hampshire; & enfin pour quatrième, Rhode-Island & la Providence (a).

En 1620, une flotte partie d'Angleterre arriva, dans l'étendue de la concession de la baie de Massachusset, à un endroit qu'ils appelèrent Salem; & ils y bâtirent une ville (b). L'année suivante, une nouvelle flotte étant arrivée à Salem, on fit deux nouveaux établissemens, l'un à Dorchester, & l'autre à Charles-Town,

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

P R E U V E S.

(a) Salmon, tome III, page 517.

(b) Idem, tome III, page 537.

126 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. I.
De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

sur les bords de la rivière Charles : mais les habitans de Charles-Town observant que l'autre côté de la rivière étoit dans une situation plus favorable, ils en dépouillèrent, sans forme de procès, un Ministre de l'église Anglicane qui y avoit construit une petite maison, & ils y bâtirent en 1630 leur ville capitale, à laquelle ils donnèrent le nom de Boston (a).

La Charte que le roi d'Angleterre accorda à cette colonie le 4 mars 1629 (b), en fixe les limites à trois milles au nord de la rivière de Merimack, & à trois milles au sud de la rivière de Charles; & elle les étend du côté des terres, jusqu'à la mer du sud; mais l'on ne croit pas devoir s'arrêter à démontrer qu'à ce dernier égard elle est illusoire.

En 1636, se fit l'établissement de la colonie de Connecticut, par un détachement de la baie de Massachusset; & en 1637, les habitans qui s'y transportèrent d'Angleterre furent en si grand nombre, qu'ils établirent une colonie nouvelle à New-haven (c).

P R E U V E S.

(a) Salmon, tome VII, pages 537 & 538.

(b) Neal, tome III, page 210; & Salmon, tome III, page 536.

(c) Idem, tome II, pages 329 & 330; & Salmon, tome III, page 539.

su
Ces
bles, qu
d'Angle
ne fût
tend qu
tens, qu
Charles
s'y trans
étoit de
Vers
colonie
1637,
mirent e
hire, &
au nord
Enfin
nouvelle
tr'eux,
de leurs
rités qu
de la p
re, en
à Rhoc
nouvelle
du Con

(a) Sa

(b) Id

sur les limites de l'Acadie. 127

Ces transports devinrent si considérables, que la même année 1637, le Roi d'Angleterre les défendit, à moins qu'on ne fût muni de sa permission. On prétend que les principaux chefs des mécontents, qui fomentèrent la rébellion contre Charles I.^{er}, étoient alors sur le point de s'y transporter; & que Cromwel lui-même étoit déjà embarqué sur la Tamise (a).

Vers le même temps que s'établit la colonie de New-haven, c'est-à-dire vers 1637, quelques particuliers Anglois se mirent en possession de la nouvelle Hampshire, & de la province de Maine, situées au nord de la baie de Massachusset (b).

Enfin en 1639, les Puritains de la nouvelle Angleterre, peu d'accord entre eux, & exerçant contre quelques-uns de leurs membres, de plus grandes sévérités que celles dont ils s'étoient plaints de la part du gouvernement d'Angleterre, en obligèrent plusieurs à se réfugier à Rhode-Island, où il se forma une nouvelle colonie. Ils firent l'acquisition du Continent, situé vis-à-vis de leur éta-

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

P R E U V E S.

(a) Salmon, tome III, page 539.

(b) Idem, tome III, page 539.

F III

128 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. I. blissement, & ils y bâtirent les villes de la Providence & de Warwich *.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

On voit par l'exposé de ces faits, que les premières navigations des Anglois n'eurent point pour objet d'établir des colonies en Amérique; mais seulement de chercher un passage aux Indes orientales par le nord-ouest.

Qu'avant 1585, aucun Anglois n'avoit tenté de former une habitation en Amérique.

Que les premières entreprises de cette nature ayant échoué, le projet en avoit été abandonné pour plusieurs années.

Que la Virginie, la première & la plus ancienne des colonies Angloises, n'a commencé à s'établir qu'en 1607.

Que le nom de la nouvelle Angleterre n'a commencé à exister qu'en 1614, & que le premier établissement n'y a été fait qu'en 1620.

Que l'époque de la naissance de la fameuse colonie de la baie de Massachusset, n'est que de 1629, & la fondation de Boston, de 1630; & que le surplus

P R E U V E S.

* Salmon, tome III, pages 540 & 541.

es du Roi

s villes de la

*.

es faits, que

les Anglois

l'établir des

s seulement

Indes orien-

Anglois n'a-

bitation en

ifés de cette

jet en avoit

s années.

nière & la

gloises, n'a

607.

Angleterre

1614, &

y a été fait

ce de la fa-

assachusetts,

ondation de

le surplus

541,

Sur les limites de l'Acadie. 129

des colonies de la nouvelle Angleterre fut établi de 1630 à 1639.

On ne parle point de l'établissement des autres colonies Angloises de l'Amérique septentrionale, elles sont postérieures à celles dont on vient de rendre compte, & n'ont aucun rapport à la discussion présente.

ART. I.

De l'origine des premiers établissemens des Anglois, &c.

ARTICLE II.

De l'origine des premiers E'tablissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

SI l'on peut ajoûter foi à l'Escarbot qui a été en Amérique en 1606, & par conséquent avant que les Anglois y eussent formé aucun établissement, il y avoit plusieurs siècles * que les Dieppois, Malouins, Rochelois, & autres mariniens François, fréquentoient pour la pêche le Grand-Banc & les côtes de Terre-neuve. Il observe que le langage des premières terres de cette partie de l'Amérique, est moitié Basqué, ce qui seroit

P R E U V E S.

* L'Escarbot, page 227 jusqu'à 229.

F v

130 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

une preuve certaine qu'il y avoit longtemps que les Basques y naviguoient ; & l'on seroit en droit de présumer que l'époque en doit être beaucoup plus ancienne que celle du voyage de Sébastien Cabot.

On a vû que les Anglois ne firent aucune attention aux découvertes que cet étranger fit sous leur pavillon. Il leur fit connoître qu'il existoit un continent entre les mers de l'Europe & celles des Indes ; il ne leur apprit rien au de-là ; & il se passa trente ans avant qu'aucun navire de cette nation entreprit de naviger vers ces nouvelles terres.

Tandis que cette navigation étoit négligée & abandonnée par les Anglois, la pêche sur le Grand-Banc & sur les côtes de Terre-neuve, du continent voisin, & de tout le golfe Saint-Laurent, étoit, dès 1504 *, commune & familière, non seulement aux Basques, mais encore aux Bretons & aux Normands. On leur doit l'établissement d'une pêche, dont les autres nations ont, par la suite des temps, partagé le bénéfice avec les François.

P R E U V E S.

* Faîtes chronologiques du nouveau monde, page 13.

su
En
fleur
l'isle de
l'an 1
vage d
y avoit
Le
l'on ait
dans la
est sans
Lery &
comme
à hautes
& y de
de Fran
Il de
& l'on
glois n'e
fois à la
cent an
Quel
Baron c
reconno

(a) Fa
page 13.
(b) L'E
(c) Sal

du Roi

voit long-
viguoiënt ;
fumer que
p plus an-
Sebastien

e firent au-
es que cet
Il leur fit
inent entre
des Indes ;
là ; & il se
n navire de
cr vers ces

n étoit né-
Anglois , la
ur les côtes
nt voisin ,
ent , étoit ,
familière ,
mais encore
. On leur
e , dont les
des temps ,
ançois.

veau monde,

sur les limites de l'Acadie.

131

En 1506 , Jean - Denys de Hon-
fleur (a) publia une carte des côtes de
l'isle de Terre-neuve & des environs ; &
l'an 1508 , l'on vit en France un Sau-
vage du Canada , qu'un pilote de Dieppe
y avoit amené.

Le premier de tous les voyages que
l'on ait fait à l'Amérique septentrionale ,
dans la vûe d'y former des établissemens ,
est sans contredit celui du sieur Baron de
Lery & de Saint-Just , en 1518 ; il avoit ,
comme dit l'Escarbot (b) le courage porté
à hautes choses , & desiroit s'établir par delà ,
& y donner commencement à une habitation
de François.

Il débarqua du bétail à l'isle de Sable ;
& l'on remarquera en passant que les An-
glois n'en ont transporté pour la première
fois à la nouvelle Angleterre , que plus de
cent ans après , en 1624 (c).

Quelques années après le voyage du
Baron de Lery , le Roi François I.^{er} fit
reconnoître les côtes de la Floride par

P R E U V E S .

(a) Fastes chronologiques du nouveau monde ,
page 13.

(b) L'Escarbot , page 21.

(c) Salmon , tome III , page 536.

F vj

ART. II.

*De l'ori-
gine des pre-
miers établis-
semens des
François
dans l'Amé-
rique septen-
trionale.*

132 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale..

Jean Verazzan (a). Il y fit trois voyages successifs en 1523, 1524 & 1525, & il périt dans le dernier, avant que d'avoir pu mettre en exécution les projets qu'il avoit formés pour y transporter des colonies.

On ne donne que le nom de projets à l'entreprise du Baron de Lery, & à celles de Verazzan; ils ne débarquèrent aucun Européen en Amérique pour y former des habitations, & n'y commencèrent aucune colonie, quoiqu'ils en eussent conçu le dessein.

En 1534, Jacques Cartier Malouin, reconnut la plus grande partie des côtes du golfe Saint-Laurent; mais dans un second voyage qu'il fit en 1535, il hiverna en Canada, fit alliance avec les Sauvages, bâtit un fort, & prit possession du pays (b). C'est-là l'époque des premières tentatives réelles que firent les François pour former des habitations dans le Canada.

En 1540, François I.^{er} fit son *Lieutenant général ès Terres-neuves du Canada*,

P R E U V E S.

(a) Fastes chronologiques du nouveau monde, page 18; & l'Escarbot, page 225.

(b) Fastes chronologiques du nouveau monde, pages 20 & 21; & l'Escarbot, pages 304, 308, 333 & 372.

sur

Hochelag

çois de

lui fit d

janvier d

biter le

y condu

Cartier f

17-octob

de cinq

cette exp

Cap-Bre

mèrent u

La rig

cès de ce

jeta alors

dans la

des côtes

peu de

jourd'hui

Caroline.

un nouve

(a) Cett

patentes du

de la Roche

(b) Com

tier pour l

page 197.

(c) Faste

page 22; 8

du Roi

is voyages
525, & il
d'avoir pû
qu'il avoit
colonies.
de projets
& à celles
ent aucun
y former
mencèrent
en eussent

Malouin,
des côtes
dans un se-
il hiverna
Sauvages,
u pays (b).
tentatives
pour for-
mada.

son Lieu-
du Canada,

eau monde,

eau monde,
ages 304.

sur les limites de l'Acadie. 133

Hochelaga, Saguenay & autres, François de la Roque sieur de Roberval; il lui fit délivrer une Commission le 15 janvier de la même année (a), pour habiter lesdites terres, y bâtir des forts, & y conduire plusieurs familles. Jacques Cartier fut nommé, par des Lettres du 17 octobre suivant (b), capitaine général de cinq vaisseaux qui furent employés à cette expédition; ils arrivèrent en 1541 au Cap-Breton, où ils se fortifièrent, & formèrent un premier établissement (c).

La rigueur du climat empêcha le succès de ces premières entreprises. On projeta alors des établissemens vers le sud, dans la Floride. Jean Ribaud en visita les côtes en 1562, & il bâtit un fort à peu de distance de l'endroit où est aujourd'hui Charles-Town, capitale de la Caroline. René de Laudonniere y bâtit un nouveau fort en 1564 : les Espagnols

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

P R E U V E S.

(a) Cette commission est rappelée dans les lettres patentes du 12 janvier 1598, en faveur du sieur de la Roche. L'Esкарbot, page 108.

(b) Commission de François I^{er} à Jacques Cartier pour l'établissement du Canada. L'Esкарbot, page 197.

(c) Fastes chronologiques du nouveau monde, page 22; & l'Esкарbot, page 401.



134 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique Septentrionale.

détruisirent cet établissement dans sa naissance (a).

En 1588, il y eut de nouveaux projets formés pour l'établissement du Canada, par les neveux de Jacques Cartier; ils obtinrent à cet effet des Lettres patentes du Roi, du 14 janvier de ladite année (b).

En 1598, le Roi accorda au sieur de la Roche des lettres de Lieutenant général en Canada, Hochelaga, Terre-neuve, Labrador, rivière de la grande baie, *Norembegue* & terres adjacentes (c). Il aborda d'abord à l'isle de Sable, où il débarqua quelques-uns de ses gens; & en étant parti pour chercher quelque bon port en la terre ferme, il fut surpris à son retour vers l'isle de Sable, d'une tempête qui le reconduisit en France; les gens qu'il avoit débarqués à l'isle de Sable y restèrent l'espace de cinq ans, où ils profitèrent des bestiaux qui y avoient

P R E U V E S.

(a) Fastes chronologiques du nouveau monde, page 24.

(b) L'Escarbot, pages 403 & 404.

(c) Voyez ladite Commission rapportée par l'Escarbot, page 408; & le succès de l'entreprise, pages 406 & 407.

sur

été laissés

le sieur

Jusque

par les F

Septentri

établisse

nouvelle

par le sie

blissemen

Saint-La

de son

choisit y

colonie n

que les p

A la m

mandeur

Roi pou

en 1603

plain qui

de cette

voyage.

Le Co

même an

furent al

de Mont

Il avoi

(a) Char

qu'à 37.

(b) Idem

es du Roi

dans sa naif

ouveaux pro-
ent du Ca-
ques Cartier;
Lettres pa-
er de ladite

da au sieur
eutenant gé-
Terre-neu-
grande baie,
ntes (c). Il
able, où il
es gens; &
uelque bon
ut surpris à
d'une tem-
France; les
l'Isle de Sa-
q ans, où
i y avoient

veau monde,

4.
rapportée par
e l'entreprise,

sur les limites de l'Acadie. 135.

été laissés quatre-vingts ans auparavant par le sieur Baron de Lery.

Jusques ici toutes les tentatives faites par les François pour habiter l'Amérique septentrionale, n'y avoient produit aucun établissement permanent. Il y eut une nouvelle tentative infructueuse en 1599, par le sieur Chauvin. Il fit un petit établissement à Tadoussac, dans le fleuve Saint-Laurent, à quatre-vingt-dix lieues de son embouchûre, le lieu qu'il avoit choisi y étoit si peu propre; que cette colonie n'eut pas un succès plus heureux que les précédentes (a).

A la mort du sieur Chauvin, le Commandeur de Chaste obtint des Lettres du Roi pour l'établissement du Canada; & en 1603, il engagea (b) le sieur Champlain qui a été le fondateur & l'historien de cette colonie, à y faire un premier voyage.

Le Commandeur de Chaste mourut la même année; les projets d'établissements furent alors repris & suivis par le sieur de Monts.

Il avoit fait un premier voyage pour

P R E U V E S.

(a) Champlain, première partie, page 34 jusqu'à 37.

(b) Idem, page 38 jusqu'à 41.

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

136 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

son plaisir en Canada avec le sieur Chauvin; le climat lui parut si rigoureux à Tadoussac, qu'il forma le projet de s'établir plus vers le midi (a), dans quelque pays où l'air fût plus doux & plus agréable. Il associa principalement à son entreprise le sieur de Poitrincourt (b). L'Escarbot que le sieur de Poitrincourt amena avec lui en Amérique (c) à son second voyage en 1606, a fait l'histoire de ces premiers établissemens, dont il a été comme témoin oculaire, puisque Port-royal ne fut fondé qu'en 1605, & qu'il a été un des principaux instrumens (d) des premiers progrès de cette colonie.

Les lettres de Lieutenant général pour le Roi, accordées au sieur de Monts (e), sont du 8 novembre 1603, c'est le premier titre où l'on trouve le mot d'*Acadie*; le Roi lui concède non seulement ce pays, mais encore les *confins*, depuis le 40.^{me} degré de latitude jusqu'au 46.^{me}.

P R E U V E S.

- (a) Champlain, première partie, page 42.
- (b) L'Escarbot, page 42.
- (c) Idem, page 502.
- (d) Idem, page 545 jusqu'à 549.
- (e) Lettres de Lieutenant général de l'Acadie & pays circonvoisins, pour le sieur de Monts, du 8 novembre 1603. Lescarbot, page 417.

(a) Champlain
(b) Lescarbot

sieur Chau-
rigoureux à
objet de s'éta-
dans quelque
plus agréa-
à son entre-
(b). L'Ef-
court amena
son second
toire de ces
a été comme
ort-royal ne
il a été un
(d) des pre-
ie.
général pour
Monts (e),
c'est le pre-
mot d'Ac-
n seulement
fins, depuis
l'au 46.^{me}.

page 42.

9.
il de l'Acadie
ur de Monts,
age 417.

Dès 1604, le sieur de Monts fit l'ex-
pédition de deux navires, l'un destiné à
former un établissement dans les lieux de
sa concession, où il s'embarqua avec les
sieurs Champlain & de Poitracourt; l'au-
tre sous les ordres du sieur de Pont-
Gravé, destiné principalement pour la
traite des Pelleteries.

Ce dernier ~~navire~~ fit voile vers Canseau,
& le long de ~~la côte~~, vers l'isle de Cap-
Breton; & le premier (a) prit sa route
plus aval, vers les côtes d'Acadie.

Le 6 mai 1604 (b), ils atterrirent en
effet sur les côtes d'Acadie au Port-
rossignol; de-là cotoyant & découvrant
les terres, ils arrivèrent à un autre port
qu'ils appelèrent le Port-au-mouton. Ils
gagnèrent ensuite le cap de Sable, &
firent voile pour aller à la baie de Sainte-
Marie. On leva les ancres pour aller re-
connoître une grande baie, qu'ils appe-
lèrent la baie Françoisé, où se trouve un
passage pour entrer dans un port que le
sieur de Monts, à cause de sa beauté,
appela le Port-royal; le sieur de Poitrac-
court trouva ce lieu tellement à son gré

ART. II.

De l'ori-
gine des pre-
miers établis-
sements des
Francois
dans l'Ame-
rique septen-
trionale.

P R E U V E S.

(a) Champlain, première partie, page 43.

(b) Lescarbot, page 432 jusqu'à 439.

138 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

(a), qu'il en demanda la concession pour s'y retirer avec sa famille.

Au sortir de Port-royal, ils allèrent reconnoître les Mines; & traversant la baie, ils arrivèrent à la rivière Saint-Jean le 24 juin. Quittant ensuite la rivière Saint-Jean, ils vinrent en suivant la côte, à l'entrée d'une rivière, où ils s'établirent dans une petite isle, qu'ils appelèrent Sainte-Croix; & ce nom s'est ensuite communiqué à la rivière (b).

La situation de Sainte-Croix n'ayant point été trouvée avantageuse, on se déterminâ à former une nouvelle habitation à Port-royal (c); c'est ce qui fut exécuté en 1605.

Les côtes qui sont actuellement celles de la nouvelle Angleterre, furent reconnuës & visitées (d), en la même année 1605, par le sieur Champlain. Il alla jusqu'au cap Malebarre, où il planta une croix, & prit possession du pays au nom du Roi. L'année suivante, en 1606, le

P R E U V E S.

(a) L'Escarbot, page 440.

(b) Idem, page 441 jusqu'à 444.

(c) Idem, pages 495 & 496.

(d) Fastes chronologiques du nouveau monde, page 28; Champlain, première partie, page 74 jusqu'à 95; & L'Escarbot, page 491.

sur

sieur de l'Escarbot les travaux ce parc où de la vi

Il est née que par une fut vacante. A défricher une hab

Le fin en 1606 Il y for

Les f détermin des entre former d celles de encore a

On a fort anci preuves

(a) L'E

(b) Idem

(c) Cha

es du Roi

cession pour

, ils allèrent

erfant la baie,

t-Jean le 24

vière Saint-

t la côte, à

s s'établirent

s. appelèrent

s'est ensuite

roix n'ayant

on se déter-

e habitation

fut exécuté

ement celles

urent recon-

même année

blain. Il alla

l planta une

pays au nom

n 1606, le

veau monde,

artie, page 74

91.

Sur les limites de l'Acadie. 139.

Le sieur de Poitrincourt, après avoir laissé l'Escarbot à Port-royal, pour suivre tous les travaux de l'habitation, visita de nouveau ces côtes (a); il y fit cultiver un parc où l'on sema du blé, & l'on planta de la vigne (b).

Il est, assez singulier que la même année que Jacques I.^{er} dispoisoit de ce pays par une Charte de 1606 en cas qu'il fût vacant, & avant que le nom de nouvelle Angleterre existât, les François y défrichassent des terres pour s'y préparer une habitation.

Le sieur Champlain repassa en France en 1606, & retourna en Canada en 1607. Il y fonda Québec en 1608 (c).

Les faits que l'on vient de rapporter déterminent, tant les différentes époques des entreprises faites par les François pour former des plantations en Amérique, que celles des établissemens qui y subsistent encore aujourd'hui.

On a vu que leurs navigations y sont fort anciennes, & il n'en faudroit d'autres preuves que ce qui est rapporté par les

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

P R E U V E S.

(a) L'Escarbot, page 553.

(b) Idem, page 557.

(c) Charlevoix, tome I, pages 120 & 121.

140 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

auteurs Anglois. L'article précédent fournit plusieurs exemples de la rencontre faite de navires François, par les premiers navigateurs Anglois qui ont été pour reconnoître ou pour habiter ces mêmes pays.

L'époque du premier projet formé par les François pour un établissement en Amérique, est celle de l'entreprise du sieur Baron de Lery, en 1518. L'époque du premier projet de pareille nature formé par les Anglois, n'est que soixante-cinq ans après, en 1583, lorsque le Chevalier Humphrey Gilbert alla reconnoître l'île de Terre-neuve.

Le premier débarquement d'habitans François pour tenter un établissement en Amérique, a été en 1535, par Jacques Cartier, lorsqu'il fit bâtir un fort en Canada, & qu'il prit possession du pays.

Le plus ancien transport d'habitans fait par les Anglois pour former des habitations dans l'Amérique septentrionale, n'a été que cinquante ans après, en 1585, lorsque le Chevalier Rawleigh fit débarquer environ une centaine d'hommes à l'île de Roanoke.

Les premiers établissemens solides faits par les François, & qui aient subsisté, ont été ceux de la côte des Etchemins

J

en 160

en 160

Le p

faits par

ginie,

dans de

ceux de

de beau

fut reco

le conn

& Il ra

que celu

tres. Le

établisse

Plymou

ou nouv

ne sont c

les prem

çois sur

dation de

est de 1

rieure à

de 163

Ainsi,

jets, les

entrepris

cas, les

Anglois

Il est

faits inco

Sur les limites de l'Acadie. 141

en 1604, transportés depuis à Port-royal en 1605.

Le premier de tous les établissemens faits par les Anglois, a été celui de Virginie, qui n'a commencé qu'en 1607, dans des limites d'abord assez étroites; ceux de la nouvelle Angleterre ont été de beaucoup postérieurs: lorsque Smith fut reconnoître le pays en 1614, on ne le connoissoit que par des noms François; & il rapporte, comme on l'a déjà dit, que celui de *Canada étouffoit tous les autres*. Les Anglois n'y commencèrent des établissemens qu'en 1620, à la nouvelle Plymouth; ceux de la baie de Massachusset ou nouvelle Angleterre proprement dite, ne sont que de 1629, vingt-cinq ans après les premiers établissemens faits par les François sur la côte des Etchemins; & la fondation de Québec capitale du Canada, qui est de 1608, est de vingt-deux ans antérieure à celle de Boston, qui n'est que de 1630.

Ainsi, soit que l'on considère les projets, les tentatives infructueuses, & les entreprises suivies de succès; dans tous les cas, les François ont été antérieurs aux Anglois dans l'Amérique septentrionale.

Il est donc prouvé par une suite de faits incontestables, que l'opinion contraire

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

142 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. II.

De l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale.

est un faux préjugé & une franche illusion.

C'est néanmoins ce préjugé qui a servi de base aux prétentions de quelques écrivains Anglois sur le continent de l'Amérique septentrionale, & qui a été le prétexte de plus d'une entreprise formée, soit en pleine paix, soit durant la guerre * contre les possessions des François : préjugé qui pèche également dans le droit & dans le fait, & qui cependant ne laisse pas que d'influer encore aujourd'hui dans les discussions qui ont lieu entre les deux Nations. On aura occasion de s'en convaincre par l'examen du Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique.

PREUVES.

* Voyez une lettre de M. Nicholson, du 3 octobre 1710, à M. de Subercase commandant à Port royal; & un manifeste que M. Hill se proposoit de répandre en Canada en 1711.



* Cham
jusqu'à 109

ARTICLE III.

Révolutions arrivées dans l'Acadie & dans les pays circonvoisins, jusqu'à la paix d'Utrecht.

gé qui a servi
quelques écri-
nt de l'Amé-
a été le pré-
e formée, soit
la guerre *
rançois : pré-
dans le droit
dant ne laisse
ourd'hui dans
ntre les deux
de s'en con-
Mémoire des
Britannique.

lson, du 3 octo-
mandant à Port-
hill se proposo

LA première entreprise des Anglois contre les possessions de la France dans l'Amérique septentrionale, est de l'année 1613.

Le sieur de la Saussaye avoit commencé une habitation vers la rivière de Pentagoet sur la côte des Etchemins. Les Anglois de la Virginie l'assâillirent en 1613, sous les ordres du Capitaine Argall, & la ruinèrent. Ils démolirent pareillement les bâtimens qui étoient à Sainte-Croix, pillèrent Port-royal, & en enlevèrent une partie des habitans *.

Les deux nations étoient cependant en pleine paix. Pourroit-on se persuader après tout ce qui a été exposé dans les deux articles précédens, que les Anglois pour justifier cette entreprise, aient prétendu

P R E U V E S.

* Champlain, première partie, page 104 jusqu'à 109.

144 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. III.

*Revoluti ne
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

qu'ils étoient établis antérieurement aux François dans cette partie de l'Amérique, & que les François avoient envahi leurs limites.

C'est néanmoins ce que l'on trouve dans une relation faite en 1622 par le Président & le Conseil de la nouvelle Plymouth, & qui est adressée à Charles I.^{er}, lorsqu'il n'étoit encore que Prince de Galles.

Cette relation rapporte d'abord les tentatives infructueuses faites par le Chevalier Popham en 1607, & l'abandon de cette colonie l'année suivante.

*Nos gens ayant abandonné la colonie, (continue la relation) * les François se prévalurent immédiatement de cette occasion pour s'établir dans nos limites; ce qui ayant été connu en Virginie, après avoir considéré avec prudence & maturité tous les inconvéniens de les laisser s'établir dans ce pays, on envoya le Capitaine Samuel Argall avec une commission pour les déloger, ce qu'il exécuta avec beaucoup de discrétion, de jugement, de valeur & de dextérité; car ayant saisi les forts qu'ils avoient construits au mont Mansel, à Sainte-Croix &*

P R E U V E S.

* Purchas, tome IV, page 1828.

à Port-royal

* Champ
Tom.

euement au
e l'Amérique,
t envahi leurs

e l'on trouve
22 par le Pré
nouvelle Ply-
à Charles I.
e Prince de

abord les ten-
ar le Cheva-
l'abandon de
e.

né la colonie,
s François se
e cette occa-
mités; ce qui
après avoir

turité tous les
abliir dans ce

Samuel Ar-
e les déloger,
de discrétion,
de dextérité;
avoient cons-

ainte-Croix &

Sur les limites de l'Acadie. 145

à Port-royal, il en emporta le canon, sur-
prit leur navire, leurs bestiaux & autres
provisions, au grand avantage de la Virginie
où il les transporta.

Si l'on se rappelle que les établissemens
des François dans cette partie de l'Amé-
rique sont antérieurs aux tentatives in-
fructueuses que les Anglois firent sur les
côtes de la nouvelle Angleterre en 1607;
qu'ils le sont pareillement aux tentatives
plus heureuses qu'ils firent la même an-
née en Virginie, la plus ancienne de tou-
tes leurs colonies; que la Virginie, dans
son origine, ne devoit s'étendre qu'à cin-
quante milles, ou dix-sept lieues environ
de distance de leur premier établissement;
si l'on considère enfin que la rivière de
Pentagoet en étoit à plusieurs centaines
de lieues: comment concilier la vérité &
la justice avec les allégations du Président
& du Conseil de la nouvelle Plymouth?

Il est vrai que bien loin que le gou-
vernement d'Angleterre ait approuvé
l'action du Capitaine Argall, il y a tout
lieu de présumer * qu'elle y fut trouvée
repréhensible.

Dès que ce Capitaine eut commis les

ART. III.

Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'Un-
trache.

P R E U V E S.

* Champlain, première partie, page 111.

Tome I.

G

28.
à Port-royal

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

hostilités dont on vient de parler, il retourna en Virginie (a); quelques habitants qui s'étoient réfugiés dans les bois avec les Sauvages, se remirent en possession de leurs terres. Le sieur de Poitrincourt, qui y revint en 1614, y retrouva une partie de ceux qu'il y avoit laissés (b).

Tandis que les François étoient rentrés en pleine possession de ce pays, qu'en outre ils y jouissoient publiquement & no- toirement de l'une & de l'autre rive du fleuve Saint-Laurent, où jamais personne n'avoit rien prétendu, le Roi d'Angle- terre, par des Lettres (c) du 10 sep- tembre 1621, disposa d'une grande partie de ce territoire sous le nom de *nouvelle E'cosse*, en faveur du Chevalier Guillaume Alexandre, depuis Comte de Sterling.

On ne doit pas omettre d'observer qu'il y ajouta, ainsi que dans les Lettres de 1606, pour la Virginie, la clause, *autant que le pays seroit vacant ou habité par des Payens*. Cette clause, dans le fait, annu- loit la Charte qu'il accordoit; ce pays

P R E U V E S.

(a) Champlain, première partie, page 109.

(b) Charlevoix, tome I, page 408.

(c) Lettres patentes pour la nouvelle E'cosse du 10 septembre 1621, communiquées par les Com- missaires Anglois.

ayant é
1604.

Par c
décrit le
tion de
partie d

Elles
s'étender

traverser
Souriqu

bouchûr
remonte

vont join
la premi

le grand
rivages d

vont au
de ce Pr

cap de S
Sable, &

tance de
Cette

établisse
laume A
partir en
pour che
biter, hi

* De La

parler, il re-
ques habitants
es bois avec
n possession
Poitrincourt,
retrouva une
ffes (b).

toient rentrés
pays, qu'en
nement & no-
autre rive du
mais personne
Roi d'Angle-
du 10 sep-
grande partie
n de nouvelle
ier Guillaume
de Sterling.
observer qu'il
es Lettres de
clause, autan
habité par des

e fait, annu-
oit; ce pay

page 109.
8.

nouvelle Ecosse
ées par les Com

sur les limites de l'Acadie. 147

ayant été occupé par les François dès 1604, & depuis constamment habité.

Par cette Charte, le Roi d'Angleterre décrit les limites de ce qu'il avoit intention de concéder, & y désigne une partie des pays qu'elles renferment.

Elles commencent au Cap de Sable, s'étendent vers la baie de Saint-Marie, traversent la grande baie entre le pays des Souriquois & des Etchemins, de-là à l'embouchure de la rivière de Sainte-Croix, remonte cette rivière jusqu'à sa source, vont joindre, par une ligne tirant au nord, la première rivière qui se décharge dans le grand fleuve du Canada, suivent les rivages de ce fleuve jusqu'à Gaspé, de Gaspé vont au Promontoire du Cap-Breton, & de ce Promontoire elles vont rejoindre le Cap de Sable, en y comprenant l'isle de Sable, & la mer à quarante lieues de distance des côtes.

Cette concession ne fut suivie d'aucun établissement de la part du Chevalier Guillaume Alexandre. Un navire qu'il fit partir en 1622 * avec quelques Colons pour chercher un endroit propre à habiter, hiverna au port Saint-Jean dans

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

P R E U V E S.

* De Laët, page 69.

G ij

ART. III.

*Revolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

l'île de Terre-neuve; & s'étant remis en mer en 1623, il reconnut une partie des côtes de l'Acadie, mais ne dépassa point le port Nègre, d'où il reprit la route de Terre-neuve, & ensuite celle d'Angleterre: il s'écoula plusieurs années sans qu'il fût question, de la part des Anglois, d'aucune tentative nouvelle sur ces pays.

Quelques mésintelligences qu'il y eut entre la France & l'Angleterre, vers l'année 1626, donnèrent lieu à une interruption de commerce, & à des hostilités qui s'étendirent jusque dans le continent de l'Amérique.

Il paroît que les Anglois furent les agresseurs; le Parlement même d'Angleterre s'en plaignit au Roi Charles I.^{er} qui ne s'étoit, dit-on, porté à ces extrémités que pour avoir un prétexte de demander des subsides au Parlement (a).

Louis XIII rendit donc, le 28 mai 1627, une déclaration (b), où il exposa tout ce qu'il a fait pour conserver la bonne intelligence entre les deux nations, & la

P R E U V E S.

(a) Rapin, tome VII, pages 294 & 363.

(b) Déclaration du Roi pour l'interdiction du commerce avec les Anglois, du 28 mai 1627. *Mercure françois*, tome XIII, page 201.

su
atteintes.
En cont
terdictio
qui se t
aux Ang
aiser ses
ne dénon
renferme
quoique
eussent
de la R
Dans
Canada
ils firent
de dix -
sieur Kir
re de P
une part
Saint-La
père qui
de l'habi
cap Tour
plain de
résolution

(a) Lett
plain, du
page 157.

(b) Rép
du 18 juille

tant remis en
une partie des
dépassa point
prit la route
celle d'Angle-
nées sans qu'il
les Anglois,
sur ces pays.
s qu'il y eut
re, vers l'an-
à une inter-
des hostilités
le continent

ois furent les
ême d'Angle-
Charles I.^{er} qui
ces extrémités
de demander
(a).
c, le 28 mai
où il exposé
erver la bonne
nations, & le

4. & 363.
l'interdiction de
28 mai 1627
ge 201.

sur les limites de l'Acadie. 149

atteintes que les Anglois y ont données.
En conséquence Sa Majesté ordonna l'in-
terdiction du commerce ; & que les effets
qui se trouveroient en France appartenir
aux Anglois, seroient saisis afin d'indem-
niser ses sujets ; cette déclaration au surplus
ne dénonce point la guerre, & paroît se
renfermer dans des termes de représailles,
quoique vers le même temps les Anglois
eussent envoyé des secours aux révoltés
de la Rochelle.

Dans ces circonstances, l'Acadie & le
Canada furent attaqués par les Anglois :
ils firent en 1628 un premier armement
de dix-huit navires, sous les ordres du
sieur Kirk (a) ; il se rendit d'abord maî-
tre de Port-royal, & il entra ensuite avec
une partie de ses forces dans le fleuve
Saint-Laurent ; prit le sieur de la Tour
père qui se rendoit à Québec ; s'empara
de l'habitation de Miscou, pilla celle du
cap Tourmente, & somma le sieur Cham-
plain de lui rendre Québec ; mais sur la
résolution que celui-ci témoigna (b) de

ART. III.

*Révolutions
arrivées de
l'Acadie
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

P R E U V E S.

(a) Lettre du sieur David Kirk au sieur Cham-
plain, du 18 juillet 1628. Champlain, *partie II*,
page 157.

(b) Réponse du sieur Champlain au sieur Kirk,
du 18 juillet 1628. Champlain, *part. II*, p. 158.

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

vouloir se défendre, il abandonna cette première fois son entreprise sur Québec.

L'année suivante, le sieur Kirk fit un nouvel armement; il se rendit de nouveau en Canada, & somma (a), pour la seconde fois, le sieur Champlain de lui remettre Québec. Les navires qui devoient apporter des vivres dans le Canada ayant été interceptés par les Anglois, l'extrême disette où l'on se trouvoit, obligea (b) le sieur Champlain à capituler; Québec en conséquence fut remis aux Anglois par capitulation (c) du 19 août 1629.

La même année les Anglois firent une entreprise sur l'isle du Cap-Breton, dont ils s'emparèrent, ils y construisirent un fort au port des Baleines; mais le Capitaine Daniel de Dieppe y étant arrivé au mois d'août, les y attaqua, prit leur fort, le rasa, & en construisit un nouveau (d).

P R E U V E S.

(a) Lettres des sieurs Louis & Thomas Kirk au sieur Champlain, du 19 juillet 1629. Champlain, *partie II, page 215.*

(b) Réponse du sieur Champlain aux sieurs Louis & Thomas Kirk, du 19 juillet 1629, *partie II, page 215.*

(c) Capitulation de Québec. Champlain, *part. II, page 216.*

(d) Relation du Capitaine Daniel. Champlain, *partie II, page 271 jusqu'à 275.*

su
Les
fort heu
mèrent
Sable et
fils y co
père, pr
l'a rappo
gleterre,
contraire
Anglois
sance. Il
semblable
formé,
dont on
ébranler
glois ne
comman
En 16
des seco
état de m
continuo
Ce fut
pagnie d
avoit acc
Pelleteric

(a) Chan
Denys, tom

(b) Chan
& page 29

donna cette
r Québec.

Kirk fit un
de nouveau
pour la se-
plain de lui
qui devoient
Canada ayant
is, l'extrême
ligea (b) le
Québec en
Anglois par
1629.

ois firent une
Breton, dont
truifirent un
mais le Capi-
tant arrivé au
grit leur fort,
ouveau (d).

Thomas Kirk au
9. Champlain,

aux sieurs Louis
29, partie II,

Champlain, part. II,

l. Champlain,

sur les limites de l'Acadie. 151

Les Anglois ne furent pas non plus fort heureux dans l'entreprise qu'ils formèrent contre le fort Louis du cap de Sable en Acadie. Le sieur de la Tour fils y commandoit ; le sieur de la Tour père, pris par Kirk en 1628, ainsi qu'on l'a rapporté ci-dessus, & envoyé en Angleterre, où il avoit contracté des liaisons contraires à son devoir, avoit offert aux Anglois de mettre l'Acadie sous leur puissance. Il y repassa l'année suivante, vraisemblablement avec les navires qui avoient formé, sur le Cap-Breton, l'entreprise dont on vient de parler ; mais il ne pût ébranler la fidélité de son fils, & les Anglois ne purent prendre le fort où il commandoit (a).

En 1630 & 1631, la Tour fils reçut des secours de France, qui le mirent en état de ne rien craindre des Anglois, qui continuoient encore d'être à Port-royal (b).

Ce fut vers le même temps que la Compagnie du sieur de Cacen, à laquelle on avoit accordé le commerce exclusif des Pelleteries, fut supprimée. Le Cardinal

P R E U V E S.

(a) Champlain, partie II, page 282 jusqu'à 285. Denys, tome I, page 68 jusqu'à 74.

(b) Champlain, partie II, page 282 jusqu'à 285. & page 297.

ART. III.

Révolutions arrivées dans l'Acadie & dans les pays circonvoisins, jusqu'à la paix d'Utrecht.

152 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

de Richelieu forma une Compagnie nouvelle de cent associés; les articles furent signés le 29 avril 1627, & confirmés par Lettres patentes du 15 mai 1628 (a).

Par la suite, cette Compagnie fut elle-même éteinte par l'édit du mois de mai 1664 (b), qui concéda le Canada, ou nouvelle France, à la Compagnie des Indes occidentales: & le Roi, par un second édit du mois de décembre 1674, qui en fixe le dernier état, en prononça la réunion à son domaine (c).

Sur les nouvelles que l'on eut en France de la prise de Québec, les associés de la Compagnie qui avoit été formée, comme on vient de le dire, sous les auspices du Cardinal de Richelieu, firent un Traité avec le Commandeur de Razilly. Il préparoit un armement considérable (d) pour reprendre ce qui avoit été envahi par les Anglois, ainsi que pour établir de nou-

P R E U V E S.

(a) Acte d'association, du 29 avril 1627, & Lettres patentes sur icelui, du 6 mai 1628. Mémoire françois, tome XIV, page 232.

(b) Voyez l'édit du mois de mai 1664, imprimé chez Prault.

(c) Voyez l'édit du mois de décembre 1674, imprimé chez Prault.

(d) Champlain, partie II, page 309.

velles co-
un Trai-

1632
& l'Acad-

Ce T

fait que

Traité

les deux

deux de

avril 16

Le Co

moins

lui fit la

de Saint

& il ob

côtes d'A

port du

fort, &

(a) Tra

Recueil de

(b) Trai

diplomatiqu

(c) Cha

(d) Com

Croix dans

Dépôt de

(e) Desc

trionale, p

97, 98 &

pagne nou-
articles furent
& confirmés
1628 (a).
nie fut elle-
nois de mai
Canada, ou
nie des Indes
un second
1674, qui
prononça la

nt en France
Sociés de la
ée, comme
auspices du
t un Traité
illy. Il pré-
le (d) pour
avahi par les
lir de nou-

vril 1627, &
i 1628. Mé-
2,
664, imprimé
embre 1674,
309.

Sur les limites de l'Acadie. 153

velles colonies, lorsque l'Angleterre, par un Traité fait à Saint-Germain le 29 mars 1632 (a), restitua à la France le Canada & l'Acadie.

Ce Traité mit fin à toutes les voies de fait que n'avoit-pû arrêter totalement le Traité de réconciliation, négocié entre les deux Rois par le canal des Ambassadeurs de Venise, & arrêté à Suze le 24 avril 1629 (b).

Le Commandeur de Razilly passa néanmoins (c) en Amérique en 1632, on lui fit la concession de la rivière & baie de Sainte-Croix en la nouvelle France (d), & il obtint aussi celle de la Heve aux côtes d'Acadie (e), où, suivant le rapport du sieur Denys, il fit construire un fort, & fixa sa demeure.

P R E U V E S.

(a) Traité de Saint-Germain, du 29 mars 1632. Recueil de Léonard, tome V.

(b) Traité de Suze, du 24 avril 1629. Corps diplomatique, tome V, part. I, page 580.

(c) Charlevoix, tome I, page 430.

(d) Concession de la rivière & baie de Sainte-Croix dans la nouvelle France, du 29 mai 1632. Dépôt de la marine.

(e) Description des côtes de l'Amérique septentrionale, par le sieur Denys, pages 86, 94, 96, 97, 98 & 99.

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
environnans,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'Utrecht.*

Les principaux chefs de ces pays étoient alors le Commandeur de Razilly, & sous lui les sieurs de Charnifay & de la Tour.

Ces derniers, à la mort du Commandeur de Razilly, partagèrent le commandement; le sieur de la Tour eut le gouvernement de l'Acadie, & le sieur de Charnifay celui de la côte des Etchemins (a).

La division ne tarda pas à se mettre entre eux; leur méintelligence dégénéra en guerre ouverte. Le sieur de la Tour fut accusé d'avoir tiré du secours des Religioneux étrangers (b). Le sieur de Charnifay reçut des ordres de le faire arrêter (c) s'il ne repassoit en France, & en même temps le sieur de la Tour fut dépouillé de ses possessions.

En conséquence, le sieur de Charnifay obtint en 1647 (d) des lettres du Roi,

P R E U V E S.

(a) Lettre du Roi, du 10 février 1638. Dépôt de la marine.

(b) Provisions du sieur de Charnifay, du mois de février 1647, communiquées aux Commissaires Anglois.

(c) Lettre du Roi, du 10 février 1641. Dépôt de la marine.

(d) Provisions du sieur de Charnifay, du mois de février 1647.

* Provisions
Dépôt de la

sur les limites de l'Acadie. 155

ou, sous le nom d'Acadie & confins, on confondit son gouvernement & celui du sieur de la Tour, distingués auparavant, l'un sous le nom des Etchemins, & l'autre sous celui d'Acadie.

Le sieur de Charnisay fit plus, car il profita de cette circonstance pour se faire concéder, par les mêmes Lettres, le pays qui s'étend depuis le cap Canseau jusqu'à l'entrée du fleuve Saint-Laurent, quoique ce pays n'eût jamais fait partie de son gouvernement, ni de celui du sieur de la Tour; mais on n'y eut pas d'égard par la suite, & le Roi en disposa en faveur du sieur Denys *.

Telle est l'origine des fausses dénominations que l'on a quelquefois données à l'Acadie, en y comprenant des pays qui n'en faisoient point partie, & de la confusion où l'on est tombé à cet égard. Ce fut la cupidité du sieur de Charnisay qui y donna occasion, afin d'en profiter pour ses intérêts particuliers.

Le sieur de Charnisay ne jouit pas long-temps de ses conquêtes, ni des concessions qu'il avoit surprises; il mourut

P R E U V E S.

* Provisions du sieur Denys, du 30 janvier 1654.
Dépôt de la marine.

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

156 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. III. en 1650. Le sieur de la Tour vint en France, se fit absoudre, & il obtint pareillement en 1651, des Lettres (a) à peu près semblables à celles que le sieur de Charnisay avoit obtenues en 1647.

Révolutions arrivées dans l'Acadie & dans les pays circonvoisins, jusqu'à la paix d'Utrecht.

Ces nouvelles Lettres, ni la mort du sieur de Charnisay, ne rétablirent point le calme dans le pays.

Un négociant de la Rochelle, nommé le sieur le Borgne (b), réclama la succession du sieur de Charnisay, sous prétexte des avances qu'il lui avoit faites pour s'établir, & il obtint d'en être mis en possession.

D'un autre coté, la veuve dame de Charnisay épousa en secondes noces le sieur de la Tour; & en vertu de cette alliance, le sieur de la Tour prétendit confondre en sa personne toutes les concessions faites tant à lui qu'au feu sieur de Charnisay.

Pendant qu'ils plaidoient en France, l'Acadie & les pays circonvoisins étoient dans la plus grande confusion. Ce fut le

P R E U V E S.

(a) Provisions du sieur de la Tour, du 25 février 1651, communiquées par les Commissaires Anglois.

(b) Charlevoix, tome I, page 412.

sur
temps qu
Anglois
en 1654
fessions
d'abord
le sieur
Port-roy
qui fut
1654
Pentagoer
ne fut po
gouverner
établisseme
Chedabou
de l'isle
H inter
de novem
deux Nat
restitution
enlevés;
quelques

(a) Extr
d'Estrades,
étrangères.

(b) Deny

(c) Capi
1654. Dep

(d) Deny

tome I, page

ur vint en
tint pareil-
à peu près
r de Char-

mort du
urent point

e, nommé
na la suc-
, sous pré-
voit faites
en être mis

e dame de
s noces le
de cette
r prétendit
es les con-
a feu sieur

en France,
sins étoient
Ce fut le

r, du 25 fé-
Commissaire

temps que prirent quelques particuliers Anglois (a) pour envahir de nouveau en 1654, & en pleine paix, les possessions des François. Ils s'emparèrent d'abord (b) du fort Saint-Jean où étoit le sieur de la Tour; de-là ils furent à Port-royal où étoit le sieur le Borgne, qui fut obligé de capituler le 16 août 1654 (c). Ils s'emparèrent aussi de Pentagoet & de la Heve; le sieur Denys ne fut point inquiété par eux dans son gouvernement, dont un des principaux établissemens étoit alors celui (d) de Chedabouctou près du cap Canseau & de l'isle du même nom.

Il intervint l'année suivante, au mois de novembre 1655, un Traité entre les deux Nations: la France demandoit la restitution des pays qui lui avoient été enlevés; les Anglois prétendirent avoir quelques raisons pour les retenir. La

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

P R E U V E S.

(a) Extrait de l'instruction donnée au Comte d'Estrades, le 13 mai 1661. Dépôt des affaires étrangères.

(b) Denys, tome I, page 8 jusqu'à 10.

(c) Capitulation de Port-royal, du 16 août 1654. Dépôt de la marine.

(d) Denys, tome I, page 131; & Charlevoix, tome I, page 415.

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

décision de cette contestation fut ren-
voyée à des Commissaires par le XXV.
article du Traité (a), mais la question ne
fut décidée que par celui de Breda.

L'état d'indécision qui suivit le Traité
de 1655, n'empêcha point que Crom-
wel ne fît en 1656 des concessions de
ces mêmes pays (b), tant au sieur de la
Tour, qui avoit été obligé de se rendre
faute de vivres; & qui acquiesça à la do-
mination des Anglois, qu'au Chevalier
Temple & au sieur Crowne; ce fut entre
les mains du Chevalier Temple (c) qu'il
fit remettre la même année les forts de
Pentagoet & de Saint-Jean.

La restitution de l'Acadie & de ce qui
avoit été enlevé à la France en Amérique,
quoique stipulée en 1667 par le Traité (d)

P R E U V E S.

(a) Traité de Westminster entre la France &
l'Angleterre, du 3 novembre 1655. Corps diplo-
matique, tome VI, partie II, page 121.

(b) Traduction informée d'une concession faite,
tant à l'Acadie qu'à la nouvelle Écosse, par Crom-
wel, le 9 mai 1656. Dépôt de la marine.

(c) Ordre de Cromwel, du 18 septembre 1656,
pour remettre les forts y mentionnés au Colonel
Thomas Temple, communiqué par les Commissaires
de Sa Majesté Britannique.

(d) Traité de Breda du 31 juillet 1667, entre la

Su

de Bred

qu'en 1

Le R

ordres e

décembre

été réitér

Colonel

exécuter

Heve &

à l'Acadie

de Saint

étoient p

sémen

sieur d

Le 19

France & l

partie premi

(a) Il

Temple au

qui est au

ordres étoie

lettre.

(b) Lett

la restitution

communiqué

(c) Voy

celle du sie

occidentales

par les Cor

(d) Le

on fut ren-
par le XXV.
a question ne
Breda.

ivit le Traité
que Crom-
nceffions de
u fieur de la
de/se rendre
esça à la do-
u Chevalier
ce fut entre
pie (c) qu'il
les forts de

& de ce qui
Amérique,
le Traité (d)

e la France &
Corps diplo-
127.

oncession faite,
ffe, par Crom-
marine.

tembre 1656,
és au Colonel
s Commissaires

1667, entre la

de Breda, ne fut cependant exécutée qu'en 1670.

Le Roi d'Angleterre avoit donné des ordres en conséquence dès le mois de décembre 1667 (a). Ces ordres avoient été réitérés le 17 février suivant (b). Le Colonel Temple différa d'abord de les exécuter, parce qu'il n'y avoit que la Heve & le cap de Sable qui appartenissent à l'Acadie, & que les forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal n'en étoient pas. C'est ce qui se trouve expressement dans une de ses lettres (c) au fieur du Bourg, du 7 novembre 1668.

Le 19 du même mois il écrivit une (d)

P R E U V E S.

France & l'Angleterre. Corps diplomat. tome VII, partie première, page 41.

(a) Il est marqué dans une lettre du Colonel Temple au fieur du Bourg, du 7 novembre 1668, qui est au dépôt de la marine, que ces premiers ordres étoient du 31 décembre 1667. Voyez ladite lettre.

(b) Lettres patentes du Roi d'Angleterre, pour la restitution de l'Acadie, du 17 février 1667—8, communiquées par les Commissaires Anglois.

(c) Voyez ladite lettre, dépôt de la marine, & celle du fieur du Bourg à la Compagnie des Indes occidentales, du 9 novembre 1668, communiquées par les Commissaires Anglois.

(d) Lettre du Colonel Temple au fieur du

ART. III.

Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.

160 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

seconde lettre au sieur du Bourg, où il l'informa qu'il avoit reçu des ordres du Roi d'Angleterre, en date du 1.^{er} août 1668, pour ne point rendre l'Acadie; mais ce contre-ordre, dont on n'aperçoit pas le motif, fut révoqué le 8 mars 1669 (a), & il intervint enfin de derniers ordres définitifs le 6 août de la même année (b); le Chevalier Temple en donna la commission au Capitaine Walker au mois de juillet 1670 (c), & elle fut exécutée dans les mois d'août & de septembre suivans (d).

Malgré la paix rétablie par le Traité

P R E U V E S.

Bourg, du 29 novembre 1668. Dépôt de la marine.

(a) Nouvel ordre du Roi d'Angleterre au Colonel Temple, du 8 mars 1669, pour la restitution de l'Acadie, tiré du dépôt de la marine.

(b) Ordre réitératif du Roi d'Angleterre au Colonel Temple, du 6 août 1669, pour la restitution de l'Acadie, communiqué par les Commissaires Anglois.

(c) Commission du Chevalier Temple au Capitaine Richard Walker, du 7 juillet 1670, communiquée par les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

(d) Certificats de la restitution du fort de Pentagoet, de celui de Gemisick & de Port-royal, des 5 & 27 août, & 2 septembre 1670, communiqués par les Commissaires Anglois.

sur
de Breda
particulier
cher de c
hostilités
pays circo
autres enc

En 16
demeuré
goet, en
d'un Cor
ainsi que
cette host
mission, f
un Pilote

En 16
rèrent de
qu'ils aban
Castin, q
goet, fut
du Gouver
de l'évacu
lors les re
ées par le
Ces dif

(a) Charl

(b) Idem

(c) Idem

es du Roi

Bourg, où il
s'ordres du
du 1.^{er} août
re l'Acadie;
on n'aper-
né le 8 mars
fin de der-
de la même
ole en donna
Walker au
elle fut exé-
e septembre
ar le Traité

Dépôt de la
leterre au Co-
ar la restitution
ine.
leterre au Co-
r la restitution
Commisaires

ple au Capi-
1670, com-
a Majesté Bri-

fort de Pen-
e Port-royal,
1670, com-
ois.

Sur les limites de l'Acadie. 161

de Breda, entre les deux Nations, des particuliers Anglois ne purent s'empêcher de commettre de temps à autre des hostilités sur les côtes de l'Acadie & des pays circonvoisins, ainsi qu'en différens autres endroits de l'Amérique.

En 1674 (a) un Anglois qui-avoit demeuré quatre jours déguisé à Penta-goet, en attaqua le fort avec l'équipage d'un Corsaire Flamand, & s'en empara, ainsi que du fort Saint-Jean. L'auteur de cette hostilité, qui n'avoit point de com-mission, fut désavoué. On lui avoit donné un Pilote Anglois à Baston.

En 1680 (b) les Bastonnois s'empa-rèrent de nouveau de ces mêmes forts qu'ils abandonnèrent; & le Baron de Saint-Castin, qui avoit relevé celui de Penta-goet, fut nommé en 1687 (c) de la part du Gouverneur de la nouvelle Angleterre de l'évacuer. C'est ainsi qu'on respectoit alors les restitutions qui avoient été stipu-lées par le Traité de Breda.

Ces différentes hostilités commises en

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, tome I, page 450.

(b) Idem, tome I, page 463.

(c) Idem, tome I, page 520.

ART. III.
Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.

ART. III. pleine paix, donnèrent lieu de faire successivement deux Traités en 1686 (a) & 1687 (b), pour rétablir la tranquillité en Amérique, & tâcher de l'assurer à l'avenir.

Révolutions arrivées dans l'Acadie & dans les pays circonvoisins, jusqu'à la paix d'Utrecht.

La guerre recommença entre les deux Nations en 1689; & au mois de mai 1690 (c) les Anglois se présentèrent devant Port-royal, qui leur fut rendu; leur séjour y fut court; ils n'y demeurèrent que douze jours; & cette place fut en quelque sorte livrée à elle-même. Elle fut, dans tout le cours de cette guerre, à celui qui s'y trouvoit le plus fort, mais elle fut toujours & uniquement habitée par les François.

Les Anglois qui avoient pris Port-royal, attaquèrent ensuite (d) Chedabouctou qui fut obligé de capituler; ils se rendirent de-là dans la rivière de Saint-Laurent, & ils arrivèrent devant Québec au mois d'octobre de la même année 1690;

P R E U V E S.

(a) Traité de neutralité pour l'Amérique entre la France & l'Angleterre, du 16 novembre 1686. Corps diplomatique, tome VII, part. II, p. 141.

(b) Traité provisionnel de Whitehall concernant l'Amérique, entre la France & l'Angleterre, du 16 décembre 1687. Dépôt des affaires étrangères.

(c) Charlevoix, tome II, p. 66 jusqu'à 70.

(d) Idem, tome II, page 75.

sur

ils en ten

Deux

verneur d

une tent

suée dan

enlever le

command

dans cette

La pa

ramena le

la Franc

avoit app

de longu

ment en

En

royal, &

l'attaq

rentes

rent réu

1710 (e)

Le Tra

en 1713

à l'Angle

(a) Char

(b) Idem

(c) Idem

(d) Id

(e) Idem

es du Roi

te faire suc-
1686 (a) &
anquillire en
r à l'avenir.
tre les deux
nois de mai
présentèrent
fut rendu;
n'y demeura
te place fut
même. Elle
ette guerre,
us fort, mais
ment habitée

pris Port-
Chedabouc-
tuler; ils se
re de Saint-
vant Québec
année 1690;

Amérique entre
yembre 1686.

14, p. 141.

haff concernant
gleterre, du 16
étrangères.

qu'à 70.

sur les limites de l'Acadie. 163

ils en tentèrent inutilement le siège (a).

Deux ans après, en 1692, le Gouverneur de la nouvelle Angleterre fit faire une tentative pour s'emparer d'un fort situé dans la rivière de Saint-Jean, & y enlever le Chevalier de Villebon qui y commandoit; mais les Anglois échouèrent dans cette entreprise (b).

La paix qui fut rétablie en 1697, ramena le calme en Amérique, & y laissa la France en possession de ce qui lui avoit appartenu; cette paix ne fut point de longue durée, la guerre ayant recommencé entre les deux Nations en 1702.

En 1704 les Anglois attaquèrent Port-Royal, & ne purent le prendre (c); ils l'attaquèrent de nouveau, & à deux différentes reprises, en 1707, mais ils ne purent réussir (d). Ils l'attaquèrent enfin en 1710 (e), & le prirent par capitulation.

Le Traité d'Utrecht mit fin à la guerre en 1713. Par ce Traité la France céda à l'Angleterre toute l'Acadie, suivant ses

ART. III.

Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.

PREUVES.

(a) Charlevoix, tome II, page 79 jusqu'à 83.

(b) Idem, tome II, page 120 & 121.

(c) Idem, tome II, page 297 & 298.

(d) Idem, tome II, page 314 jusqu'à 321.

(e) Idem, tome II, page 343 jusqu'à 346.

164 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. III.

*Révolutions
arrivées dans
l'Acadie &
dans les pays
circonvoisins,
jusqu'à la
paix d'U-
trecht.*

anciennes limites *. C'est le seul titre en vertu duquel les Anglois puissent réclamer la propriété de cette province.

Telle est en peu de mots l'histoire sommaire des troubles & des révolutions qui ont eu lieu en Acadie. Comme plusieurs des moyens employés par les Commissaires de Sa Majesté Britannique sont tirés des circonstances de ces différens événemens, on a pensé qu'il étoit indispensable de les rappeler de suite, & dans leur ordre. C'est la seule manière de mettre dans leur véritable jour toutes les conséquences qu'on en peut tirer, & de dissiper en même temps les fausses lueurs par lesquelles on peut se faire illusion à soi-même, lorsqu'on ne voit point un objet dans son total. Enfin, on aperçoit dans la suite des événemens, les occasions & les motifs de cupidité qui ont engagé des particuliers à étendre la dénomination de l'Acadie, à des pays qui n'en faisoient point partie; & par-là à confondre ses véritables & anciennes limites, auxquelles le Traité d'Utrecht réduit la cession qui en a été faite à l'Angleterre.

P R E U V E S.

* Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Utrecht le 21 avril 1713. Corps diplomatique, tome VIII, partie I, page 332.

sur

A

De l'opinion
conce

COM

de c
men de c
Commiss
on a cru
paraph
fin d'indi
que l'on

A l'app

missaires
ieurs pi
occasion

Une d

France n'a
dons & d

Il en r

d'Utrecht

cession de
rentrer da

en faudo
Traites de
qui en au

seul titre en
ussent récla-
rovince.

histoire som-
volutions qui
me plusieurs
les Commis-

que sont tirés
érens événe-
bit indispen-

& dans leur
e de mettre
es les confé-

& de diffi-
es lueurs par
usion à soi-

int un objet
rçoit dans la
ations & les

engagé des
mination de
isoient point

es véritables
es le Traité
qui en a été

x l'Angleterre,
diplomatique,

ARTICLE IV.

*De l'opinion des Commissaires Anglois,
concernant le droit des François
sur l'Acadie.*

COMME on ne peut discuter l'objet de cet article sans entrer dans l'examen de ce que renferme le Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, on a cru devoir en numérotter tous les paragraphes depuis I, jusqu'à LXXXIV, afin d'indiquer plus facilement les passages que l'on aura occasion de citer.

A l'appui de ce Mémoire, les Commissaires Anglois ont communiqué plusieurs pièces dont on aura également occasion de parler plus d'une fois.

Une de leurs prétentions, est que la France n'a possédé l'Acadie qu'en vertu de dons & de cessions de l'Angleterre.

Il en résulteroit que lorsqu'à la paix d'Utrecht, l'Angleterre est entrée en possession de ces pays, elle n'auroit fait que rentrer dans son ancien domaine, & qu'il en faudroit déterminer l'étendue par les Traités de Saint-Germain & de Breda, qui en auroient fait la cession à la France.

ART. IV.

De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.

Ce système ne peut se soutenir, qu'on n'anéantisse toutes les histoires & tous les titres.

1.^o La simple exposition des faits qui ont été rapportés dans les articles précédens, prouve incontestablement que les François se sont établis dans cette partie de l'Amérique avant les Anglois : c'est donc l'ancien domaine de la France & non de l'Angleterre.

2.^o Suivant le système des Commissaires Anglois, c'eût été une *restitution* que la France auroit faite à l'Angleterre; le Traité d'Utrecht porte que c'est une *cession*.

3.^o Les Traités de Saint-Germain & de Breda devroient au moins faire quelque mention des *dons* & *cessions* que l'Angleterre prétend avoir faits à la France par ces Traités : mais ils portent au contraire que c'est une *restitution*, & par conséquent ils prouvent qu'antérieurement ces pays avoient appartenu à la France.

Pour établir l'opinion des Commissaires Anglois, il ne faudroit pas moins changer la nature du Traité d'Utrecht, que des Traités de Saint-Germain & de Breda.

On ne peut se dispenser de rapporter les différens endroits de leur Mémoire, & de faire mention des différentes pièces par lesquelles ils ont prétendu soutenir

sur leur système
maires sur
des induc

Les C
annique
moire d'u
le sieur C
Ecosse (

Cromw
Angleter
Sedgwi
vers la
le Gou
pays fair
maine d
cois n'avo

Dans u
Anglois,
pareilleme
missaires
est dit (b
l'Acadie on
plantées p
andre; q
Tour, qui

(a) Voyez
la révolution

(b) Voyez

tenir, qu'on
s & tous les

les faits qui
articles pré-
blement que
as cette partie
nglois : c'est
rance & non

Commissaires
tution que la
re; le Traité
ne cession.

-Germain &
s faire quel-
ns que l'An-
à la France
tent au con-
& par con-
eurement ce
France.

Commissaires
oins changer
t, que des
de Breda.

de rapporter
r Mémoire,
rentes pièces
du soutien

leur système. Quelques réflexions som-
maires suffiront pour faire tomber toutes
les inductions qu'on en voudroit tirer.

Les Commissaires de Sa Majesté Bri-
tannique ont produit l'extrait d'un Mé-
moire d'un particulier Anglois, nommé
le sieur Crowne, concernant la nouvelle
Ecosse (a); où il est dit « qu'en 1654,
Cromwel ayant une flotte à la nouvelle
Angleterre, sous les ordres du Major
Sedgwick, il lui ordonna de faire voile
vers la nouvelle Ecosse, & de sommer
le Gouverneur françois de la rendre; ce
pays faisant anciennement partie du do-
maine de l'Angleterre, auquel les Fran-
çois n'avoient aucun droit légitime. »

Dans un placet d'un autre particulier
Anglois, nommé Jean Nelson, qui a été
pareillement communiqué par les Com-
missaires de Sa Majesté Britannique, il
est dit (b), que la nouvelle Ecosse &
l'Acadie ont été premièrement découvertes &
plantées par le Chevalier Guillaume Ale-
xandre; qu'il céda ces pays au sieur de la
Tour, qui en eut la jouissance paisible jusqu'à

ART. IV.

De l'opi-
nion des
Commissaires
Anglois
concernant le
droit des
Francois sur
l'Acadie.

P R E U V E S.

(a) Voyez le Mémoire du sieur Crowne, sur
la révolution arrivée dans l'Acadie en 1654.

(b) Voyez le placet du sieur Nelson de 1697.

ART. IV. *De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.* ce que l'Angleterre, qui formoit un Etat républicain, s'en empara en 1654; & que sur quelques fausses persuasions des Ministres françois que ce pays appartenoit autrefois à la Couronne de France, Charles II consentit qu'on rendit ce pays à la France.

Les Commissaires Anglois font dire au Comte d'Estrades (a) (parag. VII) que la France a joui paisiblement de l'Acadie en conséquence du Traité fait avec l'Angleterre à Saint-Germain, en 1632, comme si ce Traité avoit été son titre de propriété.

Entre les observations qu'ils font sur l'exécution du Traité de Breda, la troisième (parag. XXI) commence par ces mots, que par le dixième article du Traité de Breda, l'Acadie a été CÉDÉE à la Couronne de France. On ajoute dans le même article, que c'est en conséquence de ce Traité que la France a possédé l'Acadie.

On retrouve les mêmes idées dans le paragraphe XXXIV, où l'on cite (b) l'instruction

PREUVES.

(a) Lettre du Comte d'Estrades, du 13 mai 1661.

(b) Voyez les instructions de la Reine à ses Plénipotentiaires au congrès d'Utrecht, du 10 décembre 1711.

instru
gleterre
d'Utrec
de dema
tous les
Ecosse,
dent. C
des Com
seconde
Dans
missaires
lent exp
d'Utrech
latins, A
l'Acadie
le Traité
qu'elle a
séquence
diatement
mêmes t
à la Fran
Le par
que la Fr
conséque
On ch
propriété
ession : &
ement les
Commissa
XXV,
Tom

instructions données par la Reine d'Angleterre à ses Plénipotentaires au Traité d'Utrecht, par lesquelles elle leur ordonne de demander que la France se désiste de tous ses droits & prétentions à la nouvelle Ecosse, en vertu d'aucun Traité précédent. Ce même passage des instructions des Commissaires Anglois, est rappelé une seconde fois dans le paragraphe LXVII.

Dans le paragraphe LV, où les Commissaires de Sa Majesté Britannique veulent expliquer l'article XII du Traité d'Utrecht, & particulièrement ces mots latins, *Acadiam totam*, ils prétendent que l'Acadie a été cédée à l'Angleterre, par le Traité d'Utrecht, avec les mêmes limites qu'elle avoit été cédée à la France en conséquence du Traité de Breda; & immédiatement après, on retrouve encore ces mêmes termes, que l'Acadie a été cédée à la France par ce Traité.

Le paragraphe LVI porte de nouveau, que la France avoit possédé l'Acadie en conséquence du Traité de Breda.

On cherche à représenter un droit de propriété, comme un simple acte de possession: & c'est l'idée que portent naturellement les expressions employées par les Commissaires Anglois dans le paragraphe XXV, pendant que les François étoient

ART. IV.

De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.

en possession de la nouvelle E'cosse ou Acadie; ce qui sembleroit en même temps indiquer que les François ont possédé une colonie sous le nom de *nouvelle E'cosse*.

Enfin, dans le paragraphe LXXXII, il est dit que la Grande-Bretagne a insisté sur ce que la nouvelle E'cosse ou Acadie lui fût *cédée dans la même étendue qu'elle avoit été DONNÉE à la France par l'Angleterre, en conséquence du Traité de Breda*.

On voit par ces différens passages, combien on a cherché à disposer les esprits pour recevoir deux impressions importantes à l'établissement du nouveau système des Anglois : l'une, d'assimiler, autant que l'on a pû, le Traité d'Utrecht avec celui de Breda; & l'autre, de persuader que la France n'a joui de l'Acadie qu'en vertu des *cessions* qui lui en auroient été faites par l'Angleterre.

Tous ce que les Commissaires Anglois ont avancé sur les dons & sur les cessions faites à la France, de la nouvelle E'cosse ou Acadie, par les Traités de Saint-Germain & de Breda, se détruit par la seule inspection de ces mêmes Traités.

1.^o On ne trouve point dans ces Traités

P R E U V E S.

* Voyez les Traités de Saint-Germain en 1632 & de Breda en 1667.

sur

le mot
pourroit
s'exprime

2.^o On

les terme
mais unic
emporte
reçoit,
résulte,
partenu à

Pour
certain su
on rappo
de Saint-
nouvelle
l'article X
tution de

Article II

« De la
Bretagne
vertu d
inférés à
mis & pr
Majesté
jesté Tr
occupés
& Canac

s du Roi

e ou Acadie ;
ps indiquer
une colonie
e.

LXXXII,
gne a infisté
ou Acadie
ndue qu'elle
par l'Angle-
de Breda.

s passages,
er les esprits
ons impor-
eau système
ler, autant
trecht avec
e persuader
cadie qu'en
auroient été

ires Anglois
r les cessions
velle Ecosse
e Saint-Ger-
par la seule
ités.
ces Traités

main en 1632

sur les limites de l'Acadie. 171

le mot de *nouvelle Ecosse*, comme on pourroit le présumer de la manière dont s'expriment les Commissaires Anglois.

2.^o On ne trouve point dans ces Traités les termes de *céder* ou *donner* l'Acadie ; mais uniquement celui de *restituer*, ce qui emporte l'idée de rendre à la Partie qui reçoit, ce qui lui appartenoit ; d'où il résulte, que l'Acadie a anciennement appartenu à la France.

Pour ne laisser rien d'obscur ni d'incertain sur ce que portent ces Traités, on rapportera ici l'article III du Traité de Saint - Germain sur la restitution de la nouvelle France, Acadie & Canada ; & l'article X de celui de Breda, sur la restitution de l'Acadie.

*Article III du Traité de Saint-Germain,
de 1632.*

« De la part de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, ledit sieur Ambassadeur, en vertu du pouvoir qu'il a, lequel sera inséré à la fin de ces présentes, a promis & promet, pour & au nom de Sadite Majesté, de *rendre & restituer* à Sa Majesté Très-Christienne, tous les lieux occupés en la nouvelle France, l'Acadie & Canada, par les Sujets de Sa Majesté

H-ij

ART. IV.

De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.

172 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. IV. » de la Grande-Bretagne, iceux faire
De l'opinion des Commissaires Anglo's, concernant le droit des François sur l'Acadie.
 » retirer desdits lieux; & pour cet effet,
 » ledit sieur Ambassadeur délivrera, lors
 » de la passation & signature des présentes,
 » aux Commissaires du Roi Très-Chré-
 » tien, en bonne forme, le pouvoir qu'il
 » a de Sa Majesté de la Grande-Bretagne,
 » pour la restitution desdits lieux, &c ».

*Article X du Traité de Breda,
 de 1667.*

» Le ci-devant nommé Seigneur le Roi
 » de la Grande-Bretagne, restituera aussi &
 » rendra au ci-dessus nommé Seigneur le
 » Roi Très-Chrétien, ou à ceux qui au-
 » ront charge & mandement de sa part,
 » scellés en bonne forme du grand sceau
 » de France, le pays appelé l'Acadie,
 » situé dans l'Amérique septentrionale,
 » dont le Roi Très-Chrétien a autrefois
 » joui; & pour exécuter cette restitution,
 » le susnommé Roi de la Grande-Bretagne,
 » incontinent après la ratification de la
 » présente alliance, fournira au susnommé
 » Roi Très-Chrétien, tous les actes &
 » mandemens expédiés, dûment & en
 » bonne forme, nécessaires à cet effet, ou
 » les fera fournir à ceux de ses Ministres
 » & Officiers qui seront par lui délégués ».

su
 Il seroit
 taire sur
 auroit été
 expressio
 lorsqu'ell
 en substit
 lement le
 La lett
 mars 16
 Commiss
 que depu
 les Franç
 cadie jusq
 point, &
 ce Traité
 titre de
 que l'on p
 ture de la
 Quant
 sieurs Cro
 que les p
 tion, ou d
 sont de l
 auquel les
 légitime;
 fondée sur
 qui est in
 faits, ains
 des établis
 Arméique.

du Roi

ceux faire
cet effet,
vrera, lors
présentes,
Très-Chré-
pouvoir qu'il
e-Bretagne,
, &c ».

Breda,

neur le Roi
uera aussi &
Seigneur le
eux qui au-
de sa part,
grand iceau
e l'Acadie,
entrionale,
a autrefois
e restitution,
de-Bretagne,
ation de la
a susnommé
les actes &
ement & en
cet effet, ou
es Ministres
délégués ».

sur les limites de l'Acadie. 173

Il seroit inutile de faire aucun commentaire sur ces articles; mais il sembleroit qu'il auroit été plus convenable de se servir des expressions employées dans les Traités, lorsqu'elles sont claires & précises, que d'en substituer d'autres qui en changent totalement les idées.

La lettre du Comte d'Estrades, du 13 mars 1662, que citent Messieurs les Commissaires Anglois, dit simplement que depuis le Traité de Saint-Germain, les François ont joui paisiblement de l'Acadie jusqu'en 1654; mais elle ne dit point, & l'on n'en peut point inférer que ce Traité ait tenu lieu aux François de titre de propriété sur ce pays. C'est ce que l'on peut aisément vérifier par la lecture de la lettre même.

Quant aux sentimens particuliers des sieurs Crowne & Nelson, qui prétendent que les pays compris sous la dénomination, ou de nouvelle Ecosse, ou d'Acadie, sont de l'ancien domaine d'Angleterre, auquel les François n'avoient aucun droit légitime; c'est une illusion uniquement fondée sur l'intérêt de ces particuliers, & qui est incompatible avec la vérité des faits, ainsi qu'il est démontré par l'histoire des établissemens des deux nations en Amérique.





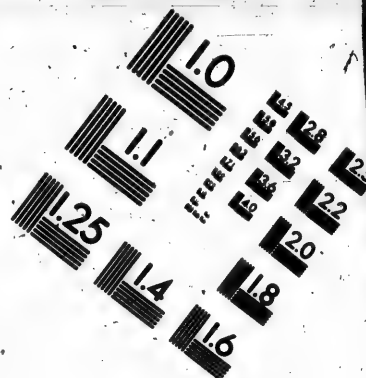
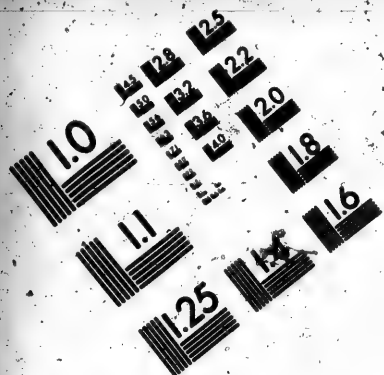
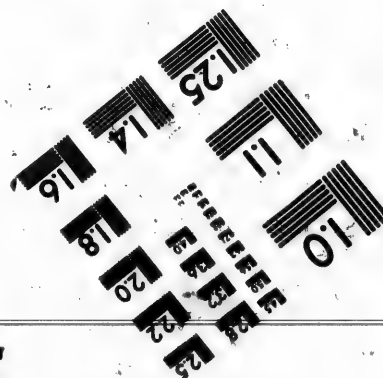
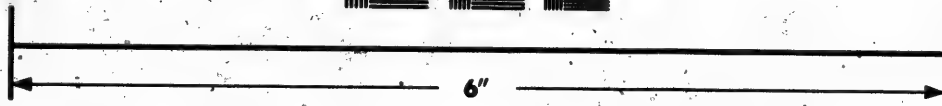
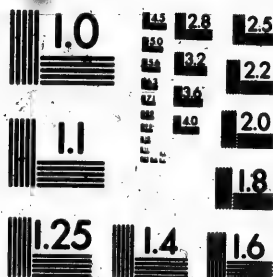


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

18 20 22 24 26 28 30 32 34 36 38 40 42 44 46 48 50 52 54 56 58 60 62 64 66 68 70 72 74 76 78 80 82 84 86 88 90 92 94 96 98 100

10 01

ART. IV.

De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.

Au surplus, il y a peu d'exactitude dans les circonstances du récit du sieur Crowne, & encore moins de raison dans les conséquences qu'il en tire. Si Cromwel a fait sommer le Gouverneur François de l'Acadie, de la rendre comme faisant partie du domaine d'Angleterre, ce n'a pû être de sa part qu'une prétention, & une prétention insoutenable, décidée en tout cas par les Traités subséquens; mais il semble qu'on doit ajoûter plus de foi au Comte d'Estrades, qu'à un simple particulier Anglois, guidé par un intérêt personnel, & dont les représentations furent regardées comme frivoles en Angleterre même. Or, suivant la même lettre de cet Ambassadeur, du 13 mars 1662, qui a été citée par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, les Anglois couvrirent l'invasion de l'Acadie du prétexte de représailles.

D'un autre côté, l'histoire & tous les titres résistent à la jouissance tranquille où le sieur Nelson suppose le sieur de la Tour, comme la suite & l'effet naturel de la cession qui lui auroit été faite de l'Acadie par le Chevalier Guillaume Alexandre: c'est une supposition dénuée de toute vérité & de toute vrai-semblance. On aura occasion de discuter ce fait dans l'article suivant.

sur

Les ex
démontre
missaires
les dons
l'Angleterre
destituée
Traité
ainsi qu'à

A V A
voit
velle E
étoit au
polis roy
Jusqu'
conservé
par les F
Anglois
Amérique
sous leur
leur en a
qu'ils ont
en l'honn
Ils ont
d'une pro

d'exactitude
cit du sieur
raison dans
Si Crom-
eur François
mine faisant
rre, ce n'a
étention, &
décidée en
quens; mais
plus de foi
simple par
intérêt per-
tions furent

Angleterre
lettre de cet
1662, qui
saires de Sa
glois couvri-
du prétexte

& tous les
ranquille ou
r de la Tour,
el de la con-
e de l'Acadie
Alexandre;
ée de toute
nce. On aura
dans l'article

Les explications où l'on vient d'entrer, démontrent que la prétention des Commissaires de Sa Majesté Britannique, sur les dons & cessions de l'Acadie, faits par l'Angleterre à la France, est également destituée de preuves, & contraire aux Traités de Saint-Germain & de Breda, ainsi qu'à tous les monumens historiques.

ART. IV.

De l'opinion des Commissaires Anglois, concernant le droit des François sur l'Acadie.

ARTICLE V.

De la nouvelle E'cosse.

AVANT le Traité d'Utrecht, on n'avoit jamais reconnu en France de nouvelle E'cosse; & cette dénomination lui étoit aussi étrangère que celle d'Annapolis royale.

Jusqu'à ce Traité, Port-royal avoit conservé le nom qui lui avoit été donné par les François en 1604, avant que les Anglois eussent aucun établissement en Amérique; mais cette ville, en passant sous leur domination, par la cession qui leur en a été faite, a reçu le nom nouveau qu'ils ont jugé à propos de lui donner en l'honneur de la Reine Anne.

Ils ont été les maîtres d'en user à l'égard d'une province, comme à l'égard d'une

ART. V.

De la nouvelle Ecosse.

ville; & en conséquence, ce qu'on appelloit Acadie, ils l'ont appelé nouvelle Ecosse, en l'honneur d'un des royaumes qui composent leur monarchie.

Le Traité d'Utrecht a adopté également ces deux dénominations nouvelles, qui devenoient indifférentes à la France.

La diversité de ces noms ne peut ni altérer ni changer l'état de la question, qu'il faut puiser dans le Traité d'Utrecht, suivant lequel la nouvelle Ecosse actuelle, & l'Acadie ancienne, ne sont qu'un seul & même pays.

On n'a point fait à l'Angleterre une double cession; l'une de la nouvelle Ecosse, l'autre de l'Acadie, mais purement & simplement la cession d'un seul & même pays, qui depuis le Traité d'Utrecht s'appelle la nouvelle Ecosse, & qui auparavant ne renfermoit que l'Acadie, suivant ses anciennes limites.

La France, en effet, n'ayant jamais possédé aucune colonie en Amérique sous le nom de nouvelle Ecosse, elle ne pouvoit rien céder sous ce nom, qu'autant que l'on y joignoit immédiatement l'explication de ce qu'il falloit entendre par cette dénomination; & c'est ce qui a été observé dans le Traité d'Utrecht.

On ne peut pas dire que la France ait

su

entendu
n'existoit
ce qu'ell
connue
reconnu
les Com
que, qu
cédé, d

Il n'es
blir que
cune co
Ecosse;
que les p
dré sous

partenu
d'Utrech
tres nom
Canada
partie; &
rembega
Acadie,
Gaspésie.

montrer
est destit
des raison
de Sa M
existence

Ces al
nombre

u'on appe-
é nouvelle
s royaumes

opté égale-
nouvelles,
France.

ne peut ni
a question,
d'Utrecht,
se actuelle,
qu'un seul

leterre une
elle Ecosse,
ment & sim-
même pays,
appelle la
aravant ne
ant ses an-

jamais pos-
que sous le
ne pouvoit
ant que l'on
plication de
cette déno-
té observé

a France au

entendu céder sous une dénomination qui n'existoit pas, au moins pour elle, plus que ce qu'elle a cédée sous une dénomination connue & réelle; & il est certain, même reconnu dans le cours des conférences par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, que tout ce que la France n'a pas cédé, doit continuer à lui appartenir.

Il n'est pas besoin de preuve pour établir que la France n'a jamais possédé aucune colonie sous le nom de nouvelle Ecosse; & il a été prouvé non seulement que les pays que l'on voudroit comprendre sous cette dénomination, lui ont appartenu de toute ancienneté avant le Traité d'Utrecht, mais qu'elle en a joui sous d'autres noms, comme nouvelle France, ou Canada en général, pour la plus grande partie; & en particulier sous ceux de Norumbegue, Etchemins, baie François, Acadie, grande baie de Saint-Laurent & Gaspésie. Rien n'achèvera mieux de démontrer combien la proposition contraire est destituée de fondement, que l'examen des raisons alléguées par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, pour donner existence à une colonie purement idéale.

Ces allégations peuvent se réduire au nombre de six.

ART. V.

De la nou-
velle Ecosse.

ART. V. PREMIÈRE ALLÉGATION *sur l'existence de la nouvelle Ecosse, au paragraphe XLI, tirée des Lettres patentes de Jacques I.^{er}, du 10 septembre 1621 (a), par lesquelles ce Prince accorda la nouvelle Ecosse au Chevalier Guillaume Alexandre: cette première preuve est appuyée de l'extrait d'une représentation faite à la Reine Anne par le Bureau du commerce & des plantations, où, en rappelant cette concession de Jacques I.^{er}, l'on dit (b), que le Chevalier Guillaume Alexandre en prit possession, en chassa les François, & y établit une colonie.*

R É P O N S E.

De toutes les preuves qu'allèguent les Commissaires Anglois, cette première est sans contredit la plus importante, puisqu'il s'agit de la pièce même dont on prétend tirer l'origine du nom de nouvelle Ecosse.

Il suffit de lire la Charte dont il s'agit, pour reconnoître que Jacques I.^{er} y a apposé une condition dont dépendoit la

P R E U V E S.

(a) Voyez lesdites Lettres patentes.

(b) Extrait de la représentation faite à la reine Anne, par le Bureau du commerce & des plantations, le 2 juin 1709.

création
savoir,
doit so
cultivat
des infi
vertir à
regna c
libus qu
Dei gl

Au f
point é
on n'au
suppos
mun; &
& huma
bité &
est rad

Or c
pays co
tres son
mêmes p
de Mon
novembr
suivante
valle jus
Ces

(a) Voy
(b) L'E

ur l'existence
graphie XLI,
Jacques I.^{er},
par lesquelles
le Ecosse au
re : cette pre-
trait d'une
ne Anne par
plantations,
tion de Jac-
le Chevalier
it possession,
établit une

llèguent les
première est
ante, puis-
e dont on
in de nou-
nt il s'agit,
es. I.^{er} y a
épendoit la

s.
ite à la reine
& des plan-

Sur les limites de l'Acadie. 179

création & l'existence de la nouvelle Ecosse; savoir, dans le cas où les pays qu'il concédoit sous ce nom, seroient dépourvus de cultivateurs, ou qu'ils seroient habités par des infidèles, qu'il seroit intéressant de convertir à la Religion chrétienne : *Si vel ipsa regna cultoribus prius vacua, vel qb infidelibus quos ad christianam converti fidem ad Dei gloriam interest, plurimum infessa.*

Au surplus, quand cette clause n'auroit point été insérée dans la Charte de 1621, on n'auroit pas été moins en droit de la supposer, parce qu'elle est de Droit commun; & que suivant toutes les loix divines & humaines, la concession d'un pays habitée & occupée par une autre Puissance, est radicalement nulle.

Or c'est-là le cas où se trouvoient les pays concédés par Jacques I.^{er}. Ses Lettres sont du 10 septembre 1621; & ces mêmes pays avoient été concédés au sieur de Monts, par des Lettres du Roi du 8 novembre 1603 (a), établis dès l'année suivante 1604 (b). & possédés sans intervalle jusqu'à l'irruption du sieur Kirk.

Ces premiers établissemens sont non

P R E U V E S.

(a) Voyez lesdites Lettres.

(b) L'Escarbot, page 432 & suiv.

H vj

ART. V.

De la nouvelle Ecosse.

ART. V.

De la nouvelle E'cosse.

seulement antérieurs aux Lettres de concession, accordées en 1621 par Jacques I.^{er} au Chevalier Guillaume Alexandre, mais encore aux Lettres du même Roi, de 1606, pour concéder à deux Compagnies différentes quelques portions de pays, situées entre le 34^e degré & le 45^e.

Ceux qui avoit été concédés au Chevalier Guillaume Alexandre, se trouvant donc occupés par les François, qui y avoient formé des établissemens, & qui ne les ont jamais abandonnés depuis que par violence; la concession de Jacques I.^{er} doit être considérée comme nulle à tous égards: & par conséquent, le nom de nouvelle E'cosse, qui ne pouvoit devenir réel que par cette concession, n'a eu alors aucune existence; c'étoit un nom en l'air, c'est-à-dire, qui ne portoit sur rien, ainsi qu'on l'a déjà observé dans le cours des conférences.

Par rapport à la représentation faite à la Reine Anne en 1709, par le Bureau du commerce & des plantations, on a été surpris d'y trouver si peu d'exactitude.

Il y est dit * que le Chevalier Guillaume Alexandre, après avoir obtenu une

P R E U V E S.

* Voyez ladite représentation du 2 juin 1709.

concess
blit une

En
bitans
tendue
le Trai
plé que

En
toutes l
fait men
xandre,
la Char
un navi
partie d
en Ang
de faire
racterise
gère de

En tr
Chevalie
çois en
pas, ce
eu des
toit pas
dre n'aur
de sa C
fa Chart

* De L

res de con-
Jacques I.^{er}
andre, mais
i, de 1606,
gnies diffé-
ays, situées

és au Che-
uvant donc
i y avoient
i ne les ont
ar violence;
r doit être
us égards :
le nouvelle
ir réel que
lors aucune
l'air, c'est-
ainfi qu'on
s des con-

on faite à la
Bureau du
on a été
actitude.
alier Guil-
obtenue une

Sur les limites de l'Acadie. 181

concession de Jacques I.^{er} en 1621, y éta-
blit une colonie, & en chassa les François.

En premier lieu, il n'y a jamais eu d'ha-
bitans Anglois ou Ecossois dans la pré-
tendue nouvelle Ecosse; ce pays, avant
le Traité d'Utrecht, n'étoit habité & peu-
plé que par des François.

En second lieu, il n'y a qu'à ouvrir
toutes les anciennes relations, où il est
fait mention du Chevalier Guillaume Ale-
xandre, on y trouvera qu'ayant obtenu
la Charte dont il est question, il envoya
un navire qui parcourut en 1623 une
partie des côtes d'Acadie, & qui revint
en Angleterre *, sans même avoir tenté
de faire un établissement. On ne peut ca-
ractériser d'établissement l'invasion passa-
gère de 1628.

En troisième lieu, s'il étoit vrai que le
Chevalier Alexandre eût chassé les Fran-
çois en 1623, ou auparavant, ce qui n'est
pas, ce seroit une preuve qu'il y auroit
eu des François dans ce pays, qu'il n'é-
toit pas vacant; que le Chevalier Alexan-
dre n'auroit point dû l'occuper aux termes
de sa Charte; & que par conséquent,
sa Charte étoit nulle.

PREUVES.

* De Laët, page 62.

ART. V.

De la nou-
velle Ecosse.

182 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. V.
De la nou-
velle Ecosse.

*DEUXIÈME ALLÉGATION sur l'existence de la nouvelle Ecosse, au paragraphe XLII, tirée des Lettres patentes de Charles I^{er}, du 12 juillet 1625 confirmatives *, de celles de Jacques I^{er}, du 10 septembre 1621.*

R É P O N S E.

Les Lettres du 10 septembre 1621 se trouvant nulles & caduques, comme on vient de le démontrer, celles qui les ont confirmées n'ont rien confirmé, & elles sont elles-mêmes nulles par cette seule raison. D'ailleurs, toutes les objections faites contre les premières Lettres, ont toute leur force contre les secondes : le pays étoit établi & occupé par les François.

TROISIÈME ALLÉGATION sur l'existence de la nouvelle Ecosse, aux paragraphes XLIII, XLIV & XLV, fondée sur la

O B S E R V A T I O N.

* Si les Commissaires du Roi ont paru ici regarder les Lettres de Charles I^{er} comme une confirmation de celles de Jacques I^{er}, c'a été pour éviter de contredire M^{rs} les Commissaires Anglois sur un fait peu important. Dans le vrai, les secondes Lettres ne confirment point les premières, & n'en font pas même mention : ce qui prouve que Guillaume Alexandre regardoit lui même la première Charte comme nulle. Voyez la Pièce même, tome IV, p. 64.

*sur
présen
sieur
& les
dans
Guilla*

*Ce fa
vérité &
missaires
pû l'avan
infidèles.*

*Tout
de la To
Mémoire
que les*

*On su
de la To
Angleter
l'autre (c
avoit été
par le si
contre l'
& on ne
L'un*

(a) Secor

(b) Extr

(c) Extr

Elliott, de l

du Roi

l'existence
paragraphe
atentes de
1625 con-
ques. 1^{er}, du

1621 se
comme on
qui les ont
& elles sont
eule raison
ions faites
ont toute
s : le pays
rançois.

l'existence
paragra-
fondée sur la

u ici regarder
ne confirma-
pour éviter de
is sur un fait
ondes Lettres
& n'en ont
e Guillaume
nière Charte
IV, p. 64.

Sur les limites de l'Acadie. 183

présomption que le Roi auroit confirmé au
sieur de la Tour en 1651 tous les droits
& les concessions qui lui avoient été données
dans la nouvelle Ecosse par le Chevalier
Guillaume Alexandre.

ART. V.

De la nou-
velle Ecosse.

R É P O N S E.

Ce fait est également destitué de toute
vérité & de toute vrai-semblance. Les Com-
missaires de Sa Majesté Britannique n'ont
pû l'avancer que sur les relations les plus
infidèles.

Tout ce qu'ils ont allégué sur le sieur
de la Tour, est en grande partie tiré de
Mémoires obscurs, moins exacts les uns
que les autres.

On suppose, dans l'un (a), que le sieur
de la Tour & son fils étoient fugitifs en
Angleterre pour cause de religion; dans
l'autre (b), que le sieur de la Tour père
avoit été pris & envoyé en Angleterre
par le sieur Kirk, dans son expédition
contre l'Acadie & le Canada en 1628,
& on ne parle pas du fils.

L'un de ces écrits (c) fixe l'époque

P R E U V E S.

- (a) Second extrait d'un Mémoire du S.^r Crowne.
- (b) Extrait tiré d'une requête de Louis Kirk.
- (c) Extrait d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs
Elliot, de la Tour, Crowne & Temple.

ART. V.

De la nouvelle Ecosse.

de la concession Angloise, faite au sieur de la Tour, au 12 avril, l'autre (a) au 30. L'un dit (b) qu'elle a été faite au sieur Charles de la Tour, & ne parle point du père, l'autre (c) la dit faite au père & au fils. L'un (d) rapporte qu'ils ont été créés Barons avec les prérogatives de Marquis, ce qui formeroit un titre bien singulier. L'autre (e) ne leur donne que le titre de Baronnets. Dans un endroit (f) il paroît que la concession a été faite pour récompense de service; dans un autre endroit (g), ce n'est que dans l'expectative d'une fidélité future.

Pour répandre quelque lumière sur le fait dont il s'agit, on rappellera sommairement ce qui concerne les sieurs de la Tour.

Ils étoient établis en Acadie dès 1609.

P R E U V E S.

(a) Second extrait d'un Mémoire du S.^r Crowne.

(b) Requête de Jean Nelson, concernant le droit des Anglois sur la nouvelle Ecosse.

(c) Premier & second extraits d'un Mémoire du sieur Crowne, & celui d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs Elliot, de la Tour, Crowne & Temple.

(d) Extrait d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs Elliot, de la Tour, Crowne & Temple.

(e) Second extrait d'un Mémoire du S.^r Crowne.

(f) Premier & second extraits d'un Mémoire du sieur Crowne.

(g) Extrait d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs Elliot, de la Tour, Crowne & Temple.

Jun

Les Let
sieur de
qu'il y
avoient

Ainsi
sieur de l
accordée
Alexand
à une é
Ecosse r

En 1
qui se r
le sieur
il y trah
prétend
xandre l
vrai-sem
pour son

promit e
sous son
rique; f
cap de S
solicite d
les Angl

Le pè
concessio
que sa tr
fils, fidèl
que lui f
dre; ainsi
eu aucun

ite au sieur.
tre (a) au
té faite au
ne parle
dit faite au
porte qu'ils
rérrogatives
oit un titre
leur donne
ans un en-
oncession a
e service ;
e n'est que
e future.
re sur le fait
nmairement
la Tour.
dès 1609.

S.^r Crowne.
ernant le droit

Mémoire du
e sur l'affaire
& Temple.
aire des sieurs
le.

S.^r Crowne.
Mémoire du

faire des sieurs
ple.

Sur les limites de l'Acadie. 185

Les Lettres de concession accordées au sieur de la Tour fils en 1651, portent qu'il y avoit quarante-deux ans qu'ils avoient passé en Acadie.

ART. V.
*De la nou-
velle Ecosse.*

Ainsi, les premiers établissemens du sieur de la Tour sont antérieurs à la Charte accordée en 1621 au Chevalier Guillaume Alexandre, & remontent par conséquent à une époque où le nom de nouvelle Ecosse n'existoit pas même en idée.

En 1628, le sieur de la Tour père, qui se rendoit en Canada, fut pris par le sieur Kirk, & envoyé en Angleterre; il y trahit son Prince & sa patrie: On prétend que le Chevalier Guillaume Alexandre lui accorda d'amples concessions, vrai-semblablement, tant pour lui, que pour son fils; & que la Tour père lui promit en conséquence de réduire l'Acadie sous son obéissance. Il retourne en Amérique; son fils commandoit au fort du cap de Sable, côte d'Acadie; le père le sollicite de remettre sa place, & il le refuse; les Anglois l'attaquent, & y échouent.

Le père ne put profiter des prétendues concessions qui lui étoient faites, parce que sa trahison n'eut point de succès: le fils, fidèle à son maître, dédaigna le don que lui faisoit offrir le Chevalier Alexandre; ainsi ces prétendus concessions n'ont eu aucun effet.

ART. V.
De la nouvelle E'cosse.

La Tour fils en obtint une nouvelle de la Compagnie de la nouvelle France, en 1635, dans la rivière de Saint-Jean (a). Il n'y fut pas question d'y confirmer celles du Chevalier Alexandre.

Par la suite le sieur de Charnisay suscita des accusations contre la Tour; & en conséquence, il fut dépouillé de ses biens. La Tour passa en France, se justifia, obtint même du Roi, en 1651, des Lettres de Lieutenant général en Acadie & pays circonvoisins: ces mêmes Lettres le rétablissent dans ses biens & lui confirment les concessions qui lui avoient été accordées. Il ne peut évidemment être question que de celles qu'il tenoit de l'autorité du Roi, de celles qu'il avoit anciennement défendues contre les Anglois, & qu'il possédoit long-temps avant qu'il fût question du nom de nouvelle E'cosse.

En 1654, les Anglois s'emparent de l'Acadie, assiègent & prennent le sieur de la Tour; il subit leur domination: il obtient même de Cromwel de nouvelles concessions, en 1656 (b). C'étoit le

P R E U V E S.

(a) Voyez ledit acte de concession.

(b) Concession de Cromwel aux sieurs de la Tour, Crowne & Temple, du 9 août 1656.

su
cas, ou
sions qui
valier G
sont cep
mieux q
vaines &
verneme

QUATRI
de la
IX &
vier C
de San
tagoet
commu

Cette
que les
emparés
on l'a di
dans un a
ne pouv
l'Acadie
velle E'c
étoit un

* Ordre
septembre

s du Roi
nouvelle de
France, en
t-Jean (a).
irmer celles

nifay suscita
ur; & en
le ses biens.
se justifia,
651, des
en Acadie
nes Lettres
& lui cou-
avoient été
nment être
oit de l'au-
voit ancien-
Anglois, &
nt qu'il fût
Ecosse.
mparent de
nt le sieur
omination:
le nouvelles
C'étoit le

sieurs de la
t 1656.

sur les limites de l'Acadie. 187

cas, ou jamais, de confirmer les conces-
sions qui lui auroient été faites par le Che-
valier Guillaume Alexandre; elles ne le
sont cependant pas, & rien ne prouve
mieux qu'elles ont été regardées comme
vaines & illusoires, mêmes par le gou-
vernement d'Angleterre.

ART. V.

*De la nou-
velle Ecosse.*

*QUATRIÈME ALLÉGATION sur l'existence
de la nouvelle Ecosse, aux paragraphes
IX & XLVIII, tirée d'un ordre d'Oli-
vier Cromwel, de 1656*, où les forts
de Saint-Jean, de Port-royal & de Pen-
tagoet, sont marqués être en Acadie,
communément dite nouvelle Ecosse.*

R É P O N S E.

Cette allégation n'est pas plus concluante
que les précédentes. Les Anglois s'étant
emparés, en 1654, de ces pays, comme
on l'a dit ci-dessus, il plaît à Cromwel,
dans un acte peu authentique, où personne
ne pouvoit le contredire, de déclarer que
l'Acadie s'appeloit communément la nou-
velle Ecosse: on a fait voir que ce nom
étoit un vain nom, qui n'avoit aucune

P R E U V E S.

* Ordre de Cromwel au sieur Lewerett, du 18
septembre 1656.

188 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. V. existence réelle ; une occupation injuste n'a pû lui donner une existence légitime, & le nom a dû cesser avec la fin de l'invasion. Aussi le Traité de Westminster, de 1655, cité par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, ne porte point le nom de nouvelle Ecosse, ni même celui d'Acadie ; le premier n'auroit certainement pas été admis par le Plénipotentiaire François, & le dernier auroit trop visiblement démasqué le procédé de Cromwel, & fait sentir que l'occupation de ce pays étoit une usurpation. Ce Traité ne fait mention que de l'Amérique septentrionale *.

Les termes dont Cromwel a fait usage, ne doivent être considérés que comme un artifice pour substituer un nom Anglois au véritable nom François, & par-là autoriser une invasion faite en temps de paix, comme si les Anglois n'eussent fait que rentrer dans la possession d'un pays qui leur auroit légitimement appartenu.

CINQUIÈME ALLÉGATION sur l'existence de la nouvelle Ecosse, au paragraphe XLIX, fondée sur un Mémoire donné à

P R E U V E S.

* Traité de Westminster, du 3 novembre 1655.

sur la Cour de France de l'Académie

Après avoir été présenté par le Roi le 1685, le sénéchal a fait la nouvelle Ecosse fois le no tier conte Il suffi pour faire veu tirer il n'y au Ministre laissé sur écrivains nom, fan dans l'est pourroit qu'on s'en des cartes d'Utrecht Angloises

* Mémoire de janvier 1685

sur les limites de l'Acadie. 189

*la Cour d'Angleterre par l'Ambassadeur de France ; en 1685 * , où les côtes de l'Acadie sont dites , côtes de l'ACADIE ou de NOUVELLE ECOSSE.*

ART. V.

De la nouvelle Ecosse.

R É P O N S E.

Après avoir lû avec attention le Mémoire présenté par l'Ambassadeur de France , en 1685 , où l'on prétend que cet Ambassadeur a appelé l'Acadie du nom de nouvelle Ecosse, on n'a pû trouver une seule fois le nom de nouvelle Ecosse dans l'entier contenu du Mémoire.

Il suffiroit de relever cette inadvertance pour faire disparoître l'argument qu'on veut tirer de cette pièce ; mais au surplus, il n'y auroit rien d'extraordinaire qu'un Ministre de France en Angleterre se fût laissé surprendre à l'art avec lequel les écrivains Anglois ont cherché à établir ce nom, sans qu'il eût aucune réalité ; mais dans l'espérance , sans doute , qu'il en pourroit acquérir par la suite. C'est ainsi qu'on s'en est servi dans des livres & sur des cartes , long-temps avant le Traité d'Utrecht ; mais de simples énonciations Angloises (eussent-elles été adoptées par

P R E U V E S.

* Mémoire de l'Ambassadeur de France, du 16 janvier 1685.

ART. V. le Ministre de France à la Cour d'Angleterre) ne sont pas des titres & ne peuvent faire exister une colonie qui n'existoit pas.

De la nouvelle Ecosse.

Il est constant, certain & avéré qu'en 1685 l'Angleterre ne possédoit aucune colonie sous le nom de nouvelle Ecosse, & dans aucun temps la France n'en a possédé sous un pareil nom.

Toutes les pièces que l'on peut produire, Lettres de concession, provisions de Gouverneur & d'Officiers, ordres du Roi, capitulations, Traités faits avec l'Angleterre, histoires & relations, tout se convertit en preuves pour établir que la France a possédé ce pays sous toute autre dénomination que celle de nouvelle Ecosse, & que jamais le gouvernement de France n'a employé ce nom avant le Traité d'Utrecht.

SIXIÈME ALLÉGATION sur l'existence de la nouvelle Ecosse, au paragraphe 1, tirée du Traité d'Utrecht & de l'acte de cession en conséquence où le pays cédé est appelé la nouvelle Ecosse.

R É P O N S E.

Jamais les Commissaires du Roi n'ont contesté que le mot de nouvelle Ecosse n'ait existé dans le Traité d'Utrecht: ils

sur

ont au c
pour dir
d'Utrech
à la nou
Commiss
prétender
velle E
concoure
les Com
de plus, c
eu d'exis
Les Co
dans tout
nouvelle
la nouvel
& l'une &
inction d
dre par-là
a pû, en
désigné p
ou par ce
Dès qu
mettre cor
able, que
eu son ex
trecht, il
nécessaire,
la nouvelle
qu'elle po
& en ima

es du Roi

ur d'Angle-
& ne peu-
e qui n'exis-

avéré qu'en
doit aucune
elle E'cosse,
e n'en a pos-

n peut pro-
, provisions
s, ordres du
s avec l'An-
tout se con-
que la France
tre dénomi-
cosse, & que
ance n'a em-
d'Utrecht.

l'existence de
aphe L, tirée
acte de cession
dé est appelé

u Roi n'ont
ouvelle E'cosse
Utrecht: ils

Sur les limites de l'Acadie.

191

ont au contraire argumenté de ce Traité pour dire que c'est précisément le Traité d'Utrecht qui a donné une existence réelle à la nouvelle E'cosse; ainsi, lorsque les Commissaires de Sa Majesté Britannique prétendent prouver l'existence de la nouvelle E'cosse par le Traité d'Utrecht, ils concourent jusqu'à un certain point avec les Commissaires du Roi, qui soutiennent de plus, que la nouvelle E'cosse n'a & n'a eu d'existence que par ce Traité.

Les Commissaires Anglois confondent, dans tout le cours de leur Mémoire, la nouvelle E'cosse idéale de 1621, avec la nouvelle E'cosse du Traité d'Utrecht, & l'une & l'autre avec l'Acadie, sans distinction de limites anciennes, afin d'étendre par-là leurs prétentions à tout ce qui a pû, en quelque temps que ce soit, être désigné par le nom de nouvelle E'cosse, ou par celui d'Acadie.

Dès que l'on ne peut se dispenser d'admettre comme un fait certain & incontestable, que la nouvelle E'cosse n'a & n'a eu son existence que par le Traité d'Utrecht, il en résulte une conséquence nécessaire, c'est qu'on a cédé à l'Angleterre la nouvelle E'cosse, non suivant l'étendue qu'elle pouvoit avoir auparavant en idée & en imagination, puisqu'elle n'existoit

ART. V.

De la nouvelle E'cosse.

ART. V.
De la nou-
velle Ecosse.

pas, mais suivant l'étendue que lui donne le Traité même : on a cédé à l'Angleterre la nouvelle Ecosse du Traité d'Utrecht, mais non la nouvelle Ecosse de 1621, ni même des années 1628 & 1654, dans lesquelles une partie du pays que l'on voudroit comprendre sous ce nom, avoit été occupée par l'Angleterre.

Or la nouvelle Ecosse du Traité d'Utrecht est exactement définie par ce Traité même; c'est l'Acadie suivant ses anciennes limites, avec les appartenances & ses dépendances.

En vain les Commissaires de Sa Majesté Britannique prétendent,

1.^o Que le mot de nouvelle Ecosse & d'Acadie n'ont jamais signifié qu'une seule & même chose, *paragraphe LII.*

2.^o Qu'en tout cas, tout le territoire qui, dans aucun temps a été appelé par l'un ou par l'autre de ces noms, a été cédé à la Grande-Bretagne, *paragr. LIV.*

3.^o Que la France a entendu céder à l'Angleterre la nouvelle Ecosse avec ses anciennes limites, *paragraphe LXVII.*

Il suffit d'expliquer ces trois allégations pour faire tomber toutes les inductions qu'on en veut tirer.

Quant à la première qui roule sur l'identité de l'Acadie & de la nouvelle Ecosse

& dont

& dont
prement
doit dis
servé, la
trecht, c
cette de
Traité d
la nouve
l'existenc
l'Acadie

En co
distingue
die, des
confondre
pays aux
ce nom
distinction
Traité d'

De to
tions, il n
nymes; la
Traité d'

Les autres
vir qu'à c
vent se c

de Traité
L'Angl
es noms
dans le fait

& suivant

Tome

ue lui donne
l'Angleterre
é d'Utrecht,
é de 1621,
1654, dans
ys que l'on
e nom, avoit
.
i Traité d'U-
par ce Traité
ses anciennes
es & ses dé-

le Sa Majesté

lle Ecosse &
qu'une seule

LII.

le territoire

é appelé par

noms, a été

agr. LIV.

ndu céder à

osse avec le

e LXVII.

ois allégation

es induction

ule sur l'iden

velle Ecosse

& don

& dont les deux autres ne sont, à proprement parler, que des corollaires, on doit distinguer, comme on l'a déjà observé, la nouvelle Ecosse du Traité d'Utrecht, de la nouvelle Ecosse de 1621 : cette dernière est purement idéale. Le Traité d'Utrecht a désigné l'étendue de la nouvelle Ecosse, à laquelle il a donné l'existence ; & cette nouvelle Ecosse est l'Acadie suivant ses anciennes limites.

En conséquence, on doit pareillement distinguer les anciennes limites de l'Acadie, des limites récentes, pour ne pas confondre avec l'ancienne Acadie, des pays auxquels on a improprement donné ce nom dans des temps postérieurs ; cette distinction est évidemment puisée dans le Traité d'Utrecht même.

De toutes ces différentes dénominations, il n'y en a que deux qui soient synonymes ; la nouvelle Ecosse actuelle ou du Traité d'Utrecht, & l'ancienne Acadie. Les autres dénominations ne peuvent servir qu'à confondre les idées, & ne peuvent se concilier, ni entr'elles, ni avec le Traité d'Utrecht.

L'Angleterre imposera à ses possessions les noms qu'elle jugera à propos, mais dans le fait & dans le vrai, suivant la lettre & suivant l'esprit du Traité, la France a

ART. V.

De la nouvelle Ecosse.

ART. V. *De la nouvelle Ecosse.* cédé à l'Angleterre l'Acadie suivant ses anciennes limites, avec ses appartenances & dépendances, comme aussi Port-royal; & elle n'a rien cédé au-delà sur cette partie du continent de l'Amérique septentrionale.

La seconde allégation des Commissaires Anglois, est directement contraire au Traité d'Utrecht. On ne peut pas soutenir qu'on ait cédé à l'Angleterre tout ce qui a porté le nom d'Acadie en quelque temps que ce soit, lorsque l'acte de cession se restreint expressément & formellement à l'Acadie, suivant ses anciennes limites.

La troisième allégation, que la France a cédé à l'Angleterre la nouvelle Ecosse avec ses anciennes limites, a pour objet de substituer les limites désignées par la Charte de 1621, aux anciennes limites de l'Acadie, portées par le Traité d'Utrecht. Ce Traité porte la cession de la nouvelle Ecosse, autrement de l'Acadie, suivant ses anciennes limites, & non la cession de l'Acadie ou de la nouvelle Ecosse, avec ses anciennes limites.

Les anciennes limites, portées par le Traité, sont celles de l'Acadie, & non celles de la nouvelle Ecosse. Il suffit donc, pour répondre à l'allégation des Commissaires Anglois sur ce point, de rétablir les termes

su
du Tra
placés
& qu'i
De
il résul
clavier
& d'A
France
d'Acad
limites
sorte q
détermi
ancien
ce qui
ger à l'

Examen
Angl
missio
de la

ON
iau
Sa Maje
cipe qui
le fonde
résulte d

s du Roi

suivant ses
partenances
Port-royal;
à sur cette
que septen-

ommissaires
ire au Traité
tenir qu'on
qui a porté
mps que ce
se restreint
à l'Acadie,

e la France
elle E'cosse
potr objet
nées par la
nnes limites
Traité d'U-
ession de la
le l'Acadie,
, & non la
la nouvelle
nites.

ortées par le
& non celles
donc, pour
Commissaires
ir les termes

Sur les limites de l'Acadie.

195

du Traité dans l'ordre où le Traité les a
placés, & qui est le seul qu'ils puissent
& qu'ils doivent avoir.

ART. V.
*De la nou-
velle E'cosse.*

De tout ce qui vient d'être exposé,
il résulte que les Anglois ne peuvent ré-
clamer, sous le nom de nouvelle E'cosse,
& d'Annapolis royale, que ce que la
France a autrefois possédé sous le nom
d'Acadie, conformément à ses anciennes
limites, & sous celui de Port-royal : en
sorte que toute la discussion se réduit à
déterminer quelles sont les véritables & les
anciennes limites de l'Acadie; & que tout
ce qui ne tend point à cet objet est étran-
ger à l'état de la question.

ARTICLE VI.

*Examen du Mémoire des Commissaires
Anglois. Inductions tirées des com-
missions des sieurs de Charnisay &
de la Tour.*

ON pourroit se borner dans la réponse
au Mémoire des Commissaires de
Sa Majesté Britannique, à un seul prin-
cipe qui renverse tout leur système par
le fondement; savoir, que tout ce qui
résulte des allégations, pièces & Mémoires

196 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. VI. dont ils font usage, est étranger à l'objet de la présente discussion.

*Examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des com-
missions des
S.^{rs} de Char-
nisay & de
la Tour,*

En effet, tout ce qu'ils ont allégué sur les limites de la nouvelle E'cosse idéale, n'a aucun trait à la question, puisqu'il ne s'agit, ainsi qu'on l'a fait voir, que de la nouvelle E'cosse réelle, dont l'étendue & les limites ont été déterminées par le Traité d'Utrecht même.

Ce qu'ils ont allégué sur les limites de l'Acadie, sans distinction de temps ni d'époque, est pareillement sans application à la question présente; parce qu'il ne s'agit pas de tout ce qui a pû être appelé du nom d'Acadie en quelque temps que ce soit, mais uniquement de l'Acadie suivant ses anciennes limites, ainsi que le porte le Traité d'Utrecht.

Mais, pour ne rien laisser à désirer sur cette matière, on reprendra en détail dans cet article, & les suivans, toutes les raisons employées dans leur Mémoire; & l'on fera voir, par rapport à chacune d'elles en particulier, ou leur peu de justesse & d'exactitude, ou leur défaut d'application à la question présente, ou enfin, la différence entre le résultat de ces preuves, & l'étendue des prétentions de l'Angleterre.

On commencera par l'examen des Lettres de provision accordées au sieur de

Charni
en 1681

Les
tannique
de l'Ac
qui leur

Pour
gouvern
suivant

qu'il en
dent à l

Ces c
la comm

en 160

pour vo
circonvojs
développ

Mémoire
Or, l

terre l'A

(a) Mén
annique, P

(b) Lettr
confins d'Ac

nisay, du m
pour Charle

du 25 février
(c) Voye

tembre 160

du Roi

er à l'objet

allégué sur
l'esse idéale,
puisqu'il ne
que de la
étendue &
es par le

limites de
temps ni
s applica-
ce qu'il ne
être, appelé
temps que
Acadie sui-
ssi que le

desirer sur
détail dans
les raisons
; & l'on
une d'elles
justesse &
pplication
n, la diffé-
retives, &
ngleterre:
n des Let-
a sieur de

sur les limites de l'Acadie. 197

Charnisay, en 1647, & au sieur de la Tour, en 1651.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique prétendent déterminer les limites de l'Acadie par celles du gouvernement qui leur est donné par ces provisions (a).

Pour cet effet, il faudroit que leur gouvernement eût été restreint à l'Acadie suivant ses anciennes limites; mais, loin qu'il en soit ainsi, leurs provisions l'étendent à l'Acadie & *pays confins* (b).

Ces dernières expressions sont tirées de la commission accordée au sieur de Monts, en 1603 (c); & il suffit de les lire, pour voir qu'on entendoit par-là les *pays circonvoisins*. On trouvera cette assertion développée dans l'article XVIII de ce Mémoire.

Or, la France n'a pas cédé à l'Angleterre l'Acadie & *pays circonvoisins*, mais

P R E U V E S.

(a) Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, paragraphes II, III & VI.

(b) Lettres de Lieutenant général aux côtes & confins d'Acadie, pour le sieur d'Aunay de Charnisay, du mois de février 1647; & pareilles Lettres pour Charles de Saint-Etienne sieur de la Tour, du 25 février 1651.

(c) Voyez les Lettres de provision, du 8 novembre 1603, pour le sieur de Monts.

ART. VI.

*Examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions tirées des com-
missions des
Srs de Char-
nisay & de
la Tour.*

ART. VI. uniquement l'Acadie suivant ses anciennes limites, avec ses appartenances & dépendances. *

*Examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des com-
missions des
Srs de Char-
nifay & de
la Tour.*

Jamais on ne prouvera que par les appartenances & les dépendances d'un pays, on doit entendre ceux qui en sont voisins. Proximité & dépendance sont deux idées différentes, distinctes : leur confusion entraîneroit celle des limites de tous les États.

On doit même remarquer que ces commissions, encore qu'elles s'étendent aux pays circonvoisins de l'Acadie, ne suffiroient cependant point pour remplir toutes les demandes des Commissaires Anglois ; car le commandement des sieurs de Charnifay & de la Tour ne s'étendoit pas sur la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent ; les deux rives de ce fleuve ayant toujours été sous l'autorité immédiate du Gouverneur du Canada.

Au surplus, il n'est pas difficile d'apercevoir que ces deux différentes commissions ont été accordées sur l'exposé des sieurs de Charnifay & de la Tour, qui cherchoient respectivement à supplanter, & à étendre les bornes de leur gouvernement.

P R E U V E S.

* Traité d'Utrecht, article XII.

* Lettres

On peut se rappeler ce qui a été dit dans le troisième article de ce Mémoire, qu'à la mort du sieur de Razilly, les sieurs de Charnisay & de la Tour s'étoient partagés le commandement de l'Acadie & pays circonvoisins, & l'on doit moins les regarder, l'un comme le successeur de l'autre, que comme deux concurrens.

Long temps avant les Lettres qu'obtinent le sieur de Charnisay, en 1647, & le sieur de la Tour, en 1651, chacun d'eux avoit obtenu un commandement particulier *; le sieur de la Tour avoit celui de l'Acadie qui ne dépassoit point le cap Canseau, mais qui néanmoins commençoit dès-lors à s'étendre jusqu'au milieu de la Baie françoise.

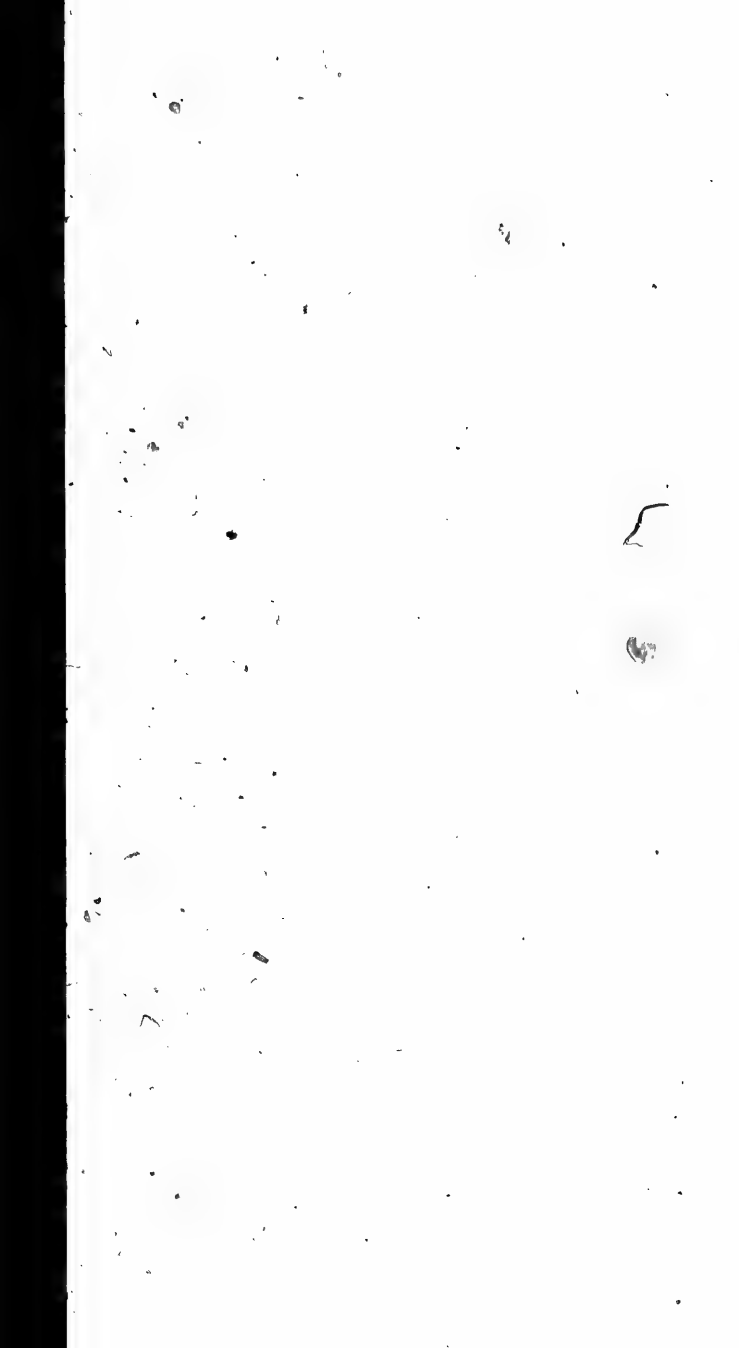
Le sieur de Charnisay avoit celui de la côte des Etchemins, alors distingué de celui de l'Acadie, & qui s'étendoit depuis le milieu de la Baie françoise jusqu'à la nouvelle Angleterre.

Ils avoient, dans le commandement l'un de l'autre, des établissemens où ils exerçoient l'autorité de Commandans; leurs ordres étoient de ne rien* changer dans les habitations que chacun d'eux possédoit

ART. VI.
*Examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des com-
missions des
S.^{rs} de Char-
nisay & de
la Tour.*

P R E U V E S.

* Lettres du Roi, du 10 février 1638.



ART. VI.
*Examen du
 Mémoire des
 Commissaires
 Anglois. In-
 stuctions ti-
 rées des com-
 missions des
 S^{rs} de Char-
 nifay & de
 la Tour.*

respectivement dans les limites du gouver-
 nement de l'autre ; le sieur de la Tour ,
 quoique Gouverneur de l'Acadie & d'une
 partie de la Baie françoise , ne pouvoit
 rien changer à la Heve ni à Port-royal
 qui appartenoient au sieur de Charnifay ;
 & le sieur de Charnifay , quoique
 Gouverneur de la côte des Etchemins ,
 ne pouvoit rien changer au fort de la ri-
 vière de Saint-Jean qui appartenoit au
 sieur de la Tour. C'est ce qui paroît par
 une lettre du 10 février 1638.

Elle prouve combien ils avoient déjà en-
 vahî réciproquement sur le gouvernement
 l'un de l'autre ; mais leurs invasions en ont-
 elles pû changer les véritables limites ?

Indépendamment de ces deux gouver-
 nemens ; il y en avoit un troisième vers
 les confins de l'Acadie qui en étoit tota-
 lement distinct & indépendant , & qui
 s'étendoit le long de la grande baie de S.
 Laurent , depuis le cap Canseau , jusqu'au
 cap des Rosiers , en comprenant les isles
 adjacentes.

Le sieur Denys en obtint des provi-
 sions du Roi , en 1654 * , & il paroît

P R E U V E S .

* Provisions pour le sieur Denys , du 30 jan-
 vier 1654.

s du Roi

du gouver-
la Tour,
lie & d'une
ne pouvoit
Port-royal
Charnifay;
quoique
Etchemins,
ort de la ri-
artenoit au
i paroît par
8.

ent déjà en-
gouvernement
ons en ont-
limites?

ux gouver-
isième vers
n étoit tota-
nt, & qui
baie de S.
u, jusqu'au
ant les isles

des provi-
& il paroît

, du 30 jan-

sur les limites de l'Acadie. 201

par ses provisions, qu'antérieurement la Compagnie de la nouvelle France lui en avoit confié le gouvernement.

Toutes ces différentes considérations prouvent que les Lettres accordées aux sieurs de Charnifay & de la Tour, en 1647 & 1651, ne peuvent point servir à déterminer les limites de l'Acadie propre, quand même le terme de *confins* qui s'y trouve ne seroit pas directement contraire aux inductions que les Commissaires Anglois en ont prétendu tirer. Ce furent les discussions de ces deux concurrens qui mirent le trouble dans l'Acadie. Ils ne cherchoient respectivement qu'à envahir leurs limites; & les titres émanés dans cette confusion, ne sont point propres à répandre des lumières sur cet objet. Les seules provisions du sieur Denys suffiroient pour démontrer que tout le terrain qui s'étend depuis le cap Canseau jusqu'à l'entrée du fleuve de Saint-Laurent, ne faisoit pas partie de l'Acadie.

ART. VI.

*Examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des com-
missions des
S.^s de Char-
nifay & de
la Tour.*



ARTICLE VII.

Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées des Lettres du Comte d'Estrades.

LES Commissaires de Sa Majesté Britannique citent une lettre de cet Ambassadeur, du 13 mars 1662 *, où il est dit que Cromwel prit les forts de l'Acadie : Ces forts étoient ceux que les François réclamèrent lors du Traité de 1655, savoir, les forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal ; d'où il résulte, suivant les Commissaires Anglois, qu'ils étoient situés en Acadie.

Ils appuient cette preuve par un ordre de Cromwel, de 1656, dont on a eu occasion de parler dans l'article V ; & par conséquent, on ne répétera point ici ce qui a été dit à ce sujet.

Si les Commissaires du Roi eussent prétendu que jamais on n'avoit compris sous le nom d'Acadie, ni la Baie françoise, ni la côte des Etchemins, où sont

P R E U V E S.

* Voyez ladite lettre, tome I, page 261.

su
situés le
Jean &
seuleme
lettre du
1662,
n'y a d
faire, c
qu'on n
un seul r
de l'Acad
discussio
règne d
missaires
avec pré
On n
que si l'o
il s'agit
aussi évi
ment qu
Commiss
dinaire d
de 1655
aussi pré
placent v
tentrional
est plus c
de l'Angl

* Voyez

II.

des Com-
tirées des
es.

ajesté Bri-
e cet Am-
*, où il
s forts de
ix que les
Traité de
Pentagoet,
; d'où il
s Anglois,

un ordre
t on a eu
V; & par
oint ici ce

oi eussent
t compris
Baie fran-
, où sont

situés les forts de Port-royal, de Saint-Jean & de Pentagoet, on pourroit non seulement leur opposer le passage de la lettre du Comte d'Estrades, du 13 mars 1662, mais plusieurs autres encore. Il n'y a donc qu'une simple observation à faire, c'est que ce passage prouve ce qu'on ne conteste point, & qu'il ne dit pas un seul mot des limites anciennes & propres de l'Acadie qui font l'objet de la présente discussion. C'est une suite du défaut qui règne dans tout le Mémoire des Commissaires Anglois, de n'avoir point établi avec précision l'état de la question.

On ne doit pas omettre de remarquer que si l'on eût alors réputé que les forts dont il s'agit eussent été situés dans l'Acadie, aussi évidemment & aussi incontestablement que le prétendent aujourd'hui les Commissaires Anglois, il eût été extraordinaire de ne point exprimer dans le Traité de 1655 une situation aussi constante & aussi précise; ce Traité néanmoins les placent vaguement dans l'Amérique septentrionale *, & il paroît que par-là il est plus contraire aux prétentions actuelles de l'Angleterre qu'il ne leur est favorable.

ART. VII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des let-
tres du Comte
d'Estrades.*

P R E U V E S.

* Voyez ledit Traité, article XXV.

ART. VII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des let-
tres du Comte
d'Estrades.*

On doit porter, sur les autres lettres du Comte d'Estrades, le même jugement que sur celle dont on vient de parler. Les Commissaires de Sa Majesté Britannique s'étendent avec complaisance sur le poids de l'autorité d'un Ministre du Roi, habile & instruit; mais ce ne seroit pas lui rendre la justice qui lui est dûe; que de faire dépendre l'appréciation de son mérite de l'exactitude de ses connoissances sur l'étendue & les anciennes limites de l'Acadie.

Son objet par rapport aux Anglois, étoit de prouver que les forts dont il s'agissoit alors, appartenoint à la France, qu'ils avoient été injustement envahis, & qu'on étoit tenu de les lui restituer.

Par rapport à son maître, son devoir étoit d'insister sur l'utilité & l'importance de cette restitution.

Il est certain qu'à ces deux égards il n'avoit aucune raison pour discuter la dénomination précise & véritable de ces établissemens; la question de propriété & d'utilité en étoit totalement indépendante, soit qu'elle fût traitée sous le nom de nouvelle France, ou sous celui d'Acadie.

Dès que la propriété étoit établie, sous quelque nom que la France eût possédé, la restitution en étoit une suite nécessaire.

Pour
que cette
Comte d'
n'est ima
question
mêmes d
connoitra
qu'il avo
excepté
d'utilité,
pour l'ob

Les C
mêmes un
1664 (a)
d'étendue
qu'au Cap

L'erreu
occasion
de l'Acadi
françoise
quatre-vin
conteste p
due des c
d'Estrades

Les Co
un passage

(a) Voyez

(b) Voyez

du Roi

ses lettres
jugement
le parler.
é Britan-
fance sur
ministre du
ne seroit
est dûe,
iation de
connois-
ses limites

Anglois,
ont il s'a-
France,
nvahis, &
guer.
on devoir
importance

égards il
nter la dé-
e de ces
ropriété &
pendante,
nom de
Acadie.
lie, sous
possédé,
cessaire.

sur les limites de l'Acadie. 205

Pour ne point donner lieu de penser que cette interprétation des Lettres du Comte d'Estrades est arbitraire, & qu'elle n'est imaginée que pour l'adapter à la question présente, il suffit de lire les lettres mêmes de cet Ambassadeur, & l'on y reconnoîtra facilement combien les notions qu'il avoit de ces pays étoient confuses, excepté sur les points de propriété & d'utilité, les seuls qui fussent intéressans pour l'objet qu'il avoit à traiter.

Les Commissaires Anglois citent eux-mêmes une de ses lettres du 25 décembre 1664 (a), où il donne quatre-vingts lieues d'étendue aux côtes depuis Pentagoet jusqu'au Cap-Breton.

L'erreur du Comte d'Estrades en cette occasion est sensible. Les véritables côtes de l'Acadie, depuis l'extrémité de la Baie françoise jusqu'à Canseau, ont en effet quatre-vingts à cent lieues, & on ne les conteste point à l'Angleterre; mais l'étendue des côtes que désignoit le Comte d'Estrades est d'environ trois cens lieues.

Les Commissaires Anglois citent encore un passage d'une lettre (b) du 27 février

ART. VII.

*Suite du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des let-
tres du Comte
d'Estrades.*

P R E U V E S.

(a) Voyez ladite lettre, tome II, page 467.

(b) Voyez ladite lettre, tome I, page 229.

206 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. VII. 1662, où le Comte d'Estrades parle de l'Acadie comme d'un pays dont l'on peut faire un royaume considérable ; & dans un autre endroit il le compare, pour l'étendue, au royaume de France.

Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. tirées des lettres du Comte d'Estrades.

Mais ces passages ne prouvent rien, non seulement parce qu'ils ne s'appliquent pas exclusivement à l'Acadie suivant ses anciennes limites, mais encore parce que dans le cas même où ces expressions s'appliqueroient à l'ancienne Acadie, on doit au moins convenir qu'une étendue de cent lieues de côtes, aussi avantageusement situées, munies de très-beaux ports, & à portée de la pêche la plus riche & la plus abondante, peut, avec juste raison, être regardée comme un royaume considérable pour toute nation qui veut renfermer ses vûes dans des bornes modérées.

Pour se convaincre que les idées du Comte d'Estrades sur l'Acadie ne sont pas propres à en déterminer les limites, il suffiroit de lire sa lettre au Roi, du 27 novembre 1664 *, où il place la nouvelle Hollande, aujourd'hui la nouvelle York, sur la côte d'Acadie ; & en ce sens, il est vrai de dire que l'Acadie a

P R E U V E S.

* Voyez ladite lettre, tome II, page 434.

plus d'é
ne pense
Majesté
nouvelle
aient jam

A

*Suite de
missai
Traité*

LES C
tannic
cédé à l'A
ce qui l'un
le Traité
miner con
important.

Les dep
missaires
avoient en
transaction
conséquen
pourquoi,
mot d'Ac
prétendent
tion dans

es parle de
t l'on peut
& dans un
r l'étendue,

vent rien,
appliquent
suivant ses
e parce que
ffions s'ap-
ie, on doit
étendue de
ngeusement
ports, &
riche & la
uste raison,
ne confide-
t renfermer
érées.

s idées du
e ne sont
es limites,
Roi, du
il place la
ui la nou-
die; & en
l'Acadie a

plus d'étendue que la France; mais l'on ne pense pas que les Commissaires de Sa Majesté Britannique conviennent que la nouvelle Angleterre, ni la nouvelle York aient jamais fait partie de l'Acadie.

ART. VII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées des let-
tres du Comte
d'Esstrades.*

ARTICLE VIII.

*Suite de l'examen du Mémoire des Com-
missaires Anglois. Inductions tirées du
Traité de Breda.*

LES Commissaires de Sa Majesté Bri-
tannique prétendent que la France a
cédé à l'Angleterre, par le Traité d'Utrecht,
ce qui lui avoit été cédé à elle-même par
le Traité de Breda : mais il s'agit d'exa-
miner comment ils ont établi un fait aussi
important.

Les deux Couronnes, disent les Com-
missaires Anglois, *paragr. LV & LVI*,
avoient en vûe, au Traité d'Utrecht, les
transactions qui avoient été passées en
conséquence du Traité de Breda, c'est
pourquoi, suivant eux, on a ajouté au
mot d'*Acadium*, celui de *totam*; & ils
prétendent que chaque mot d'augmenta-
tion dans le Traité d'Utrecht, augmente

ART. VIII. la force du droit acquis à l'Angleterre : ils prétendent pareillement que toutes les fois que la France a formé des demandes concernant l'Acadie, elle a elle-même insisté sur les limites que réclame l'Angleterre : ils observent, au parag. LXXXII, que la France ayant fait la cession de tous les droits qu'elle avoit acquis sur toute l'Acadie, cette circonstance démontre incontestablement que la Grande-Bretagne a insisté sur ce qu'elle lui fût cédée dans la même étendue qu'elle avoit été donnée à la France par l'Angleterre, en conséquence du Traité de Breda. Enfin, ils se font un moyen de la prévoyance qu'eut le Ministre de France en Angleterre, de faire insérer dans les ordres de restitution, les forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal.

Voilà à peu près sur quoi se fondent les Commissaires Anglois, pour assimiler le Traité d'Utrecht à celui de Breda.

Il est facile de répondre à ces différentes allégations.

1.^o Nulle ressemblance entre les Traités d'Utrecht & de Breda ; nul fondement à assimiler, comme le font les Commissaires Anglois, les demandes actuelles de l'Angleterre, avec celles de la France, lors de ce dernier Traité. Les termes dans lesquels il est conçu, toutes les négocia-

sur

tions qu'il a été soit pour limites c remettre pied où réciproq principe stipula e de celles veur de

Le T change l ne s'agit mais d'un dans le T pays env à rendre ; mêmes d l'étendue clairs & vant ses a tenances partie de seule, pré a cédé tou de quelq soit par n'entend Rien d

Angleterre :
 e toutes les
 s demandes
 même insité
 Angleterre :
 XII, que
 de tous les
 toute l'Ac-
 re incontes-
 gne a insité
 ans la même
 à la France
 ce du Traité
 un moyen
 Ministre de
 insérer dans
 orts de Pen-
 ort-royal.
 se fondent
 our assimiler
 e Breda.
 à ces diffé-
 e les Traités
 onnement à
 Commissaires
 es de l'An-
 France, lors
 ermes dans
 es négocia-

tions qui l'ont précédé, l'exécution dont il a été suivi, tout prouve qu'il ne s'agissoit point de déterminer les anciennes limites de l'Acadie, mais simplement de remettre en Amérique les choses sur le pied où elles étoient avant les irrutions réciproques des deux Nations. Ce fut le principe des restitutions que la France stipula en faveur de l'Angleterre, comme de celles que l'Angleterre stipula en faveur de la France.

Le Traité d'Utrecht, au contraire, change l'état des choses en Amérique. Il ne s'agit plus de restitutions réciproques; mais d'une cession. Ce n'est plus comme dans le Traité de Breda, l'étendue des pays envahis qui détermine celle des pays à rendre; ce sont uniquement les termes mêmes du Traité d'Utrecht qui fixent l'étendue des pays cédés; ces termes sont clairs & précis; c'est toute l'Acadie suivant ses anciennes limites; avec ses appartenances & dépendances; c'est sur cette partie de l'Amérique, sur cette partie seule, précise & déterminée, que la France a cédé tous les droits qui lui appartenoient de quelque manière que ce pût être, soit par Traité ou autrement, & elle n'entend point le contester.

Rien de plus sensible que la différence,

ART. VIII.

*Suive de
 l'examen du
 Mémoire des
 Commissaires
 Anglois. In-
 ductions tirées du Traité
 de Breda.*

ART. VIII. & des Traités, & des demandes que les Commissaires Anglois comparent : elle est fondée sur celle qui se trouve entre une restitution & une cession.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées du Traité
de Breda.*

2.^o Nulle preuve qu'au Traité d'Utrecht on ait eu en vûe celui de Breda.

Il n'en est fait nulle mention dans le Traité d'Utrecht, ni dans toutes les pièces communiquées par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, ni dans toutes celles dont les Commissaires du Roi ont fait la recherche dans les différens dépôts.

Si l'Angleterre avoit perdu, à la paix d'Utrecht, tout ce qu'elle avoit restitué à la France par le Traité de Breda, elle n'auroit pas manqué, au lieu de ces expressions, *selon ses anciennes limites*, d'insérer ces termes, *selon le Traité de Breda*; ce qui en auroit assuré l'exakte ressemblance.

Telle est cependant la nature des prétentions exorbitantes, formées par les Commissaires Anglois, que si, contre la vérité de ce qui a été démontré, on supposoit qu'on pût assimiler la cession faite par le Traité d'Utrecht, à la restitution faite par le Traité de Breda, elle ne rempliroit pas à beaucoup près l'étendue de leurs demandes; puisque le gouvernement du sieur Denys, qui s'étendoit depuis le

sur
cap Can
près de
Laurent,
tution si
que les
que non
velle Fra
de ces c
fleuve S
jusqu'à C
conséque
3.^o O
cipe on
que mot
ajoute né
l'Acadie,
Chaque
trecht,
pour exp
pour au
suivant fa
Ainsi, la
vant ses
comprend
ce qui n'
moins de
pelés du
ment; co
situées vis
Les Co

s du Roi.

des que les
arent : elle
rouve entre

Traité d'U-
de Breda.

ion dans le
es les pièces
nissaires de
dans toutes
du Roi ont
ns dépôts.

, à la paix
oit restitué
Breda, elle
de ces ex-
mites, d'in-
de Breda;
ste ressem-

re des pré-
ées par les
, contre la
ré, on sup-
cession faite
restitution
elle ne rem-
étendue de
ouvernement
it depuis le

sur les limites de l'Acadie. 211

cap Canseau jusqu'au cap des Rosiers, près de l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, n'a point fait partie de la restitution stipulée par le Traité de Breda, & que les Anglois prétendent aujourd'hui que non seulement cette partie de la nouvelle France, mais encore la continuation de ces côtes & de la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent, en le remontant jusqu'à Québec, doit leur appartenir en conséquence du Traité d'Utrecht.

3.^o On ne conçoit pas sur quel principe on se fonde pour soutenir que chaque mot ajouté dans le Traité d'Utrecht, ajoute nécessairement à la cession de toute l'Acadie, que porte ce Traité.

Chaque mot mis dans le Traité d'Utrecht, comme dans tout autre, y est pour exprimer le sens que ce mot signifie : pour augmenter ou pour restreindre, suivant sa signification reçue & ordinaire. Ainsi, la cession de toute l'Acadie, suivant ses anciennes limites, n'a jamais pû comprendre, avec les anciennes limites, ce qui n'en a jamais fait partie ; encore moins des pays qui n'ont jamais été appelés du nom d'Acadie, même improprement ; comme, par exemple, les terres situées vis-à-vis de Québec.

Les Commissaires Anglois prétendent,

ART. VIII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions tirées
du Traité
de Breda.*

212 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. VIII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ri-
vées du Traité
de Breda.*

au paragraphe LXVII, que l'intention de la Grande-Bretagne n'a pas été de restreindre, par le Traité d'Utrecht, l'étendue de l'Acadie : cela peut être ; mais il n'a jamais été question, en fait de cessions, de l'intention du cessionnaire, mais uniquement de celle du cédant, & de ce qui est exprimé dans l'acte de cession ; la loi doit même naturellement s'interpréter pour celui qui cède contre celui qui reçoit, supposé qu'il y ait dans l'acte de cession quelque expression douteuse ; mais c'est ce qui n'existe point dans le Traité d'Utrecht, dont les expressions ne sont point équivoques.

4.^o Enfin, les Commissaires de Sa Majesté Britannique objectent la prévoyance qu'eut le Ministre de France de faire insérer nominément dans les ordres de restitution, en exécution du Traité de Breda, les forts de Pentagoet, de la rivière Saint-Jean & de Port-royal *.

Loin que cette circonstance puisse prouver que ces forts fussent incontestablement dans les limites de l'Acadie, elle prouve au contraire qu'on pouvoit élever

P R E U V E S.

* Lettres patentes du Roi d'Angleterre, pour la restitution de l'Acadie, du 17 février 1667-8.

sur

quelque d
caution ne
du Colône
mais ce fa
até dans
Il résulte
être exp
lance entr
recht : nul
e Breda F
recht.

A F

*Suite de l'e
missaires
l'opposit
l'exécution*

E peu
gleterre
Colonel
tions stipu
vient, suiv

Lettre du
7 novembre

ne l'intention
pas été de
Utrecht, l'é-
t être; mais
à fait de ces-
onnaire, mais
nt, & de ce
e cession; la
s'interpréter
ui qui reçoit,
e de cession
; mais c'est
Traité d'U-
é sont point

quelque difficulté à cet égard, & la pré-
caution ne fut point vaine. La résistance
du Colonel Temple * en a été la preuve;
mais ce fait sera plus particulièrement dis-
cuté dans l'article suivant.

Il résulte évidemment de ce qui vient
être exposé, qu'il n'y a nulle ressem-
blance entre les Traités de Breda & d'U-
trecht: nulle conséquence à tirer de celui
de Breda pour l'exécution de celui d'U-
trecht.

ART. VIII.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions tirées
du Traité
de Breda.*

ARTICLE IX.

*Suite de l'examen du Mémoire des Com-
missaires Anglois. Inductions tirées de
l'opposition du Chevalier Temple, à
l'exécution du Traité de Breda.*

E peu d'égard que l'on eut en An-
gleterre aux raisons dont se servoit
Colonel Temple pour éluder les resti-
tutions stipulées par le Traité de Breda,
vient, suivant les Commissaires Anglois,

P R E U V E S.

erre, pour la
667-8.

Lettre du Colonel Temple au sieur du Bourge
7 novembre 1668.

Art. IX.
Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.

une nouvelle preuve que les forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal sont situés en Acadie.

Les Commissaires Anglois ont voulu se faire une preuve de ce qui détruit directement leur système.

Le Colonel Temple prétendit que les forts dont il s'agit, étoient situés dans la nouvelle Ecosse, & non dans l'Acadie *. L'ordre qui lui étoit envoyé portoit la restitution de cinq forts; savoir de ceux dont on vient de parler, & des forts de cap de Sable & de la Heve. Le Colonel Temple convenoit, à l'égard de ces derniers, qu'ils étoient situés en Acadie; ce qui est conforme aux limites que les Commissaires du Roi ont données à ce pays par leurs Mémoires des 21 septembre & 16 novembre de l'année dernière.

On observera en passant, que les limites de la nouvelle Ecosse idéale de 1621 terminent à la rivière de Sainte-Croix & que par conséquent, le fort de Pentagoet ne s'y trouvoit point renfermé; quoique le Chevalier Temple place ce fort dans la nouvelle Ecosse; mais appa-

P R E U V E S.

* Lettre du Colonel Temple au sieur du Bourg du 7 novembre 1668.

res du Roi

les forts de
& de Port-

is ont voulu
ni détruit di-

endit que les
situés dans le
as l'Acadie *
é portoit le
voir de ceux
des forts de

Le Colonel
l de ces der
en Acadie
nites que le
lonnées à c
21 septembr
dernière.

que les limite
de 1621
ainte-Croix
fort de Pen
nt renfermé
ple place
; mais appa

sieur du Bou

sur les limites de l'Acadie. 215

remment que ce Gouverneur, dans le même esprit que quelques auteurs Anglois, trouva à propos d'étendre le nom de la prétendue nouvelle Ecosse jusqu'aux limites de la nouvelle Angleterre.

Pour juger du vrai mérite de l'exception qui étoit formée par le Colonel Temple, afin de se dispenser de restituer les forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal, il s'agit de déterminer par quels principes on n'eut point d'égard en Angleterre à ses représentations.

On ne peut l'attribuer qu'à deux motifs, ou parce que le Colonel Temple avoit de fausses notions de ce pays, ou parce que l'intention des Parties contractantes au Traité de Breda, avoit été de restituer de bonne foi ce qui leur appartenoit légitimement.

Les négociations & le Traité de Breda ne laissent aucun doute sur l'intention des Parties. De-là, nulle difficulté de la part de l'Angleterre à inférer, sur la réquisition du Ministre de France, dans les ordres envoyés au Colonel Temple, les noms des forts de Pentagoet, de Saint-Jean & de Port-royal; & dès-lors la résistance du Colonel Temple ne pouvoit être avouée, parce que les ordres qui lui étoient envoyés étoient l'interprétation la moins

ART. IX.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

216 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. IX.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

équivoque de l'esprit dans lequel avoit été négocié le Traité de Breda, & du sens qu'il falloit donner à son exécution. On ne peut donc, avec aucune sorte de fondement, attribuer le peu d'égard que l'on eut à ses représentations, aux fausses notions qu'il auroit eues d'un pays qu'il habitoit, & qui lui avoit été concédé peu après l'invasion de 1654.

La distinction qu'il faisoit étoit puisée dans son propre titre de concession; le pays dont il est ici question, avoit été concédé par Cromwel, le 9 août 1656, tant audit sieur Temple, qu'aux sieurs de la Tour & Crowne *; les Commissaires du Roi n'en peuvent produire qu'une traduction informe qui s'est trouvée au dépôt de la marine; dans cette pièce on trouve une distinction précise & formelle entre l'Acadie & ce que les Anglois appeloient la nouvelle Ecosse, quoiqu'il ait plu à Cromwel de les confondre dans les ordres qu'il envoya la même année au Capitaine Leverett, pour remettre

P R E U V E S.

* Concession de l'Acadie & de partie du pays nommé par les Anglois la nouvelle Ecosse, aux sieurs de la Tour, Temple & Crowne, par Cromwel le 9 août 1656.

Jun

Colonel

pris sur le

« Nou

» cette p

» Thoma

» tous &

» dans l'A

» limités ;

» appelé l

» la nouve

» du côté

» de la H

» mer jus

» jusqu'à

» la Tour

» l'E'mero

» des isles

» de-là, j

» Marie,

» jusqu'à

» les côtes

» de-là, ra

» Saint-Jea

» côte jus

» Colon

» Saint-Ge

» la nouve

» Cette co

» porte l'a

» partie de la

» qui fait voi

Tome 1

lequel avoit
ceda, & du
n exécution
une sorte de
d'égard que
, aux fausses
n pays qu'il
concedé peu

étoit puise
ncession; le
, avoit été
août 1656
qu'aux sieurs
es Commis
duire qu'un
trouvée au
te pièce o
& formelle
Anglois ap
e, quoiqu
nsfondre dan
même ann
remettre a

Colon
partie du p
cosse, aux sie
par Cromwe

Colonel Temple les forts qui avoient été
pris sur les François.

« Nous donnons & octroyons (porte
» cette pièce) aux sieurs de la Tour,
» Thomas Temple & Guillaume Crowne,
» tous & chacun les terres & héritages
» dans l'Amérique, ci-après déclarés &
» limités; savoir, le pays & territoire
» appelé l'Acadie, & partie du pays nommé
» la nouvelle E'cosse, depuis Merliguesche,
» du côté de l'est, jusqu'au port & cap
» de la Heve; rangeant les côtes de la
» mer jusqu'au cap de Sable; & de-là
» jusqu'à un certain port appelé le port
» la Tour, & à présent nommé le port
» l'Emeron; & de-là, rangeant les côtes
» des isles jusques au cap Fourchu; &
» de-là, jusqu'au cap & rivière Sainte-
» Marie, en rangeant les côtes de la mer
» jusqu'à Port-royal; & de-là, rangeant
» les côtes jusqu'au fond de la baie; &
» de-là, rangeant ladite baie jusqu'au fort
» Saint-Jean; & de-là, rangeant toute la
» côte jusqu'à Pentagoet & la rivière
» Saint-George, situé sur les confins de
» la nouvelle Angleterre, &c. »

Cette concession comprend, ainsi que
porte l'acte même, l'Acadie & une
partie de la nouvelle E'cosse idéale, ce
qui fait voir bien évidemment,

Tome I.

K

ART. IX.

Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.

ART. IX.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

En premier lieu, que l'Acadië propre & la nouvelle E'cosse idéale dénotent deux pays différens, & qui ne sont pas totalement les mêmes, ainsi qu'on l'a déjà observé dans le cinquième article de ce Mémoire.

En second lieu, que l'Acadie propre est beaucoup moins étendue que la nouvelle E'cosse idéale, & que l'Acadie n'en fait qu'une partie, ce qui est entièrement conforme à l'opinion qu'en avoit le Colonel Temple; preuve que la distinction qu'il en faisoit n'étoit pas en soi aussi frivole, comme le prétendent les Commissaires de Sa Majesté Britannique, puisqu'elle étoit fondée sur son propre titre de concession, émané du gouvernement d'Angleterre.

On est fondé à croire que cette distinction étoit pareillement fondée sur les Lettres patentes qu'il obtint de Charles II. après la restauration de ce Prince sur le trône de ses pères. Les Commissaires du Roi n'ont point de copie de ces Lettres; mais il en est fait mention dans une réponse du Chevalier Temple, au sieur de Bourg; réponse dont la copie fut envoyée dans le temps au Conseil du Roi d'Angleterre par le Chevalier Temple, & qui a été communiquée aux Commissaires de

su
Roi par
nique.

Le C
ment qu
lui a cor
sceau d'

l'Acadie
E'cosse;
pour dire
sunt men

pas tenu
la nouvel

Si l'on
parlé de

die, on y
n'est qu'u

c'est ce c
ticle XII

graphique

On cro
posé suffi

faite par le
& toute l'

la présentè
prouvé qu

elle décide

Acadie propre
énotent deux
t pas totale
l'a déjà ob-
e de ce Mé-

Acadie propre
que la nou-
Acadie n'en
entièrement
voit le Co-
a distinction
soi aussi fi-
es Commis-
ique, puis-
propre titre
ouvernement

e cette dif-
ndée sur le
e Charles II
Prince sur le
missaires du
ces Lettres
ans une ré-
au sieur de
fut envoyé
Roi d'Angle-
le, & qui
missaires d-

Roi par ceux de Sa Majesté Britan-
nique.

Le Chevalier Temple y dit expressé-
ment que le Roi de la Grande-Bretagne
lui a confié par ses Lettres, sous le grand
sceau d'Angleterre, le gouvernement de
l'Acadie & d'une partie de la nouvelle
Ecosse; & c'est de-là qu'il argumente,
pour dire que le Traité de Breda ne fai-
sant mention que de l'Acadie, il n'est
pas tenu de rendre les places situées dans
la nouvelle Ecosse.

Si l'on consulte les Anglois qui ont
parlé de la nouvelle Ecosse & de l'Aca-
die, on y trouve en général que l'Acadie
n'est qu'une partie de la nouvelle Ecosse:
c'est ce que l'on démontrera dans l'ar-
ticle XIII en traitant des notions Géo-
graphiques de l'Acadie.

On croit que ce qui vient d'être ex-
posé suffit pour donner à la distinction
faite par le Colonel Temple, tout le poids
& toute l'autorité qu'elle doit avoir dans
la présente discussion; & dès qu'il est
prouvé qu'en soi elle n'est point frivole,
elle décide formellement la question.

ART. IX.

*Suits de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*



ARTICLE X.

Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées de plusieurs Lettres & Mémoires des Ambassadeurs de France, & des Gouverneurs François de l'Amérique, ainsi que d'un Mémoire du Bureau du commerce & des plantations, sur les limites de la nouvelle Angleterre.

Les Commissaires Anglois ont produit pour le soutien de leur système sur les limites de l'Acadie.

1.^o Un Mémoire de l'Ambassadeur de France, en 1685 * concernant la confiscation de plusieurs navires Anglois qui avoient fait la pêche sur les côtes des établissemens François sans la permission du Roi ; & il est dit dans ce Mémoire que les côtes d'Acadie s'étendent depuis l'Isle Percée ; jusqu'à la rivière Saint-George.

P R E U V E S.

* Mémoire de l'Ambassadeur de France, du 10 septembre 1685.

2.^o U
de Franc
que les
des vins
dans la p
3.^o U
de 1698
l'étendue
étend les
4.^o U
fateur de
des propo
de l'Acad
rivière Sa
fort de C
de Hudso
cas où il
du Roi
de l'Acad
5.^o U
casse, de

(a) Voye
les Commiss
(b) Lettre
(c) Voye
dans des obs
des plantation
(d) Prom
Subercase, d

Sur les limites de l'Acadie. 221

2.° Un autre Mémoire des Ministres de France, en 1687 (a), où l'on se plaint que les Anglois aient prétendu confisquer des vins qui alloient à Pentagoet, située dans la province d'Acadie.

3.° Une lettre de M. de Villebon, de 1698. (b) commandant en Acadie sur l'étendue de son gouvernement, dont il étend les bornes jusqu'au Kinibeki.

4.° Un nouveau Mémoire de l'Ambassadeur de France en 1700 (c), contenant des propositions alternatives sur les bornes de l'Acadie, soit pour les restreindre à la rivière Saint-George, dans le cas où le fort de Chichitouan, du côté de la baie de Hudson resteroit à la France; & dans le cas où il n'y resteroit pas, l'Ambassadeur du Roi insistoit sur l'étendue des limites de l'Acadie, jusqu'à la rivière Kinibeki.

5.° Une promesse du sieur de Subercase, de 1710 (d) où cet Officier s'inti-

ART. X.

*Suite de
l'examen des
Mémoires des
Commissaires
Anglois, &c.*

P R E U V E S.

(a) Voyez ledit Mémoire qui a été produit par les Commissaires Anglois.

(b) Lettre de M. de Villebon, du 5 sept. 1698.

(c) Voyez l'extrait dudit Mémoire, rapporté dans des observations du Bureau du commerce & des plantations, du 29 avril 1700.

(d) Promesse ou passeport donné par M. de Subercase, du 23 octobre 1710.

ART. X. *Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois, &c.* **tule** Gouverneur de l'Acadie, du Cap-Breton, isles & terres adjacentes, depuis le cap des Rosiers du fleuve Saint-Laurent, jusqu'à l'ouest de la rivière Kinibeki; & où, en parlant de Port-royal, il s'exprime de la sorte, *Port-royal à l'Acadie.*

On a rappelé de suite toutes ces différentes pièces, parce que les inductions que les Commissaires Anglois en prétendent tirer, se réfutent par une seule réflexion qui leur est commune.

C'est que toutes ces pièces sont postérieures au Traité de Breda; qu'alors l'abus de donner le nom d'Acadie à la baie Francoise & à la côte des Etchemins, étoit assez fréquent: c'est-là ce que prouvent ces pièces, & c'est ce que les Commissaires du Roi n'ont point contesté; on pourroit tout au plus en conclurre que c'étoit l'état actuel de l'Acadie, lorsque Port-royal a été pris par les Anglois: il en pourroit résulter que ces pièces seroient propres à désigner les dernières limites de l'Acadie; mais cela même est la preuve la plus convaincante qu'elles ne peuvent s'appliquer aux anciennes limites de cette province, le seul objet dont il soit question.

Lorsque les Commissaires Anglois disent *au paragr. XXV*, que le Mémoire de l'Ambassadeur de France, de 1685,

sur
représent
qu'ils de
manque
Mémoire
l'isle Per
septembr
deux cer
de Québ
Si le
royal dan
suite de
improprie
mination
adjacens
étoit Gor
die, ma
considéra
son gou
propres d
pareilleme
en résulte
sur l'éten
point d'a
de l'Acad
La dist
tirée du
le Père C

* Voyez
Commissaires

, du Cap-
es, depuis le
nt-Laurent,
Kinibeki; &
il s'exprime
adie.

es des diffé-
ructions que
prétendent
le réflexion

font posté-
alors l'abus
a baie Fran-
s, étoit assez
rouvent ces
missaires du
on pourroit
c'étoit l'état
Port-royal a
en pourroit
at propres à
e l'Acadie;
la plus con-
s'appliquer
province,
tion.

Anglois di-
le Mémoire
de 1685,

représente l'Acadie avec les mêmes limites qu'ils demandent présentement, c'est un manque d'attention de leur part; car ce Mémoire n'en porte l'étendue que jusqu'à l'isle Percée; & par leur Mémoire du 21 septembre 1750, ils l'ont portée environ deux cens lieues plus loin jusque vis-à-vis de Québec.

Si le sieur de Subercase place Port-royal dans l'Acadie, ce n'est que par une suite de l'étendue que l'on avoit donnée improprement à l'Acadie, dont la dénomination étoit alors commune aux pays adjacens & circonvoisins; & en effet il étoit Gouverneur non seulement de l'Acadie, mais des terres adjacentes. Cette considération suffit seule pour montrer que son gouvernement excédoit les limites propres & anciennes de l'Acadie; c'étoit pareillement le cas du sieur de Villebon. Il en résulte que ce qu'il dit dans sa lettre sur l'étendue de son gouvernement, n'a point d'application aux anciennes limites de l'Acadie.

La distinction des anciennes limites est tirée du Traité même d'Utrecht; & si le Père Charlevoix en a fait mention *,

P R E U V E S.

* Voyez le paragraphe LXVIII du Mémoire des Commissaires Anglois.

ART. X.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

224 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. X: pouvoit-il puiser dans une source plus authentique & plus respectable ! on ne voit pas que cela puisse affoiblir en rien l'autorité du Traité d'Utrecht.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

On ne doit pas terminer cet article sans parler de l'avis du Bureau du commerce & des plantations *, qui a été communiqué par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, sur le Mémoire de l'Ambassadeur de France de 1700, concernant les limites entre la nouvelle France & la nouvelle Angleterre.

Les Commissaires de ce Bureau déclarent que les limites de la nouvelle Angleterre doivent s'étendre de *droit* jusqu'à Sainte-Croix; par-là les Anglois s'approprient le Kinibeki & la rivière de Pentagoet.

En 1700, le Traité de Breda subsistoit; rien n'y avoit donné atteinte. Avant ce Traité, les François possédoient légitimement un fort sur la rivière de Pentagoet, le Traité de Breda l'avoit reconnu, puisqu'en exécution de ce Traité, on en avoit ordonné & fait la restitution à la France: néanmoins, en 1700, les Commissaires

P R E U V E S.

* Observations du Bureau du commerce & des plantations, du 29 avril 1700.

source plus
ble ! on ne
ibler en rien
t.

cet article
au du com-
qui a été
ffaires de Sa
Mémoire de
1700., con-
ouvelle France

ureau décla-
ouvelle Angle-
droit jusqu'à
ois s'appro-
re de Pen-

la subsistait;
. Avant ce
nt légitime-
Pentagoet,
onnu, puis-
on en avoit
la France:
ommissaires

merce & des

Sur les limites de l'Acadie. 225

du Bureau du commerce & des planta-
tions déclarent contre les stipulations les
plus précises & les plus authentiques, que
ce même territoire, reconu appartenir à
la France, appartient de droit à l'Angle-
terre. On supprime toute réflexion sur
une pareille assertion.

Quant au sentiment des Commissaires
de Sa Majesté Britannique, il a varié sur
les limites de la nouvelle Angleterre.

Aux paragraphes IV, V & LX, ils
bornent les possessions de la France aux
Virgines; & *au paragraphe XLVI*, ils
étendent les concessions de la nouvelle
Plymouth, qui, suivant eux, est une des
Virgines, jusqu'à la rivière Sainte-Croix.
Ils font, dans cet endroit de leur Mé-
moire, du même sentiment que les Com-
missaires du Bureau du commerce & des
plantations.

Mais dans d'autres endroits, ils soutien-
nent & tâchent de prouver que Penta-
goet étoit la frontière des possessions de
la France. Ils citent à cet effet, *au para-
graphe LXI*, une lettre du Comte d'Es-
trades; ils appuient cette opinion, *au para-
graphe XXIII*, sur le Traité de Breda;
& ils déclarent, *au paragr. LIX*, qu'ils
pourront toujours prouver cette opinion
lorsqu'il sera nécessaire.

ART. X.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

226 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. X.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

Ces deux opinions cependant sont évidemment contraires; & si l'une est vraie, l'autre ne peut l'être: mais il ne sera pas difficile de démontrer que ni l'une ni l'autre ne sont exactes.

1.^o La Charte Angloise de 1606 ne peut pas déterminer les limites des possessions de la France; elle est postérieure à celle de 1603, accordée au sieur de Monts, & aux établissemens qui furent commencés en conséquence dès 1604.

2.^o Par la Charte de 1606, les deux Virgines des Anglois ne devoient s'étendre qu'à cinquante milles de distance, le long des côtes du lieu de leur premier établissement. Par-là, celui de la nouvelle Plymouth, qui étoit le plus nord, loin d'arriver jusqu'à Sainte-Croix, ne s'étendrait pas même jusqu'à Boston, qui n'a été fondé depuis qu'en 1630. Ainsi, loin que la Charte de 1606 favorise la prétention des Commissaires Anglois, elle peut, au contraire, servir à établir une opinion qui les resserreroit dans des limites beaucoup plus étroites que celles qu'on leur conteste.

Par rapport au passage tiré du Comte d'Estrades, que Pentagoet est la première place de ce qu'il appeloit Acadie, il y a deux observations à faire.

La première, c'est qu'il a lui-même

étendu
jusqu'à
qui est b
les limi

La se
est dans
dans ce
Quoiqu
Pentago
place du
il n'en ré
leur fron
sert en m
tions qu
prétendu

Il ne re
dre les pr
état de d
qui est da
à cet égar

Toutes
prouvent
dans tous
tière de K
seroient vo
George;
ci-dessus,
avoir beau
du comme
avril 1700

s du Roi

nt sont évi-
e est vraie,
ne sera pas
une ni l'au-

1606 ne
s des pos-
postérieure
au sieur de
qui furent
ès 1604.

es deux Vir-
étendre qu'à
le long des
ablissement.

Plymouth,
'arriver jus-
it pas même
ondé depuis
e la Charte

des Com-
u contraire,
i les resser-
aucoup plus
conteste.

s du Comte
la première
adie, il y a

a lui-même

Sur les limites de l'Acadie. 227

étendu ce qu'on appeloit alors Acadie, jusqu'à la nouvelle York inclusivement; ce qui est bien éloigné d'en vouloir restreindre les limites à la rivière de Pentagoet.

La seconde, c'est qu'il y a souvent un fort est dans le centre d'une possession; & dans ce cas, il n'en désigne pas les limites. Quoique les François eussent un fort à Pentagoet, & que ce fût leur première place du côté de la nouvelle Angleterre, il n'en résulte pas que ce fût l'extrémité de leur frontière: & cette dernière réflexion sert en même temps de réponse aux inductions que les Commissaires Anglois ont prétendu tirer du Traité de Breda.

Il ne reste donc, sur cet objet, qu'à attendre les preuves qu'ils ont annoncé être en état de donner; car il est évident que ce qui est dans leur Mémoire ne prouve rien à cet égard.

Toutes les pièces qu'ils ont produites prouvent, au contraire, que la France dans tous les temps a insisté sur la frontière de Kinibeki, & que les Anglois se seroient volontiers bornés à la rivière Saint-George; car après ce qui a été exposé ci-dessus, on n'a imaginé pas que l'on doive avoir beaucoup d'égard à l'avis du Bureau du commerce & des plantations, du 29 avril 1700.

ART. X.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

0

3

07

228 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. X.

*Suive de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

Toutes les relations font commencer à la rivière Kinibeki la côte des Etchemins, dont les François sont les premiers possesseurs, & les légitimes propriétaires.

Si l'on peut ajoûter foi à ce qui se trouve dans l'histoire du P. Charlevoix (a), les Anglois tentèrent de s'établir sur le Kinibeki en 1671; mais ils se retirèrent, sur les plaintes qui en furent portées par les François, le Kinibeki étant regardé comme faisant la séparation de la nouvelle Angleterre & de la nouvelle France.

Les Lettres de concession accordées par Cromwel, en 1656, aux sieurs de la Tour, Crowne & Temple, tant de l'Acadie, que d'une partie de ce qu'il appeloit la nouvelle Ecosse, s'étendent jusqu'à la rivière Saint-George; en sorte qu'elle n'étoit point alors regardée par les Anglois mêmes, comme faisant partie de la nouvelle Angleterre.

Mais le titre dont l'Angleterre peut le moins exciper, est sans contredit la Charte accordée pour la nouvelle Angleterre, le 7 octobre 1691 (b), par le Roi Guillaume III, & par la Reine Marie son épouse.

P R E U V E S.

(a) Tome I, page 439.

(b) Charte accordée à la province de la baie de Massachusset, le 7 octobre 1691.

Par
Charte
seul go
velle A
gloises;
Plymou
chuset,
limites
exactem
la rivièr
chûre se
par les p
dock bo
terre.

Par
Charte
alors en
pareillen
la partie
Amériq
donné
tout le
idéale &
dans le
depuis l
celle de

Mais
une diff
dans ces
A l'

Par une première disposition de cette Charte, le Roi d'Angleterre réunit en un seul gouvernement, sous le nom de nouvelle Angleterre, plusieurs colonies Angloises; savoir, la colonie de la nouvelle Plymouth, celle de la baie de Massachusset, & la province de Maine: les limites de ces différentes colonies y sont exactement décrites; elles se terminent à la rivière de Sagadahock, dont l'embouchure se réunit à celle du Kinibeki. Ainsi, par les propres titres des Anglois, le Sagadahock borne & limite la nouvelle Angleterre.

Par une seconde disposition de cette Charte, le Roi d'Angleterre, qui étoit alors en guerre avec la France, réunit pareillement à la nouvelle Angleterre toute la partie des possessions des François en Amérique, à laquelle les Anglois avoient donné le nom de nouvelle Ecosse, & tout le pays situé entre cette province idéale & la nouvelle Angleterre, ce qui dans le système Anglois doit s'entendre depuis la rivière de Sainte-Croix, jusqu'à celle de Sagadahock.

Mais on ne doit pas omettre d'observer une différence essentielle qui se trouve dans ces deux dispositions.

A l'égard des pays que concerne la

ART. X. première, c'est-à-dire, qui sont situés à l'ouest du Sagahadock, qui composent la nouvelle Angleterre, & qui appartenoient légitimement à la Couronne de la Grande-Bretagne, la Charte donne tout pouvoir au gouvernement de la nouvelle Angleterre, d'accorder définitivement toutes les concessions qu'il jugera à propos.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

A l'égard des concessions dans les pays que concerne la seconde disposition de la Charte, c'est-à-dire, qui sont situés à l'est du Sagahadock, & qui appartenoient à la France, le Roi se réserve le droit de les confirmer; & jusque-là, elles sont déclarées nulles & de nul effet.

D'où provient cette différence, si ce n'est que l'on savoit bien en Angleterre n'avoir aucun droit légitime sur ces pays, & que l'on prévoyoit qu'à la paix la France pourroit bien n'en pas faire la cession à l'Angleterre! Et de fait, le Traité de Rîswick n'apporta aucun changement aux possessions de la France dans cette partie de l'Amérique.

Il est d'ailleurs remarquable que tout le pays situé entre la rivière de Sainte-Croix & le Sagahadock, est désigné dans la Charte Angloise, & n'y est point nommé; ce qui fait voir, en premier lieu, que l'Angleterre elle-même ne le comprenoit

point so
nouvelle
fares pr
ce titre
voit jar
l'Angle
le nom
ne leur
qu'ils e
à un pa
roit une
dont il

On v
dre ou
des pos
présume
partie c
Traité c
de leurs

Lors
mins fai
étenden
au moir

Mais
point p
alors re
Sainte-C

Les v
cependa
de tous

es du Roi

sont situés à
composent la
appartenoient
de la Grande-
pouvoir au
Angleterre,
es les con-

ans les pays
sition de la
situés à l'est
enoient à la
droit de les
sont déclara-

ence, si ce
Angleterre
r ces pays,
la paix la
faire la ces-
le Traité de
gement aux
cette partie

que tout le
inte-Croix
é dans la
nt nommé;
lieu, que
omprendit

sur les limites de l'Acadie. 231

point sous le nom d'Acadie, ni même de nouvelle Ecosse, quoique les Commissaires prétendent aujourd'hui le réclamer à ce titre : en second lieu, que ce pays n'avoit jamais fait partie des domaines de l'Angleterre; car si les Anglois ont donné le nom de nouvelle Ecosse à un pays qui ne leur appartenoit pas, peut-on présumer qu'ils eussent négligé de donner un nom à un pays qui leur eût appartenu? Ce seroit une négligence ou une indifférence dont il n'y a jamais eu d'exemple.

On voit les Commissaires Anglois étendre ou resserrer successivement les bornes des possessions des François, suivant qu'ils présumant qu'elles sont ou ne sont point partie de ce qui leur a été cédé par le Traité d'Utrecht; & c'est-là le principe de leurs variations à cet égard.

Lorsqu'ils croient que la côte des Etchemins fait partie de l'Acadie, alors ils en étendent les limites jusqu'au Kinibeki, ou au moins jusqu'à Pentagoet.

Mais si la côte des Etchemins ne fait point partie de l'Acadie, ils en voudroient alors resserrer les bornes à la rivière de Sainte-Croix.

Les véritables limites de ces pays sont cependant fixes, certaines, indépendantes de tous les motifs qui font varier les

ART. X.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.*

232. *Mém. des Commissaires du Roi*

Ann. X.
Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, &c.

opinions : il paroît que les Anglois , plus d'une fois , ont borné leurs prétentions à la rivière Saint-George ; que dans le fait & le droit , ils ne peuvent point les étendre au de-là du Kinibeki ; que selon leurs propres titres , leurs possessions sont encore moins étendues , & qu'elles ne dépassent pas la rivière de Sagahadock.

ARTICLE XI.

Suite de l'examen du Mémoire des Commissaires Anglois. Inductions tirées du Traité d'Utrecht.

LES Commissaires de Sa Majesté Britannique , prétendent que , pour déterminer les limites de l'Acadie , & interpréter à cet égard le Traité d'Utrecht , il faut se guider par l'intention des parties , & se déterminer par les limites qu'elles avoient en vûe dans le cours de la négociation.

On pourroit répondre en général que ce qui a précédé un Traité ne décide point de l'étendue des stipulations qu'il renferme : il est censé que chacune des parties contractantes a porté ses demandes le plus loin qu'il lui a été possible , & l'on ne doit avoir égard qu'à ce qui a été conclu définitivement d'un commun accord.

Ja
Quoi
d'entrer
que pro
missaires
sieurs de
ce qu'ils
ques-uns
La pr
mandes
elle prop
respectiv
dont elle
l'Améric
de la pa
La d
renvoyée
Si elle e
n'auoier
Port-roy
à la paix
à la Fran
presque
nommém
même ille
les Angl
guerre de

* Répon
demandes p
parvenir à l

es du Roi

Anglois, plus
réentions à
dans le fait
int les éten-
selon leurs
font encore
e, dépassent

XI.

e des Com-
ns tirées du

Majesté Bri-
pour dé-
, & inter-
Utrecht, il
s parties, &
elles avoient
ciation.

éral que ce
écide point
l renferme:
arties con-
le plus loin
n ne doit
onclu défi-
rd.

Sur les limites de l'Acadie. 233

Quoi qu'il en soit, on ne refuse point d'entrer dans l'examen des différentes pièces que produisent à cette occasion les Commissaires de Sa Majesté Britannique. Plusieurs de ces pièces ne prouvent rien de ce qu'ils ont dessein de prouver, & quelques-unes prouvent le contraire.

La première de toutes est l'état des demandes formées par l'Angleterre *, où elle proposoit que chaque nation gardât respectivement les domaines & territoires dont elle se trouveroit en possession dans l'Amérique septentrionale, à la ratification de la paix.

La discussion de cette demande fut renvoyée aux conférences pour la paix. Si elle eût eu son exécution, les Anglois n'auroient acquis, par le Traité, que Port-royal, dont ils étoient en possession à la paix : l'Acadie entière seroit restée à la France; elle auroit gardé Plaisance, presque toute l'isle de Terre-neuve, & nommément le fort Saint-Jean dans la même isle, le poste le plus important que les Anglois y eussent occupé avant la guerre de 1702.

P R E U V E S.

* Réponse de la France, du 8 octobre 1711, aux demandes préliminaires de la Grande-Bretagne, pour parvenir à la paix.

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées du Traité
d'Utrecht.*

234 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois, In-
structions tirées du Traité
d'Utrecht.*

Pour seconde pièce, les Commissaires Anglois produisent les instructions (a) de l'Angleterre, à ses Ambassadeurs plénipotentiaires au congrès d'Utrecht, par ces instructions ils sont chargés de revendiquer le pays nommé la nouvelle Ecosse, & expressément Port-royal, dont les Anglois se trouvoient en possession.

Ce que l'Angleterre prescrit à ses Ministres par des instructions, peut servir à établir l'état de ses demandes, mais ne peut jamais être regardé comme la mesure des cessions qu'on lui a faites depuis ; & au surplus, ces instructions annoncent bien que Port-royal est dans l'étendue du pays auquel les Anglois avoient voulu donner la dénomination de nouvelle Ecosse, mais elles ne prouvent point que cette ville soit dans les anciennes limites de l'Acadie ; par conséquent, elles ne touchent point à l'état de la question, qui est déterminée par les propres termes du Traité d'Utrecht.

La troisième pièce est un Mémoire de M. de Saint-Jean (b) Secrétaire d'Etat d'An-

P R E U V E S.

(a) Instructions, du 23 décembre 1711, pour Milord Strafford.

(b) Mémoire de M. de Saint-Jean à M. de Torcy, du 24 mai 1712.

sur

gleterre, velle Ecosse, anciennes

La France s'y détermine, moires de Sa Majesté proposa, les Anglois de l'Acadie voit, de sions qui gouverne offroit d'être dans un Commissaire son intention mêmes limites est détruite il porte la avant les limites anciennes

L'examen manière point tire des commissaires

* Réponse de la France aux réponses

Commissaires
tions (a)
adeurs plé-
recht, par
s de reven-
lle E'cosse,
ont les An-
on.
à ses Mi-
ut servir à
, mais ne
à la mesure
depuis ; &
oncent bien
ue du pays
oulu don-
lle E'cosse,
que cette
ites de l'A-
ne touchent
qui est dé-
du Traité

Mémoire de
l'Etat d'An-

1711, pour

M. de Torcy,

gleterre, qui propose la cession de la nou-
velle E'cosse ou de l'Acadie, suivant ses
anciennes limites.

La France eut beaucoup de peine à
s'y déterminer. On voit dans deux Mé-
moires communiqués par les Commissaires
de Sa Majesté Britannique *, qu'elle
proposa d'autres cessions pour engager
les Anglois à se désister de la demande
de l'Acadie : le Roi offrit, s'il la conser-
voit, de restreindre les limites des posses-
sions qui faisoient alors partie du même
gouvernement. Or, de ce que la France
offroit d'en restreindre les limites actuelles,
dans un cas qui n'a point eu lieu, les
Commissaires Anglois en concluent que
son intention a été de la céder avec ces
mêmes limites actuelles. Ce raisonnement
est détruit par le Traité même d'Utrecht :
il porte la cession de l'Acadie, non sui-
vant les limites actuelles mais suivant ses
anciennes limites.

L'examen de ces pièces fait voir d'une
manière bien évidente, qu'on n'en peut
point tirer les inductions dont les Com-
missaires Anglois ont cherché à se pré-

P R E U V E S.

* Réponse du Roi, du 10. juin 1712, & offres
de la France avec les demandes de l'Angleterre, &
les réponses de la France, du 10 septembre 1712.

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions tirées
du Traité
d'Utrecht.*

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées du Traité
d'Utrecht.*

valoir. On verra, au contraire, qu'ils ont eux-mêmes administré une preuve certaine, que la France n'a jamais eu l'intention de céder ce qu'ils demandent aujourd'hui.

Indépendamment de la cession de l'Acadie, suivant ses anciennes limites, l'Angleterre avoit demandé que l'isle du Cap-Breton fût commune aux deux nations, & que les François n'y pussent élever aucune fortification.

Le Roi résista à cette proposition, & il appuya son refus par des raisons auxquelles l'Angleterre se rendit. Ces raisons font connoître ses vûes & ses intentions, mieux que tous les argumens & les raisonnemens que l'on pourroit faire. La réponse de la France, rapportée par les Commissaires Anglois, est datée de Marly, du 10 juin 1712. Voici comme elle s'énonce :

« Comme on n'a vû que trop souvent
» les nations les plus amies devenir enne-
» mies, il est de la prudence du Roi de
» se réserver à lui-même la possession de
» la seule isle, qui lui donnera désormais
» une entrée à la rivière de Saint-Laurent;
» car les vaisseaux de Sa Majesté seroient
» entièrement privés de cet avantage, si
» les Anglois, maîtres de l'Acadie & de

Jur

» Terre-
» commu
» Cap-B
» pour la
» (ce qu
» velée e
» moyen
» de pen
» dissimu
» que le
» la libert
» tous les
» isles &
» Saint-L
» Cap-B
Majesté j

S'il y
concernan
la paix d
que l'Ang
la conserv
l'embouch
& de parv
il n'y a r
traire à ce
que la Fr
à l'Anglet
du golfe S
méridional
la hauteur

» Terre-neuve, possédoient encore en
» commun avec les François l'Isle du
» Cap-Breton : & le Canada seroit perdu
» pour la France, aussi-tôt que la guerre
» (ce qu'à Dieu ne plaise) seroit renou-
» velée entre les deux nations ; mais le
» moyen le plus sûr de la prévenir, c'est
» de penser que cela peut arriver. On ne
» dissimulera pas, & par la même raison,
» que le Roi veut se réserver à lui-même
» la liberté naturelle & commune qu'ont
» tous les Souverains, d'élever dans les
» isles & dans l'embouchûre de la rivière
» Saint-Laurent, ainsi que dans l'Isle du
» Cap-Breton, telles fortifications que Sa
» Majesté jugera nécessaires. »

S'il y a un fait qui soit incontestable,
concernant les intentions de la France à
la paix d'Utrecht, & sur lequel il paroît
que l'Angleterre se soit rendue, c'est sur
la conservation de la liberté de fortifier
l'embouchûre du fleuve Saint-Laurent,
& de parvenir en sûreté au Canada. Or,
il n'y a rien de plus diamétralement con-
traire à ces intentions, que de supposer
que la France auroit eu celle de céder
à l'Angleterre toute la partie méridionale
du golfe Saint-Laurent, ainsi que la rive
méridionale du fleuve de ce nom, jusqu'à
la hauteur de Québec ; cette cession auroit

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées du Traité
d'Utrecht.*

produit beaucoup plus certainement que celle du Cap-Breton, tous les effets qu'en appréhendoit si justement le feu Roi : mais plus les prétentions des Commissaires Anglois sont exorbitantes, plus leur peu de fondement se rend manifeste & palpable.

Ils prétendent (*parag. LXXXI*) que l'isle du Cap-Breton, & une partie des isles du golfe Saint-Laurent, étoient comprises dans les limites de l'Acadie, & que ce n'est que par voie d'exception que la France s'est réservée l'isle du Cap-Breton; ce qui emporte en même temps, que les autres isles, situées dans les mêmes limites, & notamment l'isle Saint-Jean, devroient appartenir à l'Angleterre.

Il ne se trouve rien dans le Traité d'Utrecht, dont on puisse induire de pareilles idées : si la France avoit retenu la possession de l'isle du Cap-Breton à titre d'exception, le Traité le porteroit, & il ne le porte pas. L'article XIII, qui concerne cette isle, ne parle pas de l'Acadie. Il déclare d'abord que l'isle de Terre-neuve, qui n'a jamais fait partie de l'Acadie, appartiendra désormais & absolument à la Grande-Bretagne, avec les isles adjacentes; il ajoute ensuite que *l'isle du Cap-Breton, & toutes les autres quelconques, situées dans*

*l'embouchure
Laurent
avec l'en
ou plusieurs*

*On a
a été in
aux de
fournées
vement
la mentio
une preuve*

*L'inter
eût rien
isles du
ment à la
& des isle
nière par*

*Les C
dront po
ait jamais
toutes les
du droit
isles, &
néanmoins
& dans l
pas servi
pour l'isle
autres.*

Au sur

s du Roi

nement que
s les effets
nent le feu
des Com-
antes, plus
d manifeste

XXI) que
e partie des
toient com-
die, & que
tion que la
ap-Breton;
ps, que les
mes limites,
devroient

Traité d'U-
re de pa-
t retenu la
eton à titre
eroit, & il
, qui con-
Acadie. Il
erre-neuve,
cadie, ap-
iment à la
adjacentes;
ap-Breton,
situées dans

Sur les limites de l'Acadie. 239

l'embouchûre & dans le golfe de Saint-Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roi d'y fortifier une ou plusieurs places.

On aperçoit clairement que cet article a été inséré dans le Traité, relativement aux demandes particulières qui avoient été formées sur cette isle, & non pas relativement à la cession générale de l'Acadie; la mention de la faculté de fortifier en est une preuve.

L'intention a été visiblement, qu'il n'y eût rien de douteux sur les différentes isles du golfe Saint-Laurent, relativement à la cession de l'isle de Terre-neuve, & des isles adjacentes, qui fait la première partie de ce même article.

Les Commissaires Anglois ne prétendent point, sans doute, que l'Acadie ait jamais, dans aucun temps, embrassé toutes les isles de ce golfe. La déclaration du droit de la France sur ces différentes isles, & sur celle du Cap-Breton, est néanmoins conçue de la même manière, & dans les mêmes termes. On ne s'est pas servi de la voie d'exception, plus pour l'isle du Cap-Breton, que pour les autres.

Au surplus, leur prétention sur une

ART. XI.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ti-
rées du Traité
d'Utrecht.*

ART. XI. partie de ces isles, savoir, sur celles qui avoisinent la côte, depuis le cap Canseau jusqu'à Gaspé, ne peut subsister sans aller directement contre le Traité d'Utrecht, qui déclare formellement que toutes les isles quelconques, situées dans le golfe Saint-Laurent, appartiennent à la France.

*Suite de
l'examen du
Mémoire des
Commissaires
Anglois. In-
ductions ri-
vées du Traité
d'Utrecht.*

ARTICLE XII.

*Objections des Commissaires Anglois, sur
l'incertitude des limites de l'Acadie, &
sur l'opinion du sieur Durand.*

LES Commissaires de Sa Majesté Britannique ont observé que ceux du Roi n'avoient point établi quelle étoit leur opinion précise sur les limites de l'Acadie, les Commissaires du Roi ont déclaré formellement par un Mémoire signé d'eux, & à la première requisiion de ceux de Sa Majesté Britannique, que les limites propres & anciennes de l'Acadie, s'étendent depuis l'extrémité de la baie Françoisse jusqu'au cap Canseau.

L'objection d'incertitude sur ces limites, ne peut donc tomber que sur celles de l'intérieur des terres; & cette indécision est une preuve de l'exactitude & de la bonne

foi

sur
foi que
propos
mites,
quer à
n'y aya
limites
la préc
entre les
Dans
usitée &
les limite
qu'à la
gent à la
nation a
c'est ain
Pyrenées
France &
du Roi c
table, ils
saires de
On ob
du Roi,
qui donn
la Pénins
Le sieu
mander,
pêcher to
respectifs,
rien hors
Il a été
Tom

s du Roi

celles qui
ap Carlseau
er sans aller
d'Utrecht,
e toutes les
ns le golfe
à la France.

KII.

Anglois, sur
Acadie, &
d.

Majesté Bri-
e ceux du
uelle étoit
limites de
u Roi ont
Mémoire si-
requisiion
nique, que
es de l'Ac-
mité de la
Canseau.

ces limites,
r celles de
décision est
de la bonne
foi

Sur les limites de l'Acadie.

241

foi que les Commissaires du Roi se sont
proposés d'apporter au règlement des li-
mites, puisque ce qu'ils auroient pu mar-
quer à cet égard, auroit été arbitraire,
n'y ayant jamais eu dans le fait aucunes
limites établies dans cette partie; & c'est
là précisément l'objet de ce qui se règle
entre les Commissaires respectifs.

Dans de pareils cas, la règle la plus
usitée & la plus convenable, est d'étendre
les limites dans l'intérieur des terres; jus-
qu'à la source des rivières qui se déchar-
gent à la côte, c'est-à-dire, que chaque
nation a de son côté les eaux pendantes;
c'est ainsi qu'on en a usé à la paix des
Pyrénées, pour fixer les limites entre la
France & l'Espagne; & si les Commissaires
du Roi connoissoient une règle plus équi-
table, ils la proposeroient aux Commis-
saires de Sa Majesté Britannique.

On objecte encore aux Commissaires
du Roi, le sentiment du sieur Durand,
qui donne, pour étendue à l'Acadie toute
la Péninsule.

Le sieur Durand étoit chargé de de-
mander, comme un préalable, pour em-
pêcher toute voie de fait entre les Sujets
respectifs, que les Anglois n'entreprissent
rien hors de la Péninsule d'Acadie.

Il a été induit en erreur sur les limites

Tome I,

L

ART. XII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur
l'incertitude
des limites
de l'Acadie,
& sur l'opi-
nion du sieur
Durand.*

242 *Mem. des Commissaires du Roi*

ART. XII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur
l'incertitude
des limites
de l'Acadie,
& sur l'opi-
nion du sieur
Durand.*

de cette province, par plusieurs Géographes, qui ont cru que l'Acadie propre comprenoit toute la Péninsule : mais comme il n'étoit point chargé d'en discuter les limites, qu'il n'avoit point de pouvoir à cet effet, qu'il n'y a eu rien de réglé, & qu'on devoit nommer des Commissaires pour traiter expressément cette matière, l'erreur où il est tombé, & que les Anglois d'ailleurs n'ont point adoptée, ne peut devenir un titre pour l'Angleterre; dès que l'erreur est connue & rectifiée, toutes les inductions qu'on en auroit pu tirer, tombent d'elles-mêmes. Il semble que les Commissaires respectifs sont au moins d'accord en un point, & qu'ils conviennent, quoique par des motifs différens, que l'opinion où a été le sieur Durand, ne peut servir de règle, qu'autant que l'exactitude en seroit démontrée par des preuves certaines & incontestables, au lieu qu'il s'est borné uniquement, comme l'observent les Commissaires Anglois, à des allégations générales.

Il est prouvé que, par le Traité d'Utrecht, la Péninsule, en entier, n'a point été cédée à l'Angleterre. Par la même raison que les Commissaires Anglois ont prétendu, *parag. LXXXII*, que si l'on n'avoit voulu céder que la Péninsule, ou

sur
l'eût sp
soutenir
que l'on
l'on eût
même l
On e
davanta
question
du sentie

A
Objection
sur

L E S C
tanni
prétenden
voir, une
rique sep
par de l'I
male; une
nouvelle
Canada p
Amérique
Danville.
Une pre
qu'il r

l'eût spécifiée dans le Traité ; on peut soutenir avec plus de fondement encore ; que l'on n'eût point omis de le faire, si l'on eût été dans l'intention de céder cette même Péninsule en entier.

On croiroit superflu de s'étendre ici davantage sur la Péninsule ; il en sera question dans l'article suivant, en parlant du sentiment de quelques Géographes.

ART. XII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur
l'incertitude
des limites
de l'Acadie,
& sur l'opi-
nion du sieur
Durand.*

ARTICLE XIII.

*Objections des Commissaires Anglois,
sur les notions Géographiques
de l'Acadie.*

LES Commissaires de Sa Majesté Britannique ont produit cinq cartes qu'ils prétendent favorables à leur opinion : savoir, une carte d'une partie de l'Amérique septentrionale par Wischer ; une par de l'Isle, de l'Amérique septentrionale ; une par le même auteur, de la Nouvelle France, ou Canada ; une du Canada par le sieur Bellin ; & une de l'Amérique septentrionale, par le sieur Danville.

Une première observation sur ces cartes, est qu'il n'y en a aucune qui soit fort

244 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

ancienne, & qu'elles sont par conséquent plus applicables au dernier état de l'Acadie qu'à son état ancien. On ne pourroit pas argumenter d'une carte actuelle de la France, pour en prouver l'étendue sous les Rois de la première race.

Une seconde observation, c'est que toutes ces cartes sont différentes entr'elles & que la plupart, bien loin d'être favorables aux prétentions des Commissaires Anglois, leur sont contraires : il n'y en a pas même une seule qui puisse se concilier avec l'excès de leurs prétentions, & c'est ce que l'examen de ces mêmes cartes rendra très-sensible.

On doit commencer par retrancher de la carte de Wischer, la nouvelle Ecosse idéale, & se borner à l'Acadie purement & simplement ; on en doit user de même par rapport à toutes les cartes Angloises où l'on trouve une nouvelle Ecosse distincte de l'Acadie : or, suivant la carte de Wischer, qui est dans ce cas, l'Acadie est renfermée dans la Péninsule ; ce qui est bien contraire, comme on l'a dit, au système des Commissaires Anglois.

Au surplus, les limites que donne cette carte à la nouvelle Angleterre & à la nouvelle Belgique, aujourd'hui la nouvelle York, choquent toutes les notions reçues

sur le

Wischer é
leterre ju
qui est dir
êtes passé
Breda, sui
agoet a ét
saisant par
mais été co
Angleterre
comprend
la nouvelle
mée dans
centre du
mites est si
qu'on est
Anglois n'
autorité d
On ne
des deux c
voit de no
dans le, M
Majesté B
élever à c
peut attrib
leur part.
Ils obser
cartes restr
nelle Franc
la rivière S
Il est vrai

conséquent
état de l'A-
On ne pour-
arte actuelle
er l'étendue
acc.

, c'est que
es entr'elles
d'être favo-
Commissaires
s : il n'y en
uisse se con-
prétentions
ces même

etrancher de
ouvelle Ecosse
purement d
r de même
Angloises
Ecosse dis-
ant la carte
as, l'Acadie
ule; ce que
n l'a dit, a
nglois.

donne cette
erre & à l
ui la nouvel
tions reçues

sur les limites de l'Acadie.

Wischer étend celles de la nouvelle An-
gleterre jusqu'à la rivière Saint-Jean; ce
qui est directement contraire aux différens
actes passés en exécution du Traité de
Breda, suivant lesquels la rivière de Pen-
agoet a été restituée à la France, comme
faisant partie de son domaine, & n'a ja-
mais été censée faire partie de la nouvelle
Angleterre. D'un autre côté, cet auteur
comprend, dans sa nouvelle Belgique ou
la nouvelle York, l'isle de Montréal, si-
tuée dans le fleuve Saint-Laurent, au
centre du Canada; cette extension de li-
mites est si dépourvûe de sens & de raison,
qu'on est persuadé que les Commissaires
Anglois n'adoptent point en cette partie
l'autorité de Wischer.

On ne prendroit point une juste idée
des deux cartes par de l'Isle, si on n'en
avoit de notions que par ce qui en est dit
dans le Mémoire des Commissaires de Sa
Majesté Britannique; il est essentiel de
élever à cet égard, une faute qu'on ne
peut attribuer qu'à une inadvertance de
leur part.

Ils observent que l'une & l'autre de ces
cartes restreignent les bornes de la nou-
velle France vers le côté septentrional de
la rivière Saint-Laurent.

Il est vrai que le titre général de *nouvelle*

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

246 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XII. *France se trouve gravé dans la partie de la carte qui est au nord du fleuve Saint-Laurent, même au nord de la rivière des Outaouacs, des Trois-rivières, & de celle du Saguenay; en sorte que par ce raisonnement on pourroit prétendre que ces différentes rivières, & à plus forte raison Québec, ne sont point dans la nouvelle France.*

*Objections
des Commis-
saires An-
glois; sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

Les Commissaires Anglois n'ignorent point que les termes de Canada & de nouvelle France, sont presque synonymes, & même la carte du sieur de l'Isle de la nouvelle France, les annonce comme tels. On trouve expressément, sur les deux cartes dont il s'agit, que le Canada embrasse les deux rives du fleuve Saint-Laurent; en sorte qu'il est bien évident que ces cartes disent le contraire de ce que prétendroient leur faire dire les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

C'est sans doute par une pareille inadvertance que les Commissaires Anglois ont avancé au paragraphe *LXXVI*, que la rivière Saint-Laurent est (la borne) la plus *NATURELLE* & la plus véritable (entre les possessions des François & celles des Anglois), & qu'elle a toujours été *APPUYÉE* comme telle par la France même jusqu'au *Traité d'Utrecht*.

Jama
soit con-
moins
Saint-I
entre le
pas mên
en ait é
encore c
tion d'ar
de Sa M
évidenn
exposé,
n'en ont
sont au
système,
dre les b
Saint-La
Ces d
la Gaspé
distinct
contraire
Anglois.
La plu
plus gran
Canada o
che de l'A
péninsule
Il est
comprehn
côte & le

Jamais on ne trouvera que la France soit convenue en aucun temps, & encore moins qu'elle ait appuyé que la rivière Saint-Laurent ait dû servir de bornes entre les deux nations; on ne prouvera pas même que jamais la proposition lui en ait été faite: & l'on ne revient point encore de la surprise de trouver cette assertion dans le Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique. On voit bien évidemment, par ce qui vient d'être exposé, que les cartes faites par de l'Isle n'en ont pu être le fondement, & qu'elles sont au contraire directement opposées au système, suivant lequel on voudroit étendre les bornes de l'Acadie jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

Ces deux cartes pareillement marquent la Gaspésie, comme un pays séparé & distinct de l'Acadie, ce qui est encore contraire au système des Commissaires Anglois.

La plus récente des deux, & qui est à plus grand point, savoir, la carte du Canada ou de la nouvelle France, retranche de l'Acadie une partie des côtes de la péninsule sur le golfe Saint-Laurent.

Il est vrai que l'une, & l'autre carte comprennent, sous le nom d'Acadie, la côte & le pays des Etchemins; mais on

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

n'a point contesté, & l'on ne conteste point que ce pays n'ait été appelé quelquefois de la sorte, & sur-tout dans les derniers temps.

D'ailleurs, la première observation qui a été faite ci-devant sur les cartes générales, s'applique à celles-ci en particulier : ce n'est pas par des cartes récentes qu'on peut juger de l'ancienne Acadie.

Le sieur Bellin a été visiblement induit en erreur par les cartes & les idées Angloises, en supposant qu'il existoit une nouvelle Ecosse réelle, distincte & indépendante de l'Acadie ; opinion dont on a suffisamment démontré l'illusion : comme il a quelquefois ajouté trop de foi aux cartes Angloises, les siennes ne peuvent pas servir de règle pour les limites ; mais au surplus, il a restreint l'Acadie dans la péninsule ; & en ce point, qui est le point essentiel & capital, le seul auquel se réduit l'état de la question, la carte qu'il a faite, & que produisent les Commissaires Anglois, est directement contraire à leurs prétentions.

La dernière carte produite par les Commissaires Anglois, est celle du sieur Danville. L'erreur où il est tombé, est d'avoir tracé par des points des limites pareilles à celles qui étoient sur la carte

pa
fondu
ont eu
diame
carte di
de l'In
Danvill
suppose
la dénon
de l'Ac
sule : en
des préc
tème A
Gaspesie
Saint-La

Les C
remment
cartes ré
des carte
anciennes
n'y a pa
l'Acadie
péninsule

Au su
même pa
s'en trou
avec leur
qu'il n'y
ont produ
plètement

par de l'Isle, & d'avoir par-là confondu les limites anciennes avec celles qui ont eu lieu durant un temps, & immédiatement avant le Traité d'Utrecht. Sa carte diffère toutefois de celle faite par de l'Isle, en ce que l'erreur du sieur Danville tombe plus sur les limites qu'il suppose entré les deux nations, que sur la dénomination des pays, puisque celle de l'Acadie est renfermée dans la péninsule : enfin, il en est de cette carte comme des précédentes, elle est contraire au système Anglois, sur ce qui concerne la Gaspésie & la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent.

Les Commissaires Anglois ont apparemment jugé à propos de se borner à des cartes récentes, au lieu d'avoir recours à des cartes anciennes, pour déterminer les anciennes limites de l'Acadie, parce qu'il n'y a pas une seule carte ancienne où l'Acadie ne se trouve renfermée dans la péninsule.

Au surplus, il est assez singulier que même parmi les cartes modernes, il ne s'en trouve pas une seule qui se concilie avec leur système en entier ; non plus qu'il n'y a pas un seul des titres qu'ils ont produits, qui puisse s'y adapter complètement.

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

Il est vrai qu'en général les Géographes ont compris sous le nom d'Acadie, toute ou la plus grande partie de la péninsule. On conviendra, avec les Commissaires de Sa Majesté Britannique, que leur autorité ne doit point être décisive. Ils sont plus occupés de donner un air de système & de vérité à leurs cartes, ainsi qu'une apparence de science & de recherche, qu'à fixer les droits des Princes, & les véritables limites des pays.

C'est pour eux une rencontre heureuse qu'un isthme : tout ce qui est en dedans de la péninsule, doit dès-lors porter le même nom. L'Égypte en est un exemple : quoiqu'elle ne soit pas dans l'Afrique, suivant les anciens auteurs, il n'y a pas de carte, qui à cause de l'isthme ne la place dans cette partie du monde. Il en a été précisément de même de l'Acadie : quoique ce nom, dans son origine, ne fût propre qu'à la côte depuis Canseau jusqu'à l'entrée de la Baie françoise, on l'a étendu à tout ce qui étoit situé dans la péninsule. Jean de Laët, un des plus anciens auteurs qui ait donné des cartes de ce pays, a induit en erreur les autres Géographes, qui pour la plupart n'ont fait que le copier.

L'ouvrage de Jean de Laët a été imprimé en 1632, sous le nom de *Description*

de l'Acadie
glecter
velle
nom
sule ;
nom
est ap

Dan
la nou
troisiè
vers l'
nouvel
de No

Dan
premiè
d'Acad
péninsu

On
qu'on
à 163
lequel
Canada
cadie a
begue,

En
cartes p
copier
toujours
1657
de nov

du Roi

s Géogra-
d'Acadie,
e la pénin-
Commissi-
que,
e décisive.
ne un air
urs cartes,
ence & de
les Princes,
s.

e heureuse
en dedans
porter le
un exem-
l'Afrique,
y a pas de
ne la place
il en a été
: quoique
ût propre
squ'à l'en-
étendu à
péninsule.
ns auteurs
e pays, a
aphes, qui
copier,
a été im-
Description

Sur les limites de l'Acadie 251

de l'Amérique; il est dédié au Roi d'An-
gleterre : on trouve une carte de la nou-
velle France à la page trente-unième; le
nom d'Acadie est renfermé dans la pénin-
sule; le pays en deçà du Kinibeki porte le
nom de Norembegue; & le pays de Gaspé
est appelé le pays des Canadiens.

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

Dans une seconde carte, qui est celle de
la nouvelle Angleterre, à la page soixante-
troisième, le pays qui s'étend du Kinibeki
vers l'Acadie, est marqué faire partie de la
nouvelle France, sous le nom particulier
de Norembegue.

Dans cette seconde, comme dans la
première, la dénomination de Cadie ou
d'Acadie est constamment restreinte à la
péninsule.

On croit pouvoir assurer avec confiance
qu'on ne trouvera pas une carte antérieure
à 1632, qui est l'époque du Traité par
lequel les Anglois ont fait la restitution du
Canada & de l'Acadie, où le nom d'A-
cadie ait été donné au pays de Norem-
begue, ou côte des Etchemins.

En général, si l'on excepte les deux
cartes par de l'Isle, & celles qu'on a pu
copier d'après les sennes, l'Acadie est
toujours renfermée dans la péninsule. En
1657, on publia une carte sous le nom
de *novæ Franciæ accurata Descriptio*, où

Art. des Commissaires du Roi

ART. XIII

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

L'Acadie est dans la péninsule. Il en est de même d'une carte publiée en 1660, sous le nom de *Tabula novæ Franciæ*; de celle de Sanson, publiée en 1674; & de celle de Coronelli, publiée en 1698. Dans ces dernières, les côtes qui règnent depuis l'Acadie jusqu'à la nouvelle Angleterre, sont appelées Etchemins, & la Gaspésie est timbrée du nom de Canada. Une carte de Homan Géographe Allemand, paroît borner l'Acadie à la côte du sud-est de la péninsule.

Sous le règne de la Reine Anne, le Docteur Halley, l'homme de l'Europe qui réunissoit le plus de connoissances profondes sur l'Astronomie & la Géographie, publia une carte générale pour les variations de la Boussole, dédiée au grand Amiral d'Angleterre, où l'Acadie ne comprend que la partie sud-est de la péninsule, conformément aux limites désignées par les Commissaires du Roi.

En 1728, on publia à Londres un Atlas de marine & de commerce, dédié aux Commissaires de l'Amirauté. Les cartes marines y sont faites d'après une projection nouvelle.

La première carte de cet Atlas est en deux feuilles, dont la seconde comprend l'Amérique; on y a distingué la nouvelle

Ju
Ecosse
préjugés
distincte
que la c
Ce q
confirmé
qui est e
à la page
du sud-est
Vers
une carte
male: il
les char
mieux q
les limites
Rois d'A
lient ou n
des autres
avec l'ap
Bureau d
il paroît
les arpenta
par les Go
enfin, cett
d'Angleter
tion partie
Dans cett
Ecosse ide
gnées par
on restrein

du Roi

en est de
660, sous
; de celle
& de celle
Dans ces
nt depuis
ngleterre,
alpesie est
Une carte
d, paroît
d-est de

Am, le
l'Europe
noissances
Géogra-
pour les
au grand
ne com-
la pénin-
désignées

ndres un
e, dédié
Les cartes
projection

as est en
omprend
nouvelle

Jur les limites de l'Acadie. 253

Ecosse qu'on a représentée, suivant les préjugés des Géographes Anglois, comme distincte de l'Acadie, qui ne comprend que la côte du sud-est de la péninsule.

Ce qui se trouve dans cette carte est confirmé par la description géographique qui est en tête de cet Atlas; il y est dit, à la page 285, que *l'Acadie est la partie du sud-est de la nouvelle Ecosse.*

Vers 1738, le sieur Popple publia une carte de toute l'Amérique septentrionale : il paroît que cet auteur a consulté les chartes & les anciens titres; il a marqué mieux que la plupart des autres Géographes, les limites des concessions accordées par les Rois d'Angleterre, soit qu'elles se concilient ou non avec les droits & les possessions des autres Nations; il a entrepris sa carte avec l'approbation des Commissaires du Bureau du commerce & des plantations, & il paroît qu'ils lui ont fait communiquer les arpentages qui leur avoient été transmis par les Gouverneurs des colonies Angloises; enfin, cette carte est dédiée à la feue Reine d'Angleterre, qui accordoit une protection particulière aux arts & aux sciences. Dans cette carte, qui donne à la nouvelle Ecosse idéale, à peu près les limites désignées par la charte de Jacques I.^{er} de 1621, on restreint l'Acadie, & avec raison, aux

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

ART. XIII. seules côtes du sud-est de la péninsule. Les Mines & Chignitou sont marqués bien sensiblement n'en point faire partie, & être une dépendance de l'ancienne prétendue nouvelle Ecosse, & par conséquent de la nouvelle France, puisque cette prétendue nouvelle Ecosse n'étoit elle-même qu'une partie de la nouvelle France.

*Objections
des Commissaires Anglois, sur les notions géographiques de l'Acadie.*

Le sieur Popple ayant travaillé sur les titres, comme la charte de la nouvelle Ecosse n'en porte point les limites jusqu'à celles de la nouvelle Angleterre, il s'est trouvé dans l'entre-deux une étendue de terrain assez considérable, auquel on ne pouvoit naturellement donner d'autre nom que celui de nouvelle France, dont il fait évidemment partie; mais comme cette dénomination pouvoit être contraire à d'autres vûes & à d'autres prétentions, il n'a pû trouver de meilleur expédient que de ne lui donner aucun nom.

Enfin, un particulier Anglois, nommé le sieur Salmon, a publié en 1739, en trois volumes *in-4.* une histoire moderne qu'il prétend renfermer le système le plus complet & le plus exact d'Histoire & de Géographie. Cette histoire est accompagnée de cartes, où le Géographe s'est conformé aux notions géographiques de l'auteur; dans celle des colonies Angloises, insérée

Jun
la page
Ecosse
sule, &
la côte
Ce m
tion de
la sorte,
Ecosse,
die, &c.
est qu'un
Quoi
autres, &
donner p
avoir, un
rite cepen
& qu'oïq
faire une
dant pour
elle-même
autres préc
de ceux
Commissa
trer le con
die propre
Il doit
non seulem
sont en g
tions, mai
ceux qui c
& la Géog

la péninsule
marqués bien
re-partie, &
ancienne pré-
r conséquen-
de cette pré-
it elle-même
France.

vallé sur les
la nouvelle
mités jusqu'à
erre, il s'est
étendue de
quel on ne
d'autre nom
dont il fait
ne cette dé-
raire à d'au-
tions, il n'a
ent que de

is, nommé
39, en trois
oderne qu'il
plus com-
& de Géo-
compagnée
t conformé
e l'auteur
ses, insérée

la page 435 du tome III, la nouvelle
Ecosse comprend une partie de la pénin-
sule, & l'Acadie propre n'en occupe que
la côte du sud-est.

Ce même auteur, en faisant la descrip-
tion de la nouvelle Ecosse, s'annonce de
la sorte, tome III, page 425. *La nouvelle
Ecosse, dans laquelle je comprends l'Aca-
die, &c.* ce qui suppose que l'Acadie n'en
est qu'une partie.

Quoique des cartes ne soient point des
titres, & qu'on ne prétende point leur
donner plus de poids qu'elles n'en doivent
avoir, un pareil concours d'autorités mé-
rite cependant qu'on y ait quelque égard;
& quoiqu'il ne soit pas suffisant pour
faire une démonstration, il l'est cepen-
dant pour établir une opinion qui ne peut
elle-même être renversée que par des
titres précis & formels. Or il n'y a aucun
de ceux qui ont été produits par les
Commissaires Anglois, qui puisse démon-
trer le contraire, en ce qui concerne l'Aca-
die propre & ancienne.

Il doit donc rester pour certain, que
non seulement les notions géographiques
sont en général contraires à leurs préten-
tions, mais que parmi les Anglois mêmes,
ceux qui ont le plus approfondi l'Histoire
& la Géographie, & qui ont travaillé sur

ART. XIII.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

ART. XIII. les titres, ont borné l'Acadie propre à la partie du sud-est de la péninsule, suivant les limites désignées par les Commissaires du Roi.

*Objections
des Commis-
saires An-
glois, sur les
notions géo-
graphiques
de l'Acadie.*

ARTICLE XIV.

*Des principes & des notions par lesquels
on peut déterminer les limites
de l'Acadie.*

IL ne suffit pas d'avoir fait voir, par les articles précédens, le peu de fondement des allégations, dont les Commissaires Anglois se sont servis pour donner aux limites de l'Acadie une étendue qu'elles n'ont jamais eue; il faut encore démontrer quelles sont les véritables & anciennes limites de cette province.

On commencera par l'examen des principes qui peuvent guider sur cette matière; & les articles suivans renfermeront un corps de preuves, qui ne laisseront rien d'équivoque, de douteux, ni d'obscur sur les limites de l'Acadie.

Il semble que la véritable & ancienne Acadie ne peut être que cette partie de l'Amérique, à laquelle le nom a été donné exclusivement à toute autre.

Sur
S'il y a
été connu
& qui jam
est nécess
ceux qui
qui conse
différentes
Ce prin
par lui-m
qu'il puiss
ce princip
de l'ancien
Les pre
deux espè
vement c
autres ter
gois y vo
point, rui
Il en
puis l'extr
qu'au cap
que sous l
ce fait le
diquer un
de côtes a
Il n'en
du pays qu
d'hui com
conservé &
nation pro

du Roi
propre à la
le, suivant
ommissaires

IV.
ar lesquels
mites

voir, par
u de fon-
s Commis-
ur donner
ue qu'elles
re démon-
anciennes

n des prin-
te matière;
neront un
seront rien
i d'obscu-

c ancienne
e partie de
été donné

sur les limites de l'Acadie. 257

S'il y a un pays en Amérique qui ait été connu sous la dénomination d'Acadie, & qui jamais n'en ait eu d'autre, ce pays est nécessairement distinct & différent de ceux qui ont eu, qui ont conservé, & qui conservent encore des dénominations différentes.

Ce principe paroît si clair & si évident par lui-même, qu'on ne suppose point qu'il puisse être contesté; & c'est d'après ce principe qu'on déterminera l'étendue de l'ancienne Acadie.

Les preuves qu'on produira seront de deux espèces; les unes établiront positivement ce que c'est que l'Acadie, les autres feront voir, que ce que les Anglois y voudroient comprendre, n'en fait point partie, & en est distinct & différent.

Il est constant que le pays compris depuis l'extrémité de la Baie françoise jusqu'au cap Canseau, n'a jamais été connu que sous le nom d'Acadie; la preuve de ce fait se trouve dans l'impossibilité d'indiquer un autre nom, dont cette étendue de côtes ait été appelée en aucun temps.

Il n'en est pas de même du surplus du pays que les Anglois réclament aujourd'hui comme Acadie: chacun d'eux a conservé & conserve encore ses dénominations propres, comme nouvelle France,

ART. XIV.

Des principes par lesquels on peut déterminer les limites de l'Acadie.

258 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XIV. ou Canada en général, pays de Norembegue où des Etchemins, Baie françoise, grande Baie de Saint-Laurent, & Gaspésie.

Des principes par lesquels on peut déterminer les limites de l'Acadie.

Les termes de nouvelle France & de Canada sont presque synonymes; on l'a déjà observé à l'occasion de la carte par de l'Isle, intitulée *nouvelle France* ou *Canada*. Il n'en est pas ainsi de l'Acadie. L'Acadie & la nouvelle France ont été regardées, la plupart du temps, comme deux dénominations distinctes, en sorte que l'Acadie n'étoit point communément comprise sous le nom de nouvelle France; ce qui caractérise de plus en plus la différence qu'il y a toujours eue entre le Canada & l'Acadie.

Cette distinction est prouvée par la pièce la plus authentique. C'est un édit du mois de décembre 1674*, enregistré au Parlement & à la Chambre des Comptes de Paris, par lequel le Roi unit & incorpore au domaine de sa Couronne tous les pays occupés & possédés par ses Sujets en Amérique.

P R E U V E S.

* Edit du mois de décembre 1674, pour la réunion des isles de l'Amérique, du Canada ou nouvelle France, & de l'Acadie, à la Couronne.

Sur
On t
édit, les
Canada,
la nouvelle

Dès
le Cardin
ticuliers,
cent Aff
on y lit
nouvelle

Plus a
fondateur
y a com
titre de
France,
missions
le Comte
1612, q
15 févrie
que le co
se bornoi
s'étendoit

On ne
titres, les

(a) Artie
Associés d

(b) Com
France, po
1612, &

Sur les limites de l'Acadie, 259

On trouve en deux endroits de cet édit, les deux seuls où il soit parlé du Canada, ces expressions; le *Canada* ou *la nouvelle France*, & *l'Acadie*.

Dès 1627, il y avoit eu un acte entre le Cardinal de Richelieu & quelques particuliers, pour former une compagnie de cent Associés pour la nouvelle France; on y lit en plus d'un endroit (a), *la nouvelle France, dite Canada*.

Plus anciennement, le sieur Champlain fondateur de Québec, & qui le premier y a commandé pour le Roi, avoit le titre de Commandant en la nouvelle France, comme on le voit dans les commissions qui lui furent données, tant par le Comte de Soissons, le 15 octobre 1612, que par le Duc de Ventadour, le 15 février 1625 (b); & il est à observer, que le commandement du sieur Champlain se bornoit à une partie du Canada, & ne s'étendoit point sur l'Acadie.

On ne se rappelle pas que dans les titres, les histoires & les relations que l'on

ART. XIV.

*Des prin-
cipes par les-
quels on peut
déterminer
les limites de
l'Acadie.*

P R E U V E S.

(a) Articles entre le Cardinal de Richelieu & les Associés de la nouvelle France, en 1627.

(b) Commissions de Commandant à la nouvelle France, pour le sieur Champlain, des 15 octobre 1612, & 15 février 1625.

260 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XIV. a eu occasion de lire, on trouve une seule fois, qu'en parlant du fort du cap de Sable & du port de la Heve, il soit dit qu'ils sont en la nouvelle France; ou l'on ne désigne point leur situation, ou ce qui est assez ordinaire & assez singulier, il est dit que c'est en Acadie *.

Des principes par lesquels on peut déterminer les limites de l'Acadie.

Ce qui fait regarder cette circonstance comme une singularité, c'est qu'en parlant des autres lieux situés dans la nouvelle France, il n'est pas à beaucoup près aussi commun d'ajouter à leur nom celui de leur situation, comme il l'est pour les lieux situés en Acadie.

Si donc en parlant des lieux situés depuis l'extrémité de la Baie françoise jusqu'à Canseau, on n'a jamais dit qu'ils sont situés dans la nouvelle France, si presque toujours on a ajouté qu'ils sont situés en Acadie; il en résulte, que lorsque l'on remarque qu'un lieu est situé dans la nouvelle France, dès-lors c'est une preuve presque certaine qu'il n'est pas situé en Acadie.

Après ces observations préliminaires, il ne reste qu'à entrer dans le détail des preuves que l'on a annoncées.

P R E U V E S.

* On en verra ci-après plusieurs exemples dans les articles XV & XVI.

Preuves

tirées

l'An

Den

I L est

dans

prévoir

depuis

n'est pas

prévoir,

les limites

précision

Son

toutes les

donner

Il a fr

pays don

est même

marquer

d'une ex

ne trouve

* Voyez
cription de

ARTICLE XV.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de la description des côtes de l'Amérique septentrionale, par le sieur Denys.

IL est certain que le sieur Denys vivoit dans un temps où l'on ne pouvoit pas prévoir les difficultés qui se sont élevées depuis sur l'étendue de l'Acadie, & il n'est pas moins certain que s'il eût pu les prévoir, il n'auroit jamais pu en désigner les limites avec plus d'exactitude & de précision qu'il l'a fait.

Son témoignage est accompagné de toutes les circonstances qui peuvent lui donner du poids.

Il a fréquenté pendant 35 à 40 ans les pays dont il donne la description * ; il est même le seul qui se soit attaché à en marquer les limites, & il est sur ce point d'une exactitude & d'une précision qu'on ne trouve dans aucun autre auteur.

P R E U V E S.

* Voyez son épître au Roi, à la tête de sa description de l'Amérique.

ART. XV.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées
du sieur
Denys.*

Son ouvrage est dédié au Roi son maître.

Enfin il ne faut pas le considérer comme un simple particulier, sans caractère, & dont le témoignage ne peut être allégué sur des matières publiques : il étoit Gouverneur, Lieutenant général pour le Roi, & propriétaire de toutes les terres & isles qui sont depuis le cap Canseau jusqu'au cap des Rosiers, près de l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, ce qui forme une partie considérable de ce que les Anglois réclament aujourd'hui comme appartenant à l'Acadie, & il déclare formellement que toute cette étendue de pays n'est point dans l'Acadie.

C'est par une description, comme celle qu'il a faite, de tous les pays qui s'étendent le long de la côte des Etchemins, de l'Acadie, & de la grande Baie de Saint-Laurent, jusqu'à l'embouchure du fleuve de ce nom ; description faite par un Officier principal, revêtu du premier caractère dans les pays dont il s'agit, homme d'ailleurs des plus intelligens, qui avoit lui-même parcouru presque tous les pays qu'il décrit, que l'on peut & que l'on doit chercher à déterminer les véritables limites de l'Acadie.

Par ses provisions qui sont du 30

sur le

anvier 1659
nommé &
étendue de
à isles Adj
le cap Can
la nouvel
es provisio
on gouvern
elle Franc
Acadie.
Indépend
Roi lui a
faculté d'
nt dans led
e qui mon
ouverneme
n'en faiso
Le sieur
onner une
gnol, situ
Son ouv
resque tout

(a) C'est en
nt la côte des
de d'Acadie.

(b) Provision
54.

(c) Tome pr
ue, page 80.

du Roi

Roi son

er comme

ctère, &

re allégué

toit Gouver

ur le Roi,

es & isles

jusqu'au

achûre du

forme une

s Anglois

opartenant

ement que

'est point

omme celle

s'étendent

ains, de

de Saint-

du fleuve

ar un Of

emier ca-

t, homme

qui avoit

us les pays

que l'on

véritables

nt du 30

sur les limites de l'Acadie. 263

Janvier 1654 (a), il est dit qu'il avoit été nommé & établi Gouverneur en toute étendue de la grande Baie Saint-Laurent & isles Adjacentes, à commencer depuis le cap Canseau jusqu'au cap des Rosiers la nouvelle France (b), en sorte que les provisions mêmes font un titre que son gouvernement étoit situé dans la nouvelle France ou Canada, & non en Acadie.

Indépendamment de ce gouvernement, le Roi lui accorda, par les mêmes lettres, la faculté d'établir une pêche sédentaire, tant dans ledit pays, qu'à la côte d'Acadie, ce qui montre de plus en plus que son gouvernement étoit distinct de l'Acadie, & n'en faisoit point partie.

Le sieur Denys entreprit en effet de former une pêche sédentaire au port Rosignol, situé sur la côte d'Acadie (c).

Son ouvrage renferme la description de presque tout ce que les Anglois voudroient

P R E U V E S.

(a) C'est en cette année que les Anglois envahirent la côte des Etchemins, & une partie de la Nouvelle-France d'Acadie.

(b) Provisions du sieur Denys, du 30 janvier 1654.

(c) Tome premier de la Description de l'Amérique, page 80.

ART. XV.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du sieur Denys.

264 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XV. comprendre sous le nom d'Acadie ;
Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du sieur Denys.
 n'embrasse aucun autre pays. Si le tout eût été compris sous le nom d'Acadie peut-on douter qu'il ne l'eût intitulé, *description des côtes de l'Acadie*, au lieu d'intituler comme il l'a fait, *description des côtes de l'Amérique septentrionale* ! En quoi il s'est conformé au langage du Traité de Westminster, fait entre la France & l'Angleterre en 1655 (a).

On rapportera les propres expressions du sieur Denys sur la désignation des limites où commence l'Acadie, & de celle où elle se termine.

L'isle longue . . . fait un passage pour sortir de la Baie françoise & aller trouver la terre d'Acadie (b) ; & dans un autre endroit (c), sortant de la Baie françoise pour entrer à la côte d'Acadie, &c. Ces deux passages désignent, d'une manière bien claire & bien formelle, le commencement & l'entrée de la terre d'Acadie.

Le sieur Denys, après avoir fait dans le premier chapitre, la description de

P R E U V E S.

(a) Voyez ledit Traité.

(b) Tome I, page 56.

(c) Idem, page 58.

sur
 côte des
 Saint-Jean
 la Baie fran
 Jean jusqu
 commence
 description
 cadie, dep
 & il la fin
 dont voici
 Suite de
 Heve jusqu
 Les qua
 la descript
 Laurent ;
 ces mots
 Canseau
 Heues de pro
 l'entrée de l
 Si le sieur
 cision le co
 côte d'Acad
 précision po
 in ; & l'on
 ne laisse r
 sur les anc

(a) Tome I,

(b) Idem, p

-Tome I

s du Roi

Acadie ;

Si le tou

a d'Acadie

intitulé, de

au lieu d

scription de

le ! En que

du Traite

a France d

expression

ation des l

& de celle

passage po

aller trou

ns un aut

françoise po

. Ces deu

manière bie

commencem

ie.

oir fait dan

ption de

cô

sur les limites de l'Acadie. 265

côte des Etchemins jusqu'à la rivière Saint-Jean ; & dans le second, celle de la Baie françoise, depuis la rivière Saint-Jean jusques & compris l'isle longue, commence dans le troisième chapitre la description d'une partie des côtes de l'Acadie, depuis l'isle longue jusqu'à la Heve ; & il la finit dans le chapitre quatrième, dont voici le titre (a) ;

Suite de la côte d'Acadie, depuis la Heve jusqu'à Canseau, où elle finit.

Les quatre chapitres suivans renferment la description de la grande Baie Saint-Laurent ; & le cinquième commence par ces mots (b).

Canseau est un havre qui a bien trois lieues de profondeur, & qui du cap commence l'entrée de la grande Baie Saint-Laurent.

Si le sieur Denys a marqué avec précision le commencement & l'entrée de la côte d'Acadie, il n'a pas apporté moins de précision pour en désigner l'extrémité & la fin ; & l'on peut dire que sa description ne laisse rien d'obscur ni de douteux, sur les anciennes limites de l'Acadie.

ART. XV.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du sieur Denys.

P R E U V E S.

(a) Tome I, page 105.

(b) Idem, page 126.

Tome I.

M

ARTICLE XVI.

*Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées
des voyages du sieur Champlain.*

LES relations du sieur Champlain, fondateur de Québec & Gouverneur du Canada, ne sont pas aussi précises ni aussi exactes que celles du sieur Denys, parce qu'il n'a pas eu pour objet, ainsi que le sieur Denys, de déterminer les limites des pays dont il a fait la description.

Ce n'est point sur un ou deux passages de cet auteur qu'on peut asseoir une opinion certaine sur la véritable dénomination des pays dont il étoit question dans ses voyages; il faut les rassembler, les comparer, les interpréter les uns par les autres; & alors, il en résultera évidemment que le nom d'Acadie ne convient qu'à la partie du sud-est de la péninsule.

Le premier chapitre du second livre de ses voyages * annonce la description de toutes les choses remarquables qui sont le long de la côte d'Acadie, depuis la

P R E U V E S.

* *Partie I, page 49.*

Heve ;
au-delà
près de
en ce p
cord av
trée de
françois

Il fait
de la gr
lage qu
du Cap
grande
Cap-Br

rendre en
où on va
n'appelle
posée à
Breton,

Il parle
En parla
portèrent
Monts,

Cansequ
l'isle du
sa route p

Au c

(a) Par

(b) Idem

sur les limites de l'Acadie. 267

Heve ; cette description ne s'étend pas au-delà de la Baie Sainte-Marie, qui est près de l'entrée de la Baie françoise ; en ce point, le sieur Champlain est d'accord avec le sieur Denys, qui place l'entrée de l'Acadie à l'extrémité de la Baie françoise.

Il fait commencer pareillement l'entrée de la grande Baie Saint-Laurent, au passage qui est entre le cap Canseau & l'isle du Cap-Breton. *Il y a, dit-il, (a) une grande Baie qui fait passage entre l'isle du Cap-Breton & la grande Terre, qui va rendre en la grande Baie-Saint Laurent, par où on va à Gaspé.* On peut observer qu'il n'appelle point Acadie la côte qui est opposée à celle de l'isle Royale ou du Cap-Breton, mais simplement la grande Terre.

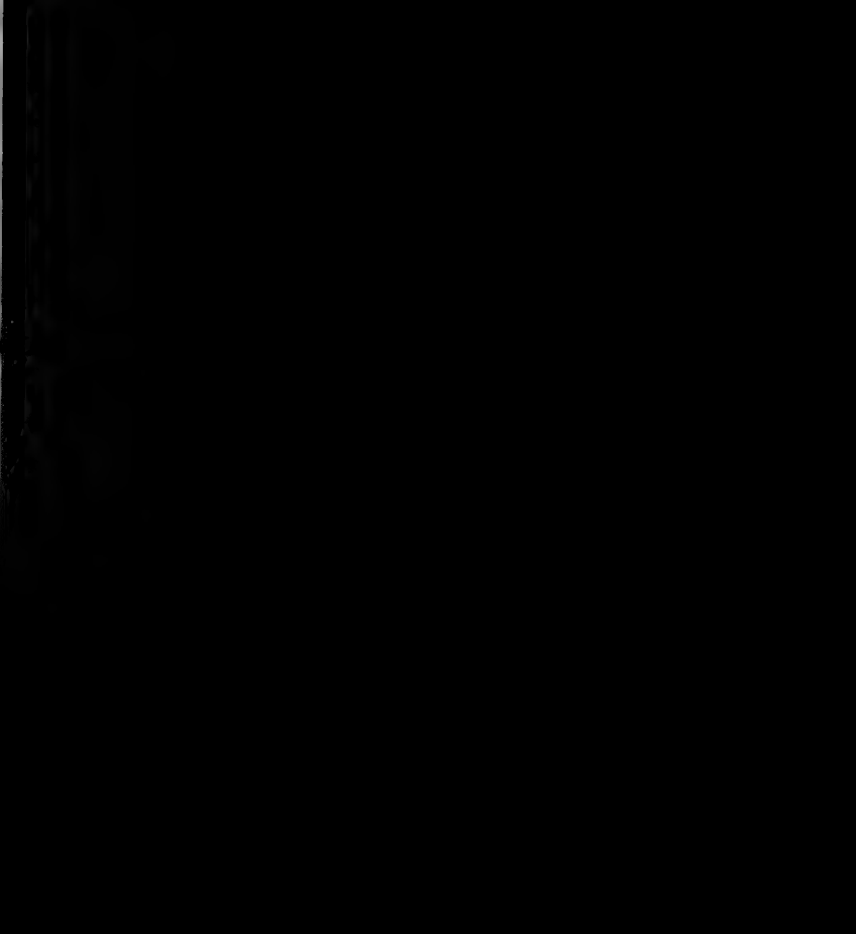
Il paroît au contraire distinguer ces pays. En parlant des deux navires qui l'y transportèrent, en 1604, avec le sieur de Monts, il est dit *(b) qu'étant arrivés à Canseau, l'un prit le long de la côte, vers l'isle du Cap-Breton, & que l'autre prit sa route plus aval, vers les côtes de l'Acadie.*

Au chapitre II du second livre, il

P R E U V E S.

(a) Partie I, page 96.

(b) Idem, page 43.







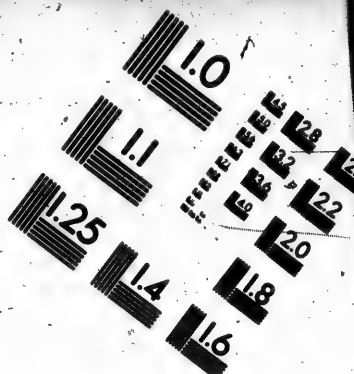
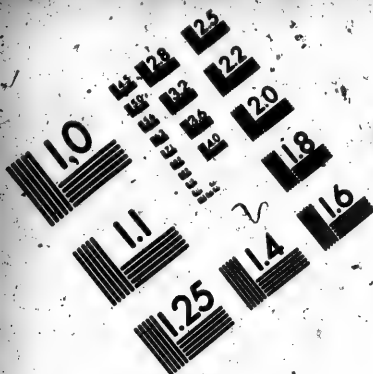
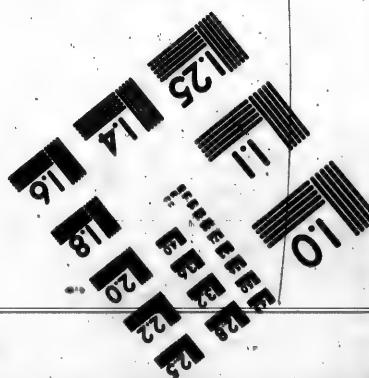
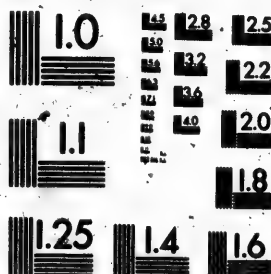


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 873-4503

18
20
22
24
26
28
30
32
34
36
38
40
42
44
46
48
50
52
54
56
58
60
62
64
66
68
70
72
74
76
78
80
82
84
86
88
90
92
94
96
98
100

10
01

ART. XVI. donne la description de la Baie françoise; & à cette occasion, il rapporte (a) qu'il alla à une isle qui s'appelle l'*isle Longue*, laquelle fait passage pour aller dans la grande Baie françoise, ainsi nommée par le sieur de Monts.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie ti-
vées des voya-
ges du sieur
Champlain.*

Ainsi, dès le premier voyage du sieur de Monts, en 1604, dès l'origine des premiers établissemens des François dans l'Amérique septentrionale, cette partie de la nouvelle France eut sa dénomination propre qui fut celle de *Baie françoise*, & non celle d'*Acadie*, province qui ne commençoit, ainsi qu'on l'a démontré, qu'à l'extrémité de ladite Baye.

En effet, le premier chapitre (b) du second livre de Champlain, qui annonce la description de toutes les choses remarquables qui sont le long de la côte d'*Acadie*, ne dit pas un mot de Port-royal, ni de la Baie françoise; & le second chapitre (c) du même livre, qui annonce la description du Port-royal & de la Baie françoise, ne contient point une seule fois le mot d'*Acadie*, ni rien qui y soit relatif; ce qui est d'autant plus remarquable que Cham-

P R E U V E S.

(a) *Partie I, page 52.*

(b) *Idem, page 49.*

(c) *Idem, page 54.*

plain pr
c'est lui

On

ses voy

à la côt

qu'aux

velle A

Etchemi

L'on

nations

& même

Champl

pays : V

que nous

ès *Etche*

Il par

côtes de

l'Acadie,

la grande

Dans

est à la s

si l'on d

Souriquois

l'on peut a

(a) *Partie*

(b) *Idem*

(c) *Idem*

(d) *Idem*

plain prétend dans ce même chapitre que c'est lui qui a nommé le Port-royal. ART. XVI.

On trouve dans plusieurs endroits de ses voyages (a), que le nom particulier à la côte qui s'étend depuis l'Acadie jusqu'aux Amoulchiquois (aujourd'hui nouvelle Angleterre) est celui de la côte des Etchemins, ou pays de Norembegue.

L'on ne peut pas dire que ces dénominations & celle d'Acadie soient une seule & même chose. Il paroît au contraire que Champlain les considère comme différens pays : Voilà, dit-il (b), toutes les côtes que nous découvrîmes, tant à l'Acadie, que es Etchemins & Almouchiquois.

Il parle dans un autre endroit (c) des côtes de la nouvelle France, où sont, dit-il, l'Acadie, Etchemins, Almouchiquois, & la grande rivière de Saint-Laurent.

Dans son Traité de navigation (d) qui est à la suite de ses voyages, il dit, que si l'on desire d'aller à la côte d'Acadie, Souriquois, Etchemins & Almouchiquois, l'on peut aller reconnoître le Cap-Breton.

P R E U V E S.

(a) Partie I, pages 209 & 267.

(b) Idem, page 93.

(c) Idem, page 296.

(d) Idem, p. 98.

270 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XVI.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées des voya-
ges du sieur
Champlain.*

En un mot, dans tout l'ouvrage de Champlain où il est question de ces différens pays, celui des Etchemins n'est pas moins différent de l'Acadie, que celui des Almouchiquois ou nouvelle Angleterre.

On ne croit pas devoir omettre quelques citations du sieur Champlain, qui feront sentir de plus en plus la différence qu'il mettoit entre la situation de Port-royal, & celle de la Hève.

Le sieur de Poitrincourt, à qui le sieur de Monts avoit concédé Port-royal, en étant parti pour retourner en France, y laissa le sieur de Biencourt son fils. La note marginale de Champlain porte (a): *Le sieur de Poitrincourt laisse son fils le sieur de Biencourt en la nouvelle France; elle ne porte point en Acadie.*

Le sieur de Poitrincourt étant retourné à Port-royal, la note marginale porte (b) son retour en la nouvelle France, & non en Acadie.

Mais lorsque le sieur de la Saussaye fut en Acadie, Champlain parle bien différemment, & c'est dans le même chapitre.

P R E U V E S.

(a) *Partie 1, page 98.*

(b) *Idem, page 100.*

sur

Le vaisseau
à l'Acadie
voyage de
dit plus e

Parle-

exprime c
& il sem
térifier la
celle de
parler dan

On a
de Cham
distinguo
de l'Acad
qui sont
en fait la
distinct &
bornera à
cet article
évidemme
ciens ten
seulement
mais enco
& que m
peloient a

(a) *Partie*

(b) *Partie*

Le vaisseau, dit-il (a), arriva à la Heve, à l'Acadie : & la note marginale porte, *voyage de la Saussaye en l'Acadie* ; il ne dit plus en la nouvelle France.

ART. XVI.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées des voyages du sieur Champlain.

Parle-t-il du fort du cap de Sable ? Il exprime qu'il est situé à la côte d'Acadie (b) ; & il semble qu'il ne le dit que pour caractériser la différence de sa situation d'avec celle de Port-royal, dont il a occasion de parler dans le même endroit.

On a déjà rapporté plusieurs passages de Champlain, qui font connoître qu'il distinguoit la grande Baie de Saint-Laurent de l'Acadie. On pourroit en citer plusieurs qui sont particuliers à la Gaspésie, où il en fait la description comme d'un pays distinct & séparé de l'Acadie ; mais on se bornera à un seul, par où l'on terminera cet article, & qui fera cependant connoître évidemment qu'on regardoit dans ces anciens temps l'Acadie & la Gaspésie, non seulement comme deux pays différens ; mais encore comme éloignés l'un de l'autre ; & que même les Sauvages de Gaspé s'appeloient alors Canadiens.

P R E U V E S.

(a) *Partie I, page 104.*

(b) *Partie II, page 297.*

M iiiij

ART. XVI.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées des voya-
ges du sieur
Champlain.*

Le 25 du mois d'avril, dit Champlain, Desdames arriva avec la chaloupe de Gaspé, qui dit n'avoir vu aucuns vaisseaux, ni les Sauvages, & n'en avoit su aucunes nouvelles, sinon que quelques-uns qui venoient du côté d'Acadie, qui dirent y avoir quelques huit vaisseaux Anglois, partie rodant dans les côtes, autres faisant pêche de poisson; que Juan-Chou Capitaine sauvage des Canadiens leur avoit fait bonne réception, selon leur pouvoir, s'offrant que si le sieur du Pont vouloit aller en leur pays, qu'il ne manqueroit d'aucune chose de leur chasse.*

On voit en effet par ce passage, que les Sauvages qui habitoient la Gaspésie, s'appeloient Canadiens; ce qui est d'ailleurs conforme aux plus anciennes cartes; & que la Gaspésie & l'Acadie étoient considérées comme deux pays très-différens & éloignés l'un de l'autre.

P R E U V E S.

* *Partie II, page 197.*



sur

A P

*Preuves
de l'h*

L E S
de M
Sainte-C
l'Escarbo
ce pays in
Canada,
begue : on
qu'il l'ait

Voici
Le sieur
desir & a
commencer
France : il
a déjà ob
nouvelle
expression

Il a com
moire d'u
temps, su

* *Page 1*

du Roi
amplain *,
de Gaspé,
ux, ni les
runes nou-
vi venoient
ir quelques
dant dans
le poisson;
e des Ca-
tion, selen
r du Pont
e manque-

age, que
Gaspésie,
d'ailleurs
cartes; &
nt consi-
fférens &

ARTICLE XVII.

*Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées
de l'histoire de la nouvelle France,
par l'Escarbot.*

LES premiers établissemens du sieur de Monts ayant été faits dans l'isle de Sainte-Croix, sur la côte des Etchemins, l'Escarbot qui en a fait la relation, appelle ce pays indifféremment nouvelle France, Canada, pays des Etchemins ou Norembegue : on ne trouve pas dans son ouvrage qu'il l'ait jamais appelé Acadie.

Voici comme il s'exprime :

*Le sieur de Monts *, mû d'un beau
desir & d'un grand courage, a essayé de
commencer une habitation en la nouvelle
France : il ne dit pas en Acadie; & on
a déjà observé dans l'article XIV, que
nouvelle France & Canada, sont deux
expressions presque synonymes.*

Il a conservé dans son ouvrage la mémoire d'un dicton qui couroit de son temps, sur les travaux que le sieur de

P R E U V E S.

* Page 17, de la Dédicace à la France.

274 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XVII. Monts faisoit faire à l'isle de Sainte-Croix; savoit qu'il arrachoit des épines en Canada (a). Ainsi, dans ces premiers & anciens temps, l'isle de Sainte-Croix étoit en Canada, & non dans l'Acadie.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de l'histoire de la nouvelle France, par d'Escharbot.

Il donne à la côte des Etchemins, qui est la dénomination particulière du pays où étoit située l'isle de Sainte-Croix, précisément la même étendue & les mêmes limites que le sieur Denys. *Les peuples, dit-il (b), qui sont depuis la rivière de Saint-Jean jusqu'à Kinibeki, en quoi sont compris les rivières de Sainte-Croix & de Norembegue, s'appellent Etchemins; & depuis Kinibeki jusqu'à Mallebarre, & plus oultre, ils s'appellent Almouchiquois.*

Il observe (c) que Pentagnot est ce lieu tant renommé sous le nom de Norembegue.

S'il parle d'un voyage que le sieur de Biencourt fit sur cette côte, il dit (d) que le sieur de Biencourt alla aux Etchemins.

En un mot, on ne trouvera pas un seul passage de cet auteur, où il ait donné

P R E U V E S.

(a) Page 461 de la Dédicace à la France.

(b) Page 490.

(c) Page 549.

(d) Page 672.

Jun

le nom c
Etchemin

Il en
ville de
en a pré
intitulé P
non pas c

S'il par
la note m
l'Auteur c

En par
Port-roya
quelles for

On y
marginale
nouvelle F

Enfin,
carbot ait
royal, où
ait été lui
mens de c
sion de pa
son histo

(a) Page

(b) Page

(c) Page

(d) Page

le nom distinctif d'Acadie à la côte des Etchemins. ART.XVII.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de l'histoire de la nouvelle France, par l'Esкарbot.

Il en est de même de la situation de la ville de Port-royal. Le plan gravé qu'il en a présenté dans son ouvrage (a), est intitulé *Port-royal en la nouvelle France*, & non pas en Acadie.

S'il parle de ce qu'il faisoit à Port-royal, la note marginale porte (b), *exercice de l'Auteur en la nouvelle France.*

En parlant des ouvriers qui étoient à Port-royal, la note marginale porte (c), *quelles sortes d'ouvriers en la nouvelle France.*

On y avoit fait du charbon; la note marginale porte (d), *charbon fait en la nouvelle France.*

Enfin, il est bien singulier que l'Esкарbot ait fait son principal séjour à Port-royal, où il avoit abordé dès 1606; qu'il ait été lui-même un des principaux instrumens de cet établissement, dont il a occasion de parler plus de deux cens fois dans son histoire; & que néanmoins il en dé-

P R E U V E S.

(a) Page 440.

(b) Page 474.

(c) Page 546.

(d) Page 548.

276 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XVII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées de l'his-
toire de la
nouvelle
France, par
l'Escarbot.*

signe constamment la situation, ou par le nom de nouvelle France, ou par celui de Canada, ou par celui de Baie françoise, & pas une seule fois par le nom d'Acadie.

Il rapporte (a) un extrait des registres de Baptême de Port-royal, à commencer en 1610 : c'est dans ces sortes d'occasions que l'on caractérise, avec le plus de soin & d'exactitude, la dénomination des lieux. Si Port-royal eût été en Acadie, il n'aurait pas mis en marge (b), *premiers baptêmes faits en la nouvelle France* ; & le registre ne seroit pas intitulé, *registre des baptêmes de l'Eglise du Port-royal en la nouvelle France*.

L'Escarbot, en parlant des productions de Port-royal & des environs, où il avoit séjourné, observe que les blés y sont extrêmement beaux ; il combat à cette occasion la mauvaise opinion que quelques personnes avoit de la qualité du pays : *voilà comme de tout temps*, dit-il (c) ; *on a décrié le pays de Canada, sous lequel nom on comprend toute cette terre, sans savoir ce que c'est.*

P R E U V E S.

(a) L'Escarbot, page 652.

(b) *Idem*, page 651.

(c) *Idem*, page 224.

sur

On de
propriété
exactitude
tuée, dan
En 1614
au Parlem
où il pre
Port-roya
France ;
peut-on
exprimer

Lorsqu
cès des pr
Cartier da
ceux du si
il ajoute c
d'habiter la
réussi, il n
qui fait ve
faire partie

Suivant
Anglois,
Baie des
Acadiens ;
pressément

(a) L'Escar

(b) *Idem*,

(c) *Idem*,

On devroit au moins supposer que le propriétaire d'une terre s'exprimeroit avec exactitude, sur le lieu où la terre est située, dans une requête présentée en justice. En 1614, le sieur de Poitrincourt présenta au Parlement de Bordeaux, une requête (a), où il prend la qualité de Seigneur de Port-royal & pays adjacens en la nouvelle France; si Port-royal eût été en Acadie, peut-on supposer qu'il auroit omis d'en exprimer la véritable situation!

Lorsque l'Escarbot parle du peu de succès des premiers établissemens de Jacques Cartier dans le fleuve Saint-Laurent, & de ceux du sieur de Roberval au Cap-Breton, il ajoute cette réflexion (b), que si le dessein d'habiter la terre de CANADA n'a ci-devant réussi, il n'en faut ja blâmer la terre: ce qui fait voir que Cap-Breton étoit censé faire partie du Canada, & non de l'Acadie.

Suivant le système des Commissaires Anglois, les peuples de Gaspé & de la Baie des Chaleurs auroient dû se dire Acadiens; mais l'Escarbot rapporte expressément (c) que ces peuples se disoient

P R E U V E S.

(a) L'Escarbot, page 687.

(b) Idem, page 403.

(c) Idem, page 430.

ART. XVII. *Canadaquois*, & ce rapport est conforme à ce qui se trouve dans toutes les anciennes cartes.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de l'histoire de la nouvelle France, par l'Escarbot.

De même, suivant les prétentions des Commissaires Anglois, la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent seroit Acadie, & ne seroit point Canada. Quoique cette opinion nouvelle soit si dénuée de fondement, qu'on pourroit se dispenser de prouver le contraire, on rapportera néanmoins un passage de l'Escarbot qui est formel à cet égard, & qui déclare que le nom de Canada est celui de l'une & de l'autre rive du fleuve.

*Pour le regard du nom de Canada, tant célèbre en Europe, c'est proprement, dit-il *, l'appellation de l'une & de l'autre rive de cette grande rivière.*

Ce que l'on a extrait & rapporté des ouvrages des sieurs Denys, Champlain & l'Escarbot, se fortifie mutuellement. Ce sont & les plus anciennes & les plus exactes relations, & leur concours forme un corps de preuves que l'on ne conçoit pas que l'on puisse contredire.

P R E U V E S.

* L'Escarbot, liv. III, chap. I, page 229.



Sur le

A R

*Preuves sur
du pren
die; au*

LE plus
cernan
ternes acco
8 novemb
Par le p
ainsi qu'on
Mémoire,
non seulem
pays confin
tuelle, inq

Ces exp
d'une fois
évidemmen
partie de f
lui est don
ples de laa
Roi l'autor
en l'étendu
contrées de

* Voyez le

ARTICLE XVIII.

*Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées
du premier titre de concession de l'Acadie;
autres titres & Mémoires François.*

LE plus ancien titre des François concernant l'Acadie, sont les Lettres patentes accordées au sieur de Monts, les 8 novembre & 18 décembre 1603 *.

Par le premier de ces titres, le Roi, ainsi qu'on l'a dit dans l'article II de ce Mémoire, concède au sieur de Monts, non seulement l'Acadie, mais encore les *pays confins* depuis le 40.^e degré de latitude jusqu'au 46.^e.

Ces expressions, qui sont répétées plus d'une fois dans ces Lettres, font connoître évidemment que l'Acadie ne faisoit qu'une partie de sa concession. Le pouvoir qui lui est donné, est pour soumettre *les peuples de ladite terre, & circonvoisins*. Le Roi l'autorise à en faire la découverte, en l'étendue des côtes maritimes & autres contrées de la terre ferme. Dans un autre

P R E U V E S.

* Voyez lesdites Lettres patentes.

280 *Mém. des Commissaires du Roi*

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rés du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

endroit de ces mêmes Lettres, le Roi lui donne le pouvoir de faire ce qu'il pourroit faire en personne pour la conservation de ladite terre d'*Acadie*, & des côtes & territoires circonvoisins.

Les énonciations des Lettres patentes du 18 décembre 1603, sont dans le même esprit; par ces secondes Lettres, le Roi déclare qu'il a fait le sieur de Monts son Lieutenant général aux terres, côtes & pays de l'*Acadie*, & autres circonvoisins, en l'étendue du 40.^e degré jusqu'au 46.^e.

On doit observer sur les premières Lettres de concession du sieur de Monts, du 8 novembre 1603, qu'encore qu'elles comprissent, non seulement l'*Acadie*, mais aussi les *pays circonvoisins*, elles ne comprenoient cependant point une partie des côtes de la péninsule, situées sur le golfe Saint-Laurent, ni l'isthme qui la joint au continent, ni la Gaspésie, puisque sa concession étoit bornée au 46.^e degré, & que ces pays sont au delà.

Ce qui confirme de plus en plus cette observation, c'est que dans les secondes Lettres du 18 décembre 1603, concernant la Traite exclusive des Pelleteries pendant dix ans, le sieur de Monts ne se borna pas à y faire comprendre l'*Acadie*,

su

mais il y
Baie des
Canada

ces pays

l'un de l

de Saint-

leurs, &

tre des de

ne faisoie

Il résu

tions, qu

çois, for

tentions

Les ti

pas plus

vement c

1.^e le pa

françoise

rèrent & les

rive méric

Premie

la côte de

il est cer

l'Acadié,

chemins

dernier d

propre &

* Voyez

du Roi

le Roi
ce qu'il
r la con-
, & des

patentes
dans le
Lettres,
fleur de
ux terres,
autres cir-
5.° degré

nières Let-
Monts, du
e qu'elles
Acadie,
elles ne
une partie
ées sur le
me qui la
e, puisque
5.° degré,

plus cette
secondes
, concer-
teries pen-
nts ne se
l'Acadie,

sur les limites de l'Acadie. 281

mais il y fit ajoûter le Cap - Breton, la Baie des Chaleurs, Gaspé & la rivière de Canada, tant d'un côté que d'autre; ces pays étoient donc distincts & différens l'un de l'autre. Le Cap-Breton, la Baie de Saint-Laurent, où est la Baie des Chaleurs, & la Gaspésie, ainsi que l'une & l'autre des deux rives du fleuve Saint-Laurent, ne faisoient donc pas partie de l'Acadie.

Il résulte évidemment de ces observations, que les plus anciens titres des François, sont directement contraires aux prétentions des Commissaires Anglois.

Les titres moins anciens ne leur sont pas plus favorables; on rendra successivement compte de ceux qui concernent, 1.° le pays des Etchemins & de la Baie françoise, 2.° la grande Baie de Saint-Laurent & les îles qui y sont situées, 3.° la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent.

Premièrement, pour ce qui concerne la côte des Etchemins & la Baie françoise, il est certain qu'avant la concession de l'Acadie, la côte connue sous le nom d'Etchemins & de Norembegue, portoit le dernier de ces noms, comme un nom propre & distinctif. On en a la preuve

ARTICLE XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du premier titre de concession de l'Acadie; autres titres & Mémoires françois.*

P R E U V E S.

* Voyez lesdites Lettres.

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois,*

dans des Lettres patentes de Henri IV , du 12 janvier 1598 *, où le Roi nomme François de la Roque, sieur de Roberval, son Lieutenant général *ès pays de Canada, Norembegue & terres adjacentes.*

On a vû par les relations des sieurs Champlain & l'Escarbot, que ce pays, depuis la concession de l'Acadie, avoit continué de porter le nom de Norembegue & d'Etchemins : & une Lettre du Roi, du 10 février 1638 *, dont on a fait mention dans l'article VI, suffit seule pour prouver que le gouvernement de l'Acadie, & celui de la côte des Etchemins, étoient distincts & différens l'un de l'autre.

On a retrouvé les actes de quelques concessions, qui prouvent que toute cette côte, & celle de la Baie françoise, sont souvent désignées purement & simplement sous le nom de nouvelle France, & qu'elles relevoient de Québec, ce qui prouve qu'elles sont une partie du Canada, & non de l'Acadie ; non que l'Acadie n'ait été quelquefois comprise sous le non générique de nouvelle France, mais l'on ne trouvera point qu'elle l'ait jamais été, qu'on n'ait ajouté en même temps la désignation par-

P R E U V E S.

* Voyez ladite Lettre,

sur

particulière d
fondre ce
que l'on é
d'appeler p
France, a
article XIV

En 16
mandeur d
Sainte-Cro
acte de c
la nouvelle
de porter
Louis de

En 163
Tour une c
Jean, en
charge de r
la foi & h

En 167
Gouverneu
corda au f
la concessi
thouac, sit
quinze lie
éder défor
la charge
au château

(a) Voyez

Henri IV ,
i nomme
Robertval ,
Canada ,
rs Cham-
s, depuis
continué
e & d'Et-
, du 10
mention
r prouver
, & celui
t distincts

ques con-
ute cette
oise, sont
implement
& qu'elles
ve qu'elles
non de
été quel-
générique
e trouvera
u'on n'ait
ation par-

ticulière de l'Acadie, afin d'éviter de con-
fondre cette province avec le Canada ,
que l'on étoit, & que l'on est dans l'usage
d'appeler purement & simplement nouvelle
France, ainsi qu'on l'a fait voir dans l'ar-
ticle XIV.

En 1632, on concéda au sieur Com-
mandeur de Razilly la rivière & Baie de
Sainte-Croix, sur la côte des Etchemins :
l'acte de concession porte que c'est en
la nouvelle France; & il est à la charge
de porter la foi & hommage au fort Saint-
Louis de Québec, & d'en relever.

En 1635, on accorda au sieur de la
Tour une concession sur la rivière de Saint-
Jean, en la nouvelle France (a); à la
charge de relever de Québec, & d'y porter
la foi & hommage.

En 1676, le Comte de Frontenac,
Gouverneur de la nouvelle France, ac-
corda au sieur de Soulanges de Marfon,
la concession d'un endroit appelé Na-
chouac, situé sur la rivière de Saint-Jean,
quinze lieues de Gemesick, pour le pos-
séder désormais sous le nom Soulanges;
à la charge de porter la foi & hommage
au château Saint-Louis de Québec. Pareil

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; aux
autres titres &
Mémoires
françois.*

P R E U V E S.

(a) Voyez lesdites Lettres de concession.

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du premier titre de concession de l'Acadie; autres titres & Mémoires françois.*

acte de concession (a) fut délivré au sieur de Marson par le sieur du Chesneau, alors Intendant de la nouvelle France; & sa famille, établie en Canada, en jouit encore.

La même année, le sieur de Marson obtint, tant de M. de Frontenac, que de M. du Chesneau, la concession de Gemesick (b), sur la rivière de Saint-Jean; mais pareillement à la charge de relever du château de Québec, & d'y porter la foi & hommage.

Ce fut encore en la même année que M. de Frontenac & M. du Chesneau accordèrent au sieur le Neuf de la Vallière, une concession de dix lieues de profondeur, qui s'étendoit, d'une part, sur le golfe de Saint-Laurent, & de l'autre sur la Baie françoise, comprenant Chignitou ou Beaubassin : mais cette concession (c), comme les précédentes, fut, tant de la part du Gouverneur, que de celle de l'Intendant; à la charge de relever du château de S.^t Louis de Québec, & d'y porter la foi & l'hommage.

En 1684, pareille concession (d) de

P R E U V E S.

(a) Voyez lesdites Lettres de concession.

(b) *Idem.*

(c) *Idem.*

(d) *Idem.*

sur

terreins au
rivière Sai
de Cligna
Gouverne
Meules qu
par le sieu
du château
la foi & h

En 16
étoit Gou
Champign
tordèrent
la concessi
Saint-Jean
relever du
porter la f
Tous c
dans leurs
ment que
bisoient p
étoient dan
Québec.

Seconde
a grande l
qui y sont
cité des
Champlain

* Voyez le

terreins aux environs de Medoctet sur la
rivière Saint-Jean, à René d'Amours sieur
de Clignancourt, tant du sieur de la Barre
Gouverneur du Canada, que du sieur de
Meules qui en étoit Intendant; à la charge,
par le sieur de Clignancourt, de relever
du château de Québec, & d'y porter
la foi & hommage.

En 1689, M. de Denonville, qui
étoit Gouverneur du Canada, & M. de
Champigni, qui en étoit Intendant, ac-
cordèrent à Pierre Chesnet sieur du Breuil,
la concession * d'un terrain sur la rivière
Saint-Jean, mais toujours à la charge de
relever du château de Québec, & d'y
porter la foi & hommage.

Tous ces actes, qui sont semblables
dans leurs dispositions, prouvent évidem-
ment que toutes ces différentes concessions
étoient partie du Canada, puisqu'elles
étoient dans la mouvance du château de
Québec.

Secondement, pour ce qui concerne
la grande Baie de Saint-Laurent, les isles
qui y sont situées & la Gaspésie; ce qu'on
a cité des ouvrages des sieurs Denys,
Champlain & l'Escarbot, suffiroit pour

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

P R E U V E S.

* Voyez lesdites Lettres de concession.

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

établir que ces différentes parties de la nouvelle France ne sont point de l'Acadie & on ne répètera point ici ce qui a été dit en particulier dans l'article XV sur les Lettres patentes accordées au sieur Denys, en 1654 (a), par lesquelles il étoit déclaré propriétaire & Gouverneur de la grande Baie de Saint-Laurent, ni sur toutes les inductions que l'on en peut tirer.

On doit présumer que M. de Meules Intendant du Canada, en connoissoit les limites. La France étoit alors également en possession & de l'Acadie & du Canada. Par conséquent il importoit peu de ressermer ou d'étendre les bornes de l'Acadie : on trouve dans un Mémoire que cet Intendant adressa au Roi en 1684 (b), que les terres du Canada commencent depuis le Cap-Breton.

Dans autre Mémoire, envoyé par le même Intendant en 1686 (c), il est dit que Chedabouctou est une Baie située au bout des terres de l'Acadie, proche l'isthme du Cap-Breton.

P R E U V E S.

(a) Voyez lesdites Lettres de concession.

(b) Voyez ledit Mémoire.

(c) *Idem.*

su

Un
1658 (

Laurent
vella Fra

de l'Acad

casions c

constam

& de la

que l'on

On n

concessio

qui s'étoi

le golfe

la Comp

Lettres c

du conse

celle de

sieur Do

de Saint-

ces isles s

situées da

qu'il se t

ait le mo

au contrai

le sieur D

(a) Voyez

(b) Voyez

(c) Voyez

du Roi

sur les limites de l'Acadie. 287

tries de la
e l'Acadie;
qui a été
le XV sur
s au sieur
esquelles il
Gouverneur
Laurent, n
on en peu

Un arrêt du Conseil du 12 mars 1658 (a), parle de tout le golfe Saint-Laurent, comme faisant partie de la nouvelle France, & ne fait aucune mention de l'Acadie, quoique dans toutes les occasions où il en a été question, on ait constamment eu attention de la spécifier & de la dénommer: & l'on ne croit pas que l'on puisse citer un exemple contraire.

ARTICLE XVIII.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du premier titre de concession de l'Acadie; autres titres & Mémoires français.

de Meule
noissoit le
s également
du Canada
de resserre
Acadie: on
cet Inten
(b), qu
ent depuis l
voyé par l
(c), il est d
aie située a
proche l'ill

On n'a pas pu retrouver les Lettres de concession d'une Compagnie particulière qui s'étoit établie pour faire la pêche dans le golfe Saint-Laurent, & qui s'appeloit la Compagnie de Miscou; mais par des Lettres du 19 janvier 1663 (b), où du consentement de cette Compagnie, celle de la nouvelle France accorda au sieur Doublet, les isles de la Magdeleine, de Saint-Jean, aux Oyseaux & Brion; ces isles sont dites purement & simplement situées dans le golfe Saint-Laurent, sans qu'il se trouve rien dans ces Lettres qui ait le moindre trait à l'Acadie. Il paroît au contraire par un acte d'association que le sieur Doublet fit le premier février (c)

P R E U V E S.

cession.

(a) Voyez ledit arrêt.

(b) Voyez lesdites Lettres.

(c) Voyez ledit acte d'association.

288 *Mém. des Commissaires du Roi*

ARTICLE XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

1664, pour l'exploitation de sa conces-
sion, qu'elle faisoit partie du Canada :
cet acte porte qu'elle lui avoit été accor-
dée par la *Compagnie du Canada*, & on
y prévoit le cas où le sieur Doublet feroit
quelque acquisition, *aux terres de Canada*,
du sieur Denys. On peut se rappeler que
le sieur Denys étoit alors propriétaire de-
puis le cap Canseau jusqu'au cap des
Rosiers; & ce ne peut être que de ce terri-
toire dont il est question sous le titre de
terres de Canada, puisque c'étoient les
seules à portée de la concession du sieur
Doublet.

Par une requête que plusieurs habitans
du Canada, propriétaires des terres situées
vers l'île Percée, présentèrent au Roi
en 1684 (a), ils demandèrent à être
maintenus dans la traite qu'ils faisoient du
côté de cette côte du sud-est; & une des
raisons qu'ils en donnent, c'est qu'ils y
attiroient des Sauvages de Baston, des
côtes de la nouvelle Angleterre, & de
l'Acadie : preuve que le pays qu'ils habi-
toient ne faisoit pas plus partie de l'Aca-
die, que de la nouvelle Angleterre.

Troisièmement

P R E U V E S.

(a) Voyez ladite requête.

Ju
Troisi
la rive n
rent, il
qui en tr
comme
posé & p
pas, moir
On v
que le C
à la Com
Canada,
gent dan
En i
velle Fra
Conseil
avoit dor
des peller
rent & r
jusqu'à so
dre dix lie
sans comp
qui se peu
de Misco
ladite Con

(a) Voyez
entre le Can
nouvelle Fra

(b) Voyez
Tom

Troisièmement, pour ce qui concerne la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent, il n'y a pas d'auteur ni d'écrivain, qui en traitant de ce fleuve, n'en ait parlé comme traversant le Canada; ce qui suppose & prouve que l'unité de ses rives ne fait pas, moins que l'autre, partie du Canada.

On voit par un contrat de 1627 (a), que le Cardinal de Richelieu fit accorder à la Compagnie de la nouvelle France, dite Canada, toutes les rivières qui se déchargent dans le fleuve appelé Saint-Laurent.

En 1645, la Compagnie de la nouvelle France fit approuver par un arrêt du Conseil du 6 mars (c), la faculté qu'elle avoit donnée aux habitans de faire la traite des pelleteries le long du fleuve Saint-Laurent & rivières qui se déchargent en icelui, jusqu'à son embouchure dans la mer, à prendre dix lieues près de la concession de Miscou, sans comprendre en ladite concession, les traites qui se peuvent faire es colonies de l'Acadie, de Miscou & du Cap-Breton, desquelles ladite Compagnie a ci-devant disposé.

P R E U V E S.

(a) Voyez ledit contrat; autrement les articles entre le Cardinal de Richelieu, & les Associés en la nouvelle France, tome V.

(b) Voyez ledit arrêt, tome V.

Tome I.

ARTICLE XVIII.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du premier titre de concession de l'Acadie; autres titres & Mémoires français.

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

Cet arrêt fait voir que les deux rives du fleuve Saint-Laurent dépendent du Canada, qu'aucune ne fait partie de l'Acadie, & que l'Acadie elle-même étoit distincte de la concession de Miscou, & du Cap-Breton.

Toutes les commissions des Gouverneurs de Canada, au moins toutes celles dont on a pû retrouver des copies dans les dépôts, établissent de la manière la plus précise & la plus formelle, que leur gouvernement comprenoit toutes les rivières qui se déchargent dans le fleuve Saint-Laurent, & à plus forte raison les deux rives du fleuve.

C'est ce qui est prouvé par la prolongation de la commission de Gouverneur & Lieutenant général à Québec, accordée par le Roi au sieur Huault de Montmagny, le 6 juin 1645 *, & qui rappelle des plus anciennes provisions. Le Roi dit dans ces Lettres, qu'il a ci-devant commis, ordonné & établi ledit sieur de Montmagny, Gouverneur & son Lieutenant général à Québec, & sur le fleuve Saint-Laurent, & autres rivières qui se déchargent en icelui. Et par ces mêmes Lettres, le Roi

P R E U V E S .

* Voyez lesdites provisions, tome V.

sur le

le proroge
bec, & des
Laurent,
déchargent.

Par des L
le Roi donn
de son Go
al dans tou
Laurent, e
terres adjac
fleuve, &
m icelui.

Par au
1657 (b)
Argenson
leur & Lieu
s mêmes t
la comm
leur de Me
Il n'y a p
ne toutes le
ar le Roi p
ada, n'aie
mes; & c
eurs ont, d

(a) Voyez le

(b) Idem.

(c) Idem.

Roi

aux rives
dent du
de l'A-
ne étoit
scou, &

Gouver-
tes celles
pies dans
re-la plus
leur gou-
s rivières
ve Saint-
les deux

la prolon-
gouverneur
, accordée
ontmagny,
appelle de
oi dit dans
commis-
de Mont-
Lieutenant
euve Saint-
e déchargen-
tres, le Roi

Sur les limites de l'Acadie. 291

le proroge dans le gouvernement de Qué-
bec, & des provinces arrosées du fleuve Saint-
Laurent, & des autres rivières qui s'y
déchargent.

Par des Lettres du 17 janvier 1651 (a),
le Roi donne au sieur de Lauson la charge
de son Gouverneur & Lieutenant gé-
néral dans toute l'étendue du fleuve Saint-
Laurent, en la nouvelle France, isles &
terres adjacentes de part & d'autre dudit
fleuve, & autres rivières qui se déchargent
en icelui.

Par autres Lettres du 26 janvier
1657 (b), le Roi donne au Vicomte
Argenson la même charge de Gouver-
neur & Lieutenant général, énoncée dans
les mêmes termes; & il en est de même
de la commission accordée par le Roi au
sieur de Mezy, le premier mai 1663 (c).

Il n'y a pas lieu de révoquer en doute,
que toutes les Lettres qui ont été accordées
par le Roi pour le gouvernement de Ca-
nada, n'aient été conçues dans les mêmes
termes; & de tout temps, ces Gouver-
neurs ont, dans le fait, exercé leur auto-

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

P R E U V E S,

(a) Voyez lesdites provisions, tome V.

(b) Idem.

(c) Idem.

ARTICLE
XVIII.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées du pre-
mier titre de
concession de
l'Acadie; au-
tres titres &
Mémoires
françois.*

rité sur les pays dont les eaux vont se
rendre dans le fleuve Saint-Laurent.

On voit par tout ce qui vient d'être
exposé, que jamais la côte des Etchemins,
la Baie françoise, la grande Baie Saint-
Laurent, ni la rive méridionale du fleuve
de ce nom, n'ont fait partie de la ven-
able & ancienne Acadie; & que la pré-
tention des Anglois à cet égard, ne peut
se soutenir contre les titres des François.
On verra par l'article suivant que leurs
propres titres ne leur sont pas plus favo-
rables.

ARTICLE XIX.

*Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées
de titres, Mémoires & Auteurs
Anglois, & autres.*

ON ne fera que sommairement
dans cet article, ce qui se trouve
répandu dans tout le cours de ce Mémoire
sur les preuves que les Anglois ont ad-
ministrées eux-mêmes contre leurs pré-
tentions.

Leur plus ancien titre sur le point
dont il s'agit, est la Charte accordée

sur la

Jacques I.

la nouvelle

Quoiqu'il

lité, on

tous V. on

tious contr

saires de Sa

La prem

que cette

Ecosse, ne

que former

Anglois; l

Sainte-Cro

nouvelle A

renfermé d

tracée par

peut être re

la, nouvelle

restitué à la

de Breda.

La secon

sert à faire

de ce que le

ment aujou

portoit un

séquent n'é

Charte, tou

* Voyez la

vont se
rent.

ent d'être
chemins
ie Saint-
du fleur
la v

te la pré
l, ne peu
François
que leur
plus favo

IX.

adie, tiré

uteurs

r.

minaireme

i se

ce Mémoi

is ont ad

eurs préte

sur le p

accordée

Jacques I.^{er}, le 10 décembre, 1621 *, pour la nouvelle Ecosse.

Quoique cette Charte soit de toute nullité, tant qu'on l'a démontré dans l'art. V, on en tirera néanmoins deux inductions contraires au système des Commissaires de Sa Majesté Britannique.

La première, c'est que toute l'étendue que cette Charte donne à la nouvelle Ecosse, ne remplit point les prétentions que forment aujourd'hui les Commissaires Anglois; le pays situé depuis la rivière Sainte-Croix jusqu'aux frontières de la nouvelle Angleterre, ne se trouve point renfermé dans la ligne de circonscription tracée par cette Charte; & ce pays ne peut être réclamé comme faisant partie de la nouvelle Angleterre, puisqu'il a été restitué à la France en exécution du Traité de Breda.

La seconde, c'est que cette Charte même sert à faire connoître qu'une grande partie de ce que les Commissaires Anglois réclament aujourd'hui, sous le nom d'Acadie, portoit un nom fort différent, & par conséquent n'étoit point Acadie. Suivant cette Charte, toute la partie du continent que

ART. XIX.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de titres, Mémoires & auteurs Anglois, & autres.

PREUVES.

* Voyez ladite Charte, tome IV, page 13.

ART. XIX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées
de titres, de
Mém. & d'
auteurs An-
glois, & an-
tres.*

traverse la rivière Sainte-Croix, s'appelle le pays des Souriquois & des Etchemins : *inter regiones Suriquorum & Etcheminorum, vulgò Suriquois & Etchemines.*

Elle s'exprime de même sur le pays de Gaspé, *littus communiter nomine de Gachepe vel Gaspie notum & appellatum.*

La Charte ne porte point qu'aucun de ces deux pays se soit appelé ni s'appelât Acadie, comme le prétend aujourd'hui l'Angleterre; mais bien au contraire, les noms que la Charte désigne, se concilient entièrement avec les descriptions de ces mêmes pays par Denys, Champlain & l'Escarbot.

Ainsi, le plus ancien titre que les Anglois puissent citer concernant le pays qu'ils contestent, est lui-même contraire à leurs prétentions.

S'il y avoit anciennement un nom qui fût commun à tous ces pays, excepté à l'Acadie qui s'étend depuis le cap Canseau jusqu'à l'entrée de la Baye françoise, c'étoit le nom de Canada : c'est ce que l'on doit conclure d'un passage qu'on a déjà rapporté de Smith, le fondateur de la nouvelle Angleterre; on voit qu'en 1614, avant la prétendue concession de la nouvelle Ecosse, avant même l'établissement de la nouvelle Angleterre, il se

su
plaignoit
qui joign
appelées
prévoit p
glois peu
neté & l
Il est bie
ne s'appel

Le sieur
Québec,
la rive s
Laurent.
Commissa
des plant
en 1709
les Comm
le sieur
Canada q
Laurent.
qu'il y a
est au sud
On a d
ticle IX,
du 9 août

(a) Histo
pages 204 &

(b) Voye

(c) Voye

plaignoit que les côtes de ce dernier pays qui joignent celles des Etchemins, étoient appelées du nom de *Canada* (a). On ne prévoyoit pas ce que les Commissaires Anglois peuvent objecter contre l'ancienneté & l'importance de ce témoignage. Il est bien évident par-là que ces côtes ne s'appelloient point du nom d'Acadie.

Le sieur Kirk, avant que de prendre Québec, en 1629, s'étoit emparé de toute la rive septentrionale du fleuve Saint-Laurent. Dans une représentation que les Commissaires du Bureau du commerce & des plantations firent à la Reine Anne, en 1709 (b) & qui a été produite par les Commissaires Anglois, ils disent que le sieur Kirk s'empara de la partie du *Canada* qui est au nord du fleuve Saint-Laurent. C'est annoncer assez clairement qu'il y a une autre partie du Canada qui est au sud de ce même fleuve.

On a déjà cité précédemment dans l'article IX, une concession de Cromwel', du 9 août 1656 (c), faite par conséquent

ART. XIX.

Preuve sur les limites de l'Acadie, tirées de titres, Mémoires & auteurs Anglois, & autres.

P R E U V E S.

(a) Histoire de la nouvelle Angleterre, par Smith, pages 204 & 205.

(b) Voyez ladite représentation, tome IV, p. 232.

(c) Voyez lesdites Lettres de concession, tome V.

296 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XIX. dans le temps où les Anglois s'étoient emparés, quoiqu'en pleine paix, de l'Acadie & d'une partie du Canada, qu'il leur plaisoit d'appeler nouvelle E'cosse : suivant ce titre, l'Acadie ne comprend qu'une partie de la prétendue nouvelle E'cosse. Comment peut-on aujourd'hui prétendre contre ce titre, que l'Acadie est plus étendue que la nouvelle E'cosse !

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de titres, Mémoires & auteurs Anglois, & autres.

On a aussi discuté dans le même article l'exception formée, en 1668, par le Colonel Temple *, pour se dispenser de restituer à la France Port-royal, le fort Saint-Jean & Pentagoet, parce que ces forts n'étoient pas situés en Acadie. On a fait voir que cette exception étoit conforme à la concession accordée par Cromwel, en 1656, & à des Lettres patentes de Charles II, passées sous le grand sceau d'Angleterre : on a observé que personne ne pouvoit avoir une connoissance plus parfaite du local que le Colonel Temple ; & ce qui a été développé dans le cours de ce Mémoire, prouve de plus en plus que son sentiment étoit le seul conforme aux plus anciennes relations de ces mêmes pays.

P R E U V E S.

* Voyez la Lettre du Colonel Temple, du 6 novembre 1668, tome IV, page 180.

Jun
Ce ser
lement d
faires de
fondé su
peuvent
appuyé d
& Géogr
de l'Atla
positiven
sud-est de
de l'Acad
velle E'co
& du cor
du Doct
ne repré
partie de
a été plu
ticle XII
pour exp
preuves
teurs An
tention c
Britannic
On po
rités qu'
P. Creu

* Voyez
treizième
sommaire

Roi

s'étoient
e l'Aca-
qu'il leur
e suivant
qu'une
E'cosse.
rétendre
lus éten-

ne article
par le
dispenser
royal, le
orce que
Acadie.
ion étoit
rdée par
s Lettres
s le grand
que per-
noissance
nel Tem-
e dans le
le plus en
seul con-
ns de ces

, du 6^e no-

Sur les limites de l'Acadie. 297

Ce sentiment au surplus, qui est totalement destructif de celui des Commissaires de Sa Majesté Britannique, & qui est fondé sur des titres que les Anglois ne peuvent regarder comme frivoles, se trouve appuyé & soutenu par plusieurs Ecrivains & Géographes de leur nation *. L'auteur de l'Atlas de marine & de commerce, dit positivement que *l'Acadie est la partie du sud-est de la nouvelle E'cosse*. Salmon parle de l'Acadie, comme d'une partie de la nouvelle E'cosse. Les cartes de l'Atlas de marine & du commerce, de l'histoire de Salmon, du Docteur Halley & du sieur Popple, ne représentent l'Acadie que comme une partie de la nouvelle E'cosse. C'est ce qui a été plus amplement détaillé dans l'article XIII; & on ne le rappelle ici que pour exposer sous un seul coup d'œil les preuves que les titres, Mémoires & Auteurs Anglois administrent contre la prétention des Commissaires de Sa Majesté Britannique.

On pourroit ajouter à toutes les autorités qu'on a citées, celles de Laët & du P. Creuxius, Jésuite.

P R E U V E S.

* Voyez ce qui a été dit à ce sujet à la fin du treizième article, & qu'on ne fait que répéter ici sommairement.

ART. XIX.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de titres, Mémoires & Auteurs Anglois, & autres.

298 *Mém. des Commissaires du Roi*

ART. XIX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées de titres,
Mémoires &
auteurs An-
glois, & au-
tres.*

On a remarqué qu'en général Laët com-
prend sous le nom d'Acadie, toute la pénin-
sule ; on ne répétera pas les réflexions que
l'on a faites à ce sujet : mais dans le chapitre
où il fait la description de l'Acadie, il ne
fait pas celle de la côte des Etchemins,
c'est un chapitre séparé, & il l'intitule
*continent de la nouvelle France, jusqu'au
fleuve Pentagoet (a)*. Il observe que c'est
le même pays qu'on appelle Norembè-
gué *(b)*. Il est encore plus éloigné de
comprendre, dans la description de l'Aca-
die, celle de la partie du continent qui
s'étend depuis la Baie verte jusqu'à Gaspé,
& toute la rive méridionale du fleuve Saint-
Laurent, qui, comme il l'observe, est le
pays des Canadiens *(c)*.

Creuxius a fait une histoire du Canada
en latin, imprimée in-4.^o en 1664. Voici
ce qu'il dit *(d)* sur les différentes pro-
vinces de la nouvelle France :

*Ses parties, & pour ainsi dire ses pro-
vinces, sont l'Acadie, les Souriquois, le No-
rembegue, le Labrador, & ce qui est un nom*

P R E U V E S.

(a) Laët, page 54.

(b) Idem, page 55.

(c) Idem, page 41.

(d) Creuxius, page 46.

*plus c
pas t
qu'une
qui bo
çois on*

*On
l'Acad
rembe
regard
du fle
tous le
même
l'on ne
qui so
l'Angle*

Preuve

*L E S
X
fares de
tirer du
jusqu'à
ont pro
France
laisser f*

du Roi

à èt com
la pénin-
sions que
e chapitre
lie, il ne
chemins,
l'intitule
jusqu'au
que c'est
Norembè-
oigné. de
de l'Aca-
inent qui
à Gaspé,
uve Saint-
ve, est le

u Canada
64. Voici
ntes pro-
e ses pro-
ois, le No-
est un nom

Sur les limites de l'Acadie. 299

plus connu, le Canada. Ce dernier nom n'est pas tant celui de quelque lieu particulier, qu'une dénomination commune des régions qui bordent ce grand fleuve, que les François ont appelé le fleuve Saint-Laurent.

On voit par ce passage qu'il distingue l'Acadie du Canada & du pays de Norembegue, & que le Canada a toujours été regardé comme comprenant les deux rives du fleuve Saint-Laurent. C'est ainsi que tous les anciens auteurs ont parlé uniformément de ces pays, dans des temps où l'on ne pouvoit pas prévoir les discussions qui sont actuellement entre la France & l'Angleterre.

ART. XIX.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées de titres, Mémoires & auteurs Anglois, & autres.

ARTICLE XX.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du Traité d'Utrecht.

LES réponses que renferme l'article XI aux inductions que les Commissaires de Sa Majesté Britannique prétendent tirer du Traité d'Utrecht, démontrent, jusqu'à l'évidence, par les pièces qu'ils ont produites eux-mêmes, que jamais la France n'avoit été dans l'intention de se laisser fermer l'entrée du Canada, comme

ART. XX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ré-
gées du Traité
d'Utrecht.*

elle l'auroit fait, si elle eût cédé à l'Angleterre les pays qui avoisinent l'entrée du fleuve Saint-Laurent, & la rive méridionale de ce fleuve.

On ne répétera point tout ce qui a été dit à ce sujet ; on se bornera à puiser l'interprétation du Traité d'Utrecht dans le Traité même.

Par ce Traité, la France cède à l'Angleterre la nouvelle E'cosse, autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites, COMME AUSSI la ville de Port-royal, maintenant appelée Annapolis royale, & généralement tout ce qui dépend desdites terres & isles de ce pays là.

Les expressions de *comme aussi* qui sont dans l'original françois, sont rendues dans l'original latin par celles-ci, *ut &*.

Il résulte évidemment de ces expressions, que Port-royal ne faisoit pas partie de la cession de l'Acadie ; ces termes, *comme aussi*, sont équivalens à ceux-ci, *en outre, de plus, encore*.

Les Commissaires Anglois prétendent que ces expressions sont assez ordinaires dans les Traités, pour désigner ce qui souvent n'est qu'une même chose, ou n'en est qu'une partie ; mais on ne pense pas qu'ils en puissent produire un seul exemple. Celui qu'ils citent du Traité de Saint-

su

Germain
terre fit la
de l'Acadie
les termes
employés
France, c
c'est que
le nom d
seul. Mai
l'expressi
improprie
dans le
l'Angleter
velle Fran
que l'on e
ville de Q

Les exp
d'Utrecht
turelles &
que l'anci
la ville de
ne pouvo
termes où

Les an
trouvent
d'Utrecht
donne à la
glois excl
nouvelle I
le Traité

Sur les limites de l'Acadie. 301

Germain de 1632, par lequel l'Angleterre fit la restitution de la nouvelle France, de l'Acadie & du Canada, ne porte point les termes *comme aussi*. Si même après avoir employé la dénomination de nouvelle France, on a ajouté l'Acadie & le Canada, c'est que souvent on ne comprenoit sous le nom de nouvelle France, que le Canada seul. Mais il n'y a point de François à qui l'expression n'eût paru étrange, bizarre & impropre dans sa langue, si l'on eût mis dans le Traité de Saint-Germain, que l'Angleterre restituoit à la France la *nouvelle France*, *comme aussi le Canada*, ou que l'on eût dit, *le Canada, comme aussi la ville de Québec*.

Les expressions employées dans le Traité d'Utrecht deviennent simples, claires, naturelles & exactes, lorsque l'on reconnoît que l'ancienne Acadie ne renfermoit point la ville de Port-royal; & alors la cession ne pouvoit mieux se faire, que dans les termes où elle est conçue.

Les anciennes limites de l'Acadie se trouvent encore désignées dans le Traité d'Utrecht, par celles que ce même Traité donne à la pêche qui appartient aux Anglois exclusivement sur les côtes de la nouvelle Ecosse. Voici comme s'exprime le Traité dans le même article XII sur

ART. XX.

Preuves sur les limites de l'Acadie, tirées du Traité d'Utrecht.

ART. XX. l'étendue de la cession de la nouvelle
Ecosse, autrement dite Acadie.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, ti-
rées du Traité
d'Utrecht.*

*Et cela d'une manière & d'une forme si
amples, qu'il ne sera pas permis à l'avenir
aux sujets du Roi Très-Christien, d'exercer
la pêche dans lesdites mers, baies & autres
endroits, à trente lieues près des côtes de la
nouvelle Ecosse au sud-est, en commençant
depuis l'isle appelée vulgairement, de Sable,
inclusivement, & en tirant au sud-ouest.*

Deux observations à faire sur cette dis-
position du Traité d'Utrecht.

1.^o Il est aisé de reconnoître que l'objet
principal des Anglois au Traité d'Utrecht
étoit de s'assurer de la pêche : c'est dans
cet esprit que l'Angleterre se fit céder
l'isle de Terre-neuve : c'est aussi dans le
même esprit qu'elle se fit céder l'Acadie;
& que pour donner plus de faveur sur-
tout aux pêches de la nouvelle Angle-
terre, elle stipula la jouissance exclusive
des bancs qui sont situés vis-à-vis des
côtes d'Acadie, & qui sont extrêmement
abondans en poisson. Ce dernier objet se
trouvoit rempli par la cession de l'Acadie,
conformément à ses anciennes limites. Il
n'y a même que l'Acadie, telle qu'elle a
été désignée dans le cours de ce Mémoire,
à qui puisse convenir cette pêche exclu-
sive; ni la côte des Etchemins, ni aucune

de celles
des bancs
puisse p

2.^o E
que la c
dances e
les plus
concessio
est au su
pas perm
lieues de
le fait,
glois aux
Acadie.

Par le
toutes les
férente,
n'étant p
dû appar
point ex
la forme
n'auroien
prendre!
celle du
& dû y

Enfin
droit lui
Commiss
lieu.

L'article

Sur les limites de l'Acadie. 303

de celles du golfe Saint-Laurent, n'ont des bancs à leur sud-est sur lesquels on puisse pêcher.

2.^o En même temps que le Traité porte que la cession de l'Acadie avec ses dépendances est faite de *la manière & de la forme les plus amples*, il borne l'étendue de cette concession aux côtes qui gisent du nord-est au sud-ouest, le long desquelles il n'est pas permis aux François de pêcher à trente lieues de distance au sud-est; ce qui dans le fait, restreint la possession des Anglois aux véritables limites de l'ancienne Acadie.

Par le rumb de vent que fixe le Traité, toutes les côtes qui ont une direction différente, doivent être regardées comme n'étant point de l'Acadie. Si elles eussent dû appartenir aux Anglois, n'en auroit-on point exclu les François? & la manière & la forme si amples que stipuloit le Traité, n'auroient-elles pas dû les y faire comprendre? On ne voit aucune raison, que celle du défaut de propriété, qui ait pu & dû y mettre obstacle.

Enfin, le Traité d'Utrecht se contrediroit lui-même, si les prétentions des Commissaires Anglois pouvoient avoir lieu.

L'article XII cède à l'Angleterre, comme

ART. XX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées
du Traité
d'Utrecht.*

ART. XX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées
du Traité
d'Utrecht.*

on l'a vû, toute l'ancienne Acadie, terres & isles qui en dépendent, c'est-à-dire, les isles qui sont adjacentes aux côtes de l'Acadie.

Or, si l'Acadie comprenoit toutes les côtes qui s'étendent depuis le cap Canseau jusqu'à l'entrée du fleuve Saint-Laurent, il en résulteroit que les isles qui sont adjacentes à ces côtes, & qui sont situées dans le golfe Saint-Laurent, appartiendroient à l'Angleterre de droit & incontestablement.

Mais le Traité d'Utrecht dit le contraire de la manière la plus formelle, la plus précise & la plus claire : c'est à l'article XIII.

Il commence par une première disposition sur l'isle de Terre-neuve, qui est déclarée appartenir désormais à la Grande-Bretagne, avec les isles adjacentes, en réservant aux François la faculté d'y sécher le poisson de leur pêche dans les limites qui y sont décrites; & cet article finit par dire, que l'isle du Cap-Breton, & toutes les autres quelconques situées dans l'embouchure & dans le golfe Saint-Laurent, demeureront à l'avenir à la France.

Il n'y a personne, qui en réfléchissant de bonne foi & avec sincérité sur ces stipulations du Traité d'Utrecht, ne doive

sur

reconnoître
prétendre
la possession
des isles
golfe ap
de toute
pas aux
aucune.

C'est à
du Traité
tamment
seau, qui
golfe Sa
Anglois
temps de
porté ses
saires nor
eu des co

Il est é
d'exposer
missaires
avec le T
moins le
Anglois
Ecosse.

reconnoître que les Anglois ne peuvent prétendre dans le golfe Saint-Laurent, que la possession de l'isle de Terre-neuve & des isles adjacentes; & que le surplus du golfe appartient aux François. Le terme de *toutes les isles quelconques*, ne permet pas aux Anglois d'en pouvoir réclamer aucune.

C'est aussi en conséquence de cet article du Traité d'Utrecht, que le Roi a constamment réclamé & réclame l'isle de Canseau, qui est située dans l'embouchûre du golfe Saint-Laurent; quelques particuliers Anglois s'en sont emparés violemment en temps de paix, en 1718: le Roi en a porté ses plaintes, il y a eu des Commissaires nommés pour les examiner, il y a eu des conférences, & point de décision.

Il est évident par tout ce que l'on vient d'exposer, que les prétentions des Commissaires Anglois ne peuvent se concilier avec le Traité d'Utrecht, qui est néanmoins le titre unique en vertu duquel les Anglois possèdent l'Acadie ou nouvelle Ecosse.

ART. XX.

*Preuves sur
les limites de
l'Acadie, tirées
du Traité
d'Utrecht.*



CONCLUSION.

L'ÉTENDUE de ce Mémoire & la diversité des matières qu'on a été obligé de traiter & de discuter, exigent nécessairement que l'on résume le plus sommairement qu'il sera possible ce qui en résulte.

Les nuages qui ont été élevés sur les droits de propriété que la France a eus de toute ancienneté, tant sur l'Acadie que sur les provinces limitrophes, la côte des Etchemins, la Baie françoise, la Gaspésie, & toute la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent, ont mis dans la nécessité de débrouiller une matière obscurcie par des préjugés étrangers, de remonter à l'origine des établissemens des deux nations en Amérique, & de puiser dans les titres primordiaux, & dans les sources les plus pures de l'histoire, la connoissance de leurs premiers droits sur les pays qu'elles possèdent dans cette partie du monde.

Tout ce qui concerne les premiers établissemens des Anglois, est tiré de leurs propres titres, & de leurs relations les plus authentiques.

On a puisé pareillement dans les titres qui sont propres à la France, l'histoire de ses premiers établissemens; & l'on a au

surplus
auteurs
nies Fr

Tou
taines
semens
sont ra
précises
projets
tentativ
les entr
suivies
sont an

Dès
formé
France
choient
mouchie
n'avoit
qui ne
après;
commen
gine, c
1620,
seulemen
1630;
royal Pa

L'hist
deux nat
articles I

re & la
é obligé
nécessai-
sommair-
résulte.
sur les
a eus de
die que
côte des
Gaspésie,
ve Saint-
té de dé-
par. des
l'origine
en Amé-
primor-
us pures
eurs pre-
possèdent
niers éta-
de leurs
s les plus
les titres
histoire de
on a au

surplus pour garans de tous les faits, les auteurs & fondateurs des premières colonies Françaises.

Conclusion.

Toutes les allégations vagues & incertaines concernant l'ancienneté des établissemens des deux nations en Amérique, sont ramenées à des époques certaines & précises; & soit que l'on considère les projets de former des établissemens, les tentatives infructueuses pour les exécuter, les entreprises plus heureuses qui ont été suivies de succès; par-tout, les François sont antérieurs aux Anglois.

Dès 1604, le sieur de Monts avoit formé des établissemens dans la nouvelle France: des François, en 1606, défrichoient, cultivoient, dans le pays des Al-mouchiquois, des terres que l'Angleterre n'avoit point encore projeté d'établir, & qui ne l'ont été que plus de vingt ans après; la première colonie Angloise n'a commencé à exister qu'en 1607 en Virginie, celle de la nouvelle Plymouth en 1620, la nouvelle Angleterre en 1629 seulement; Boston n'a été fondé qu'en 1630; Québec l'étoit dès 1608, & Port-royal l'avoit été en 1605.

L'histoire des premiers établissemens des deux nations, se trouve discutée dans les articles I & II de ce Mémoire: elle est

Conclusion.

suivie dans l'article III de celle des principales révolutions qui sont arrivées dans l'Acadie & les provinces limitrophes. Les Anglois les ont attaquées à diverses reprises, & avec différens succès.

En 1613, en pleine paix, ils pillèrent & détruisirent les établissemens des François; & suivant leur propre témoignage, ils fortifièrent la Virginie, encore naissante, de ce qu'ils avoient enlevé aux habitans de nos colonies.

En 1628 & 1629, ils envahirent de nouveau les possessions de la France. Les deux nations étoient alors dans un état de guerre, sans cependant qu'elle fût déclarée; la nécessité de se défendre avoit obligé la France à user de représailles; mais en 1632, les Anglois rendirent & restituèrent ce qu'ils avoient pris.

Nouvelle invasion de leur part, en 1654, lorsque les deux nations étoient en pleine paix; difficultés & délais pour restituer: la guerre se déclare douze ans après; & les Anglois enfin, en 1667, rendent & restituent encore les pays qu'ils avoient enlevés à la France.

Après bien des événemens, un grand nombre d'entreprises formées dans le sein de la paix, une grande variété de succès, les Anglois enfin, à la suite d'une guerre,

su
se font
d'Acad
avec la
De
sur cet
d'Utre
de leur
qui en
en vain
& de
visager
Franç
dans l'
cette p
donné
ce qui
C'es
voulu
de la n
On
ce qui
On
I.^{er} Ro
sujets
velle
Ecosse
même
& tran
propre
sention

es prin-
ées dans
hes. Les
es repri-

pillèrent
es Fran-
ignage ,
aïssante ,
habitans

irent de
nce. Les
n état de
déclarée ;
t obligé
mais en
stituèrent

art , en
s étoient
lais pour
ouze ans
1667 ,
ays qu'ils

un grand
ns le sein
de succès ,
e guerre ,

sur les limites de l'Acadie. 309

se font céder, en 1713, la province d'Acadie, suivant ses anciennes limites, avec la ville de Port-royal. *Conclufion.*

De-là, l'origine récente de leurs droits sur cette ancienne colonie; mais le Traité d'Utrecht ne pouvant seul remplir l'étendue de leurs prétentions, il falloit quelque titre qui en fût indépendant; ils l'ont cherché en vain dans les Traités de Saint-Germain & de Breda, qu'ils ont voulu faire en-
visager comme l'origine du droit des François sur l'Acadie. On a démontré dans l'article IV le peu de fondement de cette prétention: ces Traités n'ont rien donné à la France, mais lui ont restitué ce qui lui appartenoit.

C'est dans le même esprit qu'ils ont voulu se former un titre de la dénomination de la nouvelle Ecosse.

On a traité en détail dans l'article V, ce qui regarde cette dénomination.

On y a rapporté qu'en 1621, Jacques I.^{er} Roi d'Angleterre, donna à un de ses sujets l'Acadie, & une partie de la nouvelle France, sous le nom de nouvelle Ecosse. Long temps avant, & dans le même temps, les François étoient en pleine & tranquille possession de ce pays. Le propre titre des Anglois résiste à leur prétention. La nouvelle Ecosse ne devoit

Conclusion.

avoir lieu, suivant la Charte même qu'autant que le pays concédé seroit vacant ; il ne l'étoit pas, la nouvelle E'cosse n'a donc point existé,

Dans le fait, il n'y a jamais eu dans ce pays d'habitations ni d'établissmens Anglois ou E'cossois : les François ont toujours continué de l'habiter, même durant les invasions passagères que les Anglois y ont faites.

Jusqu'au Traité d'Utrecht, l'Acadie & Port-royal ont conservé le nom qui leur avoit été donné par les premiers habitans François, avant qu'il y eût un habitant Anglois dans l'Amérique. Mais ces noms, ainsi que le pays même, ont subi la loi des événemens ; & l'on a vû s'élever en leur place au Traité d'Utrecht, ceux de nouvelle E'cosse & d'Annapolis-Royale.

Il est dans le pouvoir des nations de donner aux pays qu'elles possèdent le nom qu'il leur plaît ; & en cédant ce pays aux Anglois, la France n'avoit rien à leur contester sur sa dénomination postérieure : le Traité d'Utrecht a parlé à cet égard le langage qu'ils ont voulu.

Mais vouloir imposer à son gré des dénominations aux possessions des autres Puissances, prétendre que ces noms nouveaux ne sont point de vains noms, qu'ils

ont que
des droi
seroit all
contre t
tions. C
ce que le
d'Acadie
former
de nouv

De là
que la F
n'a pû la
jusque-là
les Ang
nom de
France a
ses ancie
toute la
se réduit
tables &

Par u
eu en A
trophes,
cipaux
impropr
d'Acadie
fort diff
avoit été
première
au sieur c

ont quelque réalité, bâtir sur cette illusion des droits & un système de propriété, ce seroit aller contre toutes les notions reçues, contre toutes les loix & les usages des nations. Comment peut-on prétendre que ce que les François possédoient sous le nom d'Acadie & de nouvelle France, ait pû former une colonie étrangère sous le nom de nouvelle E'cosse?

De là, il résulte cette vérité certaine, que la France qui a fait une cession réelle, n'a pû la faire sous une dénomination qui jusque-là avoit été purement idéale; que les Anglois ne peuvent réclamer sous le nom de nouvelle E'cosse, que ce que la France a cédé sous le nom d'Acadie suivant ses anciennes limites; que par conséquent toute la question entre les deux Puissances se réduit à déterminer quelles sont les véritables & anciennes limites de l'Acadie.

Par une suite des troubles qu'il y avoit eu en Acadie & dans les provinces limitrophes, ceux qui en avoient été les principaux concessionnaires avoient étendu improprement & indistinctement le nom d'Acadie à des pays qui avoient un nom fort différent. Le progrès de cette erreur avoit été d'autant plus facile, que dans la première origine, le Roi avoit concédé au sieur de Monts non seulement l'Acadie,

Conclusion.

mais encore les pays circonvoisins ; & depuis , après que la distinction du gouvernement de la côte des Etchemins & de celui de l'Acadie eût cessé en la personne du sieur de Charnisay , qui dépouilla le sieur de la Tour d'un de ces deux gouvernemens , les nouvelles commissions données par le Roi s'étendirent de nouveau à l'Acadie & pays circonvoisins.

Mais le Traité d'Utrecht n'a point cédé à l'Angleterre l'Acadie & les pays circonvoisins ; c'est au contraire pour distinguer l'étendue véritable de cette province , de celle qu'on lui donnoit alors improprement , & en prévenir les abus , qu'il a été expressément & formellement stipulé que la cession se bornoit à l'Acadie ; suivant ses anciennes limites.

Quoique cette distinction des anciennes limites soit formellement exprimée dans le Traité d'Utrecht , qu'elle soit extrêmement importante dans la discussion présente , cependant les Commissaires Anglois y ont si peu d'égards , que contre la disposition expresse du Traité , ils prétendent que tout ce qui a été dans aucun temps appelé du nom d'Acadie , leur a été cédé. De là , nul principe , nul moyen indiqué dans leur Mémoire pour déterminer la distinction des anciennes limites d'avec ce qui n'y est

point

point ce
ce qui e
gations
tion : el
de certa
ment le
pas , &
mais ell
pays fai
table A
falloit p

Cette
plupart
Anglois

On a
faite, l'o
Mémoire
VII, V

On a
commiss
du sieur
& son
du sieur
mots d'A
être prop
véritable
que les
de Franc
nominati
l'usage al
Ton

point compris. Il n'en pouvoit résulter que ce qui est arrivé, que leurs différentes allégations sont étrangères à l'état de la question: elles peuvent bien prouver que dans de certains temps on a donné improprement le nom d'Acadie à ce qui ne l'étoit pas, & c'est ce qu'on ne conteste point; mais elles ne prouvent pas que ces mêmes pays faisoient partie de l'ancienne & véritable Acadie, & c'est uniquement ce qu'il falloit prouver.

Cette observation sert de réponse à la plupart des allégations des Commissaires Anglois.

On a suivi dans la réponse qui leur a été faite, l'ordre où elles sont placées dans leur Mémoire; c'est l'objet des articles VI, VII, VIII, IX, X & XI.

On a commencé par faire voir que la commission du sieur de Charnisay, celle du sieur de la Tour, son ancien concurrent & son successeur, postérieurement celle du sieur de Villebon, où se trouvent les mots d'Acadie & *confins*, ne peuvent point être propres à déterminer les anciennes & véritables limites de l'Acadie; non plus que les différens Mémoires des Ministres de France, qui ont compris sous cette dénomination la côte des Etchemins, suivant l'usage abusif qui régnoit de leur temps.

Conclusion.

Par rapport aux notions que le Comte d'Estrades avoit de ces pays, & dont les Commissaires Anglois ont voulu se prevaloir, elles sont si peu propres à déterminer les véritables limites de l'Acadie, que cet Ambassadeur y comprenoit la nouvelle Hollande, aujourd'hui la nouvelle York.

Toutes les prétendues preuves des Commissaires Anglois se réduisent donc aux inductions qu'ils tirent du Traité de Breda & de celui d'Utrecht.

Lorsqu'il sera établi qu'un *don* & une *restitution* sont une seule & même idée, alors on pourra avec fondement assimiler le Traité d'Utrecht à celui de Breda : mais jusque-là on ne peut pas dire que ce qui a été *restitué* à la France par le Traité de Breda, puisse servir de règle pour déterminer ce qu'elle a *cédé* à l'Angleterre par le Traité d'Utrecht.

L'objet du Traité de Breda, étoit de remettre l'état des choses en Amérique, sur le pied où il étoit avant les irruptions réciproques des deux nations. L'étendue des pays envahis, & non leur dénomination, déterminoit l'étendue des pays à rendre.

Le Traité d'Utrecht ayant pour objet une cession, ce sont les termes seuls du

Traité
La Fra
a joui
cette p
limites
de l'A
Breda
étrange

C'est
que les
qu'à l
Puissan
à l'An
actuelle

Ils o
de la
prouve
par cet
céder a
parce
pour se
nada :
leur eû
Baye-d
dionale

Si les
à ceux
l'Acadi
éclairci
roit let

Sur les limites de l'Acadie. 315

Traité qui en peuvent déterminer l'étendue. *Conclusion.*

La France n'a pas cédé tout ce dont elle a joui sous le nom d'Acadie : elle n'a cédé cette province, que suivant ses anciennes limites. Comme la discussion des limites de l'Acadie étoit étrangère au Traité de Breda, ce Traité se trouve lui-même étranger à la discussion présente.

C'est sans aucune sorte de fondement, que les Commissaires Anglois ont prétendu qu'à la paix d'Utrecht, l'intention des Puissances contractantes avoit été de céder à l'Angleterre tout ce qu'ils réclament actuellement.

Ils ont eux-mêmes produit une réponse de la France, du 10 juin 1712, qui prouve directement le contraire : il paroît par cette pièce que le Roi n'a point voulu céder aux Anglois l'île de Cap-Breton, parce qu'ils auroient eu trop de facilité pour fermer aux François l'entrée du Canada : ils en auroient encore plus si on leur eût cédé toutes les terres de la grande Baye de Saint-Laurent, & la rive méridionale du fleuve de ce nom.

Si les Commissaires Anglois ont objecté à ceux du Roi l'incertitude des limites de l'Acadie, cette objection a été pleinement éclaircie dans l'article XII ; mais on pourroit leur objecter avec plus de raison

316 *Mém. des Commissaires du Roi*

Conclusion. l'incertitude des limites de la nouvelle Angleterre.

On ne peut, en effet, concilier leurs différentes opinions sur ces limites; ils les portent dans un endroit jusqu'à la rivière de Sainte-Croix; dans un autre, ce n'est que jusqu'à Pentagoet; dans le fait, les François ont toujours insisté sur la borne du Kiniheki: il paroît que dans plusieurs occasions, les Anglois se seroient restreints à la rivière Saint-George, mais, suivant leurs propres titres, la rivière de Sagahadock borne la nouvelle Angleterre; c'est ce qui est prouvé par la propre Charte de cette colonie, ainsi qu'on l'a fait voir à la fin de l'article X.

Quant aux notions géographiques, on en a fait un article séparé, qui est le XIII.^e

Les Commissaires Anglois, pour déterminer des limites anciennes, ont eu recours à des cartes modernes; mais la plupart même des cartes modernes, & toutes les anciennes, restreignent l'Acadie dans la péninsule, ou dans une partie seulement.

L'opinion des Géographes qui ont cru qu'il y avoit une nouvelle Ecosse réelle, distincte & séparée de l'Acadie, ne peut tirer à conséquence, parce qu'on a démontré que c'étoit une erreur: ainsi, en ne s'attachant qu'à la partie de leurs cartes,

qui est
trouve
Géogra
plus in
donné
côtes d
même
missaire

Mais
prétend

L'ar
par les
On y
ne dev
les pay
toute a
& excl

On
général
on est
détail d
les artic
XIX &

Une
limites
ment n
pect, p
tenans
rique,
quenté

Roi
ouvelle

er leurs
; ils les
rivière
ce n'est
fait, les
la borne
plusieurs
restreints
, suivant
Sagaha-
re ; c'est
Charte de
voir à la

ques, on
e XIII.
our déter-
eu recours
la plupart
toutes les
e dans la
ulement.

qui ont cru
osse réelle,
e, ne peut
n a démon-
nsi, en ne
eurs cartes,

sur les limites de l'Acadie. 317

Conclusion.

qui est particulière à l'Acadie propre, il se trouve que parmi même les Auteurs & les Géographes Anglois, ceux qui sont les plus instruits & les plus éclairés, n'ont donné d'autre étendue à l'Acadie que les côtes du sud-est de la péninsule, conformément aux limites désignées par les Commissaires du Roi.

Mais ce n'est point par des cartes qu'on prétend fixer les limites de l'Acadie.

L'article XIV développe les principes par lesquels on peut déterminer ces limites. On y a fait voir que l'on ne pouvoit & ne devoit comprendre sous ce nom que les pays auxquels il avoit été donné de toute ancienneté, & donné constamment & exclusivement à tous autres.

On ne s'est point borné à cette réflexion générale, qui seule auroit été décisive ; on est entré à cet égard dans un grand détail de preuves, qui sont contenues dans les articles XV, XVI, XVII, XVIII, XIX & XX.

Une des premières preuves est que ces limites ont été disertement & expressément marquées dans un temps non suspect, par un des Gouverneurs & Lieutenans généraux pour le Roi en Amérique, qui avoit visité, reconnu & fréquenté pendant trente-cinq à quarante

318 *Mém. des Commissaires du Roi*

Conclusion.

ans les pays dont il donne la description. Son témoignage est confirmé par celui de Champlain, Fondateur & Gouverneur de Québec, & par celui de l'Escarbot, qui a été un des principaux instrumens des premiers établissemens de la nouvelle France.

Après avoir rapporté tout ce qui résulte de l'autorité de ces différens auteurs, on passe à l'examen des titres tant François qu'Anglois.

Le plus ancien titre des François, quoiqu'il comprenne, non seulement l'Acadie, mais encore les pays circonvoisins, ne peut cependant point remplir l'étendue des demandes des Commissaires Anglois, qui sont d'ailleurs contredites par une foule de titres énoncés dans l'article XVIII de ce Mémoire.

Le plus ancien titre des Anglois, concernant la nouvelle Ecosse, titre nul par lui-même, ne pourroit pareillement suffire à leurs prétentions, quoiqu'il comprenne une partie du pays des Etchemins, & la Gaspésie.

Les Anglois demandent plus que la nouvelle Ecosse idéale; & par leurs propres titres, l'Acadie n'étoit qu'une partie du pays auquel ils donnoient cette vaine dénomination.

C'est
concess
Lettres
gleterre
qui en
c'est l'o
glois,

Auc
cartes n
demand
sentir l'

Mai
Traité
testable
occasion
c'est pa
C'est le
gleterre
titres, c
prétenti

Ce
royal de

Il dé
provinc
les born
l'autre à

Il ex
dans le
l'isle de

En u

ription.
r celui
verneur
carbott,
rumens
nouvelle

résulte
urs, on
rançois

, quoi-
Acadie,
ins, ne
étendue
nglois,
ne foule
VIII de

is, con-
nul par
t suffire
prenne
s, & la

la nou-
propres
du pays
lénomi-

sur les limites de l'Acadie. 319

Conclusion.

C'est ce que prouvent des Lettres de concession de Cromwel, de 1656; des Lettres patentes de Charles II, Roi d'Angleterre; des Lettres du Colonel Temple, qui en étoit Gouverneur & Propriétaire: c'est l'opinion de plus d'un auteur Anglois, & de leurs meilleures cartes.

Aucun de leurs titres, aucune de leurs cartes ne peut s'adapter à l'étendue de leurs demandes; rien n'est plus capable de faire sentir l'excès de leurs prétentions.

Mais on a particulièrement insisté sur le Traité d'Utrecht, parce que c'est incontestablement ce Traité, qui, dans cette occasion, fait la loi des deux Puissances; c'est par où l'on a terminé ce Mémoire. C'est le seul titre en vertu duquel l'Angleterre possède l'Acadie; & de tous les titres, c'est un des plus décisifs contre les prétentions des Commissaires Anglois.

Ce Traité exclut formellement Port-royal de l'Acadie.

Il décrit la situation des côtes de cette province du nord-est au sud-ouest, ce qui les borne à Canseau d'une part, & de l'autre à la hauteur de la Baie Française.

Il exclut toute prétention des Anglois dans le golfe Saint-Laurent, excepté sur l'Isle de Terre-neuve & les isles adjacentes.

En un mot, il cède aux Anglois toute

Conclusion.

l'Acadie, mais il ne leur cède ni le pays des Etchemins, ni la Baye-Françoise, excepté Port-royal, ni la grande baye de Saint-Laurent, ni la partie méridionale du Canada. Ce que les Anglois prétendroient rendre accessoire, seroit huit ou dix fois plus grand que le principal; & si leur prétention étoit fondée, il faudroit anéantir toutes les provisions des Gouverneurs de la nouvelle France, ainsi que nombre de concessions qui prouvent que les pays qu'ils réclament, font dans la mouvance de Québec, qu'ils font partie de la nouvelle France, par conséquent du Canada, & non de l'Acadie.

Des toutes ces observations, on est en droit de conclurre que la prétention de l'Angleterre sur les anciennes limites de l'Acadie, est fondée sur de fausses notions des premiers établissemens des deux nations en Amérique; sur le préjugé insoutenable que la France n'a anciennement possédé l'Acadie, qu'en vertu des cessions & des dons qui lui auroient été faits par l'Angleterre; sur l'illusion qui fait supposer, antérieurement au Traité d'Utrecht, une colonie Françoise existante en Amérique sous le nom de nouvelle Ecosse; sur la confusion des anciennes limites de l'Acadie, avec le dernier état de cette province;

sur la fa
qui pro
& qui ne
prouver
se ressen
restitutio
du Trai
pas avisé
a été con
bitraire,
thentique
gleterre
des Com
nique no
descripti
titres, ni
l'esprit d
A Par
cinquant
DE SIL

Roi.

le pays
ise, ex-
paye de
nale du
droient
dix fois
eur pré-
anéantir
eurs de
mbre de
es pays
ance de
ouvelle
ada, &
a est en
tion de
aites de
notions
nations
itenable
possédé
& des
r l'An-
ppofer,
nt, une
nérique
sur la
l'Aca-
ovince;

sur les limites de l'Acadie. 321

sur la fausse application de quelques titres *Conclusion.*
qui prouvent ce qui n'est pas contesté,
& qui ne prouvent rien de ce qu'il falloit
prouver; sur l'idée d'assimiler ce qui ne
se ressemble point, une cession & une
restitution; enfin, sur une interprétation
du Traité d'Utrecht dont on ne s'étoit
pas avisé depuis quarante ans que ce Traité
a été conclu; interprétation purement ar-
bitraire, & contredite par des pièces au-
thentiques, & par celles mêmes que l'An-
gleterre produit: en un mot, le système
des Commissaires de Sa Majesté Britan-
nique ne se concilie ni avec les anciennes
descriptions du pays, ni avec les anciens
titres, ni avec la Lettre, non plus qu'avec
l'esprit du Traité d'Utrecht.

A Paris, le quatre octobre mil sept cent
cinquante-un. *Signé* LA GALISSONNIÈRE,
DE SILHOUETTE.

FIN du premier volume.

conforme à la
Cromwel, en
patentes de Cha
sceau d'Anglet
sonne ne pouv
plus parfaite du
ple ; & ce qu
cours de ce M
plus que son
forme aux plu
mêmes pays.

* Voyez la Let
tembre 1668, 10

